

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# LE BUT POLITIQUE

## DANS

# LES GRÈVES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Lundi 30 Mai 1932, à 14 heures*

PAR

**Henri-Barthélémy AYMÉ**

Rédacteur au Conseil d'État

---

*Président :* M. WILLIAM OUALID, *professeur*

*Suffragants :* } MM. MESTRE, *professeur*  
LESCURE, *professeur*

---

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU  
**ROUSSEAU & C<sup>ie</sup>, Editeurs**

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1932







Digitized by the Internet Archive  
in 2026





**LE BUT POLITIQUE**  
**DANS**  
**LES GRÈVES**





# LE BUT POLITIQUE

## DANS

# LES GRÈVES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Lundi 30 Mai 1932, à 14 heures*

PAR

**Henri-Barthélémy AYMÉ**

Rédacteur au Conseil d'État

---

*Président :* M. WILLIAM OUALID, *professeur*

*Suffrageants :* { MM. MESTRE, *professeur*  
LESCURE, *professeur*

---

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

**ROUSSEAU & C<sup>ie</sup>, Editeurs**

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1932

# LE BUT POLITIQUE

DANS

## LES GRÈVES

---

**La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les  
thèses ; ces opinions doivent être considérées  
comme propres à leurs auteurs.**

---



A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE

OSWALD AYMÉ

Avoué honoraire  
et Juge de Paix de Montmartre





# LE BUT POLITIQUE DANS LES GRÈVES

---

## INTRODUCTION

L'une des conséquences les plus notables de la guerre a été une recrudescence de l'agitation sociale dans le monde entier et particulièrement en Europe : de 1920 à 1927, trois grandes nations, la France, l'Italie, et l'Angleterre, ont été tour à tour violemment secouées par la grève générale ; ces tentatives de bouleversement social ont d'ailleurs abouti à des échecs retentissants et la classe ouvrière, qui avait pu caresser l'espoir de triompher des résistances que lui opposait la vieille société capitaliste, grâce à la violence et à l'ampleur de mouvements révolutionnaires sans précédent a vu ses efforts demeurer impuissants devant l'union spontanée des éléments d'ordre qui se sont portés au secours de la société menacée.

A l'attaque brusquée, l'Italie et l'Angleterre n'ont pas seulement résisté ; dans ces deux pays la riposte a été immédiate : Seule la France n'a pas su profiter de la leçon, le calme revenu, les mauvais jours ont été bien vite oubliés et l'insouciance aidant le souvenir des heures douloureuses s'est lentement effacé.

Néanmoins, pour qui sait réfléchir et observer, il est facile de comprendre que le péril révolutionnaire existe menaçant et que, dans un avenir plus ou moins lointain, il se révélera à nouveau si l'on n'y prend garde, la grève générale n'est pas qu'un souvenir, elle peut être une réalité.

Il nous a semblé utile de lui consacrer cette thèse, en choisissant pour titre : le but politique dans les grèves, c'est à elle que nous avons pensé, c'est elle que nous voulons faire revivre sous les yeux du lecteur.

Mais c'est principalement au point de vue français que nous l'étudierons, et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, parce que si la France ne peut revendiquer la paternité de la grève générale, c'est dans notre pays que, grâce aux efforts des syndicalistes français elle a acquis une importance sans cesse grandissante ; c'est également en France qu'elle a reçu une consécration définitive. Deux noms y resteront attachés, Briand et Sorel, Briand, qui en fut l'apôtre, Sorel qui sut en dégager toute la portée mystique et l'ériger à l'état d'un dogme.

Mais ces raisons n'auraient pas été suffisantes pour nous déterminer à entreprendre cette étude, s'il n'en existait une autre beaucoup plus grave : les problèmes posés par la grève générale sont restés en France ce qu'ils étaient il y a 10 ans, c'est-à-dire sans solution.

Alors qu'en Italie et en Angleterre, les pouvoirs publics n'ont pas hésité à prendre des mesures de défense sociale, en France rien n'a été fait, est-ce à dire qu'il n'y ait rien à faire ? est-ce à dire que rien ne doive être tenté pour éviter le retour des événements tragiques que nous avons connus ?

Nous ne le croyons pas et ce sera un des objets principaux de ce livre, que de démontrer les lacunes de notre législation sur ce point.

Nous diviserons donc notre ouvrage en trois parties :

Dans la première nous étudierons la genèse de la grève générale les discussions passionnées auxquelles elle a donnée lieu ainsi que les positions politiques et sociales de ses partisans.

La seconde partie sera consacrée à la grève générale en pratique, nous l'évoquerons avec toute l'impartialité qu'il se doit.

Dans la troisième partie, nous étudierons la grève politique en droit et, après avoir indiqué les solutions adoptées par la jurisprudence française, nous examinerons rapidement la législation anglaise et italienne.

De cette étude de législation comparée, nous essaierons de dégager quelques idées générales, objet de notre conclusion.

# PREMIÈRE PARTIE

## LA GRÈVE GÉNÉRALE EN THÉORIE

---

### CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

#### LA GENÈSE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

##### HISTORIQUE

- 1<sup>re</sup> Période : La grève générale dans l'Internationale. — Congrès de Bruxelles (1868). — Congrès de Genève (1873). — La grève générale réformiste.
- 2<sup>e</sup> Période : La grève générale en France. — Congrès national des syndicats (Bordeaux 1888). — Les adversaires de la grève générale et le vote d'une motion de défense (Congrès de Lille 1890).
- 3<sup>e</sup> Période : La réalisation. — Renaissance de l'idée par Aristide Briand et sa campagne en faveur de la grève générale. — Congrès de Marseille 1892, de Paris 1893, Congrès de Nantes 1894. — Discussion sur la grève générale (Briand et Lavigne). — Le congrès se prononce en faveur de la grève générale. — Le principe de la grève générale adopté par tous les congrès postérieurs.
- Ce qu'est la grève générale révolutionnaire par Aristide Briand (Discours prononcé au congrès socialiste (1899).

« L'idée de la grève générale n'a pas de blason idéologique : elle vient du peuple et ne peut prétendre à une noble origine.

Ni philosophes, ni sociologues n'ont daigné élucubrer sur son compte, analyser ses formules, doser sa théorie.

Cette origine « vulgaire explique en partie le discrédit dont jouit dans certains milieux où on se targue plus ou



moins d'intellectualisme l'idée de la grève générale : elle y est en dédain et on l'y considère comme étant une expression confuse et sans consistance, émergée de masses en fermentations et par cela même vouée à un échec prochain ». Nul grand nom ne s'étant fait le thuriféraire de la grève générale, on lui refuse tout crédit.

Si cette attitude dédaigneuse envers la grève générale était particulière à la bourgeoisie, il n'y aurait pas lieu d'en faire cas. Malheureusement ses détracteurs sont légions dans l'élite socialiste.

Cette prévention est inexplicable. Il semble qu'on devrait donner toute son attention aux tactiques qui s'élaborent au profond des masses populaires : il semble qu'il ne peut être de meilleur enseignement, de plus utile école de révolution, que cette étude de la vie. En effet quand le peuple ne se laisse pas dévier de la route par des « directeurs de conscience », il est rare que son bon sens ne lui suggère la meilleure orientation » (1).

Ainsi s'exprimait E. Pouget lorsque, répondant à une enquête du Mouvement socialiste sur la grève générale, il prophétisait l'avenir et une idée qui, bien qu'ayant été accueillie avec défiance par la classe ouvrière, devait, grâce à deux hommes, Briand et Sorel, atteindre un développement extraordinaire.

On ne peut en effet étudier la grève générale ; sans mettre en lumière l'influence de ces deux hommes.

Si Briand fut l'apôtre persuasif et tenace, le propagandiste acharné, Sorel à son tour sut exploiter l'idée au sens scientifique du mot, et l'élever au rang des mythes sociaux ce qui n'est pas peu dire.

L'histoire de la grève générale se divise en 3 périodes : La première pendant laquelle l'éventualité d'une grève générale, bien que discutée un peu partout, n'est sérieusement envisagée, nulle part.

(1) Pouget. — *Enquête sur la grève générale mouvement socialiste.*

La seconde au cours de laquelle l'idée s'introduit en France et y rencontre d'ailleurs une assez vive opposition.

Le troisième enfin que nous pouvons appeler période de réalisation, au terme de laquelle la grève générale sera définitivement adoptée par la classe ouvrière française.

#### PREMIÈRE PÉRIODE — LA GRÈVE GÉNÉRALE DANS L'INTERNATIONALE

L'association générale des travailleurs fut, à la fin du second Empire, l'expression des revendications économiques de la classe ouvrière. Aussi très rapidement fut elle amenée sous la poussée logique de la lutte sociale, à envisager l'éventualité de la grève générale. Dès ses premiers congrès de 1868, la question des grèves partielles se posa et l'utilité de leur généralisation fut examinée.

Au congrès de Bruxelles en 1868, il était déclaré « que la grève n'est pas un moyen d'affranchir complètement les travailleurs, mais qu'elle est souvent une nécessité de la situation actuelle : puis on envisagea l'éventualité d'une grève universelle, et il fut posé comme principe que « le corps social ne saurait vivre, si la production est arrêtée pendant un certain temps, qu'il suffirait donc aux producteurs de cesser de produire pour rendre impossible les entreprises des gouvernements personnels et despotiques ».

Peu après, en mars 1869, le journal « l'Internationale » qui se publiait à Bruxelles disait :

Lorsque les grèves s'étendent, se communiquent de proche en proche, c'est qu'elles sont bien près de devenir une grève générale, et une grève générale avec les idées d'affranchissement qui règnent aujourd'hui, ne peut qu'aboutir à un grand cataclysme qui ferait faire peau neuve à la société.

Ainsi au sein de l'Internationale, le groupement économique des travailleurs favorisait l'éclosion de l'idée de grève générale à laquelle était attribué son but précis et définitif : l'expropriation capitaliste. Mais les événements

de 1870 et 1871, et l'affaïssement de l'internationale, allaient détourner la classe ouvrière de cet objectif, et donner une orientation plus politicienne au mouvement social.

Cependant, en 1873, le congrès de la section belge qui se tint à Anvers, notifiait aux fédérations de « tout préparer pour la grève universelle, en renonçant aux grèves partielles sauf dans les cas de légitime défense ».

Quelques semaines après, en septembre 1873, sur la proposition de la Belgique qui en avait demandé la mise à l'ordre du jour, la question de la grève générale était discutée au congrès général de l'internationale qui se tint à Genève. Entre autres, délégués à ce congrès, se peuvent citer les citoyens Andréa Costa et Paul Brousse.

La grève générale fut discutée en séance secrète et les conceptions et objections qui se firent jour à l'époque, ne diffèrent guère de celles qui ont cours aujourd'hui. Certains considéraient la grève générale comme étant l'équivalent de la révolution sociale, et devant avoir pour corollaire l'expropriation capitaliste ; d'autres au contraire ; et de ceux-là étaient les américains, ne la tenaient que pour un mouvement d'agitation en vue de l'obtention de réformes.

Dans le rapport adressé par le conseil fédéral de l'Amérique du Nord il était dit :

Si les travailleurs affiliés à l'association venaient à fixer un certain jour pour la grève générale, non seulement pour obtenir une réduction d'heures et une diminution de salaires mais pour trouver le moyen de vivre dans des ateliers coopératifs par groupes et par colonies, nous ne pourrions nous empêcher de leur prêter une aide morale et matérielle.

L'opinion émise ci-dessus est celle de la grève générale à but réformiste ; c'est à un mouvement de cette catégorie que se décidaient les travailleurs des Etats-Unis en 1886 pour conquérir la journée de 8 heures.

Pour ce qui est du congrès de Genève, afin de ne pas donner prise à une recrudescence de répression, c'est par la résolution ci-dessous — qui ne reflète nullement les idées

discutées à la séance secrète — qu'il clôtura le débat sur la grève générale.

« Le congrès considérant que dans l'état actuel de l'Internationale il ne peut être donné à la question de la grève générale une solution complète, recommande aux travailleurs, d'une façon pressante l'organisation internationale des corps de métier, ainsi qu'une active propagande socialiste.

La recommandation formulée dans cette résolution visant la constitution de groupements corporatifs internationaux, est l'indication nette de la pensée des internationalistes : il comprenaient que la grève générale resterait une abstraction sans valeur révolutionnaire, tant que la classe ouvrière n'aurait pas créé une solide organisation économique.

Cette recommandation peut être tenue pour la pensée testamentaire de l'internationale : désormais la grande association déjà scindée en deux après le congrès de La Haye en 1872, allait décliner pour, après deux autres congrès, faire place à d'autres modes de groupements.

Les théories sociales démocrates allaient pour un temps, acquérir la prédominance, l'orientation économique allait être délaissée au profit des agitations parlementaires et, conséquence inéluctable, l'idée de grève générale allait tomber dans l'oubli.

#### DEUXIÈME PÉRIODE. — LA GRÈVE GÉNÉRALE EN FRANCE

Des Etats-Unis l'idée de grève générale passa en France, et fut d'ailleurs accueillie assez froidement. Elle fut tout d'abord discutée au congrès national des syndicats tenu à Bordeaux en 1888, la motion suivante fut votée.

« Considérant,

Que la monopolisation des instruments et des capitaux entre les mains patronales donne aux patrons une puissance qui diminue d'autant celle que la grève partielle mettait entre les mains des ouvriers,

Que le capital n'est rien s'il n'est mis en mouvement,



Qu'alors, en refusant le travail les ouvriers anéantiraient d'un seul coup la puissance de leurs maîtres,

Considérant,

Que la grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation,

Le congrès déclare,

Que seule la grève générale c'est-à-dire la cessation complète de tout travail ou la révolution, peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation. »

Il est à noter qu'à ce congrès, où pourtant la pensée du parti ouvrier français « dominait les débats », une motion fut votée « invitant les syndicats constitués, ou en voie de se constituer à ne s'inféoder à aucun parti politique quel qu'il soit seul moyen de rallier l'unanimité de la corporation ».

Ainsi tandis que ce congrès se prononçait pour le moyen d'action essentiellement économique qu'est la grève générale, il mettait en garde les travailleurs contre les dangers de l'inféodation politique » (1).

Cependant les adversaires de la grève générale ne restaient pas inactifs, mais, ne voulant ou n'osant la condamner ouvertement, ils adoptèrent une théorie intermédiaire : celle de la grève générale par industrie ; leur influence se fit sentir au congrès de Lille en octobre 1890.

Sous le prétexte que la classe ouvrière n'était pas suffisamment organisée pour qu'une grève générale fut déclanchée avec un plein succès, ils firent voter une résolution ainsi conçue.

« Considérant,

« Que la grève générale proprement dite c'est-à-dire le refus concerté et simultané du travail par la totalité des travailleurs des diverses corporations suppose et exige, pour aboutir, un état d'esprit socialiste et d'organisation ouvrière, auquel n'est pas arrivé le prolétariat, sans quoi, si seulement la moitié de la classe ouvrière était dès aujour-

(1) Pouget. — *Enquête sur la grève générale*, M. S. 1904 août.

d'hui capable d'une action commune, la Révolution pourrait et devrait s'accomplir.

Considérant que la seule grève, qui dans ces conditions ne soit pas illusoire ou prématurée, est celle des mineurs de tous les pays appuyés dans leur sortie générale des fosses par les ressources des autres corps de métier.

Considérant que cette grève internationale des mineurs, si ces derniers devenus les champions du prolétariat tout entier revendiquaient pour tous les travailleurs la journée de 8 heures, atteindrait les résultats vainement demandés à une grève générale actuellement impossible ; qu'elle a été soumise au congrès de Jolimont et renvoyée à l'étude des intéressés, dont il y a lieu d'attendre la décision,

Le congrès décide,

Les fédérations, groupes et membres du Parti sont invités à appuyer de toutes leurs forces, la grève internationale des mineurs au cas où elle serait votée par ces derniers, et doivent d'ores et déjà aviser aux moyens de la faire triompher (1). »

On pouvait croire en lisant cette motion que l'idée même d'organiser une grève générale devait totalement disparaître dans un avenir prochain. Il n'en fut rien, un homme s'était en effet passionnément attaché à en faire triompher le principe, et devait pendant 10 ans lutter avec ténacité : c'était Aristide Briand.

#### TROISIÈME PÉRIODE. — LA RÉALISATION

Sous son impulsion, à Marseille en 1892 et à Paris en 1893 les travailleurs adoptèrent avec enthousiasme les résolutions favorables à la grève générale.

Voici celles présentées par la commission au congrès de Marseille :

« Considérant que la détestable organisation capitaliste dont dispose la classe dirigeante contre les travailleurs à

(1) *Congrès de Lille, 1890.*

rendu impuissantes et vaines les tentatives amiables d'émancipation faites depuis un quart de siècle par la démocratie socialiste, qu'il existe entre le capital et le travail une opposition d'intérêt, que les législateurs soi-disant libéraux n'ont pas voulu détruire ;

Après avoir fait aux pouvoirs publics de nombreux et inutiles appels pour obtenir le droit à l'existence et au bien être, la grande et universelle famille de travailleurs a acquis la triste et cruelle certitude que seule une révolution du travail pourra lui donner la liberté économique et le bien-être matériel conformes aux principes les plus élémentaires du droit naturel.

Que parmi les moyens légaux inconsciemment mis à la disposition des travailleurs, il en est un qui, habilement et pratiquement interprété, doit assurer la transformation économique en faisant triompher les légitimes aspirations du prolétariat,

Que ce moyen est la suspension universelle simultanée de la force productive dans tous les métiers, c'est-à-dire la grève universelle, laquelle même limitée à une période restreinte conduira infailliblement le parti ouvrier au triomphe de revendications formulées dans son programme.

Le congrès décide :

1<sup>o</sup> Le Principe de la grève universelle ;

2<sup>o</sup> Les fédérations des syndicats et corporations et les fédérations de bourses du Travail seront invitées à répandre et à propager les principes dans la masse des travailleurs, à étudier et préparer une organisation spéciale de la classe ouvrière française dans le but de fournir au congrès international de 1893 un projet complet de la grève universelle ;

3<sup>o</sup> Le 1<sup>er</sup> mai doit être une date de consultation mondiale de tous les travailleurs, sans distinction de ceux qui sont syndiqués et de ceux qui ne le sont pas, sur le principe de la grève universelle (1). »

(1) *Congrès de Marseille, 1892.*

Malgré l'enthousiasme des congressistes, la conception de la grève générale manquait de précision : elle séduisait les militants par sa puissance attractive et rayonnante, mais beaucoup ne voyaient en elle qu'un moyen efficace de réaliser des améliorations de détail, et non pas la possibilité de réaliser l'émancipation totale.

Cela pouvait s'expliquer par le fait que les esprits n'étaient pas encore prêts à accepter l'idée dans sa forme dernière, et surtout par une propagande insuffisante.

Il fallut attendre le congrès de Nantes (1894) pour constater combien l'idée avait fait de progrès.

C'est à ce congrès en effet, qu'eut lieu la plus fameuse discussion sur la grève générale : on y entendit deux orateurs déjà réputés, deux joueurs habiles, MM. Briand et Lavigne.

« La grève générale dit M. Briand a été votée au congrès de Marseille (congrès de la fédération des syndicats en 1892).

Puisque aujourd'hui on vient proposer de la rejeter c'est donc qu'on a des arguments nouveaux à faire valoir.

On dit que c'est une utopie, une duperie, c'est un drapeau qui doit conduire à la victoire.

On prétend qu'elle n'est pas possible limitée à un seul pays, mais si les ouvriers belges avaient été mieux préparés ils auraient certainement abouti en Belgique.

L'idée de la grève générale a modifié le sens des grèves partielles qui ont diminué de fréquence, sont plus souvent victorieuses, et qui sont devenues souvent des grèves de solidarité.

Le principe de la grève générale a détruit l'égoïsme chez l'ouvrier ; on ne considère plus la grève comme une lutte contre un patron, mais comme une arme sociale contre toute la société capitaliste.

Il faut user du bulletin de vote fait-on objecter, mais le jour où la sauvegarde universelle gênera les gouvernants, ils le supprimeront et ils fusilleront même les travailleurs



au besoin ; et d'ailleurs, la grève générale, n'empêche pas l'emploi du suffrage universel ; une souris qui n'a plus qu'un trou est bientôt prise dit le proverbe, l'ouvrier a un fusil mais il peut rater qu'il en ait donc un de rechange. »

« Quand on vous dit, observait M. Lavigne, que le jour de la grève générale, les bourgeois ne mangeront plus, j'ai peur que les travailleurs soient obligés d'en faire autant.

On dit que la grève générale est comme une épée de Damoclès suspendue sur la tête de la bourgeoisie, la figure est mauvaise car au lieu d'un fil très ténu il y a un gros câble ; c'est une épée d'avocat dont la bourgeoisie se rit.

« Il ne faut pas effrayer les syndicats dit encore M. Lavigne il ne faut pas épouvanter les ouvriers qui voudraient pénétrer dans les organisations corporatives, en leur montrant une trop lourde tâche à accomplir et surtout au moment où l'on veut amener le paysan dans les syndicats socialistes.

Pour réussir, il faut l'unanimité des ouvriers dans les syndicats, et on va creuser un fossé profond entre les partisans et les adversaires de la grève générale.

On ne peut pas déclarer que la grève générale est possible en prenant comme exemple celui de la grève générale de Belgique : là il y avait une question de suffrage universel, la bourgeoisie ne pourrait le leur retirer objecte-t-on.

Mais alors, il y aurait unanimité d'ouvriers, de bourgeois des petits commerçants pour réclamer et pour déclarer la révolution avec toutes chances de succès.

Il ne faut pas croire les guesdistes assez naïfs, assez bêtes pour espérer dériver à la révolution par le parlementarisme ; mais ils disent qu'on ne peut pas prévoir, quand et comment la révolution éclatera, cela dépendra des circonstances, et le jour où elle éclatera son succès dépendra uniquement du nombre de députés à la Chambre et de représentants au conseil municipal acquis à la Révolution, et capables de l'organiser ; il faut préparer lentement la masse qui devra monter à l'assaut de la société capitaliste et ne

livrer l'assaut que lorsque tous les travaux d'approche auront été terminés autour de la vieille citadelle encore résistante.

C'est au moment conclut M. Lavigne, dans une péroraison éloquentة où, grâce à la ténacité et au dévouement persévérant et infatigable de nos militants, l'organisation française syndicale est en voie de prendre autant de consistance que celle des Trade-Unions anglaises parallèlement conscientes,

C'est au moment où, par une étude attentive des questions agricoles d'une tactique prudente appropriée à ses mœurs, nous arrivons à amener à nous la France paysanne pour lui faire tendre la main à la France ouvrière et rendre leur cause commune et identique,

C'est au moment où, de plus en plus tous les pouvoirs élus sont en train de passer entre les mains du prolétariat organisé,

C'est à ce moment que vous osez venir nous proposer de lancer la France prolétarienne sur la piste utopique d'une question qui ne peut que la diviser en deux camps irrémédiablement ennemis pour le plus grand honneur de la bourgeoisie capitaliste.

Mais c'est un crime, cela, sinon dans vos intentions, du moins dans les conséquences que vous allez déchaîner, et nous avons le droit de nous désolidariser d'avec vous, nous avons même le droit de vous demander quel rôle vous jouez quelle œuvre vous poursuivez.

Nous mener tout droit à la provocation d'une révolution d'avance avortée,

Vous soulèveriez les fourches et les faux (1). »

On passa au vote, 65 voix se prononcèrent pour la grève générale, 37 contre.

L'élan était donné ; depuis lors pas un congrès corporatif ne s'est clôturé sans que n'ait été affirmé le principe

(1) *Congrès de Nantes, 1894.*

de la grève générale ; en 1897 au congrès de Toulouse une motion fut adoptée qui stipulait que la « grève générale est synonyme de révolution, au congrès de Paris en 1900, au congrès de Montpellier en 1902, les militants viendront affirmer leur foi en la grève générale.

Les syndicalistes français l'ont adoptée, ils la défendront maintenant avec le même acharnement qu'ils l'avaient naguère combattue. A sa réalisation, tous travailleront désormais et dans les périodes de lassitude, le prolétariat trouvera en elle la force de réagir, de se reprendre, de lutter envers et contre tous. Par delà les intérêts immédiats, objets de combats de chaque jour, les travailleurs pourront maintenant songer à la grande bataille, la dernière qui leur apportera la liberté.

Nous ne voulons pas terminer ce chapitre sans reproduire en partie le discours prononcé par Briand lors du congrès général du parti socialiste français (décembre 1899), discours resté célèbre qui montre, mieux que n'importe quel document, le caractère révolutionnaire, et par conséquent politique de la grève générale.

« Citoyens,

La grève générale est une conception à laquelle j'ai tout particulièrement consacré mes efforts de propagande, et que je me félicite d'avoir fait adopter par le premier congrès corporatif auquel elle fut soumise. Ce sont des antécédents qui m'imposent en quelque sorte un devoir de paternité que vous voudrez bien me permettre de remplir sans trop m'interrompre. Je vous assure dès maintenant que je m'efforcerai de ne rien dire qui puisse être pris en mauvaise part par l'une ou l'autre des fractions de cette assemblée.

Je fais, dès à présent, cette déclaration que je ne suis pas sur ce point de l'ordre du jour, en communion d'idées avec tous mes camarades de l'organisation à laquelle j'appartiens la Confédération des indépendants, car je ne voudrais pas que le congrès put supposer que je prends ici la parole en son nom.

Citoyens, j'ai demandé, hier, que cette question de la

grève générale fut traitée à part. J'estime, en effet, qu'elle mérite les honneurs d'une discussion particulière. D'abord, elle est vraiment intéressante en elle-même, ensuite le congrès du parti socialiste aura ainsi l'occasion de marquer sa déférence envers les congrès des organisations syndicales tenus à Marseille à Nantes, à Limoges, à Rennes, qui se sont prononcés affirmativement sur cette question. Il est déjà fâcheux, à mon avis que sous l'influence de préoccupations exclusivement politiques certains de nos camarades parmi les meilleurs, les mieux écoutés aient cru devoir, dès l'abord, écarter la conception de la grève générale avec un dédain qu'elle ne méritait pas.

De deux choses l'une, en effet : ou les congrès ouvriers ont eu raison d'adopter cette tactique, ou bien ils ont eu tort. Dans les deux cas, il est de toute nécessité que les partisans de la grève générale viennent dire pourquoi ils l'ont préconisée que d'autre part, ceux qui en sont les adversaires et l'ont combattue, exposent les raisons qui la leur ont fait rejeter.

Le congrès jugera. Mais il est absolument indispensable et urgent que le prolétariat soit renseigné, afin qu'il puisse s'écarter au plus vite de la voie, où, sur mes conseils, et ceux de quelques-uns de mes amis, il s'est engagé, si elle est jugée mauvaise et dangereuse.

Vous me permettez, citoyens, de persister à croire qu'elle est bonne et féconde, et d'espérer que le parti socialiste tout entier s'y engagera avec le prolétariat, j'ose même dire à la tête du prolétariat.

Citoyens, si paradoxale que cette déclaration puisse vous paraître au risque de frapper d'étonnement ceux de nos amis du parti ouvrier français qui, depuis le congrès de Marseille m'ont infligé le sobriquet ironique de « général gréviste » je tiens à déclarer, dès le seuil de cette discussion, que je suis personnellement plutôt hostile à la grève. Je ne suis pas un prêcheur de grèves...

« ...Je ne suis pas partisan de la grève, j'entends de la grève partielle. Je la juge néfaste, et, même quand elle donne des résultats, je considère qu'ils ne compensent jamais les sacrifices consentis. La grève partielle est presque toujours vouée à l'impuissance, parce que les ouvriers engagés dans un conflit ne se trouvent jamais en réalité aux prises avec des patrons isolés.



Les travailleurs en grève sont bien réellement isolés, eux, même quand ils ont l'aide morale et matérielle du prolétariat.

Qu'est cet appui à côté de celui que trouvent les patrons auprès des pouvoirs publics ? Le patron n'est jamais seul, il a toujours avec lui, pour lui, tous les moyens de pression dont dispose sa classe, l'ensemble des forces sociales organisées, magistrature, fonctionnaires, soldats, gendarmes, policiers.

Citoyens, étant donnée cette situation : d'une part, le patronat toujours engagé tout entier dans chaque grève, et cela d'une manière effective : d'autre part le prolétariat toujours isolé dans les conflits économiques, qu'est-il arrivé ?

Après un certain nombre d'expériences, il est arrivé que les travailleurs conscients se sont rendus compte de l'inutilité tout au moins de l'insuffisance de leurs efforts. Ils en sont venus très vite à se demander s'il ne serait pas possible de tirer un meilleur parti de l'organisation syndicale.

Le résultat de leurs réflexions a été ce qu'il devait être, il les a conduits instinctivement à la conception de la grève générale, en sorte qu'il m'a suffi soit dans les conférences, soit dans les congrès de la dégager en une formule précise pour me trouver aussitôt en communion d'esprit avec tous les représentants du prolétariat organisé.

Le secret de la force de cette idée réside en ceci, qu'elle est venue au monde du travail apportée par l'évolution économique elle-même. Et je dis à l'avance qu'il n'est pas possible entendez-moi bien au point de vue économique, tout au moins, de ne pas être partisan de la grève générale quand on l'est de l'organisation syndicale.

Quel est, en effet, le point culminant de l'organisation syndicale ? Doit-elle se borner à la création de syndicats voire de fédérations plus ou moins nombreuses ? Non n'est-ce pas ? lorsque vous conseillez aux travailleurs de se grouper en Syndicats, aux syndicats de se grouper entre eux, vous envisagez une vaste organisation définitive dans laquelle seraient représentées toutes les forces du travail. Vous n'avez pas la pensée qu'elle s'arrêtera à la fédération des mineurs, des métallurgistes des ouvriers du bâtiment, vous espérez qu'à un moment donné toutes ces fédérations de métiers seront elles-mêmes fédérées entre elles dans une confédération générale du travail.

Or, citoyens, quand vous allez, vous militants, — et cela est arrivé à la plupart de ceux qui assistent à ce congrès, — quand vous allez préconiser la création d'un syndicat, vous ne vous reconnaissez pas le droit de conseiller aux futurs syndiqués d'exclure de leurs préoccupations, de bannir de leurs statuts, l'éventualité de la grève. Vous prévoyez qu'à un moment donné, un conflit entre le patron intéressé et ce syndicat peut devenir aigu, au point que pour le régler, il faudra nécessairement recourir à la grève. Vous n'engagez pas les travailleurs à la faire, mais vous les invitez, et c'est votre devoir, à s'en préoccuper comme d'une éventualité qui peut s'imposer à eux.

Si vous admettez ce principe, vous êtes engagé. Il ne vous est plus possible de vous dérober, il faut que vous alliez jusqu'au bout.

Imaginez, en effet, qu'au lieu de vous adresser à des syndicats en formation, vous avez à parler devant les représentants de la confédération générale de toutes les forces du travail organisées. Envisageant les divers modes d'action qui peuvent s'imposer à eux pour assurer le triomphe de revendications communes à tout le prolétariat, ne seriez-vous pas amenés fatalement à leur dire :

« Quand vous aurez fait vos sommations au patronat, quand vous aurez constaté qu'il reste irréductible devant la légitimité de vos revendications, alors, de même qu'en pareille circonstance s'impose à l'examen du syndicat la pénible éventualité de la grève partielle, s'imposera aussi à votre examen l'éventualité plus redoutable, mais plus féconde, de la grève générale... qui en face du patronat, mettra debout pour la première fois le prolétariat tout entier.

Je n'insiste pas sur ce point spécial de la question. J'arrive au second point de vue, celui qui fera sans doute l'objet principal de la discussion, sur lequel on peut faire des réserves, élever des objections : le point de vue politique et révolutionnaire. La nouvelle tactique en effet, n'a pas pour but unique, exclusif de servir des intérêts purement économiques.

Elle peut être, le cas échéant, employée avec autant d'efficacité, à la défense des libertés politiques que le prolétariat considère, à juste titre, comme la condition expresse, essentielle de son émancipation définitive. C'est, du reste, dans

cet esprit que pour la première fois, au congrès corporatif de Marseille, fut votée, en 1892 l'organisation de la grève générale.

Tout à l'heure, pendant que je faisais entrevoir la possibilité d'une pareille bataille engagée entre le salariat et le patronat, des camarades disaient : « Ce serait la révolution ! »

Eh bien ! oui, je le dis aussi, je le crois fermement, la grève générale « ce serait la révolution... » Mais la révolution sous une forme qui donne aux travailleurs plus de garanties que celles du passé, en ce qu'elle les expose moins aux surprises, toujours possibles, des combinaisons exclusivement politiques.

Victorieux par la grève générale, le prolétariat garde les positions conquises qu'une organisation préalable, conforme, adéquate à l'évolution même, née d'elle, lui permet d'administrer lui-même sans avoir besoin, comme jadis de confier à d'autres le soin, toujours délicat, de tirer parti de la victoire.

Ce n'est plus une révolution autour de formules décevantes il ne s'agit plus seulement pour le peuple de conquérir la faculté puérile et chimérique d'inscrire au fronton des monuments publics ses droits à la liberté, à l'égalité, à la fraternité. C'est une révolution dans les choses qui permet enfin à l'homme de passer du domaine des mots dans celui des réalités.

## CHAPITRE II

### LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LES SOCIALISTES

#### 1<sup>er</sup> SECTION. — LES SOCIALISTES FRANÇAIS

Hostilité des socialistes à l'égard de la grève générale. — Jaurès, Vaillant-Lafargue. — Conditions auxquelles, selon eux doit satisfaire la grève générale pour obtenir un plein succès.

a) Son objet ; b) appui de l'opinion publique ; c) l'organisation.

Critique de la méthode syndicaliste. — L'emploi de la violence. — Ses inconvénients. — La réaction inévitable de la société bourgeoise. — La famine tuera la grève. — Utilisation de la grève générale par les socialistes : la grève générale politique.

#### 2<sup>e</sup> SECTION. — LES SOCIALISTES ÉTRANGERS

Conformité des thèses socialistes étrangères avec celles des socialistes français, Ferri, Quelsch, Hyndman, Keir Hardy, Thomas.

Le principe de la grève générale qui avait été adopté avec enthousiasme par les divers congrès ouvriers, n'a pas reçu chez les socialistes, qu'ils fussent français ou étrangers l'accueil qu'on eut pu escompter.

Ceux-ci, et c'est d'ailleurs un des principaux griefs qui leur ait été fait, n'ont examiné la grève générale qu'au point de vue critique ; si parfois ils ont daigné lui reconnaître quelque valeur, et lui accorder quelque mérite, ce n'est pas sans avoir élevé, quant à sa mise en pratique, des objections telles qu'elles paraissaient détruire dans leur esprit les minimes avantages qu'on en pouvait attendre, et les conclusions auxquelles ils ont abouti, ne laissent aucune illusion sur leur conviction profonde touchant l'inutilité et la puérilité des espoirs fondés sur elle.



Quoi qu'il en soit, en précisant exactement qu'elle a été, et quelle est la position des socialistes, nous comprendrons mieux les divergences de vue qui les séparent des syndicalistes, et peut-être pourrons-nous pénétrer les causes profondes d'un antagonisme qui, s'accroissant avec le temps, s'est mué en hostilité déclarée.

Nous diviserons ce chapitre en 2 sections, la première sera consacrée à l'exposition de la thèse soutenue par les socialistes français, la seconde à celle soutenue par les socialistes étrangers ; nous les confronterons ensuite, et nous nous efforcerons d'en dégager quelques conclusions.

Il n'est évidemment pas question de reproduire ici *in extenso* les discussions qui se sont élevées, mais de mettre en lumière les points essentiels de la thèse socialiste, en découvrir l'armature, en laissant dans l'ombre tout ce qui peut être considéré comme secondaire.

## PREMIÈRE SECTION

### L'opinion des socialistes français

Les socialistes français n'ont pas repoussé d'emblée la possibilité d'organiser la grève générale, mais défenseurs attitrés de la classe ouvrière, ils se sont fait un scrupule de la laisser s'engager dans une aventure dont les risques leur sont apparus si grands, et les chances de succès si aléatoires qu'ils n'ont pas hésité à braver l'impopularité des foules pour les mettre en défiance et leur signaler les dangers d'une semblable méthode d'action.

Sans doute l'organisation de la grève générale ne paraît-elle au premier abord ni absurde ni chimérique : « pour qu'il y ait grève générale, il n'est point nécessaire que la totalité des corporations entre en ligne, il n'est même pas nécessaire que dans les corporations qui participent au mouvement, la totalité des ouvriers fasse grève. Il suffit que les corporations où la puissance capitaliste est le mieux

constituée, où la puissance ouvrière est le mieux organisée, et qui sont comme le nœud des systèmes économiques, décident la suspension du travail, et il suffit qu'elles soient écoutées par un nombre d'ouvriers tel que pratiquement le travail de la corporations soit suspendu.

« Or à la grève générale ainsi entendue on ne peut objecter ni qu'elle est chimérique ni qu'elle serait inefficace.

« Ce n'est plus un mouvement corporatif, c'est un mouvement de classe. Et comment un mouvement général de la classe essentiellement productrice, de celle que rien ne supplée, pourrait être sans action (1). »

Comment un mouvement de cette ampleur ne réussirait-il pas ! et quelle serait la force capable de lui résister !

Cependant, répondent les socialistes, il ne faut pas se laisser abuser, il n'y a là qu'une trompeuse apparence.

Les orateurs aux discours enflammés, aux improvisations brillantes peuvent enthousiasmer un auditoire, et le transporter pour quelques instants dans un monde irréel, lorsque les applaudissements se seront tus, la réalité travestie par la magie des mots, apparaîtra dans toute sa simplicité, c'est-à-dire avec les problèmes à résoudre et surtout les responsabilités à prendre.

« Il ne faut pas s'imaginer que le mot grève générale a une vertu magique, et que la grève générale elle-même a une efficacité absolue et inconditionnelle.

« Le grève générale est pratique ou chimérique, utile ou funeste suivant les conditions dans lesquelles elle se produit la méthode qu'elle emploie, le but qu'elle se propose (2).

En ce qui concerne les conditions auxquelles doit satisfaire la grève générale pour avoir une chance de succès, il en est quelques-unes qui paraissent absolument indispensables.

Il faut tout d'abord que l'objet en vue duquel la grève

(1) Jaurès. — *Enquête sur la grève générale mouvement socialiste*, acût 1904.

(2) Jaurès. — *Enquête sur la grève générale*, op. cit.

a été déclarée passionne fortement la classe ouvrière ; c'est une condition *sine qua non*, en effet « ni les décisions des congrès corporatifs, ni les mots d'ordre des comités ouvriers ne suffiraient à entraîner la classe ouvrière dans une aventure toujours redoutable. Pour affronter les privations et la misère, même pour échapper aux influences du milieu dont on est enveloppé, il faut une grande énergie. Or cette énergie ne peut être suscitée dans toute une classe que par une grande passion. Et la passion à son tour, n'est excitée dans les âmes à ce degré où elle devient agissante et combattante que par un intérêt à la fois très grand et très prochain, par un objet très important et d'une réalisation immédiate (1). »

Il y a là une appréciation exacte de la mentalité ouvrière. Combien de grèves ont elles avorté, faute d'avoir eu pour objet un intérêt précis, bien défini, et, si les grèves de solidarité n'obtiennent souvent qu'un médiocre succès, cela n'est-il pas dû à ce que les travailleurs hésitent à soutenir un mouvement dont la réussite ne leur rapportera en définitive qu'une vaine satisfaction d'amour-propre, achetée au prix de souffrances parfois cruelles. Au-dessus des congrès, expression de la volonté collective, il y a l'intelligence individuelle.

Celle-ci, dégagée de l'ambiance excitante et trompeuse des réunions saura discerner le vrai du faux, et dicter à chacun sa conduite, en s'inspirant des réalités pratiques.

Mais il ne suffirait pas pour qu'une grève générale soit heureuse que le prolétariat fut animé et passionné : « il ne suffit pas qu'il obéisse à sa propre impulsion intérieure et non à un mot d'ordre extérieur. Il faut encore qu'il ait démontré à une fraction notable de l'opinion, que ses revendications sont légitimes et réalisables immédiatement » (2).

Si l'on considère en effet, que toute grève un peu importante apporte nécessairement dans les relations économiques un trouble profond, lèse plus ou moins fortement

(1) Jaurès. — *Op. cit.*

(2) Jaurès. — *Op. cit.*

certaines intérêts, bouleverse enfin les habitudes de chacun, l'on comprendra facilement qu'une grève générale, dont l'ampleur n'est aucunement comparable à celle des grèves corporatives ordinaires, n'obtienne pas l'approbation de l'ensemble des citoyens.

Or l'opinion ne rendra la classe capitaliste responsable et ne se tournera vigoureusement contre elle que si, par une propagande ardente et substantielle, l'équité des revendications ouvrières et la possibilité pratique d'y satisfaire immédiatement lui ont été démontrées.

Alors c'est contre l'égoïsme ou la routine des pouvoirs publics qu'elle se prononcera, et la grève générale aboutira à un succès notable. Au contraire si la masse indifférente n'avait pas été avertie, et en partie conquise, c'est contre les grévistes qu'elle se prononcerait.

Et comme aucune force même révolutionnaire ne prévaut contre l'opinion de l'ensemble du pays, la classe ouvrière subirait un désastre très étendu » (1).

La grève générale ne sera donc engagée qu'après avoir éclairé l'opinion par une propagande habile destinée à démontrer le bien-fondé des revendications ouvrières.

Mais cette question de propagande se condond dans celle plus large et qui touche à l'organisation même de la grève problème ardu mais inéluctable.

Les socialistes font remarquer avec juste raison qu'il sera d'autant plus facile à résoudre que les masses seront dotées d'une organisation corporative plus parfaite ; organisation qui, fortement centralisée, permettra seule d'obtenir cette discipline nécessaire et indispensable au succès d'un mouvement de grande envergure.

Il y aura lieu de créer un comité de grève générale composé d'individus responsables, et choisis s'il se peut parmi les militants les plus avertis, ce comité s'emploiera à réunir les ressources indispensables, tant en argent qu'en nature, afin

1) Jaurès. — *Op. cit.*



que les grévistes ne soient pas contraints de capituler devant le spectre de la famine.

Cette tâche achevée, il s'agira de déterminer la tactique : « le succès de la grève suppose en effet, une délimitation ou une extension réfléchie, le choix du moment des ressources suffisantes, et le concours de solidarité des autres corporations déterminées par des motifs et un but d'intérêt général ouvrier, c'est-à-dire une organisation sans laquelle c'est la défaite probable sinon inévitable qui se généralise et s'aggrave. C'est à ces conditions de préparations et de conduite organisée qu'une grève peut être prévue comme d'autant plus efficace qu'elle sera plus généralisée » (1).

Un exemple concret suffira à démontrer le bien fondé de ces remarques.

Il n'est pour s'en convaincre aucun document plus probant que la relation du 18<sup>e</sup> congrès du P. O. B. qui se tint à Bruxelles les 12 et 13 avril 1903.

L'échec de la grève générale fut vivement commenté, et la conclusion unanime fut que « la faiblesse de l'organisation syndicale du prolétariat belge devait naturellement entraîner l'échec de cette tentative.

L'erreur de la faute du P. O. B. avait été de s'illusionner trop longtemps sur ses propres forces » (2).

Et Vandervelde, dégageant la leçon à tirer des événements récents s'exprimait en ces termes : « La grève générale est une arme dangereuse, il ne faut y recourir que le jour où elle sera sérieusement préparée et où elle devra être définitivement victorieuse. Le but du congrès est de créer une organisation si forte que la grève générale ne sera peut-être pas nécessaire.

Telles sont, aux dires des socialistes, les circonstances dans lesquelles une grève générale peut-être engagée ; elles

(1) Edouard Vaillant. — *Enquête sur la grève générale. Mouvement socialiste*, août 1904.

(2) E. Lafont. — *Le 18<sup>e</sup> congrès du Parti Ouvrier Belge Mouvement socialiste*, 15 juin 1903.

nécessitent déjà la réunion de certains facteurs pour ainsi dire préliminaires à l'action. Mais cela ne suffit pas, en supposant que les grévistes possèdent tous les atouts dans leur jeu, la victoire pourrait encore leur échapper si par malheur dans la conduite de la grève, ils faisaient appel à la violence.

Quelle doit être en effet la tactique à suivre ? Sur ce point, socialistes et syndicalistes ont disputé fort longtemps.

Les socialistes et Jaurés en particulier ont toujours soutenu que la grève générale devait être pacifique, car « si elle est conçue et présentée non comme l'exercice plus vaste et plus cohérent du droit légal de grève, mais comme le prodrôme et la mise en train d'une action de violence révolutionnaire, elle provoquera d'emblée, un mouvement de terreur et de réaction auquel la fraction militante du prolétariat ne suffira pas à résister.

C'est pourtant à cette conception que ce sont arrêtés quelques uns des théoriciens de la grève générale. Ils croient que la grève générale des corporations les plus importantes suffira à déterminer la Révolution sociale, c'est-à-dire la chute de tout le système capitaliste et l'avènement du communisme démocratique et prolétarien.

La vie économique du pays sera suspendue, les voies ferrées seront désertes, la houille nécessaire à l'industrie restera ensevelie sous terre, les navires ne pourront plus aborder les quais ou nul ouvrier ne déchargera les marchandises. Partout arrêt de la circulation et de la production.

Naturellement, il y'aura un plus grand malaise. Les masses ouvrières en arrêtant la production et les échanges se seront affamées, elles seront ainsi acculées à la violence pour se nourrir, pour saisir vivres et denrées, là où ils se trouvent.

De là d'inévitables conflits entre la classe ouvrière et les gardiens affolés du système capitaliste, et par conséquent, au bout de quelques jours, le caractère révolutionnaire de la grève générale.

Et comme la force capitaliste sera dispersée par la néces-

sité même de surveiller le mouvement le plus étendu et le plus divers, comme notamment l'armée de repression sera disséminée, noyée dans le vaste flot, le prolétariat aura vaincu l'obstacle où jusqu'ici il se brisait, et maître enfin du système social, il installera le travail souverain » (1).

Voilà la conception rapidement esquissée des révolutionnaires, sans doute tous les théoriciens du syndicalisme ne l'exposent pas avec le même degré de netteté, mais ils y attachent tous le même sens, et pour ceux « qui y voient un instrument elle signifie cela ou rien ».

Or cette conception de la grève générale, les socialistes ne sauraient l'admettre et Jaurès en a fait une critique sévère, il l'estime à la fois dangereuse, erronée surtout malhonnête.

Elle est dangereuse par ce qu'elle ne peut échouer sans entraîner pour la classe ouvrière de graves mécomptes.

Les partisans de la grève générale ainsi entendue sont obligés, qu'on le remarque bien, de réussir la première fois.

Si une grève générale après avoir tourné à la violence révolutionnaire échoue, elle aura laissé debout le système capitaliste, mais elle l'aura armé d'une fureur implacable.

La peur des dirigeants et même d'une grande partie de la masse se donnera carrière en une longue suite d'années de réaction et le prolétariat sera pour longtemps désarmé et écrasé » (2).

Mais la conception des révolutionnaires n'est pas que dangereuse ; elle est erronée, car elle repose sur un artifice grossier : c'est en effet, méconnaître le bon sens de la classe ouvrière que de croire qu'elle s'engagera dans une pareille aventure au seul cri de « vive la grève générale », et sans s'inquiéter de l'avenir, sans avoir au moins une vague idée de ce que pourra être l'organisation future de la société qu'elle veut instaurer.

L'idée de révolution sociale ne suffira pas à les entraîner.

(1) Jaurès. — *Op. cit.*

(2) Jaurès. — *Op. cit.*

L'idée socialiste, l'idée communiste est assez puissante pour garder et ordonner les efforts successifs du prolétariat.

C'est pour s'en rapprocher tous les jours, c'est pour la réaliser graduellement qu'il s'organise et qu'il lutte, mais il faut que l'idée de révolution sociale prenne corps dans des revendications précises pour susciter un grand mouvement.

Pour décider la classe ouvrière à quitter en masse les grandes usines et à entreprendre contre toutes les forces du système social une lutte à fond, pleine d'inconnu et de péril, il ne suffit pas de dire : communisme ! car immédiatement les prolétaires demandent lequel ? et quelle forme aura-t-il demain si nous sommes vainqueurs. Et ce n'est pas pour un objet trop général et d'un contour trop incertain que se produisent les grands mouvements. Il leur faut un point d'appui solide, un point d'attache précis. Les plus avisés des théoriciens de la grève générale révolutionnaire le savent bien.

Ainsi c'est d'abord par des revendications précises substantielles qu'ils veulent mettre la classe ouvrière en mouvement. Et ils espèrent que le mouvement devenant forcément révolutionnaire s'élargira de lui même en communisme complet. » (1).

Et c'est en cela, que la tactique révolutionnaire est malhonnête et hypocrite : car « elle ruse avec la classe ouvrière, elle se propose de l'entraîner comme par l'effet irrésistible d'un mécanisme, au delà du point qu'on lui aura indiqué tout d'abord. C'est par l'attrait de quelques réformes concrètes, précises, immédiates, qu'on la détermine à la grande opération de la grève générale et on imagine qu'une fois prise dans l'engrenage elle sera conduite presque automatiquement à la révolution communiste.

Or je dis que dans une démocratie, cela est contraire à l'idée même de révolution. Je dis qu'il n'y a et ne peut y avoir révolution que là où il y a conscience et que ceux qui

(1) Jaurès. — *Op. cit.*



construisent un mécanisme pour véhiculer le prolétariat à la révolution presque à son insu, ceux qui prétendent l'y conduire comme par surprise, vont à rebours du vrai mouvement révolutionnaire.

Si la classe ouvrière n'est pas nettement avertie, dès l'origine, que c'est pour une entière révolution communiste qu'elle se met en grève, si elle ne sait pas en quittant les mines, les gares, les usines, les chantiers qu'elle n'y doit, rentrer qu'après avoir accompli toute la révolution sociale si elle n'y est pas dès la première heure et jusqu'au fond de sa conscience préparée et résolue, elle sera déconcertée dès la suite du mouvement par la révélation tardive d'un plan qu'on ne lui aura pas soumis avant l'action.

Et aucun artifice aucune prestidigitation, ne substituera le but occulte soudain découvert au but avoué de la première heure. S'imaginer qu'une révolution sociale peut être le résultat d'un malentendu et que le prolétariat peut être entraîné au delà de lui-même, c'est, qu'on me passe le mot, un enfantillage.

Les transformations dans les rapports ne peuvent être l'effet d'une manœuvre. Et si au contraire, on avertit la classe ouvrière, si on lui dit nettement qu'elle doit quitter les ateliers pour n'y rentrer qu'après avoir aboli tout le capitalisme, son instinct et sa pensée l'avertiront aussi que ce n'est point par un soulèvement de quelques jours mais par un effort immense d'organisation continue qu'on renouvelle une société aussi compliquée que la Notre. Dès lors, elle reculera devant une entreprise aussi déterminée et aussi creuse » (1).

D'autre part, ce serait mésestimer la force du capitalisme que de croire qu'il se laissera déposséder sans une farouche résistance ; vaincu sur un point, il triomphera sur d'autres, et les prolétaires en arrêtant la vie sociale, seront pris à leur propre piège ; paffameurs, ils seront affamés

(1) Jaurès. — *Op. cit.*

eux mêmes et tandis qu'ils croieront régner en maîtres dans les régions que leur aura abandonnées le gouvernement, celui-ci ayant pris le temps de regrouper les forces à lui fidèles, attendra que la misère lui livre les rebelles.

Qu'on observe bien que la tactique révolutionnaire de la grève générale a pour objet de décomposer la vie économique, de la morceler ; or, ce morcellement, c'est précisément le contraire de la révolution.

La révolution bourgeoise a été faite par des fédérations qui venaient de proche se proche se nouer à Paris. Toute grande révolution suppose une exaltation de la vie et cette exaltation n'est possible que par la conscience d'une vaste unité, par l'ardente communication des forces et des enthousiasmes » (1).

Telles sont, sommairement exprimées, les critiques et les objections faites par les socialistes à la méthode révolutionnaire qui s'identifie dans la grève générale. Est-ce à dire que l'idée de la grève générale soit vaine et d'un caractère négligeable dans l'évolution sociale ?

Il n'en est rien, et si la révolution sociale ne peut y trouver son origine, elle pourra être hâtée par ce fait que grâce à la grève, des améliorations politiques pourront être obtenues, qui donneront au peuple la possibilité d'envoyer des représentants au Parlement, représentants, qui sauront d'abord défendre les intérêts du prolétariat, et imposer les réformes ardemment et depuis longtemps souhaitées.

*La grève générale politique.* — Si les socialistes comme nous venons de le voir sont hostiles à la grève générale comme instrument révolutionnaire, ils considèrent avec sympathie la même grève générale lorsqu'elle a pour objet d'imposer aux pouvoirs publics les réformes politiques, et de leur arracher des droits qu'ils avaient jusqu'alors refusés au prolétariat : « une pareille grève est alors le complément

(1) Jaurès. — *Op. cit.*

d'une action politique directe qu'elle développe et seconde, ou bien dans des cas où cette action politique ne peut se manifester, elle la remplace puis la régénère.

La grève pour le suffrage universel à l'appel du parti ouvrier belge a montré le concours décisif que pourrait donner à l'action politique socialiste par sa mobilisation, la partie organisée entraînant la partie inorganisée de la classe ouvrière.

Ici il ne s'agit plus de faire le siège du patronat, d'une ou de plusieurs industries, mais de concentrer très rapidement pour un effort suprême toutes les forces prolétaires mobilisées sous la direction socialiste. Les grèves ainsi généralisées ou si l'on préfère générales ainsi définies, économiques ou politiques, peuvent donc être et seront sans doute un des modes de combat de la classe ouvrière, et y il aura d'autant plus d'effet qu'il y entrera plus d'organisation et de délibération » (1).

Il est indispensable que son organisation soit dirigée soit entièrement pénétrée, dirigée par le socialisme ; c'est alors que « Mieux organisé, plus conscient, plus fort, le prolétariat syndiqué et socialiste ne sera plus réduit à la seule défensive, et pourra librement prendre l'offensive et, sans renoncer à aucune de ses armes possibles, aux armes incertaines de l'inorganisation et du passé, il préférera chaque jour davantage les armes certaines, politiques, socialistes, et révolutionnaires, c'est-à-dire directement émancipatrices que son organisation, l'organisation de ses forces totales lui donnera la faculté de choisir » (2).

Voici donc et ce sera un premier point d'acquis, les conclusions auxquelles se sont arrêtés les socialistes français quant au principe de la grève générale.

Adversaires de la grève générale en tant que celle-ci tendrait à bouleverser le régime bourgeois, ils la tolèrent

(1) Vaillant. — *Op. cit.*

(2) Vaillant. — *Op. cit.*

lorsqu'elle est destinée à soutenir une action politique, mais se refusent à en endosser la responsabilité.

Ils la considèrent avec quelque mépris, comme la manifestation désordonnée et quelque peu anarchique des masses dont l'éducation politique est encore à faire mais qu'ils jugent de leur devoir de soutenir.

Les socialistes en aucun pays n'ont été des organisateurs de grèves, mais la lutte engagée, ils se sont toujours empressés d'apporter aux grévistes aide morale et matérielle parce qu'ils reconnaissent que la grève est impuissante à émanciper le travail ; ils savent qu'elle est une des fatalités de l'exploitation capitaliste, qu'elle est l'arme économique qui permet aux ouvriers de défendre leurs salaires et leur dignité, et que souvent, elle a été l'occasion pour des ouvriers de transporter sur le terrain politique la lutte contre le capital après avoir reconnu, par une douloureuse expérience la fécondité en misère et la stérilité en résultats importants [et durables de la lutte sur le terrain économique.

La grève apprend aux ouvriers à abandonner les procédés anarchistes de revendications individuelles en les forçant à s'organiser à se discipliner et à agir en masse, et en développant chez eux le sentiment de l'antagonisme de classe » (1).

Mais il ne faut pas en attendre l'impossible, « et la grève même généralisée, si elle est « au cœur même de la société capitaliste comme une sourde menace », constitue cependant plus un moyen de frapper l'ennemi que de se sauver soi même.

Et la classe ouvrière serait dupe d'une illusion funeste d'une sorte d'obsession malade, si elle prenait ce qui ne peut être qu'une tactique de désespoir, pour une méthode de révolution. En dehors des sursauts convulsifs qui échappent à toute prévision et à toute règle, et qui sont parfois la ressource suprême de l'histoire aux abois, il n'y a

(1) Lafargue. — *Enquête sur la grève générale mouvement socialiste*, août 1904.



aujourd'hui pour le socialisme qu'une méthode souveraine : conquérir loyalement la majorité.

## II<sup>e</sup> SECTION

### Opinion des socialistes étrangers

Telle est la conclusion dégagée de l'examen critique auquel les socialistes français ont soumis l'idée de la grève générale : telle sera également la conclusion des socialistes étrangers.

Ceux-ci, comme nous allons le constater, ont repoussé la méthode de violence qu'est la grève générale et ils l'ont repoussée, en invoquant les mêmes arguments qui avaient déjà été présentés par leurs collègues français.

Qu'est la grève sinon la lutte directe, l'état de guerre ouvert entre le capital et le travail ? dira Ferri (1) : « duel dans lequel le capital a plus de chances de résister jusqu'à la soumission des travailleurs, car il a de l'argent et peut vivre pendant un temps plus ou moins long sans travail », duel dans lequel la solidarité des travailleurs « qui constitue leur force défensive est à la merci du premier anneau qui en cédant paralyse et rend inutiles toutes les chances des travailleurs solidaires et qui bouleverse alors toutes les chances en faveur du capital contre le travail » (2) rendant ainsi inutiles les sacrifices déjà consentis.

C'est pourquoi il faut être circonspect quant'à l'emploi de la grève générale, « ce n'est pas en effet une petite entreprise, on ne peut pas en faire un jeu ni un moyen de bluffer. Si l'on s'engage, ce ne peut être qu'un effort ou toute retraite devient impossible et auquel il n'y a pas d'autre conclusion qu'une complète victoire ou une défaite écrasante.

Que cela s'applique à la grève générale de quelque façon

(1) Ferri. — *Enquête sur la grève générale Mouvement socialiste*, août 1904.

(2) Quelsch. — *Enquête sur la la grève générale mouvement socialiste*, août 1904.

que nous la considérons, soit comme un mouvement de tous les travailleurs d'une organisation ou d'une industrie particulière ou bien de toutes les industries d'un pays donné dans un but politique et économique précis, soit comme une révolte de tous les travailleurs pour achever la révolution sociale dans l'un et dans l'autre cas, la grève générale est une arme d'un usage très incertain et à laquelle on ne peut recourir que lorsque tous les autres moyens ont échoué, et qu'il y a pratiquement une résolution unanime pour combattre jusqu'à la fin » (1).

Dans ce combat sans merci « qui exigerait la plus vaste et la plus parfaite organisation, et la discipline militaire « la plus droite » les ouvriers auraient surtout à craindre la famine : en effet « une cessation complète de travail pendant un mois, doit, dans les circonstances actuelles aboutir tôt ou tard à une famine générale ou du moins à une disette telle que les individus très riches seuls pourront y échapper grâce à leur argent et à leur crédit. Mais qu'advviendrait il des ouvriers ? lesquels ne possèdent aucune réserve en vivres ou en argent ? évidemment les femmes et les enfants suffiraient à rendre le capitalisme nécessaire » (2).

Il faut également tenir compte de certains facteurs que les partisans de la grève générale laissent volontiers par trop dans l'ombre.

Si en effet les travailleurs sont aussi bien organisés pour triompher dans la grève générale, n'est-il pas évident qu'ils peuvent sans recourir à elle accomplir la révolution sociale, pourvu bien entendu que l'évolution économique soit suffisamment avancée, et leur intelligence assez développée pour la comprendre ; car sans l'accomplissement de ces deux conditions, ils pourraient bien n'apporter qu'une victoire temporaire, mais ils seraient incapables d'en récolter

(2) Quelsch. — *Op. cit.*

(1) Hyndman. — *Enquête sur la grève générale mouvement socialiste*, août 1904.

les fruits en temps que classe », (1) ceci pour le facteur capacité.

« D'autre part la simple menace d'une grève générale en vue d'obtenir une réforme politique ou la promesse de sa mise en œuvre, pousse la classe dominante et son gouvernement à employer la force contre le peuple.

Une grève générale c'est-à-dire une cessation absolue du travail à un moment donné par toutes la population ouvrière d'un pays, aboutit nécessairement à l'emploi de la force brutale d'abord par la classe ouvrière elle même obligée de se défendre. Il faut regarder la réalité telle qu'elle est.

Ceux qui s'imaginent qu'une grève générale peut triompher pacifiquement, méconnaissent à mon avis la leçon de l'expérience, ne tiennent aucun compte des probabilités et n'évaluent pas à sa valeur exacte, l'intelligence et les ressources de la bourgeoisie. Evidemment, si les travailleurs sont préparés pour la grève générale, ils sont prêts à la révolution sociale, s'ils ne sont pas prêts à la révolution sociale, ils ne sont pas mûrs pour la grève générale » (2).

Ainsi les socialistes étrangers la considèrent-ils comme improbable, étant donné le manque d'organisation de la classe ouvrière ; et, cette organisation existerait-elle, qu'ils s'en tiendraient aux mêmes conclusions, car prétendent-ils peut être juste titre, que les classes dominantes sont à ce point puissantes, qu'on ne peut se flatter de les abattre sans que au préalable, l'évolution économique nécessaire n'ait été accomplie.

Or celle-ci résultant des lois sociales, votées par un Parlement dont la majorité est favorable aux réformes sociales et socialistes laisse donc supposer une action politique suivie.

Sans doute la grève générale peut être « l'auxillaire d'un

(1) Hyndman. — *Enquête sur la grève générale mouvement socialiste*, août 1904.

(2) Hyndman. — *Op. cit.*

mouvement politique fortement accusé » (1), lequel pourrait d'ailleurs être retardé en cas d'échec, mais elle ne peut être que cela : « seule une action politique aboutissant s'il le faut à une force armée organisée pour amener la main mise du prolétariat sur le monde tout entier, voilà le seul programme admissible pour des social-démocrates révolutionnaires » (2).

Les socialistes étrangers condamnent la grève générale tout comme ceux de France et nous en donnerons pour preuve dernière les déclarations faites par Monsieur Thomas ancien secrétaire des cheminots et ancien ministre des colonies dans le cabinet Mac-Donald ; parlant dans un meeting tenu à Londres pendant la grève de 1926 il dit :

« Je n'ai jamais déguisé et je ne déguise pas aujourd'hui que j'ai toujours été hostile au principe d'une grève générale », et parlant de ceux qui agitent le spectre de la guerre civile, il ajoute : « Ces gens là ne devraient pas oublier qu'ils jouent avec le feu. Ceux qui parlent d'une guerre à pousser jusqu'au bout, s'ils fixent leur attention dans ce sens, trouveront, lorsqu'ils auront fini, que cette patrie qui est la nôtre ne vaudra plus la peine qu'on y vive » (3). Et, dans son ouvrage sur la grève générale, M. Ramsay Mac-Donald l'a condamnée en des termes non moins énergiques et concluants. « La grève générale n'est pas une arme de réforme ni un moyen de relever les salaires ou d'améliorer les conditions de travail comme c'est le cas pour les grèves ordinaires, c'est une entreprise purement spéculative et elle est dominée par une idée de révolution ».

Une grève générale opère dans un sens différent des grèves ordinaires, elle fait monter les prix et frappe les pauvres durement, la classe moyenne un peu moins, les riches pas du tout.

(1) Keir Hardy. — *Enquête sur la grève générale mouvement socialiste* août 1904.

(2) Hyndman. — *Op. cit.*

(3) Cité dans Signorel.



« Le syndicalisme s'est imaginé que quand viendra une grève générale, le temps combattra pour lui, c'est exactement le contraire de la vérité, le temps travaille contre lui ; à mesure que les jours passeront, la société s'organisera contre lui, parce que la société tout comme les individus obéit à l'instinct de conservation » (1).

C'est apprécier exactement la quantité d'un pareil mouvement et nous verrons plus loin, que c'est bien la société toute entière que les grèves généralistes entendent détruire pour imposer une dictature plus effroyable que celles déjà connues parce qu'elle fait table rase du passé et prétend dominer aussi bien les corps que les esprits.

(1) Cité dans Signorel.

### CHAPITRE III

#### LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LES SYNDICALISTES

##### DOCTRINE MYSTIQUE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Importance de la théorie des mythes dans l'histoire. — Nécessité des mythes. — La grève générale, mythe du syndicalisme révolutionnaire. — Régénération du syndicalisme. — Rôle idéologique de la grève générale, sa portée, sa puissance. — Comment la grève générale permet-elle aux travailleurs de comprendre la lutte des classes et le marxisme. — Mise en relief des oppositions sociales. — Destruction de tout sentiment favorable au bon patron. — Absence d'idéologie politique et sociale. — Marxisme. — Intelligence et révélation. — Suppression de toute utopie. — Suppression de toute organisation d'avenir.

Le scepticisme quelque peu méprisant des socialistes, et les objections qu'ils présentaient quant à la possibilité d'utiliser la grève générale comme instrument d'émancipation des travailleurs, devaient provoquer une violente réaction chez les syndicalistes révolutionnaires ; la riposte ne se fit pas attendre, elle fut l'œuvre de M. Georges Sorel qui, dans une série d'articles publiés dans le Mouvement socialiste, et ayant pour titre « Réflexions sur la violence », exposa la théorie syndicaliste de la grève générale.

Parues en 1906, ces études ont été l'année suivante réunies en un volume : plusieurs éditions ont suivi dans lesquelles, toujours identiques à elle-même, se retrouve la thèse originale ; c'est que, écrivait Sorel, « ce livre appartient à la catégorie de ceux que l'opinion commune n'autorise pas un auteur à modifier » (1).

(1) Georges Sorel. — *Réflexions sur la violence*, Préface de 1921.

Les « Réflexions sur la violence » parurent à une époque où le réformisme parlementaire était en grande faveur auprès des socialistes dont certains représentants s'étaient ouvertement prononcés contre toute procédure violente.

Déposant le 5 juin 1907 devant la Cour d'assises de la Seine, dans le procès Bousquet-Lévy, Jaurès aurait dit « Je n'ai pas la superstition de la légalité, elle a eu tant d'échecs, mais je conseille toujours aux ouvriers de recourir aux moyens légaux, car la violence est un signe de faiblesse passagère » (1) ! Quant à M. Viviani il affirmait avoir compris tout le danger des violences ouvrières après avoir vécu les heures tragiques des grèves du Creusot. « La violence, disait-il, je « l'ai vue moi face à face. J'ai été pendant des jours et des jours au milieu de milliers d'hommes qui portaient sur leurs visages les traces d'une exaltation effrayante. Je suis resté au milieu d'eux poitrine contre poitrine, et les yeux dans les yeux » (2), et il concluait que la violence était la caricature « la fille déchue et dégénérée de la force ».

Cette superstition de la légalité, va susciter les critiques et les sarcasmes de M. Georges Sorel ; il s'efforcera d'en démasquer toute l'hypocrisie, et tentera de donner au syndicalisme une doctrine autonome, une mystique de la violence qui doit le revivifier.

Certes il n'a pas cherché à composer un traité théorique, un manuel où l'on puise des formules toutes faites ; adverse de tout dogmatisme. Il est « un autodidacte qui présente à quelques personnes les cahiers qui ont servi pour sa propre instruction... Pendant vingt-ans, dit-il, j'ai travaillé à me délivrer de ce que j'avais retenu de mon éducation, j'ai promené ma curiosité à travers les livres, moins pour apprendre que pour nettoyer ma mémoire des idées qu'on lui avait imposées.

Depuis une quinzaine d'années, je travaille vraiment à apprendre mais je n'ai point trouvé de gens pour m'ensei-

(1) Déposition de Jaurès au procès Bousquet Lévy.

(2) Discours au Sénat, 16 novembre 1906.

gner ce que je voulais savoir, il m'a fallu être mon propre maître, et en quelque sorte faire la classe pour moi même (1)

En écrivant ses articles il n'a pas voulu faire œuvre littéraire, les règles de l'art ne l'intéressant pas ; s'il livre ses réflexions au public, c'est non pas dans l'espoir de faire école mais d'éveiller « des vocations ».

« Il y a probablement dans l'âme de tout homme un foyer métaphysique qui demeure caché sous la cendre et qui est d'autant plus menacé de s'éteindre que l'esprit a reçu aveuglément une plus grande mesure de doctrines toutes faites ; l'évocat est celui qui secoue ces cendres et qui fait jaillir la flamme.

Je ne crois pas me vanter sans raison en disant que j'ai quelquefois réussi à provoquer l'esprit d'invention chez des lecteurs, or c'est l'esprit d'invention qu'il faudrait surtout susciter dans le monde.

Obtenir ce résultat vaut mieux que recueillir l'approbation banale des gens qui répètent des formules ou qui asservisent leur pensée dans des disputes d'écoles » (2).

Ces disputes dans lesquelles se dépensent en pure perte les théoriciens, les chefs d'école, lui font horreur, uniquement préoccupé des faits, il se contentera de mettre ses lecteurs face à face avec la réalité.

Il est pessimiste, parce qu'il considère l'optimisme comme néfaste car il passe avec une remarquable facilité de « la colère révolutionnaire au pacifisme social le plus ridicule ; d'ailleurs le pessimisme est tout autre chose que les caricatures qu'on en présente le plus souvent, c'est une métaphysique des mœurs bien plutôt qu'une théorie du monde, c'est une conception d'une marche vers la délivrance étroitement liée d'une part à la connaissance expérimentale que nous avons acquise des obstacles qui s'opposent à la satisfaction de nos imaginations, (ou si l'on veut liée au

(1) Georges Sorel. — *Réflexions sur la violence*, Préface à D. Halévy p. 9.

(2) Georges Sorel. — *Réflexions sur la violence*, préface, p. 12.



sentiment d'un déterminisme social), d'autre part à la conviction profonde de notre faiblesse naturelle » (1).

Le pessimisme ainsi conçu, n'implique pour l'homme aucune résignation, mais au contraire lui donne « l'espérance de venir à bout de ces tyrannies par un effort qu'il tentera avec tout un groupe de Compagnons » (2).

Il trouvera dans « le sentiment de lutte qui accompagne cette volonté de délivrance une satisfaction suffisante pour entretenir son ardeur » (3).

C'est cette volonté de délivrance, ce désir de vaincre coûte que coûte que M. Sorel veut susciter, du moins amplifier chez les travailleurs afin que loin de se laisser séduire par les promesses fallacieuses des politiciens ou des prétendus philanthropes bourgeois, ils retrouvent leur énergie un instant perdue. Face à la lacheté bourgeoise octroyant aux ouvriers des réformes sociales qui ne sont « que le fruit de la poltronnerie gouvernementale », doit se dresser compacte, unie, jamais satisfaite la masse ouvrière.

Dans cette lutte pour l'affranchissement total, des défaillances peuvent se produire, des défections sont possibles, certaines même ; qu'importe si la majorité possède la foi dans son destin ! Or cette confiance en soi, premier facteur de succès ne peut exister sans une mystique, indispensable élément d'action.

Et c'est ici qu'intervient la théorie des mythes chère à M. Georges Sorel : ses études historiques lui ayant appris que les hommes qui participent aux grands mouvements sociaux se représentent leur action prochaine tous la forme d'images de bataille assurant le triomphe de leur cause, il propose dit-il, de nommer mythes ces constructions dont la connaissance offre tant d'importance pour l'histoire ; la grève générale des syndicalistes et la révolution catastrophique de Marx sont des Mythes » (4).

(1) Sorel. — *Op. cit.*, Préface, p. 17.

(2) Sorel. — *Op. cit.*, Préface, p. 19.

(3) Sorel. — *Op. cit.* Préface, p. 24.

(4) Sorel. — *Op. cit.*, p. 32.

Ces mythes existent en nous dans notre « moi », imprécis sans doute, mais ils existent. Les images dont-ils se composent échappent à toute analyse, aussi doit on bien se garder « de comparer les faits accomplis avec les représentations qui avaient été acceptées avant l'action » (1). C'est l'ensemble qui importe et non les détails qu'il faut envisager.

Les exemples de mythes furent nombreux dans l'histoire et leur action non contestable, s'affirma toujours efficace « les catholiques ne se sont jamais découragés au milieu des épreuves les plus dures parce qu'ils se représentaient l'histoire de l'Eglise comme étant une suite de bataille engagées entre Satan et la hiérarchie soutenue par le Christ : toute difficulté nouvelle qui surgit est un épisode de cette guerre et doit finalement aboutir à la victoire du catholicisme...

Si celui-ci est aujourd'hui menacé, cela tient beaucoup à ce que le mythe de l'Eglise militante tend à disparaître (2) et l'auteur nous montre encore le mythe napoléonien qui suscita chez les grognards les plus grands sacrifices uniquement consentis pour avoir l'honneur de travailler à une Epopée éternelle ; ces mythes sont indestructibles et leur existence liée aux grands événements de l'histoire prouve combien ils étaient nécessaires.

Le syndicalisme révolutionnaire en tant qu'activité sociale saurait échapper à cette loi inéluctable ; il lui faut un mythe toujours présent à l'esprit des foules qui les maintienne dans l'exaltation voulue.

Sans lui pas d'émancipation possible, « on peut parler indéfiniment de révolte sans jamais provoquer aucun mouvement révolutionnaire ; tant qu'il n'y aura pas de mythe accepté par les masses. C'est ce qui donne une si grande importance à la grève générale, c'est ce qui la rend si odieuse aux socialistes qui ont peur d'une révolution. Ils font tous leurs efforts pour ébranler la confiance des travailleurs dans leur préparation à la révolution et pour y parvenir ils

(1) Sorel. — *Op. cit.*, p. 33.

(2) Sorel. — *Op. cit.*, p. 33.

cherchent à ridiculiser l'idée de grève générale qui seule peut avoir une valeur motrice » (1).

Sans doute, les socialistes ont-ils leurs raisons particulières pour repousser la grève générale ; ces raisons, sont purement d'après les syndicalistes, d'ordre égoïste, nous les exposerons plus tard.

Quoi qu'il en soit, « en face de ce socialisme bruyant, bavard et menteur qui est exploité par les ambitieux de tout calibre, qui amuse quelques farceurs et qu'admirent les décadents, se dresse le syndicalisme révolutionnaire qui s'efforce au contraire de ne rien laisser dans l'indécision ; la pensée est ici honnêtement exprimée, sans supercherie, sans sous-entendus on ne cherche plus à diluer les doctrines dans un fleuve de commentaires embrouillés.

Le syndicalisme s'efforce d'employer des moyens d'expressions qui projettent sur les choses une pleine lumière, qui les posent parfaitement à la place que leur assigne leur nature, et qui accusent toute la valeur des forces mises en jeu.

Au lieu d'atténuer les oppositions il faudra pour suivre l'orientation syndicaliste les mettre en relief ; il faudra donner un aspect aussi solide que possible aux groupements qui luttent entre eux : enfin on représentera les mouvements des masses révoltées de telle manière que l'âme des révoltés en reçoive une impression pleinement maîtisante.

Le langage ne saurait suffire pour produire de tels résultats d'une manière assurée ; il faut faire appel à des ensembles d'images capables d'évoquer en bloc et par la seule intuition avant toute analyse réfléchie, la masse des sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne.

Les syndicalistes résolvent parfaitement ce problème en concentrant tout le socialisme dans le drame de la grève

(1) Sorel. — *Op. cit.*, p. 45.

générale : il n'y a plus ainsi aucune place pour la conciliation des contraires dans le galimatias par les savants officiels ; tout est bien dessiné en sorte qu'il ne puisse y avoir qu'une seule interprétation du socialisme (1). »

Cette méthode offre l'avantage de ne pas se laisser arrêter par des objections de détail contre lesquels on vient ordinairement se heurter : « on a beaucoup disserté sur la possibilité de réaliser la grève générale, on a prétendu que la guerre socialiste ne pouvait se résoudre en une seule bataille, il semble aux gens sages, pratiques et savants, qu'il serait prodigieusement difficile de lancer avec ensemble les grandes masses du prolétariat, on a analysé les difficultés de détail que présenterait une lutte devenue énorme. Au dire des socialistes sociologues, comme au dire des politiciens, la grève générale serait une rêverie populaire caractéristique des débuts d'un mouvement ouvrier » (2).

Que la grève générale soit d'une réalisation difficile, cela n'est pas douteux, mais cela ne prouve rien contre elle, surtout contre l'importance du rôle idéologique qu'elle joue dans le drame prolétarien. Or c'est là l'important ; que la réalisation pratique en soit profondément différente nul ne songerait à s'en étonner, et « c'est revenir à l'ancienne utopie que de vouloir fabriquer sur le modèle des récits historiques des hypothèses relatives aux luttes de l'avenir et au moyen de supprimer le capitalisme. Il n'y a aucun procédé pour pouvoir prévoir l'avenir d'une manière scientifique, ou même pour discuter sur la supériorité que peuvent avoir certaines hypothèses sur d'autres, trop d'exemples mémorables nous démontrent que les plus grands hommes ont commis des erreurs prodigieuses en voulant ainsi se rendre maîtres des futurs même des plus voisins.

Et cependant nous ne saurions agir sans sortir du présent sans raisonner sur cet avenir qui semble condamné à échapper toujours à notre raison. L'expérience nous prouve

(1) Sorel. — *Op. cit.*, p. 172.

(2) Sorel. — *Op. cit.*, p. 174.



que des constructions d'un avenir indéterminé dans les temps, peuvent posséder une grande efficacité et n'avoir que bien peu d'inconvénients, lorsqu'elles sont d'une certaine nature ; cela a lieu quand il s'agit de mythes dans lesquels se retrouvent les tendances les plus fortes d'un peuple, d'un parti ou d'une classe, tendances qui viennent se présenter à l'esprit avec l'insistance d'instincts dans toutes les circonstances de la vie et qui donnent un aspect de pleine réalité à des espoirs d'action prochaines sur lesquels se fonde la réforme de la volonté.

Nous savons que ces mythes sociaux n'empêchent d'ailleurs nullement l'homme de savoir tirer profit de toutes les observations qu'il fait au cours de sa vie, et ne font point obstacle à ce qu'il remplisse ses occupations normales » (1).

L'espérance en un [avenir meilleur n'implique aucun abandon du présent, et le fatalisme n'aurait donc aucune place ici ; les prolétaires luttant pour obtenir des avantages réalisables immédiatement puiseront dans l'idée de la grève générale le réconfort indispensable à la continuité d'un effort qui ne doit jamais s'arrêter.

Il importe donc peu que les mythes se réalisent complètement, et dans leurs plus infimes détails : « il faut les juger comme des moyens d'agir sur le présent, toute discussion sur la manière de les appliquer matériellement sur le cours de l'histoire est dépourvue de sens ; c'est l'ensemble du mythe qui importe seul : ses parties n'offrent d'intérêt que par le relief qu'ils donnent à l'idée contenue dans la construction. Il n'est donc pas utile de raisonner sur les incidents qui peuvent se produire au cours de la guerre sociale et sur les conflits décisifs qui peuvent donner la victoire au prolétariat ; alors même que les révolutionnaires se tromperaient du tout au tout en se faisant un tableau fantaisiste de la grève générale, ce tableau pourrait avoir été au cours de la préparation à la révolution un élément de force

(1) Sorel. — *Loc. Cit.*, p. 176.



de premier ordre, s'il a admis d'une manière parfaite toutes les aspirations du socialisme et s'il a donné à l'ensemble des pensées révolutionnaires, une précision et une raideur que n'auraient pu fournir d'autres manières de penser » (1).

« Or pour apprécier exactement la portée de la grève générale, il n'est pas nécessaire de réfléchir bien longtemps, sans doute peut-on concéder aux adversaires tout ce qu'ils veulent démontrer sans que, en aucune façon la thèse initiale soit réduite à néant, il importe peu que la grève générale soit une réalité partielle ou seulement un produit de l'imagination populaire ?

Toute la question est de savoir si la grève générale contient bien tout ce qu'attend la doctrine socialiste du prolétariat.

Pour résoudre une pareille question nous ne sommes plus réduits à raisonner savamment sur l'avenir, nous n'avons pas à nous livrer à de hautes considérations sur la philosophie, sur l'histoire et sur l'économie, nous ne sommes pas sur le domaine des idéologies mais nous pouvons rester sur le domaine des faits qu'on peut observer.

Nous avons à interroger les hommes qui prennent une part très active au mouvement révolutionnaire, au sens du prolétariat qui n'aspirent point à monter dans la bourgeoisie et dont l'esprit n'est pas dominé par des préjugés corporatifs. Ces hommes peuvent se tromper sur une infinité de questions de politique d'économie et de morale, mais leur témoignage est décisif, souverain et irréformable quand il s'agit de savoir quelles sont les représentations qui agissent sur eux et leurs camarades, de la manière la plus efficace, qui possèdent au plus haut degré la faculté de s'identifier avec leurs conceptions socialistes, et grâce auxquelles la raison les espérances et la perception des faits particuliers semblent ne plus faire qu'une indivisible unité.

(1) Sorel, p. 180.

Grâce à eux, nous savons que la grève générale est bien ce que j'ai dit : le mythe dans lequel le socialisme s'enferme tout entier, c'est-à-dire une organisation d'images capables d'évoquer instinctivement tous les sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne. Les grèves ont engendré dans le prolétariat les sentiments les plus nobles, les plus profonds et les plus moteurs qu'il possède, la grève générale les groupe tous dans un tableau d'ensemble et par leur rapprochement donne à chacun d'eux son maximum d'intensité ; faisant appel à des souvenirs très cuisants de conflits particuliers, elle colore d'une vie intense tous les détails de la composition présentée à la conscience.

Nous obtenons ainsi cette intuition du socialisme que le langage ne pouvait pas donner d'une manière parfaitement claire et nous l'obtenons dans un ensemble perçu instantanément. » (1)

Telle est la doctrine mystique de la grève générale et il faut reconnaître qu'elle ne manque pas de force : que dans la pratique elle n'ait pas l'influence que Sorel lui prête c'est bien possible il n'en est pas moins vrai qu'elle a exercé sur les masses, une impression assez forte. C'est peut-être là d'ailleurs, que nous pourrions trouver les raisons intimes qui ont poussé les socialistes politiques à la combattre.

Si l'idée de grève était une pure chimère, une utopie sans conséquence, les parlementaires l'auraient admis au nombre des utopies que périodiquement ils offrent en pâture au peuple souverain. Celui-ci peut sans danger épiloguer à perte de vue sur la beauté d'une société future, l'Etat actuel n'en demeure pas moins et avec lui tous ceux qui le gouvernent ; peut-être ces derniers souriront-ils mais ce sera dans le secret du cabinet, tout en préparant de savants discours ou s'affichera l'optimisme le plus absolu quant aux espérances que les électeurs puissent concevoir.

(1) Sorel, p. 182.

Mais s'agit-il de la grève générale, alors c'est autre chose : il y a là une idée dont les travailleurs connaissent en partie la réalisation dans les grèves partielles et qui n'est pas sans danger pour les élus « elle est en effet si bien adaptée à l'âme ouvrière qu'elle est capable de la dominer de la manière la plus absolue et de ne laisser aucune place aux désirs que peuvent satisfaire les parlementaires.

« Ils s'aperçoivent que cette idée est tellement motrice qu'une fois entrée dans les esprits, ceux-ci échappent à tout contrôle, de maîtres et qu'ainsi le pouvoir des députés serait réduit à rien,

Enfin et surtout, ils comprennent d'une manière vague, que tout le socialisme pourrait bien être absorbé par la grève générale ce qui rendrait fort inutiles tous les compromis entre les groupes politiques en vue desquels a été constitué le régime parlementaire (1). »

Ceux-ci obéiraient donc à leur propre instinct de conservation ! C'est après tout probable et la thèse syndicaliste ne manque pas de justesse. Nous verrons dans le chapitre suivant que la notion de grève générale est contraire en tous points à la notion de l'Etat, c'est d'ailleurs pour cela que nous estimons qu'une semblable grève ne peut en aucune façon s'apparenter à un mouvement corporatif, de sorte que les politiques bénéficiaires du pouvoir pourraient raisonnablement la qualifier d'indésirable.

Quelle que soit donc leur opinion à ce sujet, il n'en reste pas moins vrai, que le rôle idéologique de la grève générale est patent, considérable, indéniable, mais ce serait mal le connaître si on ne le considérait que du point de vue purement mystique : Le rôle idéologique de la grève générale n'est pas contenu entièrement dans le mythe, il se révèle également dans la possibilité qu'il donne au prolétariat de mieux comprendre et la lutte de classes et le marxisme.

Quelles qu'aient été et quelles que soient dans les pré-

(1) Sorel, p. 184.

sent les explications données par les chefs syndicalistes sur les principes fondamentaux du marxisme, ils ne seraient parfaitement intelligibles que si l'on s'aide du tableau de la grève générale. »

Celle-ci permettra aux travailleurs de comprendre exactement ce qu'est la lutte de classe et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord parce qu'elle met en relief les oppositions qui existent dans la société capitaliste : elle les rend plus sensibles, elle les accuse.

Dans l'enchevêtrement des intérêts, la notion de classe pourrait bien apparaître brouillée, un peu floue « Marx parle de la société comme si elle était coupée entre deux groupes foncièrement antagonistes, cette thèse dichotomique a été souvent combattue au nom de l'observation et il est certain qu'il faut un certain effort de l'esprit pour la trouver vérifiée dans les phénomènes de la vie commune » (1).

Il s'est formé en effet une sorte d'aristocratie du travail résultat du travail aux pièces, il existe également dans le monde industriel toute une catégorie d'individus qui jouissent de la confiance des patrons surveillent et dirigent en son nom leurs camarades.

Ceux-ci sauront-ils partager les sentiments de ceux-là, et la position qui leur est faite ne sera-t-elle sans influence sur leur attitude à venir ?

Problème angoissant dont la solution intéresse tous ceux qui fondent de grands espoirs sur la solidarité ouvrière.

Or la grève permet de le résoudre du moins approximativement « elle sépare mieux que les circonstances journalières de la vie les intérêts et les manières de penser de deux groupes de salariés, il devient alors clair que le groupe administratif aurait une tendance naturelle à constituer une petite aristocratie... Mais toutes les oppositions prennent un caractère de netteté extraordinaire quand on

(1) Sorel, p. 189.



suppose les conflits grossis jusqu'au point de la grève générale, alors toutes les parties de la structure économique juridique, en tant que celle-ci est regardée du point de vue de la lutte de classe sont portées à leur perfection ; la société est bien divisée en deux sur un champ de bataille.

Aucune explication philosophique des faits observés dans la pratique ne pourrait fournir d'aussi vives lumières que le tableau si simple que l'évocation de la grève générale met devant les yeux (1). »

Mais de cet antagonisme d'intérêts ne pourra naître la catastrophe que si le sentiment de révolte qui en est la conséquence, se maintient toujours égal à lui-même, s'il domine vraiment l'âme ouvrière jusqu'au point de la rendre inaccessible aux tentations qui lui sont offertes par la bourgeoisie ; l'orgueil, l'amour de l'argent, qui s'expriment en paroles haineuses et gestes violents sont très souvent apaisés lorsque des satisfactions leur sont offertes « l'amour propre est encore plus que l'orgueil le grand moteur du passage de la révolte à la bourgeoisie » l'on a souvent soutenu que la psychologie des masses ouvrières est si facilement adaptable à l'ordre capitaliste que la paix sociale serait rapidement obtenue pour peu que les patrons voulussent bien y mettre un peu du leur : « rien de tel n'est possible lorsque le milieu ouvrier est bien imprégné de l'idée de grève générale : à la sympathie pour le patron, au sentiment de reconnaissance pour ses prétendus bienfaits succèdent le mépris et la haine, la paix sociale que les philanthropes s'efforçaient d'établir disparaît subitement, et fait place à la lutte, et les plus minimes incidents de la vie journalière deviennent, grossis par l'imagination, des symptômes de guerre, la catastrophe toujours attendue semble proche. « L'idée de grève générale est à ce point motrice qu'elle entraîne dans le sillage révolutionnaire tout ce qu'elle touche.

Grâce à elle le socialisme reste toujours jeune, les tenta-

(1) Sorel, p. 191.

tions faites pour réaliser la paix sociale semblent enfantines, les désertions de camarades qui s'embourgeoisent, loin de décourager les masses les excitent davantage à la révolte, en un mot la scission n'est jamais en danger d'apparaître (1). »

Nous reviendrons sur cet état d'esprit conséquence de l'adhésion au principe de la lutte des classes.

Remarquons dès maintenant que la notion de classe sociale se dégage très nettement, nous l'analyserons par la suite et peut-être y trouverons des éléments susceptibles d'être retenus.

Quoi qu'il en soit, nous comprenons mieux l'importance qu'a voulu donner au rôle idéologique de la grève générale Georges Sorel, mais n'est-ce pas l'exagérer que de vouloir y voir pour les masses la possibilité de comprendre la doctrine marxiste. Celle-ci, non plus que les hommes qui les dirigent, ne se sont guère préoccupés de discussions théoriques ; bien loin de souhaiter une collaboration avec les intellectuels, les révolutionnaires n'en espèrent que la suppression et s'ils se réclament des doctrines de K. Marx ne serait-ce pas par habitude ou plutôt par nécessité, le prestige du nom expliquant celui des mots. Les travailleurs sont plus séduits par les questions de salaires, de chômage, que par les subtilités des doctrines de la science sociale.

La grève générale à cet égard ne saurait être d'aucun secours ; s'il est admissible qu'elle ait quelque influence, celle-ci résulterait du rapprochement possible avec les grèves qui ont eu lieu ; l'association des idées jouerait un rôle certain dans ce cas. Il n'en pourrait être de même lorsqu'il s'agit de raisonnement purement théorique ; essentiellement positive, la notion de grève ne saurait s'apparenter avec la science économique marxiste qui prévoyait l'expropriation automatique du capital ; elle en est au contraire l'antithèse, et seule aux yeux des travailleurs compte la lutte des classes parce qu'elle est vivante en eux mêmes et dégagée de toute abstraction.

(1) Sorel, p. 193.

## CHAPITRE IV

### LES POSITIONS POLITIQUES ET SOCIALES

#### DES PARTISANS DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

##### SECTION I. — LES POSITIONS POLITIQUES

Classe sociale et parti politique.

A) Analyse de la notion de classe sociale. Les 3 éléments constitutifs.

1<sup>o</sup> économiques (production salariat) ;

2<sup>o</sup> élément moral (nécessité des luttes sociales, les grèves, leur utilité ;

3<sup>o</sup> élément idéologique (idéologie de classe-pratique révolutionnaire)

B) Le parti politique.

Ce par quoi il se distingue de la classe sociale. — Absence de base économique (le citoyen opposé à l'homme économique). — Absence de base morale (caractère artificiel des partis, la société politique antithèse de la société économique). — Mission des partis : défense des intérêts de la nation, comment ils s'y dérobent, — La politique des intérêts immédiats. — Critique du régime parlementaire. — Incapacité du Parlement expliqué par l'incapacité des politiciens. — Comment les socialistes arrivent à concilier les intérêts du socialisme et du capitalisme.

Ignorance volontaire des méthodes parlementaires. — Clarté de la politique de violence. — La grève, moyen de pression sur les pouvoirs publics. — La grève opposée à la légalité. — La grève générale menace perpétuelle suspendue sur le régime bourgeois et fin dernière du mouvement révolutionnaire.

##### SECTION II. — LES POSITIONS SOCIALES

La solution à apporter aux problèmes sociaux ne suppose aucun moyen terme, elle se résume en cette formule : anéantissement du régime capitaliste.

La situation de l'ouvrier dans la société capitaliste : créateur de richesse, il n'en a pas la propriété : antagonisme des patrons et des ouvriers. — Critique du syndicalisme réformiste et de ses méthodes : exaltation de la violence. — Le syndicat, organe de lutte. — La grève, son influence, le devoir social n'existe pas. — Danger des méthodes pacifiques (la médiation) la grève érigée en dogme (maintien des ardeurs révolutionnaires l'action directe) de la généralisation des conflits sociaux naîtra un état révolutionnaire dont l'aboutissement sera la disparition du régime capitaliste.

« La grève générale écrivait Sorel, est à ce point motrice qu'elle entraîne dans le sillage révolutionnaire tout ce qu'elle touche, » elle accentue les oppositions sociales, et par cela même, développe chez les travailleurs les sentiments de confraternité de sorte que ceux-ci acquièrent peu à peu la certitude qu'ils forment dans la collectivité humaine, une classe sociale distincte des autres.

Cette notion de classe sociale a pris une importance capitale dans les doctrines des grèves généralistes, elle constitue le point de départ de leurs théories tant politiques qu'économiques. Il est donc indispensable, si l'on veut les comprendre d'insister quelque peu sur ce point, et de savoir exactement ce qu'entendent nos militants par ces mots : classe sociale.

Une classe sociale, écrivait M. Lagardelle, est une collectivité relativement « homogène d'hommes placés sur le même plan économique et unis par la conscience commune de leur situation ».

Encore que cette définition date de 1909, elle nous paraît être assez exacte et peut être retenue avec profit.

La classe repose donc sur une double base à la fois économique et morale :

« La base économique est fournie par le mode de production auquel est lié en général le mode de propriété. C'est d'après la façon dont ils produisent dans la mesure où ils possèdent que les hommes sont répartis dans les différents

compartiments sociaux que sont les classes. Là est la première caractéristique de toute classe dans cette position de ses membres à l'égard de la propriété des instruments de travail (1). »

Mais est-ce la seule ? Non, et nous devons dès à présent en indiquer d'autres, qui peuvent paraître au premier abord secondaires mais qui sont cependant fort importantes.

Que dire par exemple de l'origine des revenus, de la communauté des intérêts ? Ne sont-ce pas là des marques distinctives et qui situent nettement la position de l'individu dans la société.

On ne saurait en effet, lorsqu'on veut déterminer exactement la base économique d'une classe, considérer uniquement le mode de production, celui-ci varie d'un individu à un autre, tel qui sera petit artisan, ne devra pas pour cela être rangé dans la classe capitaliste, eût-il même sous ses ordres quelques compagnons.

Et ce serait commettre une grossière erreur que de considérer comme faisant seuls parti de la classe ouvrière, les travailleurs manuels ; à ceux-ci qui ont primitivement constitué le fond de la classe prolétarienne, sont venus se joindre toute une foule d'individus qui, à première vue, n'ont rien de commun avec les travailleurs « mais qui cependant se sont dénommés eux-mêmes, prolétaires, nous voulons parler des petits fonctionnaires et des employés et ouvriers des services publics.

Sans insister dès à présent sur cette évolution dont nous dirons quelques mots par la suite, constatons que la notion de classe sociale plus vaste qu'elle ne l'était il y a 20 ans, embrasse tous ceux dont les conditions d'existence sont dominées par cet élément « le salaire ».

C'est le fait d'être salarié qui situe les individus dans la hiérarchie sociale, mais ici une restriction s'impose, le

(1) *Mouvement socialiste* juillet-août 1909 Lagardelle. — *Classe sociale et parti politique*.



salaire doit être entendu comme étant le seul ou tout au moins la principale source des revenus.

Ainsi comprise, la classe sociale s'avère dès à présent comme fort nombreuse car elle groupe la majorité des hommes composant la collectivité nationale.

Mais « le fait de se trouver côte à côte sur le même terrain économique ne suffit pas à transformer un agglomérat d'hommes naguère isolés, encore étrangers les uns aux autres en un groupement vivant.

Pour qu'il y ait classe sociale au sens total du mot il faudra que l'unité économique se transforme en unité morale, que le corps prenne une âme. Ce lien intérieur qui ramène à l'unité la diversité de ces éléments matériels, c'est la conscience collective ou comme on dit dans le vocabulaire socialiste la conscience de classe (1) ».

C'est une condition *sine qua non* sans laquelle une classe ne saurait parvenir à son complet épanouissement.

Mais cette transformation d'éléments matériels en valeur morale comment s'opérera-t-elle ? Cette conscience de classe qui va la faire naître et la développer ?

« Ce sont les luttes qu'au fur et à mesure de sa croissance elle doit soutenir contre les autres classes qui seules permettront à une classe de prendre conscience d'elle-même. Et cela est vrai pour toutes les catégories sociales et à quelque époque que ce soit.

Comparez pour prendre un exemple la formation de la classe ouvrière française et de la classe ouvrière américaine, créée par le plus formidable développement capitaliste qu'on ait jamais connu, et parvenant difficilement, malgré ces conditions économiques, providentiellement favorables, à se concevoir comme classe distincte de la bourgeoisie et à se dresser contre elle. Celle-là, la française, issue pourtant d'un milieu industriel ingrat, mais frémissante des plus glorieuses traditions révolutionnaires, arrivant, par des com-

(1) *Mouvement socialiste* 1909, Lagardelle, *op. cit.*

bats héroïques, par des engagements répétés au cours de tout un siècle à se détacher progressivement des classes dominantes et à implanter, au cœur de la plupart des producteurs même les moins organisés, ce sentiment indomptable de liberté et cet idéalisme conquérant qui la caractérisent (1). »

Ce n'est donc pas sans raison que l'on a exalté l'efficacité de la grève sur le moral des travailleurs « Arme spécifiquement ouvrière, heureuse ou malheureuse, elle laisse toujours après elle un limon fertile » (2).

Elle offre en effet l'avantage « d'habituer la classe ouvrière à l'action et à la défense de ses intérêts » (3) en la mettant en contact avec les difficultés, en l'obligeant à les surmonter elle éveille les initiatives individuelles. Mais surtout, la grève doit être considérée comme une « gymnastique salutaire qui aguerrit le prolétariat en vue d'une lutte suprême qui sera la grève générale révolutionnaire » (4).

Elle lui rend familière l'idée de révolution, celle-ci n'est plus regardée comme devant éclater en des jours lointains, elle est tenue pour un art se matérialisant journellement grâce à l'effort de la classe ouvrière en révolte, et la grève est considérée comme l'un des phénomènes de cette révolution. Par conséquent elle n'est plus tenue pour un mal : elle est l'heureux symptôme d'un accroissement de l'esprit de révolte et elle se manifeste comme un phénomène d'expropriation partielle du capital. Il est reconnu que les résultats ne peuvent être que favorables à la classe ouvrière : au point de vue moral il y a accroissement de la combativité prolétarienne » (5) et en même temps développement de la conscience collective de classe.

Et c'est ainsi que peu à peu, naîtra, se fortifiera la cons-

(1) *Mouvement socialiste* juillet-août 1909, Lagardelle, *op. cit.*

(2) Jouhaux. — *Le syndicalisme français* 1913, p. 39.

(3) Griffuelhes. — *L'action syndicaliste*, p. 20.

(4) Georges Yvetot. — *A. B. C. syndicaliste* 1908, p. 50.

(5) Emile Pouget. — *La G. G. T.* p. 44.

titution morale d'une classe. De la similitude des intérêts, de la similitude des situations sociales se dégagera un profond sentiment de solidarité qui unira progressivement les différentes catégories d'individus appelés à faire partie de la classe ouvrière. Et la conception d'un bloc distinct du reste de la société parviendra à s'imposer, dès ce jour on peut dire que la classe existe par elle-même, pour elle-même et contre tout autre.

Elle aura, quoi de plus naturel, son idéologie particulière faite des conceptions juridiques et politiques nées elles aussi de la lutte, conceptions qui sont propres à ses membres (1).

Celles-ci seront formulées au nom de leur besoin particulier d'abord, de leurs aspirations ensuite.

Restreintes au domaine purement économique dans le présent elles embrasseront bientôt le domaine politique et social tout entier.

De jour en jour, le fossé se creusera plus profond entre l'idéologie de la classe dominante et celle de la classe asservie ; l'antithèse s'affirmera plus violente et bientôt toute conciliation deviendra impossible parce qu'elle ne saurait trouver aucun point commun ; la scission étant complète entre deux mondes opposés. Cette scission, élément fondamental de la lutte des classes, s'imposera à tous, même à ceux qui ne jouant qu'un rôle secondaire voudraient rester en dehors de cette lutte.

Mais comment cette transformation s'accomplira-t-elle ? Sera-ce par la lente évolution ou bien par une révolution brutale et générale ?

Avant de répondre à cette question remarquons que toute idéologie exige, pour se traduire concrètement, une organisation qui la supporte. Ici apparaît le rôle primordial des institutions ; les classes en effet n'atteignent leur pleine réalisation que par les institutions qu'elles se donnent selon

(2) Lagardelle. — *Mouvement socialiste* 1909.

les conditions de leur vie et les besoins de leurs luttes. Il est à présumer bien que nous ne disposions sur ce point que de précisions très relatives que les institutions de l'état futur œuvre des grèves généralistes seraient profondément différentes de celles qui sont actuellement existantes.

Or, est-il possible, en prenant comme base ces dernières, de construire la société nouvelle ? Non, répondent les révolutionnaires, parce que toute adaptation est impossible, les classes en lutte étant antithétiques celle d'entre elles qui tend à s'affranchir doit sous peine de se voir vaincre, rompre avec tout ce qui n'est pas elle-même adopter, des méthodes de combat personnelles, en un mot créer une pratique révolutionnaire dont l'action s'exercera aussi bien sur le terrain économique que politique.

Nous allons donc étudier dans chacune des sections de ce chapitre les positions politiques et sociales des partisans de la grève générale.

## SECTION PREMIÈRE

### Les positions politiques

Les positions politiques des grèves généralistes, peuvent se résumer en peu de mots, ils sont anti-étatistes. Par cela il faut comprendre d'une part une hostilité déclarée, contre les institutions politiques actuelles, mais aussi contre le principe même de l'Etat, en tant qu'Etat Bourgeois.

Les théoriciens de la grève générale ont expliqué leur attitude en matière politique.

1<sup>o</sup> Par l'impossibilité où ils sont d'employer à leurs fins des moyens de luttes politiques en honneur, ceux-ci se révélant parfaitement incompatibles avec leurs théories et inefficaces quant aux résultats à espérer.

2<sup>o</sup> Par l'impossibilité d'admettre l'existence d'un état bourgeois dont l'abolition leur apparaît comme indispensable à la réalisation de leurs desseins.

Comparez, disent-ils, la société politique et la société

économique. Tandis que l'une est composée de classes sociales parfaitement définies, l'autre nous donne le spectacle d'une juxtaposition de partis politiques dont la différenciation est parfois difficile.

On soutiendra peut-être qu'il pourrait y avoir adaptation de la classe au parti, et qu'ainsi celui-ci servira celle-là. Quelle erreur ! il suffit d'un rapide examen pour se convaincre du contraire.

Tandis que la classe sociale repose à la fois sur des bases économiques et morales, celles-ci font défaut au parti politique lequel n'est, en dernière analyse, qu'une création purement artificielle.

Observons, en effet, le premier parti venu : il nous donne avec plus ou moins d'intensité, mais il nous donne toujours, le spectacle d'un agglomérat d'hommes appartenant aux plans économiques les plus divers.

Propriétaires, ouvriers, banquiers, commerçants, s'y coudoient dans la plus étonnante confusion ; il n'est plus question ici d'expliquer le rapprochement des individus par la similitude des situations sociales.

La base économique faisant complètement défaut, la base morale qui pour la classe sociale résulte de luttes soutenues, n'existe pas davantage dans le parti.

Sans doute, objectera-t-on, les partis luttent entre eux, mais aucune comparaison ne peut être faite avec la lutte de classe.

Dès lors, nous en sommes réduits à chercher dans quel domaine les partis pourraient puiser les éléments moraux qui leur manquent.

« Leur origine les place, il faut le reconnaître, tout autant que le rôle représentatif qu'ils vont jouer, en dehors de la vie réelle. Ce qu'il y a de plus profond dans l'existence leur échappe. Ce qu'on y agite ce sont des opinions générales, des problèmes lointains et vagues. Tous ces hommes qui sont là, artificiellement réunis et gardant la marque distinctive de leur origine, se meuvent dans une atmosphère qui n'est pas



la leur, où l'air qu'on respire n'est pas l'air habituel et où tout paraît extérieur à la vie (1). »

Ainsi aucun lien ne relie la classe au parti et plus généralement aucun rapport n'existe entre la société économique et la société politique.

Tandis que la première repose tout entière sur les classes sociales, la seconde se confond avec l'organisation des divers partis lesquels supportent l'Etat.

Tandis que la première exprime des solidarités, « la société politique traduit les antagonismes » (2).

Cette antinomie entre la société politique et la société économique, apparaît plus profonde si l'on examine les individualités constitutives des deux sociétés ; la société économique ne connaît que des groupements d'hommes réels des ouvriers, des capitalistes, des propriétaires fonciers, etc... La société politique ne considère qu'un homme abstrait, un type impersonnel : le citoyen. Elle dissout les classes en ce que Proudhon appelle un atomisme social, il n'y a plus de groupes, il n'y a que des individus épars dans la désagrégation générale.

Mais, objectera-t-on, c'est parce qu'elle suppose qu'il y a des problèmes généraux communs à toutes les classes, que la démocratie se refuse à tenir compte des différences réelles entre les hommes et la mission des partis serait donc logiquement de dégager dans le chaos des intérêts particuliers, le point commun dont la solution intéresse l'ensemble des individus est-ce dire à qu'ils n'y faillissent point ?

Les grèves généralistes bien qu'ils constatent l'existence de ces organismes politiques, ne leur reconnaissent ni la volonté ni le pouvoir de travailler au bien-être général ; leur confiance en la loyauté et en la capacité des politiciens est nulle, détruite qu'elle fut par la leçon des événements

(1) Lagardelle. — *Classe sociale et parti politique Mouvement Socialiste*, juillet 1909.

(2) Lagardelle. — *La démocratie en France. Mouvement socialiste*, janvier-février 1913.

et la dure expérience des désillusions successives qu'ils ont éprouvées.

Pour que la mission des partis put s'accomplir en toute honnêteté, il ne faudrait pas que ceux-ci soient des groupements à intérêts particularistes. « Or l'expérience montre que les partis sont des organismes autonomes avec leurs règles, leur personnel, leur psychologie ; loin de la vie réelle ils constituent un corps professionnel poursuivant avant tout ses intérêts de groupe (1). »

« Le parti socialiste lui-même n'a pas été différent des autres, il a présenté à son origine des vices de constitution, qui permettaient de prévoir quelle serait son incapacité ; accueillant n'importe quelle personnalité et cela pour faire nombre, c'est-à-dire illusion aux naïfs : les ambitieux y vont pour se faire de la réclame, avec l'espoir de devenir un jour ministre, les incapables y vont cacher leur nullité (2). »

Certes les malheureux travailleurs ont dû bien souvent rester perplexes devant ce paradoxe qui serait risible s'il n'était sinistre, à savoir l'impudence de ceux qui, apôtres d'une religion, la désavouent tous les jours par leurs actes, qui sont la contradiction même des grands principes dont ils se réclament.

Mais cette attitude ne saurait étonner quiconque est tant soit peu informé des choses du Parlement. N'est-ce pas là une des conséquences du régime politique sous lequel nous vivons.

« Une fois que l'électeur a déposé son bulletin dans l'urne, et qu'il est retourné à la vie pratique, les partis dépositaires de sa volonté d'un jour, restent seuls sur la scène ; le régime représentatif étant admis, il n'est pas possible qu'il en soit autrement et les critiques n'y changeront rien, son mécanisme suppose l'inertie du citoyen (3). »

Ainsi s'écroule la légende dorée du suffrage universel,

(1) Lagardelle, *op. cit.* *Mouvement socialiste*, juillet 1909.

(2) *La vérité sur l'union socialiste*, cité par Lagardelle M. S. 1909.

(3) *Mouvement socialiste*, juillet 1909, Lagardelle.

« sorte d'atonisme par lequel le législateur, ne pouvait faire parler le peuple dans son unité, invite les citoyens à exprimer leur opinion par tête (1) » et qui en définitive dissout les classes et rend seul possible le maintien de la démocratie.

« Ne nous étonnons plus de la dévotion que la démocratie a voué au suffrage universel ; sans l'urne évidemment elle n'existerait pas, derrière l'urne, il y a bien les partis et derrière les partis il y a bien l'Etat dont ils ne sont que la menue monnaie, le démembrement, la dislocation apparente, mais tout le système dans son mécanisme brutal grave bien néanmoins autour de l'urne et de ses hasards (2). »

Et pour mieux démontrer ce germe individualiste et dissolvant de la démocratie « cette hache qui divise le peuple » il n'est que d'examiner quelle est l'attitude de la démocratie vis-à-vis des grèves.

Qu'elle soit socialiste ou social-démocratique, elle s'insurge contre ce fait brutal qui rompt si nettement avec la pratique parlementaire.

« Elle est désorientée, elle ne comprend pas ou plutôt elle ne comprend que trop, elle sent bien qu'elle se trouve là en présence d'un fait révolutionnaire qui semble bien équivaloir à sa propre négation. Aussi bien n'a-t-elle qu'un désir, ne forme-t-elle qu'un souhait : supprimer ce fait, le biffer de l'histoire contemporaine, et elle connaît si bien le caractère scissionnaire, la vertu dissolvante et pulvérisante de son sacro-saint suffrage universel, qu'elle ne rêve qu'une chose, appliquer cet admirable mécanisme de décomposition à la la grève ; c'est, en effet, le sûr moyen pour détruire toute la substance révolutionnaire, l'effet est mathématiquement certain, elle le sait bien et les ouvriers le savent bien aussi, eux qui repoussent avec la dernière énergie toutes les belles réformes de nos excellents radicaux et socialistes (3). »

Démocratie et grèves sont deux conceptions opposées, irré-

(1) Proud'hon. — *Solution au problème social*.

(2) Berth. — *Mouvement socialiste*, novembre 1907.

(3) Berth. — *Mouvement socialiste*, 15 novembre 1907, p. 394.

ductibles, car si la grève, phénomène de vie collective est susceptible de cristalliser les masses, elle témoigne aussi d'une psychologie collective, simple peut-être, mais dans laquelle entrent en jeu, des sentiments puissants ; réserve d'énergie qui rehausse l'individu au-dessus de lui-même ; l'égoïsme individuel l'intérêt privé ainsi que les préoccupations personnelles disparaissent.

Aux lâchetés que permettrait le bulletin de vote, se substitue un élan unanime qui pousse les hommes vers les plus hauts sommets de l'héroïsme moral et du sentiment du sublime.

« Que viendrait faire ici la loi, la démocratie avec sa manie votarde et son dogme stupide des majorités ? Tout simplement émietter, casser en morceaux, pulvériser cette unité, redonner à chaque ouvrier dans le silence propice des votes secrets, la liberté de la trahison et de la chute, la liberté de l'égoïsme et de la peur (1). »

Ayant ainsi fait justice de la légende du suffrage universel et opposé à sa conception celle de la grève prolétarienne, les partisans de la grève générale ne sont pas plus indulgents pour les méthodes pratiquées et les résultats obtenus dans les assemblées parlementaires.

« Pendant longtemps on a cru que leur principal rôle consistait à raisonner sur les plus hautes questions d'organisation sociale et surtout sur ces constitutions ; là on pouvait procéder en énonçant des principes, et en établissant des déductions, en formulant dans un langage précis des conclusions très claires.

Nos pères ont excellé dans cette scolastique qui comprend la partie lumineuse des discussions politiques.

Certaines grandes lois peuvent encore donner lieu à de belles joutes oratoires depuis que l'on ne disserte plus guère sur les constitutions ; ainsi pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat les professionnels, des principes ont pu se faire

(1) Berth. — *Mouvement socialiste*, 15 novembre 1907, p. 395.



écouter et même se faire applaudir ; on a été d'avis que rarement le niveau des débats avait été aussi élevé, on était encore sur un terrain qui se prête à une scolastique. Mais plus souvent on s'occupe de lois d'affaires ou de mesures sociales. alors s'étale dans toute sa splendeur l'ânerie de nos représentants, ministres, présidents ou rapporteurs de commission, spécialistes, rivalisent à qui sera le plus stupide, c'est que nous sommes en contact avec l'économie, et l'esprit n'est plus dirigé par des moyens simples de contrôle ; pour donner des avis sérieux sur ces questions, il faudrait les avoir connues pratiquement, et ce n'est point le cas de nos honorables (1). »

Mais ceux-ci n'en ont cure, et sans chercher à étudier ou même à comprendre les grands problèmes à la solution desquels ils désiraient travailler, ils emploient leur activité et leur intelligence à sauvegarder leur intérêt, c'est-à-dire leur place ; que vienne la fin de leur mandat et l'on pourra mesurer leur souplesse et le peu de sincérité de leurs conceptions.

« En effet, dès que l'on s'occupe d'élections, il faut subir certaines conditions générales qui s'imposent d'une manière inéluctable à tous les partis, dans tous les pays et dans tous les temps. Quand on est convaincu que l'avenir du monde dépend de prospectus électoraux, de compromis conclus en entre gens influents et de vente de faveurs, on ne peut avoir grand souci des contraintes morales qui empêcheraient l'homme d'aller là où se manifeste son plus clair intérêt.

L'expérience montre que dans tous les pays où la démocratie peut développer librement sa nature, s'étale la corruption la plus scandaleuse sans que personne juge utile de dissimuler ses coquinerias (2). »

Telles sont les sévères critiques infligées au régime parlementaire, par les partisans de la grève générale. Ceux-ci dont l'énergique ambition est de conduire à bonne fin le mouve-

(1) Sorel. — *Réflexions sur la violence*, p. 214.

(2) Georges Sorel. — *Réflexions sur la violence*, loc. cit. p. 140.



ment révolutionnaire, ne pouvaient logiquement chercher dans la politique les moyens de lutte que celle-ci était incapable de leur offrir.

L'émancipation des travailleurs devant être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, une méthode nouvelle s'imposait elle devait être d'essence purement ouvrière, s'apparenter au caractère propre des individus ; elle se résume en un mot : la violence.

Non pas la violence individuelle, isolée, anarchique, mais la violence organisée, disciplinée, raisonnée, la violence érigée en système, froidement calculée, la violence opportunément employée, et qui s'incarne non pas simplement, dans la violence physique, matérielle, mais dans la violence morale, considérée surtout comme un puissant levier qui permettra de peser sur les volontés rebelles, de les faire plier quand il le faut devant l'imminence des catastrophes.

Quel que soit l'enjeu de la lutte engagée, que ce soit simplement une réforme sociale longtemps attendue, ou une modification touchant le régime politique lui-même, la tactique d'intimidation devra être employée jusqu'au succès complet.

Si celle-ci ne réussit pas, c'est alors la grève, avec tout son cortège de brutalités, de sabotages, avec les collisions inévitables entre grévistes et policiers, souvent même entre grévistes et soldats. Les esprits s'échauffent, l'exaltation gagne les corporations les unes après les autres, et bientôt, devant les difficultés croissantes auxquelles il est obligé de faire face, le gouvernement pris de peur cède, entraînant avec lui les hésitants.

Mais direz-vous, c'est une procédure absolument extralégale que celle qui consiste à contraindre un Parlement et les révolutionnaires ne s'en cachent pas « le facteur le plus déterminant de la politique sociale étant la poltronnerie du gouvernement » les ouvriers qui, eux disposent d'un moyen d'action efficace : la grève, ne se sont pas privés de l'employer.

« L'histoire de la législation ouvrière nous offre de nombreux exemples de la pression exercée par les travailleurs sur les pouvoirs publics en vue de les forcer à adopter des réformes depuis longtemps réclamées.

Les lois ouvrières ne sont donc pas promulguées par la libre décision du pouvoir central. Elles lui sont imposées par la masse des prolétaires, tandis que ceux-ci acquièrent une notion plus haute de leur force et de leur cohésion.

« Nulle part la réglementation de la journée de travail n'est survenue avant que les ouvriers n'eussent ébauché une campagne d'agitation. Nulle part les mineurs n'ont été dotés des huit heures ou des neuf heures avant qu'ils n'eussent forcé la résistance des gouvernements par des chômages concertés, mais cette restriction du surmenage en Autriche, en France, en Angleterre, fut le prix de luttes continues, et où l'effort se tendait toujours davantage.

Ce n'est point parce qu'ils avaient résolu de prémunir leur personnel contre les sinistres que les entrepreneurs prenaient des précautions dans leurs immeubles, mais parce que ce personnel contraignait les Parlements à voter des textes et les chefs de l'Etat à contresigner des ordonnances. Les pays où les prescriptions restent les plus rudimentaires, sont précisément ceux où la pression des salariés sur le pouvoir central s'exerce encore le moins activement (1). »

Cette pression s'est exercée en France d'une façon tout à fait particulière. « Sans doute il est assez difficile de faire la part du syndicalisme dans le développement de la législation ouvrière et en particulier de l'intervention directe, ou au contraire, de la pression indirecte par l'agitation et même la menace.

Néanmoins il est des cas où l'action syndicaliste et son influence positive ou négative sur la législation est indéniable (2).

(1) Paul Louis. — *Le syndicalisme contre l'Etat*.

(2) William Oualid. — *Cours de Législation industrielle doctorat, 1926-1927*.

Les parlementaires l'ont bien compris et ont su parfaitement apprécier la valeur des avertissements qui leur étaient adressés.

« Lors de la discussion de la loi sur le travail des mines, il a été plusieurs fois question des menaces adressées au gouvernement, le 5 février 1902, le président de la commission disait à la Chambre que le pouvoir avait prêté « une oreille attentive aux bruits du dehors, qu'il avait été inspiré par un sentiment de généreuse bienveillance en laissant arriver jusqu'à lui quelque en fut le ton les revendications ouvrières et le long cri de souffrance des ouvriers mineurs.

Un peu plus tard, il ajoutait, nous avons fait une œuvre de justice sociale... une œuvre de bonté aussi en allant à ceux qui peinent et qui souffrent comme des amis uniquement désireux de travailler dans la paix et à des conditions honorables, et que nous ne devons pas par une intransigeance brutale et trop égoïste laisser s'abandonner à des entraînements, qui, pour ne pas être des révoltes, n'en feraient pas moins des victimes.

Toutes ces phrases embrouillées servaient à dissimuler l'effroyable peur qui étreignait ce député grotesque.

Dans la séance du 6 novembre 1904 au Sénat le ministre déclarait que le gouvernement était incapable de céder aux menaces, mais qu'il fallait ouvrir non seulement les oreilles et l'esprit, mais aussi le cœur « aux réclamations respectueuses » il avait passé quelque peu d'eau sous les ponts depuis le jour où le gouvernement avait promis la loi sous la menace d'une grève générale (1). »

Les exemples pourraient être multipliés et ils prouveraient que le Parlement a cédé devant les menaces non déguisées ; que dire des lois de l'après guerre comme celle du 11 juin 1917 et même du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. « La date même indique qu'on voulait éviter les troubles du

(1) Sorel. — *Op. cit.*, p. 93.

1<sup>er</sup> mai et elle constitue la principale conquête d'un mouvement continu (1). »

Cette situation paradoxale qui constitue la docilité des pouvoirs publics devant les injonctions des travailleurs devait être exploitée par les chefs des syndicats. Ceux-ci, en effet, savent en tirer le meilleur parti possible « et ils enseignent à leurs ouvriers qu'il ne s'agit pas d'aller demander des faveurs mais qu'il faut profiter de la lâcheté bourgeoise pour imposer la volonté du prolétariat.

Il y a trop de faits venant à l'appui de cette tactique pour qu'elle ne prenne pas racine dans le monde ouvrier » (2).

L'on ne peut nier que la violence ouvrière dans les grèves possède une efficacité extraordinaire. Celle-ci est telle qu'elle a provoqué de la part des autorités les interventions les plus puissantes auprès des patrons afin qu'ils satisfassent aux réclamations de leurs ouvriers. Les fonctionnaires préfets ou autres, redoutant d'être contraints d'agir contre les grévistes ont donc tendance à peser sur les patrons pour les obliger à céder ; la carence du gouvernement explique seule cette attitude. Les militants ouvriers ont bien vite compris combien cette situation était favorable à leurs desseins. Intimider les pouvoirs publics, susciter des troubles organiser des manifestations tumultueuses, voilà les moyens les plus sûrs d'obtenir les concessions. « Que l'on approuve ou que l'on condamne ce qu'on appelle la méthode directe et révolutionnaire il est évident qu'elle n'est pas près de disparaître, dans un pays aussi belliqueux que la France, il y a des raisons profondes qui assureraient à cette méthode une sérieuse popularité, alors même que tant d'exemples ne montreraient pas sa prodigieuse efficacité (3). »

On peut se demander comment de pareils procédés ont pu non seulement prendre naissance, mais avoir quelques chances de succès.

(1) Oualid. — *Cours de législation industrielle doctorat 1926-1927.*

(2) Sorel. — *Op. cit.*, p. 94.

(3) Sorel. — *Op. cit.*, p. 94.

Nous avons déjà répondu en partie à cette question en exposant au début du chapitre, l'antinomie profonde existant entre la notion de classe sociale et celle de parti politique. La désaffection progressive des masses pour le régime parlementaire, le mépris hautain dans lequel elles tenaient les politiciens constitueraient déjà des raisons suffisantes qu'il nous soient permis d'insister sur ce fait que deux facteurs ont profondément contribué à renforcer ces sentiments ce sont aux dires des grèves généralistes d'une part la lâcheté bourgeoise, de l'autre, l'hypocrisie des socialistes.

Sur ceux-ci que dire de plus que nous ne sachions déjà ? qu'ils se sont faits les alliés des classes possédantes, tout en se proclamant les avocats des déshérités ; mais en allant au fond des choses comment ne pas reconnaître qu'ils ne s'adressent qu'aux mécontents, qu'à tous ces mécontents sans se préoccuper de leur origine non plus que de la place qu'ils occupent dans la hiérarchie sociale.

Dans une société aussi complexe que la nôtre et aussi sujette aux bouleversements économiques et politiques il y a un nombre énorme de mécontents, et c'est pourquoi on trouve des socialistes là où l'on s'y attendait le moins. Le vocable a donc acquis un sens général et perdu son sens étymologique.

« Néanmoins cet illogisme n'était pas fait pour embarrasser nos socialistes politiciens qui se sont efforcés, d'ailleurs sans succès, de détourner à leur profit les forces ouvrières ; à la grève générale prolétarienne ils ont substitué la grève générale politique ; à la lutte des classes où les travailleurs « croupissaient maigres et décharnés, ils ont opposé un régime de légalité bourgeoise » (1). Mais ce fut en vain et leurs visées ont été rapidement découvertes et stigmatisées par les syndicalistes.

Ceux-ci ont d'ailleurs toujours insisté sur ce fait que l'intérêt même du prolétariat lui commandait de persé-

(1) Berth. — *Révolution sociale et évolution juridique*. M. S. 15 novembre 1904.



vérer dans les méthodes de violence qui devaient le conduire à la victoire, la lâcheté bourgeoise aidant.

Mais qu'est-ce au juste que la lâcheté bourgeoise chère à M. Sorel ? Est-ce la peur de résister aux menaces et aux violences ou bien peut-être l'expression d'un état d'esprit libéral dégradé pour les besoins de la cause par les syndicalistes ?

Il est sans doute assez difficile d'apprécier exactement les raisons profondes des réformes toujours plus libérales consenties par les gouvernements capitalistes.

Toutefois il serait peu équitable de n'y voir que le résultat de l'action ouvrière ; quel que soit le degré d'immoralité auquel conduit fatalement le parlementarisme propice aux combinaisons les plus louches, il est encore des hommes honnêtes, épris de justice qui loyalement se sont voués à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs sans y chercher aucun intérêt personnel.

## SECTION II

### **Les positions économiques et sociales des partisans de la grève générale**

La question sociale se présente pour les grèves généralistes sous un jour sombre ; elle n'est susceptible d'être résolue que par le triomphe de leurs conceptions c'est-à-dire par l'anéantissement du capitalisme qui s'incarne dans la bourgeoisie.

« La situation faite dans la société capitaliste à l'ouvrier moderne est pénible et douloureuse. Il est astreint pour vivre aux plus durs travaux sans en retirer la moindre satisfaction.

Il est le créateur de la richesse sociale et de cette richesse il ne profite pas. Ce sont au contraire les hommes qui ne créent pas, qui en sont les seuls bénéficiaires. En d'autres termes, cette situation se définit ainsi : d'un côté le produc-

teur mis dans l'impossibilité de consommer, de l'autre côté, le non producteur seul pouvant le faire ; le privilège de l'un étant fait de la misère de l'autre.

Pour mieux dire le non producteur c'est-à-dire le patron le capitaliste ne peut prolonger l'existence de ses prérogatives qu'en maintenant asservi le producteur c'est-à-dire l'ouvrier » (1).

Pour les réformistes, l'organisation syndicale doit être considérée « comme une institution organique qui doit se perpétuer et non comme un instrument de démolition sociale qui doit disparaître une fois son œuvre de déblaiement et de démolition accomplie ». (2).

Il n'y faut pas voir un instrument de lutte perpétuelle, mais au contraire un organisme qui, s'il doit contrebalancer la puissance patronale ne doit point repousser les tentatives de rapprochement. Sa méthode d'action ? « intervenir d'abord par des démarches par des délégations, par des voies de conciliation, pour obtenir satisfaction, pour décider les patrons à accorder les réformes qui font l'objet du litige, du désaccord » (3).

La grève doit être envisagée non seulement dans les cas extrêmes et après que toutes les tentatives de conciliation ont échoué, « mais elle doit être exempte de toute violence car celle-ci appelle inévitablement la violence dont les travailleurs supportent les terribles conséquences » (4).

Pour un succès souvent apparent la réaction se manifeste, les forces ouvrières se désagrègent et livrent impuissantes les travailleurs entre les mains patronales ou en font les victimes de la magistrature rétrograde » (5).

Telle est brièvement résumée, la théorie réformiste,

(1) Griffuelhes. — *Syndicalisme révolutionnaire mouvement socialiste*. 1<sup>er</sup> janvier 1905.

(2) Keufer. — *Mouvement socialiste* janvier 1905, p. 22.

(3) Keufer. — *Mouvement socialiste*, janvier 1905, p. 33.

(4) Keufer. — *Op. cit.* p. 34.

(5) Keufer. — *Mouvement socialiste*, janvier 1905, p. 26.

théorie qui a été violemment combattue par les propagandistes de la grève générale.

Patrons et ouvriers, syndicats patronaux, syndicats prolétariens, deux entités irréductiblement opposées, qui doivent se combattre jusqu'au jour depuis longtemps attendu où le capital enfin vaincu, l'asservissement des travailleurs ne sera plus qu'un souvenir.

Pour eux, « les syndicats sont avant tout des machines de guerre sociale « s'ils furent jadis adversaires des groupements professionnels, ils ont compris tout le parti qu'on pouvait tirer de ceux-ci, et « ils y sont entrés pour y faire de la culture révolutionnaire » (1).

Pas d'entente possible « c'est par la force que la bourgeoisie impose ses volontés et ses caprices, c'est par la force qu'elle maintient son exploitation. Le monde social repose uniquement sur la force, il vit de sa force oppressive et il porte la force en lui même il doit par conséquent créer la force et obliger ceux qu'ils assujettit à utiliser la force.

L'autorité patronale est faite de violence et seule la force peut la supprimer. Et cela non pas parce que la force peut plaire mais parce qu'elle est imposée par les conditions qui président la lutte ouvrière » (2).

Mais cette force indispensable à la conduite de la lutte doit se manifester sous l'impulsion des seuls travailleurs.

C'est à eux qu'il appartient de mener leur action puisqu'elle a pour but de défendre et de sauvegarder leurs intérêts, c'est parmi eux que doivent être choisis ceux qui, investis de la confiance de leurs camarades, prendront les décisions qui engageront la classe ouvrière, car « l'organisation étant provoquée par la situation misérable du travailleur, ne devant comprendre que des salariés doit être menée par les ouvriers pour des fins spécifiquement ouvrières...

(1) Seilhac. — *Les deux courants de l'esprit syndical réformiste et révolutionnaire*, *Revue politique et parlementaire*, octobre 1903.

(2) Griffuelhes. — *Le syndicalisme révolutionnaire. Mouvement socialiste*, 1<sup>er</sup> janvier 1905, p. 6.

Et ce résultat ne peut être atteint que si la classe ouvrière constitue un organisme formé d'elle, et ayant pour unique tâche de lutter pour ses intérêts. Cet organisme doit échapper à toute influence soit qu'elle émane des possédants, soit qu'elle émane du pouvoir ; il doit comprendre les institutions et les services qui répondent à chacun des besoins du travailleur, il doit se suffire pour n'emprunter qu'aux éléments qu'il comprend la force d'agir » (1).

Ces organismes on le devine, c'est le syndicat, son moyen d'action, c'est la grève.

La grève, non pas considérée à l'instar des réformistes comme un ultime moyen auquel on ne recourt qu'à contre cœur, mais comme la méthode normale, logique, librement et allégrement suivie par les individus sûrs de leurs forces et conscients de leurs droits.

Pendant longtemps même dans les milieux ouvriers, on a considéré la grève comme néfaste, ce fut une erreur, d'abord parce qu'elle a donné des « résultats relatifs sans doute, mais qui n'en sont pas moins réels » ensuite parce que outre les avantages matériels, elle en comporte d'autres plus grands d'ordre abstrait, d'aucuns diront d'ordre moral.

La grève en effet, et nous avons eu déjà l'occasion d'y insister en étudiant la motion de classe sociale, a permis à des travailleurs de prendre conscience de leur force, et des liens de solidarité qui les unissaient. Mais cela, c'est du passé, et l'on pourrait juger désuet l'emploi d'un moyen que certains considèrent comme primitif.

Ce serait vouloir ignorer les nécessités actuelles et les obligations qui s'imposent aux révolutionnaires pour sauvegarder leur autonomie. La question sociale qui s'est posée plus aigue depuis le début du siècle, et les conflits de plus en plus violents qui en sont résulté, ont alarmé nombre de personnes lesquelles se sont employées à trouver des solutions à ce problème ardu.

(1) Griffuelhes. — *Op. cit.*

Des efforts ont donc été tentés pour amener la disparition des causes d'hostilité qui pouvaient exister et les partisans de la conciliation sont peut-être arrivés à un résultat problématique.

« En montrant à quelques fonctionnaires des syndicats que les bourgeois ne sont pas des hommes aussi terribles qu'ils l'avaient cru, en les comblant de politesse dans des commissions constituées dans les ministères ou au Musée Social, en leur donnant l'impression qu'il y a une équité naturelle et républicaine supérieure aux haines et aux préjugés de classe, on a pu changer l'attitude de quelques anciens révolutionnaires. Un grand désordre a été jeté dans l'esprit des classes ouvrières à la suite de ces conversions de quelques uns de leurs anciens chefs et beaucoup de découragement a remplacé l'ancien enthousiasme chez plus d'un socialiste ; bien des travailleurs se sont demandés si l'organisation syndicale allait devenir une carrière de la politique, un moyen d'arriver » (1).

C'est pour lutter contre ces influences néfastes à leur sens que les révolutionnaires se sont insurgés et qu'ils ont violemment combattu toute méthode de conciliation.

Ils en ont tout d'abord montré la fragilité et le néant ; sur quelles bases en effet repose-t-elle sinon sur la notion de devoir social ? Mais qu'il y a-t-il de plus imprécis de plus indéterminé ?

Tandis que le droit est précis, rigide, qu'il se condense en formules lapidaires, facilement intelligibles pour les individus, le devoir apparaît difficilement compréhensible parce que nul ne peut savoir où il commence et où il finit ; parce que suivant le temps et le lieu, sa conception est extrêmement variable parce qu'enfin il est susceptible d'être conçu différemment lorsque des circonstances viennent à se modifier.

En se plaçant au seul point de vue ouvrier les grèves géné-

(1) Sorel. — *Loc. cit.*



ralistes ont affirmé qu'il n'y avait pas qu'il ne pouvait pas y avoir de devoir pour ceux qui sont des exploités des victimes de la férocité capitaliste.

« Le devoir social ne serait-il pas en fin de compte l'expression de leur résignation, de leur passivité ou mieux encore de leur reconnaissance envers la bonté du patron de tous les patrons.

Ainsi les rapports du capital et du travail se réduiraient à l'appréciation exacte du devoir de chacun des partis en présence.

Mais un pareil raisonnement n'est qu'une bouffonnerie, et pour peu que l'on y réfléchisse, on s'aperçoit qu'il serait impossible d'y trouver une pratique susceptible de servir utilement à débrouiller les difficultés des rapports sociaux.

Dans le monde économique en effet, « chacun limite son devoir d'après la répugnance qu'il éprouve à abandonner certains profits : si le patron estime toujours qu'il a fait tout son devoir, le travailleur sera d'un avis opposé et aucune raison ne pourra les départager.

Le premier pourra croire qu'il a été héroïque et le second pourra traiter cet héroïsme d'exploitation honteuse » (1).

Il y a donc incompatibilité absolue entre les deux conceptions du devoir patronal et ouvrier parce qu'il y a incompatibilité absolue entre les deux milieux sociaux auxquels appartiennent patrons et ouvriers.

Les uns s'estiment toujours victimes, les autres croient toujours au contraire avoir largement souscrit à une obligation qui leur impose leur qualité de chef.

Et c'est là une des raisons pour lesquelles les grèves généralistes ont repoussé la méthode pacifique, méthode inutile, mais aussi dangereuse, car son résultat le plus tangible est « d'amuser le prolétariat dans l'attente chimérique d'un acte qui lui ferait perdre de vue son vrai but.

C'est ainsi qu'ils affirment la nécessité de l'action directe

(1) Sorel. — *Op. cit.*

qui correspond à l'application vigoureuse et à la mise en œuvre intensive de la lutte des classes, ainsi que du principe méthodologique qui constitue l'originalité théorique et la puissance pratique du socialisme.

Du choc direct et continu du prolétariat contre le capitalisme, il résulte non seulement un accroissement d'espérance dans la victoire finale, mais aussi en fin de compte la réalisation de ces mêmes réformes que les courtiers du socialisme entendent atteindre par un cercle vicieux, par compromission et par demi mesures. Bien plus, il en résulte encore un entraînement des masses populaires, salutaire, en agguerrissement en vue des batailles futures, une éducation intensive et continue de la volonté rendue plus agile par une action progressive et un exercice interrompu.

Au fond, il y a là un conflit de deux méthodes absolument divergentes, antithétiques de concevoir le devoir social.

D'un côté c'est une conception étroitement juridique, de l'autre une conception entièrement dynamique. Les uns se placent délibérément sur le terrain de la société actuelle et de ses institutions, les autres sur le terrain du programme révolutionnaire de la classe ouvrière. Les uns implorent, les autres arrachent, ceux-là mendient, ceux-là exigent.

Les réformistes partant d'une conception éthique de l'Etat aboutissent à la philanthropie démocratique, ce qui les rapprochent des socialistes de la chaire et les identifient presque à eux.

Les révolutionnaires concluent à l'abolition du capitaliste en s'appuyant sur la conception marxiste du caractère de classe en l'espèce du caractère bourgeois de l'Etat... les travailleurs doivent regarder en face les problèmes économiques et politiques de la société capitaliste et prendre vis-à-vis d'elle une attitude précise de lutte et de combat. Tout le monde bourgeois est lié aux intérêts qui l'animent. L'Etat en est le représentant, le défenseur et le gardien, l'Etat est le roc solide le beau et puissant bouclier des intérêts capitalistes. Telle est la conception socialiste et marxiste

de l'actuel conflit des classes déduite de la philosophie et surtout de l'analyse économique de la production (1).

La médiation ne saurait donc être pour le prolétariat qu'un vain mot, c'est à la fois un danger qui risque d'affaiblir ses jours mais en même temps n'est-ce pas l'aveu que la bourgeoisie est impuissante à enrayer son furieux désir de vie, de volonté et de puissance déchaîné contre le capitalisme ?

Ce sera donc pour les révolutionnaires une raison de plus de persévérer dans la voie qu'ils se sont choisie et de ces premices ils vont dégager toute une pratique dont nous allons donner rapidement un aperçu.

La grève sera érigée en dogme, considérée nous l'avons vu comme indispensable au maintien des ardeurs révolutionnaires, elle apparaîtra désormais non pas comme un épisode douloureux de la vie sociale mais comme un combat préliminaire à la grande bataille qui donnera la victoire par l'anéantissement du capital.

La grève qu'elle soit partielle, ou qu'elle s'étende à toute une fédération, qu'elle ait pour but immédiat une augmentation de salaire ou l'acceptation d'un contrat collectif, ne doit jamais être corporative. Elle peut le paraître, elle permet évidemment d'obtenir certains avantages, mais elle reste, pour les révolutionnaires le symbole de la révolution en marche.

La technique de la grève s'est d'ailleurs transformée et peut-on dire considérablement développée ; à la conception primitive du non travail s'est substituée celle d'une action effective qui se décompose en deux temps. Tout d'abord le refus d'accomplir la tâche assignée complété par des procédés complémentaires, le sabotage, l'attentat aux propriétés et aux personnes.

« Le sabotage est à la guerre sociale » ce que sont les guérillas dans un conflit international ; il découle des mêmes

(1) Olivetti. — *Action directe et médiation. Mouvement socialiste*, juillet-août 1909.

sentiments répond aux mêmes nécessités et a sur la mentalité ouvrière d'identiques conséquences... Il a l'heureux résultat de développer l'esprit d'initiative, d'habituer à agir soi même, de surexciter la combativité » (1).

Il n'est pas nécessaire d'insister sur ce point, l'apologie du sabotage a été présentée maintes fois et sous des formes telles qu'on ne peut dire qu'elles ne procédaient pas toujours d'une grande honnêteté, tant il est vrai qu'on puisse dénaturer les faits jusqu'à les rendre méconnaissables.

Quant à l'emploi de la violence, il a été de tous temps considéré par les grèves généralistes comme fort légitime.

Qui ne se souvient de la grève de Decazeville au cours de laquelle M. Watrin a trouvé la mort, et des articles publiés à cette occasion dans la presse de gauche.

« Victoire lisait-on dans le *Socialiste* du 30 janvier, le sang a coulé à Decazeville. Et contrairement à tous les précédents miniers c'est du sang patronal, du sang capitaliste. A quelques lieux à peine de l'ancien champ de massacre ouvrier qui se nomme Aubun, un sous directeur des mines a été exécuté » (2).

Et le même journal fera quelques jours plus tard, remarquer à ses lecteurs « qu'à Decazeville les ouvriers ne se sont pas amusés à faire sauter des chapelles ils n'ont pas assouvi leur colère sur un petit marchand exploiteur, non, ils ont été droit au but, ils se sont attaqués à la bourgeoisie capitaliste du moins à son représentant officiel M. Watrin et l'ont assommé » (3).

Les travailleurs « sauront désormais à qui s'en prendre ce sera ainsi du temps de gagné », la révolte de Decazeville fera date dans l'histoire, et les colères populaires se porteront désormais sur les exploiteurs ou sur leurs intendants » (4).

(1) Olivette. — *Mouvement socialiste* juillet-août 1909, p. 26 et 35.

(2) *Le socialiste*, 30 janvier 1886.

(3) *Le Révolté*, 4 février 1886.

(4) *Le révolte*, janvier 1886.

C'est de l'action directe non plus théorique mais pratique, et ses thuriféraires ne pouvaient que se féliciter de voir combien leurs camarades avaient compris leurs leçons. D'ailleurs l'exemple que nous venons de citer n'est pas unique en son genre et nous en pourrions citer d'autres.

L'action directe « action exercée directement par les ouvriers eux mêmes » (1) a été mise en vedette ; complétée par la violence elle a donné des résultats probants, tels que le souhaitent les grèves généralistes. Désormais les travailleurs sauront comment conduire leurs grèves et pourront ainsi leur donner le véritable aspect de combats sans merci au cours desquels tous les moyens seront bons pour obliger l'adversaire à demander grâce.

« Pour les ouvriers, ces désordres sont donc non seulement un moyen de forcer les patrons à leur accorder des avantages mais surtout ils sont un prélude de la transformation de la société »... « Ces grèves sont parfois mêmes plus politiques qu'économiques inspirées par les théories du socialisme révolutionnaire, elles se proposent pour objet principal de troubler l'ordre social qu'elles accusent d'être fondé sur le capitalisme et sur l'exploitation de l'ouvrier, et d'en rendre le fonctionnement impossible de hâter les transformations nécessaires » (2).

La fin d'un pareil système réside dans la suppression non point seulement du patronat, mais du régime politique et social qu'est le nôtre.

Et cette suppression ne pourra être finalement réalisée que par un mouvement formidable, universel, autrement dit par une grève générale.

Nous abordons ici le point le plus intéressant de la doctrine révolutionnaire. Celle-ci forme un tout dont chaque partie est étroitement liée aux autres.

Nous avons vu que pour cette doctrine, la solidarité so-

(1) Griffuelhes. — *Action syndicaliste*, p. 23.

(2) Levasseur. — *Question ouvrières et industrielles en France sous la 3<sup>e</sup> république*.



ciale n'existait pas, que chaque grève était considérée comme un épisode de la lutte gigantesque qui se poursuit entre le capital et le travail qu'elle était en même temps un moyen d'entretenir l'esprit de combat de permettre aux travailleurs d'acquérir l'expérience et de réaliser une cohésion indispensable.

La logique voulait que fut cherchée dans la généralisation des conflits sociaux l'anéantissement du régime capitaliste, avec lui, l'émancipation des travailleurs.

La grève générale ne peut donc être « que la Révolution elle-même ». Des grèves générales corporatives ou régionales la précéderont et la prépareront » (1).

Elle apparaît comme le refus des producteurs de travailler pour procurer jouissance et satisfaction aux non producteurs ; elle est l'explosion consciente des efforts ouvriers en vue de la transformation sociale ; elle est l'aboutissement logique de l'action constante du prolétariat en mal d'émancipation ; elle est la multiplication des luttes soutenues contre le patronat. Elle implique comme acte final un sens très développé de la lutte et une pratique supérieure de l'action » (2).

Ces déclarations volontairement imprécises, laissent entrevoir l'embarras dans lequel se sont trouvés les militants révolutionnaires pour expliquer comment l'événement devait se produire ; on nous dit simplement que, de même que « tout mouvement révolutionnaire n'a donné que ce que la classe opprimée du moment a conçu et a su prendre. En conséquence, la révolution entretenue par tous et que le monde ouvrier appelle la grève générale, sera elle aussi ce que le travailleur l'aura conçu et saura la créer.

L'action se déroulera selon le degré de conscience de l'ouvrier et selon l'expérience et le sens de la lutte qu'il se sera donné.

Comme cette action devra s'exercer contre des forces mul-

(1) *Voix du Peuple*, 8 mai 1904.

(2) *Grieffuelhes l'action syndicaliste*, p. 32.

tiples et variées, comme elle devra réagir contre des courants divers ce ne seront pas des décisions uniformes et étroites qui seront applicables.

Il appartiendra au travailleur d'adopter au milieu d'alors, aux éléments contraires les armes que les circonstances mettront à sa portée.

La grève générale dans son expression dernière n'est pas pour les milieux ouvriers le simple arrêt des bras elle est la prise de possession des richesses sociales mises en valeur par les corporations en l'espèce les syndicats, au profit de tous. Cette grève générale ou révolution sera violente ou pacifique selon les résistances à vaincre. Elle sera la totalisation des efforts des producteurs sous l'impulsion des groupements ouvriers...

Le mouvement naîtra des circonstances d'une mentalité ouvrière plus élevée à la hauteur des événements qui porteront en eux-mêmes les éléments de généralisation » (1).

Telles étaient avant la guerre, les conceptions des révolutionnaires ; il faut reconnaître qu'elles témoignaient d'une singulière prudence dans l'appréciation des événements à venir.

Néanmoins elles ne laissaient aucun doute sur le but poursuivi l'effondrement de la société capitaliste bourgeoise, et avec lui la disparition du patronat, de la propriété, de la hiérarchie sociale enfin.

Sans doute le danger que courait la société n'était pas immédiat ; la révolution ne devait pas se produire du jour au lendemain ni surtout revêtir les mêmes caractères. « Il ne pouvait être question pour le prolétariat d'employer les mêmes armes dont il fit usage jadis pour ébranler le gouvernement » les prises d'armes les émeutes, les guerres de rues, ou toutes autres formes du coup de force, sont aujourd'hui hors de question écrivait Buisson ; la perfection et la puissance de l'armement militaire enlèvent de

(1) Griffuelhes. — *Op. cit.* p. 33.

nos jours à tout mouvement populaire la possibilité de succès » (1).

Mais il n'en reste pas moins vrai pour n'être plus aussi ouverte et aussi franche la menace n'en devenait que plus sérieuse et le péril, du fait qu'il apparaissait moins brutal, n'en était que plus à craindre, puisque tout l'effort des révolutionnaires allait tendre à déterminer « une crise de désorganisation sociale qui s'emplifiant, permettrait enfin » aux minorités conscientes » de mettre en branle les masses ouvrières (2) pour les lancer avec succès à l'assaut de la forteresse capitaliste et de triompher plus complètement des résistances qui leur étaient opposées.

(1) *La grève générale* par Buisson.

(2) *Pouget*. — *Mouvement socialiste* 1906.



## DEUXIÈME PARTIE

### LA GRÈVE POLITIQUE EN PRATIQUE

---

Après avoir étudié la grève générale en théorie, nous allons dans cette seconde partie envisager successivement les grèves générales révolutionnaires en France, en Angleterre et en Italie.

Le récit forcément succinct que nous en donnerons, permettra malgré tout au lecteur de comprendre la gravité de ces événements d'après guerre qui ont bouleversé tour à tour en pleine réorganisation économique trois grandes nations.



## FRANCE

### LES GRÈVES DE L'ANNÉE 1920

L'agitation dans les chemins de fer, la première grève des cheminots en février. — Le congrès de la fédération des chemins de fer (21 avril). — La motion minoritaire. — L'appel à la grève générale (28 avril). — Les revendications attitude de la C. G. T. — Le 1<sup>er</sup> mai signal de la grève générale. — Son caractère particulier. — Union du prolétariat et des salariés des services publics concédés. — L'attitude de sympathie des fonctionnaires. — Réaction des éléments d'ordre, les unions civiques. — Fin de la grève. — Ses répercussions au Parlement. — Les poursuites judiciaires contre la C. G. T. Conséquences de la grève générale. — La scission entre majoritaires et minoritaires. — Création en 1922 de la C. G. T. U. ; son affiliation avec Moscou. — La C. G. T. s'oriente vers le réformisme. — Son attitude réservée dans l'affaire Sacco-Vanzetti. Coup d'œil rapide sur l'état actuel des tendances syndicalistes. — Les syndicats de fonctionnaires et la lutte des classes.

L'agitation ouvrière qui avait pris naissance au lendemain de la guerre et qui s'était accentuée en 1919 atteignit son paroxysme l'année suivante. Cette année 1920 marque le terme d'une période révolutionnaire dont l'événement capital « fut le mouvement gréviste qui devait, on l'espérait, renverser la société bourgeoise et qui fut, en réalité, « la plus grave des défaites subies depuis l'origine par le mouvement syndicaliste révolutionnaire » (1).

Dans cet effort suprême tenté par toutes les fractions du prolétariat, nous verrons unis sous le même drapeau les employés des services publics, les mineurs, les inscrits maritimes, les dockers, lancés à l'assaut de la société capitaliste

(1) Martin Saint-Léon. — *Les deux G. G. T.*

par la C. G. T., mais ce seront les cheminots qui dans cette bataille tiendront la première place.

Dès le commencement de l'année cette corporation présentait des revendications multiples, relèvement des traitements, indemnité de vie chère, et surtout nationalisation des chemins de fer.

L'indemnité de vie chère fut accordée par le Conseil des Ministres tenu le 8 janvier, quant aux autres revendications elles étaient étudiées par une commission paritaire siégeant au ministère des travaux publics. Le conflit paraissait donc provisoirement écarté : malheureusement, il n'en fut pas ainsi par le fait de l'intransigeance des syndicats des cheminots de la région parisienne auxquels ces résultats paraissaient « illusoires » et qui, infligeant un blâme à la Fédération, résolurent d'intensifier leur propagande en vue de faire triompher leurs revendications.

Un incident en apparence assez bénin, allait déclencher la grève. « Un congrès de l'Union des syndicats du réseau P. L. M. devant avoir lieu les 14 et 15 février à Dijon, le délégués des organisations demandèrent l'autorisation nécessaire pour s'y rendre. La compagnie accorda le congé aux employés membres du conseil d'administration de l'Union mais le refusa aux membres de la commission de propagande en déclarant que cette dernière n'avait pour but que de faire de l'agitation. »

« Un membre de cette commission M. Campanaud qui appartient en qualité de menuisier aux ateliers de Villeneuve Saint-Georges passa outre le refus et se rendit à Dijon. A son retour il fut avisé qu'il était frappé d'une mise à pied de 48 heures et sous le coup d'une menace de radiation.

« En apprenant ces faits les camarades d'ateliers de M. Campanaud décidèrent la cessation du travail, le mouvement s'étendit d'abord dans les importants services de Villeneuve Saint Georges puis faisant rapidement tache d'huile, il atteignit les ateliers de Paris, de Marseille,

« d'Arles, d'Oulliers, de Nîmes, d'Avignon, dont les travailleurs abandonnent le travail. »

« Dans la soirée du mercredi 24 février, on apprenait que d'après des ordres venus de Paris 5000 employés des services sédentaires de Lyon avaient décidé la grève générale.

« A partir du lendemain à midi, « d'autre part les délégués des groupements parisiens, réunis le soir même à la Bourse du travail, invitaient les sédentaires de tous les réseaux à chômer dès le 25 au matin et les agents des services actifs à suspendre leur travail à partir de 17 heures. A Lyon, Marseille, Dijon, des décisions analogues étaient prises.

« Tous ces faits se passaient en dehors de la commission exécutive de la Fédération qui se réunit cependant au siège 19 rue Baudin pour examiner les événements » (1).

A l'issue de cette réunion l'ordre de grève fut lancé dans la nuit du 24 au 25 pour une heure du matin.

Tandis que les syndicats de la région parisienne se préoccupaient de généraliser le conflit, la commission exécutive de la Fédération se tenait en rapport avec le gouvernement, lequel était bien résolu à mater cette grève révolutionnaire.

Après des tentatives de conciliation, le directeur de la compagnie du PLM, se refusant à lever la punition qui frappait le militant, l'ordre de grève générale fut lancé le 27 février.

Aussitôt l'ordre connu, les Compagnies prononçaient de nombreuses révocations. Cette grève fut donc assez spontanée et si l'opinion en fut étonnée c'est « qu'on ne croyait pas que les ouvriers fussent capables de s'émouvoir pour d'autres raisons que pour des augmentations de salaires. On pensait qu'ayant à peu près satisfaction sur les questions d'argent, ils seraient plus coulants sur le point de discipline ».

(1) *Information ouvrière et sociale*, 29 février 1920.

Voilà l'erreur, le terrible malentendu. Mais précisément ces questions de liberté syndicale, de libre participation à la gestion des services publics, et pour cela d'abord le libre exercice de tous les droits syndicaux sont les plus sensibles » (1).

Cette grève fut assez courte puisqu'elle fut terminée dans la nuit du 29 février au 1<sup>er</sup> mars à la suite des négociations entamées entre les délégués des cheminots et les directeurs des Compagnies.

L'accord se fit sur les différents points litigieux et aucune peine disciplinaire ne devait être appliquée sans que les dossiers soient examinés « dans un esprit de justice » par M. le Président du Conseil, quant au futur régime des chemins de fer il devait être étudié en commun.

On ne pouvait espérer un aussi beau résultat ; cependant il ne satisfait pas les minoritaires, d'ailleurs des incidents ne tardèrent pas à éclater au sujet de l'application de l'accord intervenu entre les cheminots et les compagnies.

« La sentence arbitrale fut interprétée d'une manière étroite, on rétrograda ; on déplaça, on exclut, on poursuivit même certains militons. Le directeur du réseau de l'Etat qui avait cru devoir protester contre de tels faits fut invité à solliciter un autre emploi : quant à la collaboration qu'on avait promis de demander au C. E. T. pour l'étude du régime général des réseaux on leur en fit l'offre dans de telles conditions qu'il dut la décliner, comprenant qu'on voulait seulement se servir de son prestige pour faire passer des projets élaborés au profit des Compagnies » (2).

Le 21 avril s'ouvrait le congrès annuel des agents des divers réseaux ; les minoritaires y firent adopter deux motions menaçantes « Considérant disait la première que le droit syndical se confondant avec le droit de grève ne peut être à la merci des Compagnies appuyées par le gouvernement et que, dans ces conditions, les cheminots ont le devoir

(1) *Information ouvrière et sociale*, 29 février 1920.

(2) Picard. — *Le mouvement syndical pendant la guerre*, p. 217.

de ne pas répondre à l'ordre de mobilisation en temps de grève... décide devant la provocation du gouvernement d'engager une action immédiate en posant comme revendication la réintégration immédiate des révoqués la reconnaissance du droit syndical » (motion votée par 172.000 voix contre 149.000).

La deuxième motion adoptait le principe de la grève générale « en laissant au comité fédéral le soin d'en fixer la date et d'examiner si le 1<sup>er</sup> mai devait être le pivot de l'action ouvrière en accord avec la G. G. T. ».

Le Comité fédéral des cheminots qui siégeait en permanence depuis le congrès, décidait le 28 avril, de rendre effective la grève générale pour le 30 avril.

Il adressait aux cheminots l'appel suivant :

« Cheminot.

« Malgré les nombreuses promesses faites antérieurement  
« par le gouvernement tendant à améliorer la situation  
« aucune solution n'est encore intervenue en ta faveur et  
« et tu te trouves encore dans l'impossibilité de faire face  
« aux nécessités de la vie dans la période de spéculation et  
« de vie chère que nous subissons du fait d'une bourgeoisie  
« capitaliste plus soucieuse de défendre ses intérêts que  
« d'apporter un terme à la misère du peuple.

« On traque les militants qui osent se faire les défenseurs  
« de tes légitimes revendications, on essaye de restreindre  
« tes libertés syndicales, on foule aux pieds les droits les  
« plus sacrés des travailleurs.

« Déjà tu t'es révolté pour protester contre cette vague  
« de réaction, tu t'es rendu solidaire des militants frappés.  
« Malgré les promesses faites, nos gouvernants nous ont  
« encore trahis.

« Devant cette nouvelle provocation, le congrès fédéral  
« national de la fédération des cheminots à l'unanimité à  
« décidé de répondre comme il convenait par la seule action  
« susceptible d'apporter non seulement aux cheminots,



« mais à la classe ouvrière toute entière une amélioration  
« à son tort.

« Demain tu manifesteras ton désir d'obtenir :

« La nationalisation des chemins de fer.

« La réintégration dans leurs postes de tous les révoqués  
« et déplacés.

« Le retrait des poursuites judiciaires contre les mili-  
« tants.

« Le respect du droit syndical.

« Le comité confédéral en qui tu as mis ta confiance compte  
« sur toi, il sait que tu sauras faire ton devoir, tout ton devoir  
« pour la réalisation totale de tes aspirations et le triomphe  
« de notre puissante organisation.

« Le moment n'est plus aux hésitations.

« Il faut que la 1<sup>er</sup> mai soit le point de départ d'une ac-  
« tion virile que tu continueras jusqu'à complète satisfac-  
« tion.

« N'oublie pas que le droit de grève se confond avec le  
« droit syndical !

« Cheminot, défends ton droit défends tes militants,  
« écarte les menaces et les provocations d'où qu'elles viennent  
« sois fort. De ta fermeté dépend inévitablement l'avenir  
« du prolétariat organisé ».

*Le comité fédéral (1).*

La C. G. T. bien qu'entraînée malgré elle ne crut pas  
devoir se dérober ; l'atmosphère était lourde de menaces,  
les esprits excités, l'époque propice aux grands mouvements  
prolétaires, la date du 1<sup>er</sup> mai, fête du travail depuis 1886  
devenait la date fatidique de la révolution qui devait libé-  
rer le monde de toutes les oppressions.

« Au fond cette action procède d'un concept mystique.  
Imbu des doctrines nous devrions dire plutôt des prophètes  
marxistes le prolétariat se croit prédestiné à régenter le

(1) *Information ouvrière et sociale*, 30 avril 1920.

monde par des substitutions à l'organisation bourgeoise actuelle du régime communiste. Celui-ci n'aurait nullement pour base la notion essentiellement française puisque inscrits dans notre immortelle « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de l'égalité des droits de tous les citoyens mis bien la prédominance d'une minorité agissante et tyrannique instaurés par la violence cette minorité affirme son mépris pour les droits de la majorité et pour toutes les formes légales (suffrage universel, Parlement national, souveraineté de la loi) sous lesquels ces droits se manifestent dans toutes les démocraties libres... Jusqu'ici en France ces tendances mystico-révolutionnaires s'effaçaient plus ou moins sous le couvert de revendications corporatives. Mais depuis que la journée de 8 heures grand cheval de bataille des manifestants lors des 1<sup>er</sup> mai antérieurs avait été législativement consacrée (loi du 23 avril 1919) (vote du principe de la conférence internationale du travail de Washington octobre 1919) les extrémistes du parti socialiste adeptes de la 3<sup>e</sup> internationale (celle de Moscou) jetèrent le masque.

On les vit afficher hautement leurs prétentions d'opposer aux pouvoirs constitués l'action prolétarienne, violente internationale anti française, par conséquent et préparer par la grève générale révolutionnaire à tendance nettement politiques la ruine de la société bourgeoise. Il y eut des luttes parfois très vives entre les deux tendances réformistes et extrémistes mais finalement la seconde réussit à l'emporter. Il suffit pour s'en convaincre de lire le manifeste publié par la C. G. T. ou sous son inspiration à la veille du 1<sup>er</sup> mai 1920 et répandu à profusion dans le milieu ouvrier.

En voici les passages les plus significatifs qu'il serait intéressant de rapprocher du fameux manifeste des égaux de Babœuf et Sylvain Maréchal.

« Le 1<sup>er</sup> mai est autre chose qu'une fête. On ne commémorera pas l'avenir.

« Or le 14 juillet de la classe ouvrière est devant elle et non derrière. Il est important qu'au dessus des distinc-

« tions corporatives et des particularités locales ou nationales, nous déployons orgueilleusement le drapeau rouge de la révolution prolétarienne. Oui le premier mai est autre chose qu'une fête c'est une manifestation et une manifestation internationale.

« A ceux qui seraient tentés de l'oublier, il rappelle que la classe ouvrière est lasse de porter plus longtemps sur ses épaules le poids de l'iniquité sociale, elle n'accepte pas ni l'organisation actuelle, qui n'a pour moyen que l'exploitation de l'homme par l'homme ni l'organisation juridique actuelle qui n'est que la consécration de cette exploitation, ni l'organisation politique qui en dépit du suffrage universel et du Parlementarisme, n'a pour objet que de maintenir les spoliations en puissance et les spoliés en soumission.

« Résolus à réaliser son émancipation de classe n'attendant cette émancipation que de ses moyens propres, le prolétariat a déclaré la guerre à tout ce qui, dans la société traditionnelle, est de l'exploitation. Mais cette guerre de classe à classe dont la grève répondant au louck-out et le lock-out-ripostant à la grève, forment en quelque sorte la trame, cette guerre n'est pas née d'un jour elle pourra connaître des trêves, des amnisties, elle ne prendra fin qu'avec l'extirpation totale des causes qui la déterminent.

« Alors les classes parasites seront éliminées, le travail résorbera les forces fécondes du capital, il n'y aura plus dans l'atelier que des forces solidaires, et dans la société que des citoyens égaux.

« Alors et seulement alors le 1<sup>er</sup> mai pourra dérouler gaiement à travers nos cités laborieuses de radieux cortèges de fête. Mais il ne peut être aujourd'hui qu'un mouvement d'ensemble du prolétariat international démontrant avec puissance et cohésion de marcher de l'avant » (1).

« La C.G.T. invite les travailleurs à chômer et à manifester.

(1) Paul Pic. — *Le premier mai et sa mystique*. (Questions pratiques 1920).

« Contre les coups de force,  
« Contre les nouvelles guerres  
« Pour la fédération des peuples  
« De façon immédiate elle réclame :  
« Le retrait des troupes envoyées sur la rive droite du  
« Rhin.  
« La cessation des nouvelles expéditions coloniales pour-  
« suivies par exemple en Syrie.  
« La libération immédiate de la classe 18, pour prouver  
« au monde que le pays veut la paix.  
« Car il la veut et de toutes ses forces comme le monde  
tout entier ».

Le premier mai fut le signal des grandes grèves fédérales déclanchées « non pour une augmentation de salaire, mais pour un principe, celui de la nationalisation des services publics, grèves entièrement nouvelles dans une histoire du syndicalisme auxquelles M. Maxime Leroy a pu donner le nom de grèves constitutionnelles » (1).

Successivement la Fédération des cheminots, celle des mineurs, celle des inscrits maritimes décident la grève, puis ce sont ensuite les fédérations des Métaux, de la voiture, aviation, du Bâtiment et des moyens de transports qui se joignent au mouvement.

Le prolétariat industriel ne fut pas le seul à mener la lutte ; les instituteurs dont nous connaissons l'esprit révolutionnaire, commémorèrent à leur façon la fête du travail.

« Tous les instituteurs et institutrices syndiqués ont fait allusions aux faits du jour : le 1<sup>er</sup> mai.

« Ici on a commencé, dans la lecture du samedi un des beaux contes de Pierre Hamp, là une leçon d'histoire a permis d'évoquer la vie corporative et familiale du moyen-âge, et celle plus sociale des ouvriers de 1848 ou de la Commune selon le programme.

« Ailleurs on a bavardé sur une gravure représentant à

(1) Paraf. — *Op. cit.*, p. 193.

l'effort collectif d'un atelier moderne pendant que dans la classe voisine une série d'images donnant à l'enfant l'impression de la solidarité internationale des travailleurs.

« Souvent enfin l'opposition entre le travail qui crée et la guerre qui tue a mis toute la classe en émoi.

« En général aussi un chant de circonstance appuyait  
« l'effort éducatif dans la journée et enfin dans les écoles  
« qui ont la rare fortune d'avoir un appareil cinématographique quelques bons films ont fait sentir toute la noblesse du travail.

« Bref les instructions données par le syndicat ont été suivies. Ainsi l'enfant a pu participer aux faits du jour, et de telle manière qu'en aucun cas l'administration n'a pu contrarier l'initiative des maîtres » (1).

Les postiers eux-mêmes s'agitent : au meeting organisé  
« à la salle Wagram le 9 février pas la fédération postale  
« nombreux furent les postiers qui vinrent proclamer leur  
« solidarité avec les organisations ouvrières en lutte pour  
« l'émancipation de tous.

« Après que le président eut souligné l'importance de  
« la lutte engagée, et fait un rapide exposé de la situation,  
« Dutailly secrétaire de la fédération postale, affirma que  
« les postiers commettraient une véritable trahison envers  
« la classe ouvrière s'ils ne répondaient pas à un appel de  
« la C. G. T.

« Bidegaray de la fédération des cheminots vint apporter le salut fraternel des prolétaires du rail. Il fit un émouvant exposé de la situation et fut chaleureusement acclamé » (2).

La solidarité qui s'était affirmée si étroite avant guerre entre le prolétariat administratif et industriel se révéla plus vivante que jamais dans un ordre du jour voté à l'unanimité.

« Les ouvriers et employés et agents des P. T. T., reconnaissant que leurs intérêts moraux et matériels sont à l'heure actuelle défendus par la C. G. T., s'engagent à suivre

(1) *Information sociale*, mai 1920.

(2) *Humanité*, 1<sup>er</sup> mai 1920.



scrupuleusement les indications qui leur seront données par les représentants de la classe ouvrière » (1).

De plus la fédération des fonctionnaires, dans un esprit de rebellion contre l'Etat, et pour manifester toute la sympathie qu'elle portait aux travailleurs, demanda son admission à la G. C. T.

Devant cette situation critique, le gouvernement prit des mesures rigoureuses, aidé par la résistance d'une grande partie des citoyens qui comprirent que le péril était imminent. Les Unions civiques, les élèves des grandes écoles, prêterent leur concours et prirent la place des grévistes.

Pour répondre à des menaces de mort, la bourgeoisie toujours indifférente, se révéla organisatrice. La lâcheté bourgeoise chère à M. Sorel, fit place à une volonté ferme et sut triompher de tous les obstacles.

Le 21 mai le comité confédéral, comprenant que l'affaire était manquée, décida la cessation de la grève et invita toutes les fédérations à reprendre le travail à l'exception de celle des cheminots ; eux-mêmes reprirent le travail non sans que de nombreuses révocations aient été prononcées par les compagnies.

Le mouvement prolétarien avait donc subi un échec complet et marquant ; néanmoins l'alerte avait été chaude, et si la résistance avait faibli, si les Pouvoirs Publics ne s'étaient pas montrés à la hauteur de leur tâche, c'en eut été fait de la liberté : les théories marxistes eussent reçu une pleine application et la société capitaliste se fut trouvée à la merci d'hommes qui ne tendaient rien moins qu'à rééditer dans notre pays l'expérience russe.

Ces événements eurent bien entendu leur écho au Parlement ; les discussions qui eurent lieu dans ces séances orageuses permirent de se rendre compte du caractère politico-révolutionnaire de ces grèves. Les députés qui prirent la parole mirent sous les yeux du Parlement des documents

(1) *Humanité*, 10 mai 1920.

irréfutables qui prouvaient à quelle extrémité on en était arrivé.

Dans la séance du 18 mai M. Taittinger analysait la situation en ces termes :

« Nous avons assisté ces jours-ci, à une lutte de caractère  
« bien déterminé ; les équivoques ont été écartés, les pré-  
« textes économiques n'ont apparu à aucun moment, c'était  
« la guerre, la lutte ouverte entre les sentiments extrémistes  
« et les nécessités d'ordre social. L'anarchie révolution-  
« naire s'est dressée contre la nation. Les sentiments extré-  
« mistes ont triomphé des conseils des esprits pondérés et  
« sages qui existent dans les partis avancés, comme dans  
« tous les autres partis.

« A l'heure présente nous nous trouvons dans la situa-  
« tion que vous savez.

« La grève générale si je puis dire, car l'expression corres-  
« pond peu à la réalité, la tentative de grève générale plutôt  
« a échoué.

« Pourquoi ? Parce que la grève des chemins de fer sur  
« laquelle on avait fondé de multiples espérances pour arrê-  
« ter la vie sociale et le relèvement économique de ce pays  
« a échoué... (1) »

Et M. Louis Rollin d'ajouter :

« Ecoutez ce que disait le chef actuel de la Fédération  
« des cheminots M. Monmousseau au congrès du réseau de  
« l'Etat.

« J'emprunte le compte-rendu pour qu'on ne puisse pas  
« m'accuser de citations tendancieuses au journal l'*Huma-*  
« *nilé*.

« Il se peut... déclarait M. Monmousseau, que dans 6 mois  
« les événements passent par dessus notre tête ; l'essentiel  
« est de savoir ce que l'on veut et si l'on est à l'étiage de  
« la situation. La situation est révolutionnaire sur tous les  
« plans.

(1) *Journal officiel*, séance du 18 mai 1920, débats parlementaires  
chambre des députés.

« La grève corporative est morte. Il n'y a plus qu'une  
« classe ouvrière en lutte contre le patronat et le gouverne-  
« ment.

« La bataille ne peut pas durer longtemps le jour où les  
« cheminots, les mineurs, les P. T. T. et les grandes indus-  
« tries auront cessé le travail avec toute la C. G. T. derrière  
« eux. Un homme ne représente plus la fédération. La fédé-  
« ration ce sont tous les militants obscurs et dévoués qui  
« mènent le combat partout.

« Voilà la nouvelle formule du syndicalisme... »

Ces événements trouvèrent leur épilogue dans le juge-  
ment rendu contre la G. C. T. par le Tribunal correctionnel  
de la Seine dont nous reparlerons par ailleurs.

Le gouvernement avait en effet introduit des poursuites  
aux fins de dissolution : celle-ci obtenue, la C. G. T. n'en  
resta pas moins debout comme auparavant puisque le juge-  
ment ne fut pas exécuté.

Quel a été au point de vue pratique le résultat des grèves  
de 1920 et particulièrement de la grève générale ?

## SECTION II

### Les conséquences de l'échec des grèves de 1920

« L'échec des grèves de mai marqua à un double point de  
vue une date importante dans l'histoire du syndicalisme  
ouvrier.

Dès ce moment le flot ascendant du syndicalisme est  
arrêté, ses effectifs fléchissent, son influence décline. Dès ce  
moment aussi les divisions dont il était déjà travaillé vont  
s'accroître, s'aggraver et préparer la coupure, la scission  
définitive entre les deux fractions qui suivront désormais  
deux routes différentes, l'une réformiste, s'orientant vers  
des buts positifs et tangibles, vers les améliorations ouvrières  
vrières, vers le perfectionnement et la transformation pro-  
gressive des institutions de travail, l'autre révolutionnaire

formée en colonnes d'attaque, lancées une fois de plus à l'assaut de la citadelle capitaliste (1). »

Cette scission, conséquence de l'attitude un peu incertaine gardée par le C. G. T. pendant les grèves de mai 1920, va s'accomplir en 1921. Déjà l'année précédente, au congrès d'Orléans, les minoritaires, dont les effectifs s'étaient largement accrus, avaient violemment manifesté leur désapprobation de l'attitude conciliante des majoritaires, et leur politique de collaboration ; au congrès de Lille, en 1920, ce sera la rupture définitive et c'est au cours de l'année 1922 que se constituera la C. G. T. U. Elle est étroitement liée à l'Internationale de Moscou. Désormais chaque grève qui éclatera sera suivie par les deux C. G. T. dans un esprit fort différent : la vieille G. G. T. apparaîtra vraiment réformiste devant l'intransigeance et la violence de la C. G. T. U.

« Sans doute si l'on s'arrête à la façade, aux déclarations de ses chefs, le programme de la C. G. T. serait bien encore celui de la Charte d'Amiens. Le but poursuivi n'aurait donc pas cessé d'être la suppression du salariat du patronat au moyen de la grève générale. Mais il faut s'entendre. Il est dans les milieux syndicalistes de vraies formules de style, toute une phraséologie de commande et de tradition dans les congrès ouvriers.

« Mais au fond ce qui importe, ce sont bien moins les déclarations que les tendances, moins les paroles que les actes, moins l'air que le rythme accéléré ou ralenti. Si l'on se place à ce point de vue, on ne peut manquer d'être frappé du changement considérable survenu dans le syndicalisme de d'après guerre et de son évolution vers une doctrine moins intransigeante, plus souple, plus pratique, plus opportuniste.

La violence et la haine à l'égard de la société bourgeoise se sont atténuées (2). »

Bien entendu, on ne renie pas les vieux principes, certes,

(1) Martin Saint-Léon. — *Op. cit.*, p. 40.

(2) Martin Saint Léon. — *Op. cit.*

on conserve ou on feint de conserver toute sa confiance dans les vieilles méthodes, mais on les définit autrement, on arrondit les angles, et on exprime avec plus de calme ce que sera Révolution.

« L'action directe, écrivait M. Jouhaux, ce n'a jamais été comme se l'imaginent les bourgeois la préparation, violente du désordre, la chaussette à clous, la barricade, l'émeute, c'est simplement le fait que les ouvriers se décident à régler leurs affaires par leurs propres forces qu'ils nient la valeur de l'Etat, qu'ils ne considèrent que l'action purement économique menée sur le terrain de la production (1). »

Ces sages paroles s'accompagnèrent en maintes occasions d'une attitude plus sage encore. Nous n'en retiendrons qu'un exemple.

Lors de l'exécution de Sacco et Vanzetti, deux anarchistes italiens condamnés à mort aux Etats-Unis, la classe ouvrière fut violemment indignée de ce que à tort ou à raison, elle considérait comme un assassinat. Dans le monde entier des manifestations eurent lieu pour protester contre la rigueur des tribunaux américains.

En France la C. G. T. U. avait préparé une manifestation et avait invité la C. G. T. à s'unir à elle à cette occasion. Le 22 août elle lui lançait l'appel suivant :

« Camarades,

« Quelques heures à peine nous séparent de l'exécution  
« de Sacco et de Vanzetti.

« Dans le monde entier, les masses ouvrières se sont sou-  
« levées pour essayer d'arracher aux bourreaux américains  
« les deux militants syndicalistes :

« Cependant, si le protestation universelle des travailleurs.  
« ne parvient pas à sauver Sacco et Vanzetti, nous pensons  
« qu'à cet horrible assassinat la classe ouvrière sans dis-  
« tinction d'opinion doit unanimement répondre :

(1) Léon Jouhaux. — C. G. T. et *Syndicalisme*.



« C'est pourquoi la C. G. T. U. vous demande instamment  
« de participer à une réunion commune qui aura lieu  
« lundi 22 août à 14 h. 30 salle Pelloutier à la Bourse du Tra-  
« vail, afin d'arrêter dans quelles conditions pourraient être  
« préparée par les organisations participantes une manifes-  
« tation de l'ensemble du prolétariat.

« Nous exprimons l'espoir que vous assisterez à la réunion  
« à laquelle nous vous invitons, car en cette tragique cir-  
« constance, au-dessus de ce qui nous sépare, l'intérêt  
« de « la classe ouvrière » exige l'action de tous.

« Recevez, camarades, notre salut syndicaliste et ré-  
« volutionnaire.

« Pour le bureau confédéral l'un des secrétaires,

DUDILIEUX (1).

Mais la C. G. T. déclinait l'invitation et les moscoutaires  
dégus en appelèrent au jugement de la classe ouvrière.

« En lançant sa proposition de réunion commune aux  
directions des principales organisations ouvrières centrales  
la C. G. T. U. espérait que, consciente de leur devoir et de  
leur responsabilité elle répondrait à son appel pour envisa-  
ger la préparation d'une manifestation d'ensemble du pro-  
létariat, au cas où les bourreaux américains ne reculeraient  
pas devant le crime.

« Elle avait déjà situé sa position par la grève de protes-  
tation du 8 août, qui n'avait d'autre but que d'arracher à  
la mort Sacco et Vanzetti.

« Devant l'assassinat, elle pensait que dans un même sur-  
saut d'indignation, tous ceux qui se réclament de la dé-  
fense des travailleurs, placeraient au-dessus de toutes les  
divergences, la cause sacrée des deux victimes.

« Sans prétendre imposer son point de vue, elle escomptait  
de la participation de la C. G. T. la possibilité de dresser  
la masse des exploités de ce pays dans un mouvement de

(1) *L'Humanité*, lundi 22 août 1927.

réprobation qui aurait pu consister en une grève de durée très limitée, témoignant de leur solidarité internationale contre la répression capitaliste.

« Si, dans la détermination de cette action, les dirigeants de la C. G. T. avaient estimé que seules, les organisations syndicales devaient en avoir la maîtrise, la C. G. T. U. aurait elle-même décidé que le concours des groupements extérieurs soit écarté de cette action ou limité à un appui destiné à la fortifier.

« *Le secrétariat de la C. G. T. et celui du parti socialiste S. F. I. O. ont décliné l'invitation et signifié leur refus de participation* que toutes les autres organisations qui avaient répondu à l'appel de la C. G. T. U. : S. R. R., Comité Sacco Vanzetti, A. R. R. A. C., Parti communiste n'ont pu qu'enregistrer, en se réservant de prendre toutes décisions utiles au sein de leurs propres organismes.

« Dans d'aussi tragiques circonstances, *la classe ouvrière appréciera comme il convient la défaillance de ceux qui se sont refusés à consacrer son unité d'action* devant l'attentat le plus abominable perpétré contre deux des siens.

« Rassemblant autour d'elle tout ce qui vibre d'un élan généreux parmi les masses prolétariennes, en les appelant à se grouper autour des syndicats unitaires et des organisations révolutionnaires qui restent vaillamment sur la brèche, la C. G. T. U. n'en poursuit pas moins l'action qu'elle n'a cessé de mener pour sauver les deux martyrs d'une cause qu'elle a mission de défendre jusqu'au bout.

Si, malgré la protestation universelle, la ploutocratie américaine lance au monde ouvrier l'ignoble défi des deux cadavres de Sacco et Vanzetti, *elle alerte ses organisations et ses militants en leur demandant de prendre partout la tête du mouvement d'indignation populaire ?* qui se traduira par des démonstrations publiques, qu'ils doivent préserver des provocation de toute nature.

« Mettant toute sa confiance dans la force ouvrière organisée, la C. G. T. U. rappelle que cette organisation, pour

ne pas demeurer stérile et sans lendemain, doit être orientée vers des *mesures pratiques et effectives de boycottage des produits américains et des représentants du capitalisme yankee* dont les équipes fascistes de l'Américan légion sont les plus dignes échantillons.

« A cet effet elle invite les fédérations de l'alimentation, des cheminots, des moyens de transports, des ports et docks, du spectacle de l'union des syndicats de la région parisienne, à tenir prête toute disposition en vue de l'application intensive de ce boycott, si Sacco et Vanzetti sont exécutés.

« Ainsi s'affirmera la volonté du prolétariat de venger ceux dont le supplice aura ajouté à la liste déjà longue de ces martyrs.

La C. G. T. U. (1) »

La manifestation ou plutôt l'émeute eut lieu avec son cortège inévitable de brutalités de pillage, sans résultat pour la classe ouvrière.

L'émeute matée par la police, chacun put à loisir comparer l'attitude des deux C. G. T. dont l'une consciente de la réalité du fait avait su garder son sang-froid, tandis que l'autre qui depuis des jours et des jours, dans son journal excitait les travailleurs, les avaient lancés dans une triste aventure.

Ainsi le syndicalisme, ou tout au moins, la fraction restée fidèle à la vieille C. G. T. semble revenir vers des conceptions plus rationnelles.

Est-ce à dire que désormais la lutte des classes soit soutenue par les seuls communistes, et que par conséquent le péril révolutionnaire soit pour longtemps écarté ?

Il nous paraît qu'une telle conclusion serait par trop hâtive, un examen rapide de la situation sociale va nous permettre d'apprécier exactement quels sont les pronostics que l'on peut raisonnablement faire.

Il n'est pas douteux que la scission qui s'est produite

(1) *L'Humanité*, mardi 23 août 1927.

dans les rangs de la vieille C. G. T., ait porté un coup terrible à l'unité ouvrière, il n'est pas douteux non plus que, avec le recul du temps, les militants des deux partis n'aient compris, un peu tard, peut-être, les erreurs commises et ne caressent en secret l'espoir qu'un jour les enfants prodiges, attirés par les doctrines de Moscou, ne rentrent au bercail, émus et repentants. Nous n'en voulons pour preuve que les tentatives de rapprochement qui se sont produites ces temps derniers : on a beaucoup discuté au 21<sup>e</sup> congrès de la C. G. T. tenu en septembre, sur la question de l'unité syndicale, celle-ci est apparue nécessaire, mais difficile à réaliser, des questions de personnes, semblent y mettre obstacle, à cela viennent s'ajouter des divergences de vue quant à la procédure à adopter pour y parvenir .

Le secrétaire de la C. G. T. fidèle à un principe considère que la véritable organisation syndicale des travailleurs est la C. G. T., que la C. G. T. U. s'est constituée par dissidence et qu'il est inutile de prendre langue avec elle puisqu'elle n'existe que par la négation de l'unité. Celle-ci doit au contraire se faire par la base, les syndicats confédérés sont largement ouverts aux repentants, qu'ils y viennent, que les syndicats fusionnent, puis les fédérations, et alors un congrès confédéral n'aura plus qu'à sanctionner cette fusion universelle ; cette méthode d'absorption, si l'on peut dire, offre l'immense avantage de ménager les susceptibilités de chacun ! Grosse affaire, si l'on considère que pour les militants gonflés d'importance, il ne s'agit en somme que de sauvegarder leur réputation.

Toutefois, nous estimons que l'unité ne se fera pas d'elle-même et nous conclurons, reprenant les propres paroles de Monatte que cette unité « ne sera d'ailleurs possible et durable que si les tendances peuvent cohabiter sous le même toit, sans rendre tout travail impossible et sans mettre en péril l'organisation.

Elle viendra d'un double effort de redressement : redressement de la C. G. T. se dégageant de la tutelle gouverne-

mentale, redressement de la C. G. T. U. se dégageant de la tutelle du Parti communiste (1)

Ce jour-là, suivant les tendances de la majorité, la lutte des classes reprendra de nouveau : elle apparaîtra conforme aux doctrines que nous avons exposées.

Ce n'est pas d'ailleurs qu'elle nous semble pour cela moins dangereuse bien au contraire, car il est un facteur dont il faut tenir compte dès à présent, c'est celui auquel nous avons fait allusion déjà : nous voulons dire l'action du prolétariat administratif.

Là aussi, une scission s'est produite qui a divisé les fonctionnaires en deux camps, majoritaires et minoritaires, là aussi, nous retrouvons les mêmes incidents, les mêmes divergences de vue que nous avons rencontrées chez les travailleurs de l'industrie. Mais il semble cependant qu'il y ait une adaptation singulièrement rapide aux méthodes d'action directe si souvent revendiquées par les syndicats ouvriers. Bien entendu, c'est surtout la Fédération Unitaire qui s'est signalée par son ardeur combattive et son audace et M. Picquermal n'a pas hésité à proclamer à qui voulait l'entendre que seule la force pouvait permettre d'obtenir un résultat.

D'ailleurs, l'essai de cette méthode s'est effectué assez rapidement et comme toujours ce sont les instituteurs qui ont donné l'exemple. Au congrès de Rennes, tenu en mai 1928, le secrétaire général du syndicat ayant rappelé avec quel élan les instituteurs syndiqués avaient adhéré à la C. G. T. s'est écrié : « Il n'y a pas de gouvernement qui puisse les en faire sortir (2) ».

Et quelques mois plus tard pour affirmer, sans doute, leur volonté, ces fonctionnaires n'ont pas hésité à préconiser une grève pour soutenir un de leurs collègues frappé d'une

(1) Monatte. — *Nouvelle revue socialiste*, mai-juin 1927. Enquête sur l'union syndicale.

(2) Villey. — *Chronique du syndicalisme revue politique et parlementaire*, septembre 1928.



peine disciplinaire à la suite d'une participation à une manifestation révolutionnaire.

Ce sont là, on voudra bien nous l'accorder, des symptômes alarmants ; on nous objectera cependant que les fonctionnaires ont bien le droit de défendre leurs intérêts corporatifs, sans doute, mais jusqu'à concurrence de l'obligation que leur imposent leurs fonctions.

Leur doctrine sociale s'affirme singulièrement audacieuse et nul ne peut constater sans quelque inquiétude pour l'avenir, la similitude des points de vue qui les unissent à ceux des travailleurs de l'industrie.

Ces points de vue ont été exprimés dans la résolution votée par le dernier congrès de la fédération des fonctionnaires.

« Le congrès,

« Invite les fonctionnaires à résister par tous les moyens  
« aux desseins des puissants intérêts particuliers qui  
« poussent les gouvernements dans la voie d'une politique  
de combat contre tous les travailleurs y compris les ser-  
« viteurs de l'Etat.

« ...Considérant au contraire, que pour lutter contre  
« l'Etat social actuel et la force accrue des organisations  
« économiques et financières, il importe de grouper et de  
« discipliner le plus grand nombre possible de travailleurs  
« dans des organisations disposant de moyens toujours plus  
« puissants.

« ...Considérant que le développement progressif des  
« effectifs de la C. G. T. permet de constater que peuvent  
« trouver place dans son sein, l'immense majorité de ceux  
« qui se déclarent partisans résolus et sincères de l'unité  
« ouvrière et qui considèrent que cette unité peut se réaliser  
« sur la base de l'indépendance organique du mouvement  
« syndical à l'égard des partis, des sectes et des gouverne-  
« ments les congrès confédéraux étant souverains pour  
« déterminer l'orientation syndicale de la classe ouvrière, la  
« collaboration à tous les organismes nationaux et interna-

« tionaux où la classe des travailleurs peut avoir intérêt à  
« être représentée étant admise sous la réserve que cette  
« politique de présence ne soit qu'un moyen et non un but  
« et qu'elle ne puisse être pratiquée que si ses représentants  
« sont des mandataires directs des organisations syndicales,  
« qu'ils disposent dans ces organismes nationaux et inter-  
« nationaux de leur entière liberté de parole et d'action, et  
« apportent les thèses de leurs groupements auxquels ils  
« auraient à rendre compte.

« ... Se prononce également pour la pratique de la démo-  
« cratie syndicale qui, loyalement appliquée doit, permettre  
« à tous les syndiqués d'exprimer leur conception à tous les  
« degrés du mouvement syndical déterminant ainsi une  
« ligne de conduite à laquelle tous devront ensuite se con-  
« former pour l'action, affirme son espoir comme sa convic-  
« tion que, sur ses bases, comme par ces moyens, peut être  
« ainsi obtenue l'unité de tous les travailleurs qui veulent  
« sincèrement collaborer à l'œuvre d'émancipation de la  
« classe ouvrière et hâter la transformation sociale dont la  
« nécessité n'a plus à être démontrée et qui doit rester l'ob-  
« jectif principal du syndicalisme.

« La question sociale reste donc ouverte et elle apparaît  
« sous un aspect moins que rassurant pour l'avenir du  
« Pays. »

## ANGLETERRE

### LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 1<sup>er</sup> MAI 1926

Quelques mots sur l'histoire des Trade Unions. — Leurs tendances nouvelles d'après guerre. — Le programme du Labour-Party aux élections de 1922. — Les causes immédiates de la grève minière. — Retrait de la subvention gouvernementale à l'industrie minière, — La grève déclarée le 1<sup>er</sup> mai est soutenue par une grève générale. — La résistance. — Cessation de la grève générale. — Continuation de la grève minière. — Echec des négociations entreprises par l'initiative du gouvernement. — Fin de la grève.

Du caractère politique de la grève générale. — Déclarations de M. Baldwin à la Chambre des Communes. — Encouragements et subventions de Moscou. — Conséquences de cette grève. — Les pertes financières. — Le vote de l'Act du 29 juillet 1927.

Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire de l'économie anglaise d'un conflit aussi général et aussi prolongé que celui qui, du 1<sup>er</sup> mai 1926 à la fin du mois de novembre, mit aux prises les exploitants de charbonnages et les mineurs britanniques.

« Compliquée à ses débuts d'une tentative de révolution politique et sociale, qui mettait en péril les institutions séculaires de l'Empire, et menaçait d'ébranler les fondements de la prospérité anglaise, entretenue par une propagande et des envois de fonds dont les origines n'ont jamais été dissimulées, étendue sur une période assez longue, pour bouleverser les bases mêmes de la production européenne et les courants mondiaux de trafic, la bataille du charbon, d'Outre-Manche, déborde le cadre d'une crise industrielle, limitée à une branche, maîtresse il est vrai, d'une économie nationale.

Avec le recul des jours, on perçoit mieux les conséquences profondes sur l'évolution de notre temps. Plus le conflit de 1926 s'éloigne, plus il semble que son importance grandisse (1). »

C'est qu'en effet la grève du charbon a été moins un conflit d'ordre purement économique, qu'une bataille à caractère politique dans laquelle se jouait l'existence de l'ordre social tout entier, c'est qu'elle constitue l'aboutissement logique de l'évolution du Trade Unionisme, évolution de longue durée, mais dont les tendances s'affirmaient toujours plus avancées. C'est qu'enfin elle marquait le terme d'une croisade politique des éléments minoritaires contre le gouvernement régulier.

Les communistes, comme nous le verrons, ont encouragé et soutenu cette grève, mais leur action eut été nulle, si l'état des esprits ne leur avait pas été favorable.

C'est un point important et qu'il est nécessaire de souligner ; le vieux Trade-unionisme à la mentalité prudente et conservatrice avait fait place à un syndicalisme d'action directe et prompt à adopter les méthodes de son frère le syndicalisme révolutionnaire français.

I. *Quelques notions sur l'histoire du Trade Unionisme anglais.* — Pour comprendre l'évolution du trade-unionisme, il faut se rendre compte que l'Angleterre depuis la guerre a vécu dans une atmosphère d'activité sociale intense ; sans doute les cadres du vieux Trade-Unionisme surtout dans les organisations centrales sont demeurés raisonnables, expérimentés, imbus d'un esprit de prudence et de compromis, mais ils sont de plus en plus débordés à la base par les revendications ou des agitations parfois violentes qu'ils ont peine à contrôler. L'I. L. P. est par rapport aux chefs des syndicats, un milieu de doctrines avancées. C'est cependant dans la classe ouvrière elle-même que se trouvent

(1) Fabre. — *Le conflit minier britannique et ses conséquences nationales et internationales.*

les ferments extrémistes les plus caractérisés, il serait inexact, de dire que le mouvement trade-unioniste dans son ensemble est par rapport aux propagandistes de l'I. L. P. un facteur de modération. Ce n'est vrai que de ses cadres et de la majorité placide de ses membres.

Au début de la guerre les Trade-Unions s'étaient trouvées pour ainsi dire ligotées par le *Munition act* et le *défense of the realm act*. Elles ne pouvaient bouger, elles ne le pouvaient d'autant moins que leurs grands chefs avaient accepté de collaborer à l'œuvre de la défense nationale. Le Labour Party depuis 1915 était représenté dans le gouvernement. Il en résultait que les revendications, les poussées ouvrières se firent jour par un autre canal.

A côté des syndicats officiels, s'épanouit un nouveau type d'unionisme spontané et inorganique celui du « shop stewarts ». Ces délégués d'ateliers dont le rôle jusqu'alors avait été modeste devinrent les porte-paroles de leurs camarades. Bientôt dans certaines régions, ils se groupèrent en comités dans chaque usine avec l'arrière pensée de finir par la diriger : leur esprit syndicaliste ressemblait beaucoup à celui des Soviets, tout à ses débuts. Par là une menace de syndicalisme nettement révolutionnaire se dessinait en face du vieux trade unionisme qui était devenu presque gouvernemental. A la longue les shop-stewarts avaient été absorbés dans les unions, qui les avaient repris en les reconnaissant, mais il y avait un signe évident que les éléments extrêmes de la classe ouvrière échapperaient aux leaders, si ceux-ci entreprenaient de l'orienter vers le modérantisme.

La guerre tendait aussi à accroître l'intensité du mouvement ouvrier et les revendications matérielles se compliquaient d'arrière-pensées révolutionnaires. Il y avait à Glasgow par exemple des foyers permanents d'agitations et de troubles.

La classe ouvrière prenait ainsi spontanément une conscience grandissante de sa force. Elle prenait aussi l'habitude



d'en user dans son propre intérêt et les circonstances mêmes l'y obligeaient, car les troubles apportés par la lutte bouleversaient toutes les situations. En 1918 au moment même où une consultation électorale faite sous l'impression de la victoire donnait à M. Lloyd George une immense majorité politique, commençait dans le pays une ère de troubles sociaux dans lesquels on sentait que les forces populaires échappaient à l'action des raisonnables et des modérés. La hausse des prix qui coïncidait avec une extraordinaire, mais passagère prospérité, n'était sauf exception suivie par les salaires qu'avec un certain retard.

Chaque trade-union arrivait donc avec son programme de revendications. Les mineurs demandaient la nationalisation et le contrôle démocratique de leur industrie. Leur agitation dans ce but durait depuis 1921 et causait plusieurs grèves d'immense envergure. En 1919 une grève générale des chemins de fer paralysait tous le pays. L'impression générale était celle d'un courant ouvrier coulant à pleins bords d'une menace grandissante au vieil équilibre social (1). »

A partir de ce moment l'orientation du Trade-Union vers le socialisme intégral allait s'accroître : la nationalisation des mines, des chemins de fer, la participation des ouvriers à la gestion des usines en attendant la socialisation générale furent les caractéristiques des nouvelles tendances du syndicalisme anglais.

Les causes économiques eurent d'ailleurs une influence incontestable sur l'évolution du Trade-Unionisme : quand il apparut, en 1921, que l'action corporative était impuissante à enrayer la crise des salaires, il y eut tendance à recourir à l'action politique.

« Alors qu'en 1918 avec 6.538.000 syndiqués, le Labour-Party n'avait recueilli que 2. 245.000 votes, en 1922 avec

(1) *Revue du musée social*, avril 1924, *l'Angleterre d'aujourd'hui* par M. André Siegfried ; le Labour-Party.

5.820.000 syndiqués, il doublait presque le nombre des suffrages obtenus par lui qui s'élevaient à 4.102.000.

Le programme mis en avant par le parti, pour les élections du 15 mai 1922 n'était pas à proprement parler, révolutionnaire, mais c'était bien un programme ouvrier. Portant surtout sur des questions pratiques, susceptibles de solutions immédiates et intéressant directement la classe des travailleurs, il insistait principalement sur 2 grandes mesures : la nationalisation des chemins de fer et des mines, l'établissement d'un impôt sur le capital (*capital levy*), devant frapper tous les possédants au-dessus de £ 5.000. Le premier de ces articles intéressait deux des plus grandes corporations ouvrières de la Grande Bretagne, le 2<sup>e</sup> flattait tous ceux qui ne possédaient pas £ 5.000 c'est-à-dire l'immense majorité des anglais. Il ne semble pas cependant que ce soit ce programme quelque habile qu'il ait pu être qui a attiré par millions les électeurs vers le Labour-Party. La vraie raison du succès travailliste, c'est que la classe ouvrière, ayant pris conscience de sa force, entendait désormais posséder un parti qui lui fut propre. Le temps était passé où l'ouvrier acceptait de se ranger dans un parti bourgeois et de lui donner sa confiance (1) ».

Voilà brièvement exposée l'évolution des trade-unions.

La puissance de celles-ci ne pouvait se comprendre si l'on ne se souvenait que les syndicats anglais se sont développés à l'abri d'une législation particulièrement favorable, constamment élargie à leur profit. En supprimant par l'act de 1913 la distinction entre les objectifs politiques et les objectifs économiques, le législateur favorisait l'action politique des Unions.

Cette activité s'est orientée dans le sens de la guerre de classe. Le congrès de Scarborough accusait ce glissement du trade-unionisme vers l'action révolutionnaire. L'effort principal des éléments extrémistes cathéchisés par l'Inter-

(1) *Revue du Musée social*, avril 1924. *L'Angleterre d'aujourd'hui* par M. André Siegfried « le Labour-Party ».

nationale rouge tendait, dès ce moment, à créer, à armer un mouvement en faveur de l'action directe.

Conclusion de la triple alliance, promesse de secours accordée aux mineurs au nom des cheminots par M. J.-H. Thomas jusque-là réfractaire, extension des attributions du conseil général des trade-unions que l'aile gauche du congrès prétendait investir des pleins pouvoirs pour décréter la grève des divers syndicats sans consultation préalable des adhérents, manœuvres en vue d'organiser les masses syndicales en une seule troupe d'attaque dont le conseil général concentrerait le commandement dans ses mains, établissement de plans et de mobilisation minutieux, tous ces travaux préparatoires s'inspiraient de la tactique communiste caractérisée en ces termes dans le *Bulletin quotidien* de la Société d'Etudes et d'informations économiques. Entraîner les Trade-Unions dans un vaste mouvement révolutionnaire d'une part, pour bouleverser la marche du travail britannique, troubler l'ordre social : par la ruine économique préparer et amener la ruine politique ; d'autre part pour compromettre dans l'équipée l'état-major syndical, essayer de discréditer, si la grève échouait, les chefs modérés des trade-Unions et les remplacer par des extrémistes. Plan analogue à celui exécuté en France, durant l'année 1920 où la fédération des cheminots servit d'instrument.

Néanmoins, il fallait un motif, un *casus belli*, le conflit houillier fournissait l'occasion cherchée. Celui-ci était rendu inévitable par le fait des conditions économiques. Il existait en effet, dans l'industrie minière une crise qui durait déjà depuis 1925. Il y avait dans le Royaume Uni 868 exploitations houillères sur lesquelles 602 représentant 72 % de la production nationale se trouvaient en déficit en raison des exigences des ouvriers (1). »

Pendant 9 mois le gouvernement anglais accepta de payer la différence entre le prix de vente du charbon et son

(1) *La grève générale en Angleterre. Revue Politique et Parlementaire*, 10 mai 1926, Julia.

prix de revient, c'est en effet le 31 juillet 1925 que M. Baldwin, voulant éviter un conflit, avait proposé aux deux partis (patrons et ouvriers) la combinaison suivante :

« Les salaires actuels des mineurs seraient maintenus et le charbon serait vendu néanmoins au prix du marché mondial, sans majoration ce qui permettrait de conserver les débouchés extérieurs mais le Trésor britannique allouerait aux exploitants des subventions correspondant à la perte qu'ils pourraient éprouver du fait du maintien intégral des salaires, malgré la baisse du prix de la houille. Toutefois il était spécifié :

1<sup>o</sup> Que l'état n'aurait en aucun cas à déboursier plus de un million de livres par mois ;

2<sup>o</sup> que l'allocation ne jouerait pas au delà du 1<sup>er</sup> mai 1926 ;

3<sup>o</sup> que les exploitants devraient se contenter d'un bénéfice de 13 % net ;

4<sup>o</sup> qu'une commission royale, à pouvoir étendu, ouvrirait une enquête sur l'industrie minière et soumettrait au gouvernement avant le 1<sup>er</sup> mai 1926 son avis motivé sur les réformes nécessaires.

Cette proposition agréée par les 2 partis, fut passionnément commentée en Angleterre et au dehors.

D'aucuns l'envisagèrent comme une véritable capitulation du gouvernement conservateur anglais devant le parti travailliste et comme un premier pas dans la voie de la nationalisation des mines. D'autres — et l'évènement devait leur donner raison — estimèrent qu'en subventionnant ainsi l'industrie minière pour quelques mois, le gouvernement avait eu pour unique objectif dans l'intérêt de la paix publique de laisser aux propriétaires de mines et aux syndicats ouvriers le temps de confronter leurs points de vue, et d'arriver à un accord équitable, mais qu'il saurait résister énergiquement si les dirigeants ouvriers prétendaient à l'expiration du délai d'attente faire pression sur le Parlement pour obtenir une nationalisation à laquelle le pays dans son ensemble était hostile.



Le conflit : grève minière et grève générale. Dès le mois de mars 1926, la commission royale publiait son rapport. Les conclusions étaient les suivantes : suppression de tous subsides d'Etat aux mines pauvres, pas de nationalisation, mais regroupement des mines et création de comptoirs de vente communs en vue de réduire les frais généraux tout en modernisant l'outillage, réduction du taux des salaires.

Le gouvernement ayant accepté les conclusions du rapport, les propriétaires de mines soumettent alors le texte de leurs propositions aux délégués ouvriers. Ceux-ci pensant acculer le gouvernement à l'échéance redoutable du 30 avril et le forcer à prolonger la subvention font traîner les négociations en longueur tout en se montrant irréductibles sur le principe du salaire national dont les patrons ne veulent même pas admettre le principe.

Le ministère publie les tentatives pour conjurer le conflit mais les propriétaires de mines affectent de ne pas le redouter, affichent les nouveaux tarifs comportant d'importantes réductions de salaires repoussées par les ouvriers. La grève était inévitable et de fait elle éclatait dès le 1<sup>er</sup> mai dans tous les bassins miniers, partout le travail était déserté.

La lutte allait prendre bientôt un caractère beaucoup plus grave. Prenant fait et cause pour les mineurs, le congrès général des trade-unions menace le gouvernement et le pays d'un arrêt complet du travail dans toutes les industries, si les notices sur l'échelle réduite des salaires, affichées par les directeurs des mines, n'étaient pas retirées ; le gouvernement anglais riposte en déclarant officiellement que les négociations ne seront pas reprises tant que les avis de lock-out et de grève générale ne seront pas rapportés.

Le Gouvernement est fort à cet instant critique dans la presque unanimité d'opinions des leaders politiques puisque M. Ramsay Mac Donald lui-même, chef du Labour-Party, avait déclaré la veille « qu'aucun parti ne se laissera terroriser par des menées visant à immobiliser le gouvernement ».



Dans les mêmes instants une proclamation royale se référant à l'« Emergency Powers act » de 1920 établit l'état de « circonstances exceptionnelles » où tous les services publics passent aux mains de 10 commissaires régionaux. La grève générale devient inévitable, commence le 3 mai à minuit. La Chambre des communes ratifie par 308 voix contre 108 la proclamation royale de « Péril national » et M. Baldwin déclare que le gouvernement régulier ne peut céder devant un gouvernement irrégulier.

Une bataille d'un intérêt passionnant s'engage, toutes les négociations de la dernière heure ayant subi l'échec, le monde entier attend l'issue, car la bataille dépasse de beaucoup les frontières de la Grande Bretagne et l'évolution politique et sociale des autres pays pourraient en être gravement influencée.

Près de 4 millions d'ouvriers cessent le travail, dans les mines, les transports, sur terre et sur mer, l'imprimerie, le bâtiment, le gaz et l'électricité, etc...

Le Gouvernement reste intransigeant et estime qu'il ne peut encourager la reprise des négociations pour le retrait des notifications de lock-out et la prolongation de la subvention tant que le congrès des trade-unions n'aura pas retiré son ordre de grève générale. Il organise des mesures de résistance, règle le ravitaillement de la capitale, dont le grand centre est Hyde Parck qui a été fermé au public et transformé en dépôt de ravitaillement. Les millions de volontaires accourus permettront d'assurer toutes les distributions.

Le 6 mai la grève continue et les différentes tentatives de conciliation échouent, les Trade-Unions n'ayant pas voulu retirer l'ordre de grève générale. Le Gouvernement publie son journal le *British Gazette* dans lequel M. Baldwin qualifie la grève générale de « défi au Parlement et qui ouvre la voie à l'anarchie et à la ruine »; les communiqués des Trade-unions annoncent d'autre part que si la grève se prolonge, la deuxième vague de grévistes rece-

vra son ordre de grève, c'est-à-dire les ouvriers des industries textiles chimiques et de la petite métallurgie, environ 1.500.000 ouvriers.

La lutte se poursuit âprement entre les deux partis. Un fait nouveau surgit le 8 mai ; au nom de toutes les églises chrétiennes de l'Angleterre l'archevêque de Canterbury lance un appel en faveur de la paix. Ses propositions sont :

1<sup>o</sup> Le Retrait de l'ordre de grève générale ;

2<sup>o</sup> Le renouvellement de la subvention gouvernementale pendant une courte période ;

3<sup>e</sup> Le retrait des notifications de lock-out.

Un autre fait significatif se produit : Sir John Simon juriste libéral, parlant à la Chambre des Communes, déclare la grève générale « illégale ». Mais malgré les appels à la paix et de multiples interventions chacun reste sur ses positions, et M. Thomas secrétaire de la fédération des chemins de fer reconnaît qu'on était entré dans la longue période de la guerre de tranchée. »

Le gouvernement avec l'aide des volontaires qui augmentent chaque jour, prend des dispositions en vue d'une lutte de longue durée, on lui prête même des projets à longue portée en vue d'éviter le retour de la crise actuelle.

La 9<sup>e</sup> journée voit enfin le congrès des Trade-unions annuler l'ordre de grève générale, mais le retour à la vie normale est long à se faire. Les négociations commencent et des accords se font entre les compagnies de chemins de fer et l'union des cheminots. Le gouvernement accepte de prolonger les subventions aux mines pendant encore quelques semaines, à la condition que propriétaires et ouvriers entrent immédiatement en négociations, mais cette condition est rejetée par les deux partis.

c) La grève minière depuis la cessation de la grève générale jusqu'à la reprise du travail.

La grève générale, arme révolutionnaire, avait avorté en présence de l'hostilité résolue et agissante du peuple anglais ami de l'ordre, et respectueux de la légalité ; mais les

esprits étaient trop montés de part et d'autre pour que la grève minière sur laquelle elle s'était greffée prit fin simultanément ; elle devait encore durer 6 longs mois et infliger à l'Angleterre des pertes immenses qui pèseront longtemps sur son économie nationale.

Il nous suffira de résumer brièvement les phases essentielles de cette longue lutte, l'une des plus graves de l'histoire contemporaine économique. Et tout d'abord quelle allait être en présence de la continuation de la grève, l'attitude des pouvoirs publics ? Dans son discours du 15 juin à la Chambre des communes M. Baldwin la définit nettement :

« Je crois, dit-il, qu'il est inutile pour moi de souligner la gravité de la situation. J'en veux pour preuve le fait que nous devons acheter du charbon à l'étranger, et, quel que soit l'accord à intervenir entre patrons et ouvriers, tout le monde sera appelé à supporter la part de souffrance.

Le mal vient du fait que pour une période précédant immédiatement l'année 1924 la prospérité de l'industrie charbonnière s'est maintenue sur une base artificielle. Les seuls moyens de remettre cette industrie sur pied consistent à mon avis :

- 1<sup>o</sup> En une réorganisation de l'industrie ;
- 2<sup>o</sup> en une diminution des frais généraux.

Je désire toutefois que le Parlement ne forme aucune opinion exagérée sur les possibilités de cette réorganisation.

Le gouvernement est prêt à donner son appui à tout effort qui tendrait à augmenter la production et après de longues observations, il en est arrivé à la conclusion qu'il est absolument indispensable que les ouvriers mineurs travaillent un plus grand nombre d'heures par semaine.

Le gouvernement déposera dans quelques jours sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant de 7 à 8 heures par jour et pour une durée illimitée le nombre des heures de travail dans les mines. »

M. Baldwin expose ensuite les conditions d'une réduction possible des salaires puis conclut :

« Il va sans dire que, si un règlement intervient sur les bases suggérées par le gouvernement, une aide financière temporaire sera donnée à l'industrie charbonnière. Les 3 millions de livres sterling indiquées par le chancelier de l'Echiquier serviront surtout à venir en aide aux mineurs qui auront été transférés d'un district à un autre. »

Trois jours plus tard, le président du conseil déposait sur le bureau de la Chambre des Communes, un projet de loi suspendant pour une durée de 5 ans l'application de la loi de 1919 qui limitait strictement à 7 heures la journée de travail dans les mines, et autorisait les exploitants, d'accord avec leur personnel, à rétablir le régime antérieur, comportant 8 heures de travail effectif.

Cette loi fut votée à une forte majorité par les communes d'abord, le 30 juin, par la Chambre des Lords, le 8 juillet et aussitôt revêtue de la sanction royale malgré l'opposition très vive du parti travailliste qui fit remarquer que la prolongation de la journée, en augmentant le nombre des chômeurs involontaires, déjà formidable (plus de 1.600.000) imposait au trésor par suite du mécanisme de l'assurance des charges écrasantes.

Le gouvernement espérait que la perspective de conserver leurs hauts salaires, au prix d'une heure supplémentaire de travail déterminerait les mineurs à renoncer à la lutte, mais son espoir ne devait pas se réaliser. Le secrétaire général de la fédération des mineurs M. Cook se prononça pour la lutte à outrance, et les quelques milliers d'ouvriers qui consentirent en juillet à descendre dans les puits (6.000 sur 1.100.000), ne suffirent pas à remettre en activité la production houillère. L'esprit de discipline syndicale, les encouragements et les subsides venus d'Amérique et de Moscou, prolongeaient la résistance et la solution semblait aussi inextricable qu'au début de mai.

C'est alors que se produisit l'intervention des évêques



anglicans, qui proposèrent au Gouvernement leur entremise pour faire accepter aux mineurs un arrangement sur les bases suivantes : maintien des salaires, renouvellement de la subvention gouvernementale pour une période de 4 mois, temps jugé suffisant pour arriver à un accord définitif, constitution d'un comité mixte d'arbitrage appelé à trancher tous les conflits futurs.

Le gouvernement ayant fait sien le rapport de la Commission, hostile à toute subvention ne pouvait accepter ces suggestions, les ouvriers d'ailleurs entendaient n'en retenir que ce qui leur était favorable, et rejeter tout arbitrage.

Les mineurs commençant malgré tout à montrer des signes de lassitude et les rentrées dans les puits devenant plus nombreuses, les dirigeants de la Fédération ouvrière sollicitèrent à la fin d'août du Gouvernement une entrevue, à la suite de laquelle M. Churchill chancelier de l'Echiquier, consentit à s'interposer entre les mineurs et les propriétaires des mines. Mais l'intransigeance de ceux-ci hostiles au principe de tout accord national fit échouer les pourparlers. Vainement le ministre leur fit-il observer que, si le Gouvernement avait fait voter la loi de 8 heures dans les mines, c'était à condition qu'un accord national interviendrait entre les deux partis en litige. M. William, président de l'Association minière répondit que plusieurs districts s'étant retirés de l'Association, celle-ci n'avait aucune qualité pour traiter au nom de l'ensemble des exploitations,

« Nous avons d'ailleurs, ajouta-t-il, la profonde conviction que les règlements sur une base nationale liant l'industrie à des considérations politiques sont nuisibles à la paix et à la prospérité industrielle. »

Cette réponse était étrange de la part des compagnies houillères qui ayant pendant plusieurs mois encaissé des subventions nationales auraient pu se montrer plus soucieuses de l'intérêt national.

A la suite de ce double échec le Gouvernement comprit qu'il était inutile de discuter plus longuement avec des or-



ganisations patronales et ouvrières, inconscientes des intérêts supérieurs du pays, et que, son devoir était d'agir d'autorité, et d'imposer une solution transactionnelle impérieusement réclamée par l'opinion. En conséquence, à la date du 17 septembre, le président du Conseil notifia aux patrons **et aux ouvriers** son intention de saisir le Parlement d'un projet tendant à la constitution d'un tribunal arbitral national appelé à statuer sans appel sur tous les conflits relatifs à la prolongation des heures de travail ; à cet effet patrons et ouvriers seraient invités à conclure entre eux des accords régionaux, mais tous les accords seraient révisables par voie d'appel devant le tribunal arbitral.

Cette formule consacrant le principe des accords régionaux, mais avec la garantie d'un contrôle national sous la forme d'un tribunal national qui serait constitué par un acte du Parlement dès que le travail aurait été repris, fut rejetée par le comité exécutif de la Fédération des mineurs mais il était visible que la résistance des ouvriers faiblissait de plus en plus si bien qu'à la fin de septembre plus de 80.000 mineurs avaient réintégré les mines.

Sans doute, les offres du Gouvernement étaient repoussées aussi bien par les délégués régionaux réunis en conférence à Londres, que par le comité exécutif, et les extrémistes arrivaient même à faire voter à une majorité de 594.000 voix contre 194.000 une motion nettement révolutionnaire ordonnant le rappel des hommes assurant la sécurité dans les mines, et l'embargo sur les charbons importés de l'étranger.

Mais ces votes plus ou moins truqués ne reflétaient nullement l'opinion dominante des masses, attendu que les mineurs ayant repris le travail en étaient exclus, et que ce referendum théâtral ne parvenait plus à dissimuler la désagrégation du bloc des irréductibles. La motion invitant les mineurs à noyer les mines ne reçut pas le moindre commencement d'exécution ; à la demande même des dirigeants de la Fédération soucieuse des redoutables responsabilités assu-

mées par eux ; le vote était d'ailleurs sans grande portée, la grande majorité des équipes de sûreté appartenant à des organisations indépendantes, acquises à la reprise du travail.

Dès le milieu d'octobre, malgré les efforts du parti communiste et les subsides de Moscou, la résistance faiblissait de plus en plus, si bien qu'au 20 octobre, on pouvait dénombrer plus de 200.000 mineurs au travail. Pressé d'intervenir à nouveau, notamment par M. Thomas, secrétaire général de la Fédération des employés de chemins de fer, le Gouvernement s'y refusa tout d'abord. L'échec de ses efforts réitérés, tant auprès des patrons que des ouvriers, le rendant sceptique sur l'issue d'une nouvelle tentative officielle tout au moins. Mais on négociait activement dans les coulisses et lorsque le terrain parut bien préparé vers le 12 novembre le Gouvernement fit connaître publiquement les propositions définitives sur lesquelles la Conférence nationale des délégués mineurs allait être appelée à délibérer.

1<sup>o</sup> La Fédération des mineurs s'efforcera de provoquer un retour au travail immédiat : à la suite d'accords de district les accords devront viser : 1) la durée du travail dans le cadre de 8 heures ; 2) l'évaluation périodique des résultats de l'exploitation par des comptables des deux parties ; 3) la détermination périodique du pourcentage des bénéfices à partager, la quote-part attribuée aux salaires ne pouvant être inférieure à 85 % ; 4) le salaire minimum qui restera le même que celui payé fin avril 1914 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1927, le taux devant être ensuite fixé par le comité de district ; 5) la durée de l'accord qui ne pourra être inférieure à 3 ans.

2<sup>o</sup> Le Gouvernement de son côté veillera à ce que les mineurs soient réintégrés dans les mines au fur et à mesure des besoins sans préjudice des droits de ceux ayant déjà repris le travail.

Il procèdera dès que la reprise du travail ordonnée par la Fédération sera générale à la création d'une autorité nationale d'arbitrage.

Ce projet d'accord bien que combattu par un certain nombre de propriétaires, semblait de nature à concilier tous les intérêts. Et de fait accepté par le comité exécutif de la Fédération, il fut immédiatement voté par un grand nombre d'organisations de districts représentant plus de 300.000 mineurs.

La grève semblait virtuellement terminée, dès le 15 novembre les négociations s'ouvraient dans chaque district, en vue des règlements régionaux prévus à l'accord et les propriétaires déclarèrent qu'ils comptaient bien réaliser partout des accords standard, c'est-à-dire conformes aux stipulations générales édictées par le plan gouvernemental, et rendre ainsi inutilisable la création du tribunal arbitral.

Un instant cependant, le parti extrémiste subventionné par Moscou parut l'emporter, le 15 novembre la Fédération des mineurs annonçait en effet que les propositions gouvernementales étaient repoussées par 460.000 voix contre 320.000.

Mais ce referendum truqué, le droit de vote ayant été refusé aux 350.000 mineurs qui avaient déjà, sans attendre le mot d'ordre des syndicats repris le travail, ne pouvait faire illusion à personne pas même à la Conférence des délégués de la Fédération, qui, sachant la partie perdue, vota une résolution invitant tous les districts miniers à entrer immédiatement en négociations avec les propriétaires de charbonnages de leurs régions respectives, les accords provisoires ne deviendraient définitifs qu'une fois entérinés par une Conférence nationale.

Dès la fin de novembre, la moitié environ des mineurs avait repris le travail. La grève était agonisante, mais on pouvait craindre que la confusion dans laquelle elle se terminait en l'absence de toute directive autorisée et de tout accord général de principe entre les propriétaires et les ouvriers, ne laissât subsister des rancœurs et des désirs de vengeance peu favorables à une paix de longue durée. Le départ du secrétaire général de la Fédération, M. Cook, pour

Moscou à l'instigation du parti communiste était à cet état très symptomatique. Quoi qu'il en soit, dès le 1<sup>er</sup> novembre les derniers opposants du pays de Galles ayant consenti à négocier un accord régional, le conflit était pratiquement terminé et quelques jours plus tard, l'Angleterre qui, pendant cette interminable grève avait dû importer du charbon allemand pour alimenter les industries recommençait à exporter, sans se dissimuler que certains marchés extérieurs allaient être difficiles à reconquérir (1). »

Les résultats économiques de cette grève furent désastreux. Nous n'avons pas à y insister ici, contentons-nous d'indiquer que le Board of Trade a chiffré les pertes de l'ensemble des industries du Pays à 300 millions de livres et certains ont jugé qu'il était optimiste.

Ce qui nous intéresse spécialement c'est de démontrer le caractère politique de ce conflit.

*Du caractère politique de la grève de 1926.* — « La grève générale, disait M. Baldwin, menace la base même du Gouvernement, mettant le pays plus près de la guerre civile qu'il ne le fût jamais depuis des siècles. L'accord des travailleurs des mines, des transports, de la métallurgie, du gaz, de l'électricité, créa en effet l'Etat dans l'Etat : si le Cabinet du Roi devait céder à la pression d'une force ainsi constituée, c'en serait fait du régime constitutionnel de l'Angleterre et le flot révolutionnaire ne serait contenu par aucune digue.

« La tradition libérale anglaise a cependant empêché le parti conservateur de brusquer la situation et jusqu'au dernier moment il a pu croire qu'il viendrait à bout des forces en révolte par un simple appel à la raison. Il lui faut renoncer aujourd'hui à cette espérance. La lutte est engagée entre la nation anglaise et le syndicalisme qui prétend dominer ses institutions en faisant passer ses intérêts avant ceux de la patrie.

(1) *Revue des questions ouvrières* par Paul Pic. *Revue politique et parlementaire*, 10 mai 1927.



De l'issue de la bataille dépend peut-être l'avenir de l'Europe (1). »

Ces déclarations n'étaient pas exagérées et tous les faits viennent corroborer cette opinion que la grève générale anglaise s'est nettement séparée des conflits corporatifs ; elle a été et restera un exemple de tentative révolutionnaire d'inspiration communiste.

Lozovsky ne disait-il pas à qui voulait l'entendre que « le conflit minier britannique avait accumulé plus de ruines que trois tremblements de terre au Japon » et Boukarine, jugeant à leur valeur les événements, affirmait que la révolution mondiale s'avancait par trois colonnes, celle d'Angleterre, celle de Chine, et celle de l'U. R. S. S. (2). »

En fait les encouragements n'ont pas fait défaut aux grévistes.

« On ne soulignera jamais assez écrivait M. Monmousseau dans *l'Humanité*, que du sort de la grève générale anglaise dépend le sort du prolétariat de tous les pays.

La guerre de classes est déclarée là-bas, des millions d'ouvriers sont dans la bataille, la lutte est chaude, c'est la victoire qu'il s'agit d'arracher (3). »

« Il faut avoir la franchise et le courage de s'incliner devant la vérité et de reconnaître que la crise des charbonnages et la grève générale ont été une action politique, une guerre entre les pouvoirs constitutionnels et le pouvoir syndical ; lorsque les organisateurs de la grève générale prétendent qu'il ne s'est agi que d'une question professionnelle à débattre entre propriétaires de mines et mineurs, ils cherchent à dissimuler l'action extérieure de la III<sup>e</sup> Internationale dans cette œuvre de désorganisation sociale (4). »

Dès la première heure le parti communiste n'a pas cherché

(1) Cité dans la *Revue politique et parlementaire*, 10 mai 1926. E. Julia. *Chronique politique, grève générale Angleterre*.

(2) Cité dans Fabre, *le conflit minier britannique*.

(3) Signorel. — *La grève générale anglaise de mai 1926*.

(4) Signorel. — *La grève générale de mai 1926*.



à dissimuler le caractère qu'il désirait imprimer à la grève générale anglaise et lui conserver.

C'est ainsi que dans l'*Humanité* du 8 mai, sous le titre « Bataille syndicaliste », il est dit que lundi 4 mai lorsque la cloche de Westminster sonna les 12 coups de minuit, la foule ouvrière qui devant le Memorial Hall attendait fiévreuse, impatiente entonna l'hymne du drapeau rouge. « Ce que saluaient les ouvriers de Londres, ce n'était pas seulement l'aurore d'une lutte décisive du prolétariat britannique, c'était l'aurore d'une grande bataille internationale ; l'issue de cette bataille présentera un intérêt de tout premier ordre qui s'étendra bien au delà des frontières de l'empire britannique puisque le sort des prolétaires de tous les pays est lié à la destinée des grévistes de Grande-Bretagne.

Impossible d'échapper à ce dilemme, les grèves générales anglaises vaincront et partout le monde du travail, avec une vigueur accrue, se lancera à l'assaut du capitalisme, ou bien les ouvriers d'Angleterre seront écrasés et ce sera pour l'ensemble des travailleurs la défaite la plus grave aux conséquences les plus durables. »

Le président de l'Internationale communiste, M. Zinoviev, a pris hardiment parti en faveur des grévistes anglais et il a [envoyé par avion au journal l'*Humanité* un article qui a paru dans le numéro du 11 mai et qui, à plus d'un titre mérite d'attirer l'attention.

« 1 million 1 /2 d'ouvriers ont abandonné le travail, c'est la grève générale. L'Angleterre est en état de guerre.

« Grands événements en vérité que ceux qui se déroulent en Angleterre.

« Quand en 1920 les ouvriers anglais, pour la première fois, formèrent le fameux Comité d'action, Lénine écrivait : « C'est là un formidable revirement dans toute la politique anglaise à côté du Parlement qui maintenant en Angleterre est élu presque au suffrage universel (depuis 1918), surgit un Comité d'action qui s'appuie sur les ouvriers et les syndicats, c'est un revirement considérable dans toute la politique

anglaise pour l'Angleterre, il est aussi important que pour nous la révolution de février 1917. »

« Le grand mouvement des ouvriers anglais était formellement au début un mouvement économique, mais il n'a pas tardé à revêtir un caractère profondément politique » et pour justifier cette affirmation, le grand révolutionnaire russe s'appuie sur Engels qui a toujours affirmé la liaison de l'économie politique avec la politique et pense qu'en Angleterre, les intérêts et non la politique feraient surgir la révolution, il conclut ainsi :

« Quoi qu'il arrive, qu'elle que soit la tournure que prennent les événements ce jour prochain, il est incontestable que ce qui s'est déjà passé en Grande-Bretagne ouvre une ère nouvelle dans le mouvement anglais mondial : nous sommes aujourd'hui à un des chapitres les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier britannique, il n'est pas de forces au monde qui soit capable maintenant d'arrêter la bolchevisation rapide, l'avant-garde du prolétariat anglais, le développement de l'esprit révolutionnaire et les idées communistes dans les classes ouvrières anglaises ; cela suffit pour constituer un événement d'une portée historique mondiale. »

La thèse et la pensée de Zinoviev ont été précisées et développées dans un manifeste du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

« Toute la classe organisée d'Angleterre, dit le manifeste, a relevé le défi lancé par le capitalisme anglais et le Gouvernement conservateur faisant fonction du Comité exécutif de la bourgeoisie anglaise.

La grande lutte du capital contre le travail qui se déroule sous nos yeux en Angleterre a débuté par une lutte économique, la lutte économique se transforme sous nos yeux en une lutte politique, la politique n'est que l'économie concentrée, et la lutte des classes qui se déroule actuellement en Angleterre en fournit une parfaite illustration ; la bourgeoisie anglaise et son Gouvernement montrent au prolé-

riat britannique, aussi bien qu'au prolétariat mondial, à quel point l'économique est lié à la politique.

Au front unique de la bourgeoisie anglaise, nous devons opposer le front unique du prolétariat mondial, la lutte des mineurs anglais est la lutte des mineurs du monde entier, l'Internationale communiste fait appel à tous les partisans sans distinction de lieu ni d'emploi. »

L'Internationale communiste envoie ensuite aux ouvriers anglais l'expression de son enthousiasme au sujet de la lutte si héroïquement reprise ; car par sa lutte la classe ouvrière anglaise se place aux avant-postes du prolétariat international ; elle ne cherche pas à cacher que celui qui ne viendrait pas en aide aux mineurs sera considéré comme un ennemi de la classe ouvrière ; elle approuve le député communiste qui le 1<sup>er</sup> mai, dans un meeting, a dit aux soldats : « s'il vous faut tirer, ne tirez pas sur les ouvriers », et elle salue une nouvelle époque dans l'histoire de la lutte de classe. »

« Quel que soit l'assaut de la lutte engagée par la classe ouvrière anglaise, une chose est certaine c'est que cette bataille ouvre une ère nouvelle dans la lutte de classe non seulement du prolétariat anglais, mais du prolétariat mondial.

Pendant la grève générale et postérieurement à celle des mineurs, le Gouvernement soviétique a envoyé aux ouvriers anglais de nombreux et importants subsides ; le 6 décembre 1926, à la Chambre des communes, le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, a déclaré que depuis le début du conflit charbonnier, 1.119.000 livres sterling ont été envoyées en Angleterre par les syndicats russes (1). »

Nous ne saurions ajouter de commentaires, la preuve a été faite, le mouvement ouvrier anglais pour désastreux qu'il ait été au point de vue économique, a été encore plus désastreux au point de vue moral. Témoignage irréfutable de la désagrégation d'un grand pays, il démontre une fois de plus

(1) Jean Signorel. — *La grève générale de 1926.*

la déviation que peuvent subir les institutions. Il existe heureusement chez nos voisins d'outre Manche des hommes qui ont su prendre leurs responsabilités et mettre un frein aux ambitions déchaînées du parti ouvrier.

Le vote de l'Act de 1927, que nous analyserons plus loin, n'a pas été l'un des résultats les moins tangibles de la grève.

Au défi insolent des hommes de désordre, la nation anglaise a répondu par une attitude loyale : le bon sens de ses chefs lui a permis d'éviter le retour des événements dont la gravité n'a échappé à personne.

## ITALIE

### LES GRÈVES DE 1921

#### L'INVASION DES TERRES, L'OCCUPATION DES USINES

L'occupation des terres par les paysans. — Conséquence de la condition misérable des paysans (rôle des associations d'anciens combattants). — L'invasion des usines. — Initiative de la fédération des ouvriers métallurgistes. — Les revendications des travailleurs (salaires-discipline) tentatives de négociations avec la fédération patronale. — Leur échec. — Le congrès extraordinaire de Milan (17 août 1921).

L'obstructionnisme ! « le lock-out ». — L'occupation des usines. — Inertie du gouvernement Giolitti. — L'accord entre la C. G. T. et les industriels (bases de cet accord). — Fin de l'occupation (24 septembre).

Les grèves qui ont été déclanchées en 1920 dans toute la péninsule italienne, ont eu pour conséquence l'avènement du régime fasciste.

A un mouvement libéral, succéda un régime absolu autoritaire, totalitaire, qui n'admet aucune opposition, dont le chef prétend accaparer non seulement toute l'activité matérielle des citoyens, mais leur imposer une règle morale à laquelle il ne leur est pas permis de déroger.

Le fascisme s'est flatté d'avoir sauvé l'Italie du péril bolchéviste : les socialistes italiens au contraire nient qu'un tel péril ait pu exister.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvions pas aller puiser dans les sources fascistes des renseignements susceptibles de nous éclairer sur ces événements tragiques, c'eût été chercher une justification des méthodes fascistes.

L'ardeur avec laquelle le dictateur a mené la lutte contre



ses adversaires, n'a pas empêché ceux qui ont pu échapper aux poursuites dont ils étaient l'objet, de faire entendre leur voix. La France a toujours accueilli les proscrits, elle a fait mieux encore puisqu'elle leur a permis de défendre leur cause ; les syndicalistes et socialistes italiens ont publié sur la Révolution fasciste de nombreux ouvrages. C'est à l'un de ceux-ci que nous empruntons le récit qui va suivre. En le publiant, nous n'entendons pas en adopter toutes les conclusions, réservant notre opinion, nous avons voulu laisser à ses auteurs la responsabilité de leurs affirmations, il eut été peu généreux d'agir autrement. La divergence des points de vue ne doit pas nous faire méconnaître les stricts devoirs de l'hospitalité.

L'invasion des terres et l'occupation des usines (1). Dans la période inquiète et troublée que l'Italie dut traverser après la guerre, l'attention est attirée par deux événements qui ne sont plus des épisodes de violences sporadiques, sans grande importance dans le cadre d'une agitation bien complexe, mais des actions de grande envergure, et, chose plus importante, prouvées et contrôlées par le parti socialiste et par la Confédération générale du travail : l'occupation des terres et des usines.

L'occupation des terres fut un phénomène caractéristique pour l'Italie méridionale et pour la Sicile, elle se fit d'une façon presque pacifique et sa durée fut de plusieurs mois (1919-1920).

Une loi Visocchi (Ministère Nitti) accordant aux Associations d'anciens combattants un droit d'expropriation sur les terres à culture extensive, imposant d'autre part le paiement de la valeur de la terre, parvint à canaliser ce mouvement qui du reste ne représenta jamais un danger révolutionnaire réel.

Cette invasion a différentes causes, la plus importante est la propagande faite pendant la guerre parmi les paysans.

(1) B. Buozzi et V. Nitti. — *Fascisme et syndicalisme*.

« La terre aux paysans », tel avait été le leit-motiv d'un nombre infini de discours et de brochures de propagande. Après l'armistice, il était commode et peut-être nécessaire d'oublier les promesses.

La situation agricole du sud de la péninsule avec sa surabondance de grandes propriétés foncières, ses immenses espaces à culture extensive (*latifundi*), les tristes conditions de vie de ses paysans, amena les Associations d'anciens combattants à occuper une partie de ces territoires et à consacrer, par cette forme simpliste et illégale, un droit de propriété que la propagande du temps de guerre leur avait promis.

Dans tous les cas d'occupation de terre, on trouve les Associations d'anciens combattants et, si parfois elles cachent d'autres intérêts et d'autres personnalités, il faut bien reconnaître que le mouvement part toujours d'un groupement de vétérans.

L'occupation des terres, d'une gravité toute symptomatique ne présente dans la pratique aucun danger sérieux.

D'ailleurs, le fascisme a moins que d'autres le droit de condamner l'occupation des terres. Comme nous aurons l'occasion de le voir par la suite, il en avait justement fait la théorie, il l'avait pratiquée et exaltée. En juin 1923, après 19 mois de Gouvernement Mussolini, les syndicats fascistes avaient encore cette pratique et ils occupaient dix propriétés agricoles dans la province de Novare, plus précisément dans les communes de Casaleggio, Borgo Vercelli Vicolungo, Nibbiolo et Vinzaglio.

Bien plus rapide, plus étendue, plus organique et plus impressionnante fut l'invasion des usines qui se produisit à la fin de l'été 1920 sur l'initiative de la Fédération des Ouvriers Métallurgistes (F. I. O. M). et comprenant presque exclusivement les industries métallurgiques et mécaniques.

Le mouvement prend immédiatement une importance exceptionnelle et sa répercussion est vaste même hors

d'Italie. Or, il est encore mal connu et fait l'objet des jugements les plus légers et les plus fantaisistes. C'est pourquoi il nous a semblé utile d'en retracer brièvement l'histoire, avec le maximum de précision et en nous référant à des documents irréfutables.

Pendant l'hiver 1919-1920, on constate plus d'une fois — aussi bien de la part des ouvriers que de la part des industriels — que les contrats collectifs précédemment conclus pour les industries sidérurgiques, mécaniques, navales et similaires nécessitent une révision qui les met en meilleur accord avec les exigences particulières des différentes industries. Une semblable révision est faite d'abord d'une façon régionale. A un moment donné la Fédération patronale fait savoir qu'elle tient à procéder elle-même à la révision. La Fédération ouvrière fait observer que, dans l'atmosphère politique brûlante où se trouve le pays, une discussion concernant les intérêts de 500.000 ouvriers n'est pas dépourvue de dangereuses inconnues. La Fédération patronale répond :

a) Que les requêtes d'une augmentation de salaire seront examinées avec une grande largesse de vue ;

b) Que, cependant elle réclamera des modifications au règlement pour rendre plus efficace la discipline dans les usines.

La Fédération ouvrière prend acte de ces déclarations et présente un mémorandum. En attendant les pourparlers, on tombe d'accord sur le fait que, en tout état de cause, des augmentations devraient être accordées en acompte de celles qui pourront être stipulées plus tard. En effet : plus de 60.000 ouvriers obtiennent des augmentations provisoires variant d'une à trois lires par jour et le mouvement semble destiné à atteindre ses fins de la façon la plus pacifique.

Entre le début du mouvement (mai) et le début des pourparlers (juin) les industriels les plus intransigeants parviennent à se faire nommer membres de la Commission chargée de discuter, en remplacement de vieux dirigeants de la Fédération patronale qui avaient déjà eu des conversations avec la Fédération ouvrière.

À la même époque, un nombre limité d'usines est frappé d'une légère crise de travail, ce dont la délégation des industriels profite pour repousser en bloc toute espèce de revendication.

La Fédération ouvrière fait savoir qu'elle est disposée à reviser les revendications proposées dans leur rapport avec les conditions des diverses branches de l'industrie. Mais le 29 juillet les industriels déclarent ne pas accepter « de mesurer les salaires de leurs ouvriers à ceux des autres industries » et « ne point admettre qu'on puisse les tenir de fixer les salaires en rapport avec le coût de la vie ».

La Fédération ouvrière répond, que lorsqu'une organisation patronale se refuse à tenir compte des salaires des autres industries et du coût de la vie, elle perd tout droit d'exiger des ouvriers qu'ils se préoccupent de l'état des industries.

En tout état de cause, elle conclut en invitant la Fédération patronale à confier à une délégation le mandat de se mettre à la disposition de la délégation ouvrière pour prouver qu'effectivement les industries ne sauraient supporter de nouvelles charges.

La fermeté de la Fédération ouvrière et la pression de l'opinion publique contraignent la Fédération patronale à accéder à cette proposition.

Pendant une semaine, on examine la situation des industries à travers un monceau de statistiques. Les journaux publient d'amples compte rendus. L'opinion publique italienne est tout entière tournée vers les réunions qui se tiennent à Milan.

Le 12 août, c'est le coup de théâtre, La délégation industrielle brise brusquement toute espèce de pourparlers en déclarant ce qui suit : « Toute discussion est inutile. Il n'est de concession pour personne. Depuis la fin de la guerre, les industriels ont toujours cédé, c'en est assez, et nous commençons par vous, métallurgistes. »

L'opinion publique interprète cette déclaration comme

un défi au prolétariat italien tout entier. Le 17 août, soit cinq jours après, un Congrès extraordinaire de la F. I. O. M. se réunit à Milan et décrète l'obstructionnisme (travailler de façon mécanique, ne témoigner aucune sorte de bonne volonté, attendre toujours les ordres des supérieurs, sans prendre les devants, en d'autres termes, ralentir la production). Il est entendu que si les industriels tentent de faire du lock-out, on s'efforcera de prendre possession des établissements et de reprendre régulièrement le travail en restant à l'usine nuit et jour sans interruption.

Les industriels ne voulant pas céder à cette forme d'obstructionnisme qui, sans diminuer les frais généraux, réduisait la production, n'avaient qu'un seul moyen de réponse : le lock-out.

La Société Alfa Roméo de Milan, qui employait près de deux mille ouvriers, fut la première à fermer ses usines.

Aussitôt la F. I. O. M. donne aux ouvriers l'ordre de prendre possession des usines, de s'abstenir de tout acte de sabotage et d'organiser pour leur propre compte, le cours régulier du travail et de la production en faisant tous les efforts possibles pour s'assurer la collaboration des techniciens et des employés de l'administration.

L'ordre est généralement suivi. On évalue à 500.000 le nombre des ouvriers métallurgistes qui répondent à l'appel.

Commencée à Milan, l'occupation s'étend à tous les centres d'industrie métallurgique.

La F. I. O. M. publie un manifeste dans lequel, après avoir proclamé les fins économiques de l'agitation, elle déclare que l'occupation des usines est la seule manière d'empêcher un lock-out et de garantir les intérêts ouvriers.

Le Gouvernement présidé par Giollitti ne crut pas devoir employer la force pour empêcher les ouvriers de prendre possession des usines. Par son extrême tolérance, il a prouvé qu'il ne croyait pas qu'un mouvement révolutionnaire sérieux fut caché par cette agitation.



L'attitude du Gouvernement, la résistance des patrons, la discipline des ouvriers, et les manifestations d'une opinion publique favorable aux ouvriers quand bien même elle comportât quelques réserves concernant la méthode de combat employée, tout cela fit naître au sein des éléments extrêmes des Organisations ouvrières et du Parti socialiste, l'idée d'orienter le mouvement vers des fins purement politiques et de considérer l'occupation des usines comme une première étape vers la révolution.

Le Conseil national de la Confédération générale du travail convoqué le 10 et le 11 septembre avec la participation du Parti socialiste, discute âprement sur l'orientation qu'il convient de donner au mouvement de la F. I. O. M.

La majorité de la direction du Parti réclame l'extension du mouvement à toutes les entreprises industrielles, agricoles et commerciales d'Italie aux fins d'essayer de remplacer le régime bourgeois par un régime de la dictature communiste. La majorité du Conseil directeur de la Confédération générale du Travail propose de limiter l'objectif de la lutte aux revendications présentées par les métallurgistes et à la conquête du contrôle industriel. Le débat assume une intensité dramatique.

Entre les deux courants, les dirigeants de la F. I. O. M. en accord avec certains membres du conseil directeur de la confédération générale du travail, proposent comme but de la lutte la conquête du pouvoir par le parti socialiste « avec le programme de réaliser toutes les réformes politiques et économiques plus instamment réclamées par le prolétariat et compatibles avec les conditions du pays ». La thèse du conseil de la Confédération est votée à la majorité.

Entre temps dans les usines occupées, le travail continue de façon presque régulière, mais cette situation paradoxale exigeait une solution rapide.

Le Gouvernement s'offrit pour être le médiateur entre la Confédération générale du Travail et les industriels ; après des discussions pénibles on aboutit à un accord par lequel

industriels et Gouvernement acceptaient le principe du contrôle ouvrier sur la production. Voici le texte de l'accord :

« Le président du Conseil des Ministres :

« Attendu que la Confédération générale du Travail a formulé la requête de modifier les rapports existant jusqu'ici entre les bailleurs de travail et les ouvriers, de manière à ce que ces derniers, par la voix de leurs syndicats, soient investis de la possibilité d'un contrôle sur les industries, contrôle qu'ils affirment avoir pour but de provoquer une amélioration des rapports disciplinaires entre bailleurs et preneurs de travail et d'une augmentation de la production à laquelle à son tour est subordonnée une forte reprise de la vie économique du pays ;

« Attendu que la Confédération générale de l'industrie ne s'oppose pas de son côté à ce que l'on procède à l'expérience d'introduire un contrôle par catégorie aux fins ci-dessus.

« Le Président du Conseil des Ministres prend acte de cet accord et décrète :

« Il est constitué une Commission de caractère paritaire, formée de six membres nommés par la Confédération de l'industrie et de six membres nommés par la Confédération générale du travail, parmi lesquels deux techniciens et deux employés par partie, pour formuler les propositions susceptibles de servir le Gouvernement dans sa préparation d'un projet de loi, aux fins d'organiser les industries sur la base de l'intervention des ouvriers dans le contrôle technique et financier ou dans l'administration des entreprises. »

En ce qui concerne les métallurgistes, le Contrat collectif de Travail, conclu immédiatement après l'obtention de l'accord sur le contrôle contient les concessions suivantes :

- 1<sup>o</sup> Augmentation d'environ 20 % des salaires ;
- 2<sup>o</sup> Augmentation égale du minimum de salaire ;

- 3° Augmentation du tarif des heures supplémentaires ;
- 4° Six jours de vacances payées par an ;
- 5° Indemnité de congédiement égale à deux journées de salaire par année de service ;
- 6° Révision bi-mensuelle des salaires en rapport avec les fluctuations du coût de la vie.

Donc, du point de vue syndical, bruyante victoire, due en grande partie au fait que le mouvement, en dépit de sa gravité extrême, avait eu l'approbation de l'opinion publique. A cause de leur brutale intransigeance, fait, comme nous l'avons dit, d'une minorité réactionnaire qui était parvenue à prendre la direction du mouvement, les industriels se trouvent isolés. Les grands journaux italiens se limitèrent, on peut bien le dire, à formuler des réserves sur les méthodes de lutte mises en œuvre par les ouvriers. Exaltant le contrat collectif de travail, et la conquête du du contrôle, le journal de Mussolini, le *Popolo d'Italia*, parlait nettement d'une ère nouvelle ouverte au travail italien, car les améliorations obtenues par les métallurgistes avaient été peu à peu étendues à presque toutes les autres industries.

Le 24 septembre, dans le calme le plus parfait les patrons reprennent la direction des usines.

La question du contrôle superposée en quelque sorte aux fins réelles de l'agitation n'eût à la vérité aucun résultat pratique et cela, pour plusieurs raisons : les principales furent que le Parti socialiste s'en désintéressait, que le nouveau Parti socialiste les combattait et que la Confédération générale du travail n'avait plus la cohésion nécessaire pour continuer la bataille commencée.

Un projet de loi du Ministère Giolitti, présenté aux Chambres n'entra jamais en discussion.

On peut considérer l'occupation des usines en cas de lock-out comme une arme nouvelle des travailleurs et la croire légitime comme la grève, on peut également la considérer comme un attentat violent au droit de propriété et une offense à l'ordre établi.

Cela peut se discuter.

Mais il serait malhonnête de considérer comme une velléité bolcheviste l'occupation des usines en Italie en 1920, car les causes et les buts en étaient purement économiques, elles sut éviter tout acte de sabotage ou de destruction de richesse et se termina d'une façon légale et pacifique.

L'occupation des usines marque un point aigu de la crise de l'après-guerre.

Après le mois de septembre 1920, les causes d'un ordre économique et psychologique qui avaient engendré le mécontentement et la lutte tendaient à disparaître.

La rééducation des anciens combattants au travail était chose faite, la mentalité des tranchées cédait le pas à une conception plus sereine de la vie, l'exaltation des esprits et les mirages utopiques disparaissent devant une vision plus réaliste des problèmes sociaux et politiques.

Les agitations ouvrières s'apaisaient en violence et en fréquence, les grèves se faisaient de plus en plus rares.

En 1921 on compte 8.180.263 jours de grève (407.093 dans l'agriculture et 7.772.870 dans l'industrie) contre près de 30 millions et demi en 1920 : le nombre de journées de grève diminue encore en 1922.

Parallèlement, le Parti socialiste se sépare des éléments bolchevisants qui vont constituer le Parti communiste.

Après les convulsions des années qui suivent la guerre, l'Italie a tendance à se calmer et à reprendre le rythme normal de sa vie économique.

Le Pays est sorti victorieux d'une période dangereuse de son histoire.

Y eut-il jamais à cette époque un danger bolchevique réel ?

Nous le nions.

Mais en tous cas, il est certain qu'en 1921, le danger, même le plus vague, s'était évanoui.

Mussolini partage notre certitude dans le *Popolo d'Italia*

du 2 juillet 1921, c'est-à-dire 15 mois avant son coup d'Etat, il écrit :

« Vouloir soutenir qu'il y ait encore un danger bolchevique en Italie équivaut à vouloir échanger, pour des raisons d'intérêts, la peur contre la vérité. Le bolchevisme est vaincu. »

Pendant ces années difficiles, le grand et sérieux danger pour la sûreté de l'Etat et pour son prestige réside dans la propagande nationaliste aveugle et excessive, dans l'activité des groupes financiers qui s'efforcent de soumettre l'intérêt de la nation à leurs manœuvres inavouables, dans l'attitude d'une bande d'aventuriers profiteurs qui n'hésitent pas à lancer le pays dans les plus folles aventures, dans l'incompréhension des classes dirigeantes vis-à-vis des anciens combattants.

Les chefs des organisations ouvrières rouges ou blanches, socialistes ou social-chrétiennes, constituaient en somme une force de modération et portaient dans les conflits des passions et des intérêts, un sentiment précis de la réalité.



## TROISIÈME PARTIE

### LA GRÈVE POLITIQUE EN DROIT

---

Nous allons, maintenant, dans cette dernière partie étudier la grève politique en Droit.

Pour plus de clarté dans l'exposition, nous diviserons cette partie en deux titres,

Le premier sera consacré à la France, le second à l'Angleterre et à l'Italie.

## TITRE I. — FRANCE

---

### FRANCE

#### LA GRÈVE GÉNÉRALE EN DROIT

La grève générale de 1920 présente pour les juristes, un grand intérêt parce que non seulement elle remet en question l'étude du droit de grève en ce qui concerne l'usage de ce droit, mais aussi son attribution à telle ou telle catégorie de travailleurs.

Nous savons en effet que, à côté des salariés de l'industrie privée sont venus se grouper ceux d'un service public concédé, en l'espèce les cheminots, nous savons aussi que les fonctionnaires, bien qu'ils n'aient pas pris une part active au mouvement, s'y sont néanmoins associés moralement, en demandant leur affiliation à la C. G. T.

Ces événements inquiétants à plus d'un point de vue, auraient dû logiquement provoquer chez le législateur une réaction nécessaire qui se fut traduite par des mesures adéquates ; or, rien n'a été fait, et, tandis que les législations étrangères se sont enrichies de textes nouveaux, la nôtre est restée ce qu'elle était, avec ses lacunes et ses incohérences.

C'est pourquoi il est indispensable de faire le point, afin de savoir exactement quel est l'état actuel de notre législation, et quelles sont les modifications à y introduire.

Partant des faits signalés plus haut, nous devons donc examiner tout d'abord quelles sont les catégories juridiques

auxquelles l'attribution du droit de grève peut donner lieu à discussion ; après quoi, faisant abstraction de ces cas spéciaux, nous pourrons étudier en toute indépendance d'esprit le droit de grève quant à l'usage que l'on peut en faire, autrement dit quant à ses limites.

Nous diviserons donc le titre de cette 3<sup>e</sup> partie en deux sous-titres, le premier consacré à l'étude du droit de grève des travailleurs collaborateurs à un service public ou concédé, le second consacré à l'étude du droit de grève en lui-même et particulièrement appliqué aux travailleurs non collaborateurs à un service public ou concédé.

# LA GRÈVE POLITIQUE EN DROIT

---

## CHAPITRE PREMIER

### LE DROIT DE GRÈVE ET LES FONCTIONNAIRES

#### 1<sup>re</sup> SECTION. — LA DOCTRINE. — LES TEXTES

Que faut-il entendre par fonctionnaire ? Distinction entre fonctionnaire d'autorité et fonctionnaire de gestion. — Les articles 123 à 125 du Code pénal, leur champ d'application restreint aux fonctionnaires d'autorité. — Analyse de la notion de service public. — Incompatibilité de l'exercice d'une fonction publique et du droit de grève, les intérêts du pays doivent passer avant les intérêts du groupe.

#### 2<sup>e</sup> SECTION. — LA JURISPRUDENCE.

Conseil d'Etat 7 août 1909. — Affaire Winckel. Arrêt. — Conclusion de M. Tardieu commissaire du Gouvernement. — Condamnation de la grève dans les services publics. — La jurisprudence du Conseil d'Etat est restée constante, les arrêts du 6 août 1910 et 1<sup>er</sup> mars 1912 du 13 janvier 1922 et 20 février 1925.

Tribunal correctionnel de la Seine, 29 juin 1909 (Connexité du droit de grève et du droit syndical). — Arrêt de la Cour d'appel de Paris, 27 octobre 1910.

Conclusion.

#### SECTION PREMIÈRE

##### La doctrine — Les textes

Les fonctionnaires peuvent-ils faire grève ?

La question a été très controversée et tout d'abord avant d'y répondre il faudrait indiquer clairement ce que l'on entend par fonctionnaires.

Bien des définitions ont été proposées, c'est ainsi que le projet du Gouvernement sur le statut des fonctionnaires en 1909, proposait celle-ci : « sont fonctionnaires tous ceux qui en qualité de délégués de l'autorité publique, d'employés, d'agents ou de sous-agents occupent, dans un service public de l'Etat, un emploi permanent rémunéré, par un traitement mensuel ou par l'allocation de remises, et ouvrant droit au bénéfice éventuel d'une pension de retraite (1). »

Sans doute est-ce là une définition très large et un peu longue ; quoi qu'il en soit, elle s'applique au plus haut fonctionnaire de l'Etat aussi bien qu'au plus modeste.

Cependant si l'on examine la condition juridique de très nombreux fonctionnaires français, on s'aperçoit tout de suite que certaines distinctions s'imposent.

Les uns en effet, et c'est le petit nombre, ont sur les citoyens une autorité. Il n'y a pas d'organisation sociale qui ne comporte l'exercice par quelqu'un de l'autorité sur les autres. L'anarchie peut bien être un moyen de révolution, elle n'est pas un système de gouvernement. De quelque façon qu'on règle les rapports des citoyens d'un même Etat, l'ordre, la justice, la sécurité, ne pourront s'établir que par l'institution d'autorités chargées de faire prévaloir au besoin par la violence, ce que le plus grand nombre considère comme l'expression du droit.

Parmi ces fonctionnaires, il en est qui ont ainsi pour rôle essentiel de commander. Le Président par ses décrets, les préfets par leurs arrêtés, les juges par leurs décisions, les maires, les commissaires, les agents de police, les gardes-champêtre à des échelons très différents de la hiérarchie, sont investis du pouvoir de nous donner des ordres. La plupart des fonctionnaires, pourtant ne disposent pas de pareille puissance ; ils sont seulement chargés d'accomplir, dans l'intérêt général, des actes semblables à ceux que peuvent accomplir chaque jour des agents de grandes indus-

(1) *Débats parlementaires*, 24 avril 1909.



tries privées (1). C'est ainsi que nous sommes conduits à distinguer entre les fonctionnaires d'autorité et les fonctionnaires de gestion ; les premiers exerçant seuls la puissance publique ; distinction qui, si elle n'est pas formellement reconnue par la loi, existe cependant puisque les art. 222 à 224 du Code pénal qui protègent les fonctionnaires contre les outrages et les violences, en frappant ces actes de peines sévères, ne sont applicables « qu'aux agents dépositaires de la la force publique ».

Est-ce à dire que là seulement en réside tout l'intérêt et non pas, car le Code pénal s'il réprime sévèrement les outrages prévoit aussi dans les art. 123 à 125 le cas où les agents d'autorité manqueraient à leur devoir.

L'article 123 est ainsi conçu : « tout concert de mesures contraires aux lois, pratiqué soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, et de six mois au plus, contre chaque coupable qui pourra de plus être condamné à l'interdiction des droits civiques et de tout emploi public pendant 10 ans au plus.

*Article 124.* — Si par l'un des moyens ci-dessus il a été concerté des mesures contre l'exécution des lois ou contre les ordres du gouvernement, la peine sera le bannissement.

Si ce concert a eu lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ceux qui en seront les auteurs ou provocateurs seront punis de la déportation, les autres coupables seront bannis. »

Ces deux articles ne concernent que des fonctionnaires dépositaires d'une partie de l'autorité publique. Que conclure pour les autres ?

La grève leur serait-elle donc permise ? A vrai dire, ce serait élucider la question que de s'en tenir aux textes que nous venons de citer et d'ailleurs dans la grève des

(1) Berthelémy, — *Le droit de grève et les fonctions publiques.*

fonctionnaires, il faut envisager moins le fonctionnaire lui-même, soumis à la discipline et à la hiérarchie, que la fonction en elle-même sa raison d'être et les nécessités qu'elle implique.

Ainsi posé le problème s'éclaire d'un jour nouveau et nous comprenons immédiatement toute la force des arguments présentés par ceux qui se sont déclarés adversaires de l'octroi du droit de grève aux fonctionnaires.

« Si nous abandonnons le point de vue juridique pour nous placer au point de vue législatif et social, nous devons reconnaître qu'en aucun Etat solidement organisé le droit de se coaliser et de faire grève ne peut être reconnu à aucune catégorie de fonctionnaires, qu'il s'agisse de pourvoir à un service d'autorité ou d'accomplir un service de gestion.

Il y a incompatibilité radicale entre la notion de service public et la notion de grève... Cela résulte d'abord de ce que les conditions mêmes d'existences de ces services sont exclusives du droit de grève pour les fonctionnaires chargés d'assurer le fonctionnement. Cela résulte en outre de la notion et du rôle social du droit de grève (1). »

Des conditions mêmes de création et d'existence du service public, nous pouvons conclure à l'impossibilité d'admettre les grèves de fonctionnaires ; quelque soit en effet l'objet d'un service public, qu'il soit constitué par l'exercice de l'autorité ou qu'il ait pour fin la gestion des intérêts généraux, c'est toujours de l'autorité que la constitution émane.

« C'est l'autorité législative et l'autorité réglementaire qui ont institué les services publics des postes, les services de l'enseignement, les services des ponts et chaussées, les services des chemins de fer, de l'Etat, les services des manufactures nationales dont les agents ne sont que les fonctionnaires. Comment dès lors admettre la grève,

(1) Berthélémy. — *Loc cit.*

Henri-Berthélémy Aymé.

comment n'y pas voir une révolte ouverte contre l'autorité qui a institué et réglementé les services d'intérêt général et le statut de ceux qui y sont affectés. La coalition de fonctionnaires ne peut pas ne pas apparaître comme une pression exercée sur cette autorité. En se refusant à accomplir leur service, les fonctionnaires ne s'insurgent pas seulement contre leurs chefs hiérarchiques, mais contre le pouvoir législatif, autrement dit contre le Parlement qui est l'émanation de la nation toute entière. N'est-ce pas le Parlement qui crée la loi, organisatrice du service public ? n'est-ce pas lui surtout qui vote les crédits nécessaires, sans lesquels lesdits services ne peuvent fonctionner ? N'est-ce pas lui enfin qui seul peut modifier et étendre ces services ? Une grève de fonctionnaires ne saurait être assimilée dès lors à celle d'une catégorie d'ouvriers quelconque ; dans l'industrie, le travailleur peut faire échec à la volonté du patron : si celui-ci représente de gros intérêts, il n'en est pas moins vrai qu'il agit en son nom ou bien au nom de quelque groupe financier, mais il reste et doit rester un représentant d'intérêts particuliers, intérêts peut-être respectables mais restreints.

En s'insurgeant contre la nation, les fonctionnaires font échec aux intérêts généraux de tous. En effet « toutes les fonctions assignées à ces fonctionnaires, ont été fixées, établies, réglées d'avance par voie d'autorité, aucune d'elles n'apparaît comme une exploitation en vue de bénéfices à faire ; aucune n'est inspirée dans la pratique par l'idée de lucre », par l'appât du gain. L'autorité qui a déterminé ce que serait la constitution des administrations publiques, n'a cherché que les services à rendre à l'ensemble des administrés (1). »

Et c'est précisément là où nous voulions en venir : l'intérêt des administrés doit être considéré avant tout autre. Sans doute ne faut-il pas voir dans cette affirmation la

(1) Berthélémy. — *Loc. cit.*

volontaire méconnaissance des besoins légitimes des fonctionnaires et des satisfactions auxquelles ils ont droit.

Mais de la notion même de service public découle pour l'Etat qui en a la charge, l'impérieux devoir de les organiser au mieux des intérêts des citoyens et d'en assurer le fonctionnement.

« C'est pour ceux-ci qu'existe le service public et c'est uniquement à cause d'eux qu'il a été organisé quelle que soit la constitution de l'Etat si les gouvernements sont chargés de l'accomplissement d'une mission déterminée, c'est à cause que cette mission devait être remplie et que l'initiative privée n'y pouvait point suffire.

Cela apparaît très clairement dans l'histoire de tous nos services publics et particulièrement dans l'histoire du service des postes.

Il sort de là que tout service public constitue en somme, comme l'a très exactement dit M. Berthélémy, une sorte de monopole au profit des gouvernants... Il s'en suit ainsi que les gouvernants quels qu'ils soient, ont la charge de bien gérer le service aux mieux des intérêts particuliers.

Il s'en suit enfin que ceux qui administrent, qu'ils soient des subordonnés ou des collaborateurs des dirigeants, sont tenus de la même obligation. C'est précisément pourquoi une grève des services publics ne peut se concevoir, ou si l'on préfère le souci d'assurer la marche continue de certains services d'intérêt général étant, en somme, la raison d'être de la main mise sur eux des gouvernants et des administrateurs, il est contradictoire de permettre à ces administrateurs quand ils ne sont que des subordonnés, et à plus forte raison quand ils deviennent des collaborateurs de leurs anciens chefs, des quasi-dirigeants ou des dirigeants absolus, d'interrompre cette marche continue et normale dans leur propre intérêt.

Qu'on veuille bien le remarquer ceci est vrai non seulement dans une organisation administrative comme celle de l'An VIII mais toujours, même si les services publics

étaient gérés par les fonctionnaires eux-mêmes l'intérêt du public devrait toujours prévaloir surtout parce qu'il serait la seule raison d'être de l'existence même de ces services (1). »

C'est ce même intérêt public qui en commandant le fonctionnaire n'est pas intermittent mais continu sans heurts, sans à coups.

La grève des fonctionnaires, par le fait qu'elle arrêterait ne fut-ce qu'un jour seulement le fonctionnement des dits services ne serait pas tolérable pour un gouvernement digne de ce nom, pour un gouvernement accomplissant honnêtement sa fonction.

La grève, si elle est douloureuse mais acceptable quand il s'agit de travailleurs de l'industrie privée doit être irrémédiablement écartée dans les services publics, et les autorités ont le devoir, nous ne disons pas seulement le droit, de la réprimer. Rappelons à ce sujet les fortes paroles de M. Clemenceau à la séance du 9 mars 1907 répondant à une interpellation de M. Jaurès qui lui reprochait son intervention dans la grève des employés du gaz. « Au nom de quel droit ai-je agi, s'écriait-il ? mais au nom du droit qu'a la société de vivre, au nom du devoir qu'a le Gouvernement d'assurer cette vie. »

Ces paroles ont un sens profond qui contient toute la solution de la question en jeu. Il n'existe aucun principe théorique qui permette d'établir *a priori* les rapports qui doivent exister entre l'intérêt particulier et l'intérêt général, entre le droit l'individu ou du groupement pris comme individualité et son devoir vis-à-vis de son semblable, entre la liberté et l'obligation, entre l'individu et la société, les rapports ont toujours été discutés et le seront toujours sans qu'on puisse leur trouver une solution générale qui soit objective et qui fasse autre chose que de traduire les postulats déjà admis par ceux qui les discutent.

Le seul principe que l'on retrouve sous toutes les formes

(1) Rolland. — *Revue de droit public. La grève des postes en 1909 et le droit public.*



diverses qui présentent ces rapports dans les groupements sociaux et qui fait évoluer les idées de l'humanité au sujet de leur solution, c'est la nécessité qui s'impose à la société de s'adapter constamment aux besoins nouveaux pour pouvoir maintenir sa prospérité, c'est la volonté de vivre. C'est cet instinct de vie qui indique aux époques successives, dans quelle mesure l'un des rapports doit l'emporter sur l'autre et c'est ce que nous explique leur évolution dans le cours de l'histoire, à un moment donné la subordination de l'individu sur tel point déterminé sera considérée comme indispensable à la prospérité de la société, alors qu'elle eut constitué un abus la veille et sera un sacrifice inutile le lendemain, jusqu'au jour où les circonstances ayant changé cet exercice devient inoffensif.

Il faut donc considérer que la restriction du droit de grève peu être appliquée très légitimement par le législateur à une catégorie de travailleurs et être étendue à d'autres lorsqu'elle se base sur la nécessité de la vie sociale, de même il ne faut pas oublier que parmi ces restrictions celles qui ne reposent que sur un principe abstrait de droit administratif sans être postulées par la même nécessité, sont condamnés à disparaître et constituent des anachronismes (1). »

On ne peut mieux exprimer tout ce que contient ce simple mot société. Pour elle les services publics ont été institués pour elle, ils doivent sans défaillance satisfaire à ses besoins, c'est une question de vie ou de mort. .

Tel est l'avis de la doctrine, on peut dire que la presque unanimité des auteurs refusent aux fonctionnaires le droit de grève.

## SECTION II

### La jurisprudence

La jurisprudence, tout comme la doctrine, a dans de nombreuses décisions, condamné la grève des fonctionnaires.

Que l'on examine les arrêts du Conseil d'Etat, ceux des

(1) Rolland, *op. cit.*

Cours d'appel, ou même les jugements des Tribunaux correctionnels, on ne peut pas ne pas être frappé de la similitude des décisions rendues, décisions qui s'inspirant toutes des mêmes principes sont motivées par des arguments dont l'intangibilité ne s'est jusqu'à présent aucunement démentie. L'arrêt le plus important en cette matière a été rendu par le Conseil d'Etat statuant en contentieux le 7 août 1909. En voici le texte : Affaire Winckel et Rozier.

ARRÊT. — Le Conseil d'Etat, vu la loi du 22 avril 1905, art. 65, les décrets des 23 avril 1883, 9 novembre 1901, 9 juin 1906, 18 mars 1909. Vu la loi du 24 mai 1872, considérant que la grève si elle est un fait pouvant se produire légalement au cours de l'exécution d'un contrat de travail réglé par les dispositions du droit privé, est au contraire, lorsqu'elle résulte d'un refus de service concerté entre des fonctionnaires, un acte illicite alors même qu'il ne pourrait être réprimé que par l'application de la loi pénale ; que, par son acceptation de l'emploi qui lui a été confié, le fonctionnaire s'est soumis à toutes les obligations dérivant des nécessités mêmes du service public et a renoncé, à toutes facultés incompatibles avec une continuité essentielle à la vie nationale ; qu'en se mettant en grève les agents des services préposés au service public, sous quelques dénominations que ce soit, ne commettent pas seulement une faute individuelle, mais qu'ils se placent eux-mêmes par un acte collectif, en dehors de l'application des lois et des règlements édictés dans le but de garantir l'exercice des droits résultant pour chacun d'eux du contrat de droit public qui les lie à l'administration ;

Que, dans le cas d'abandon collectif ou concerté du service public, l'administration est tenue de prendre des mesures d'urgence, et de procéder à des remplacements immédiats ;

Considérant que le sieur Winckel ne conteste pas qu'il était au nombre des ouvriers des services des Postes qui

étaient en grève au mois de mai 1909, et que, pour demander l'annulation de l'arrêté par lequel le sous-secrétaire d'Etat a prononcé sa révocation, il se borne à alléguer que cette mesure ait été prise sans qu'il ait reçu préalablement la communication de son dossier, conformément à l'article 65, loi du 22 avril 1905. Mais, considérant qu'il résulte de ce qui précède que, quelle que soit la généralité des termes de cet article, le législateur n'a pu comprendre la grève dans un service public au nombre des cas en vue desquels il a formulé cette prescription.

Art. 1<sup>er</sup>, la requête est rejetée.

Du 7 août 1909. Conseil d'Etat, MM. Baudenet, rapporteur ; TARDIEU, commissaire du gouvernement.

Cet arrêt est fondamental à la fois par ses considérants, et par les conclusions du commissaire du gouvernement, concernant le droit de grève des fonctionnaires.

Une brève analyse nous permettra de nous en convaincre.

Quelles sont les idées essentielles qui ont inspiré le rédacteur de cet arrêt ? Tout d'abord celle-ci : que la grève considérée comme légale « lorsqu'elle se produit au cours de l'inexécution d'un contrat de travail réglé par les dispositions du droit privé », devient un acte illicite « lorsqu'elle résulte d'un refus de service concerté des fonctionnaires ».

Ce caractère illicite de la grève découle lui-même de la notion de service public, c'est ce que nous explique le commissaire du gouvernement dans ses conclusions : « Messieurs dit-il, lorsque l'Etat, les départements, ou les communes se substituent, à l'initiative des particuliers pour organiser un service public, c'est le plus souvent afin de procurer à tous les habitants de la France, sur les points les plus reculés du territoire, la satisfaction de besoins généraux auxquels l'initiative privée ne pourrait assurer qu'une satisfaction incomplète et intermittente.

C'est ce qu'explique très nettement M. Colson dans son

traité d'*Economie Politique* (T. II, p. 385) et c'est de là qu'il fait découler l'impossibilité de la grève dans les services publics. « On ne saurait admettre dit-il, que le maintien de l'ordre et de la sécurité publics soit suspendu par une grève de la police, ni que les services comme les postes, les transports par chemin de fer, l'éclairage ou l'alimentation en eau des villes soient désorganisés par l'interruption du travail de certains agents.

C'est uniquement parce que ces services publics ne peuvent être assurés par l'initiative privée, parce qu'ils font nécessairement l'objet d'une organisation d'ensemble, qu'un désordre social sérieux trouble tout entier, que l'Etat ou les communes s'en réservent le monopole ; des raisons qui justifient ce monopole sont celles qui justifient aussi les restrictions spéciales au droit commun en ce qui concerne l'éventualité d'une grève du personnel qui en assure le fonctionnement.

La continuité est donc de l'essence du service public.

Cette continuité explique elle-même, et ceci est le second point important, le caractère spécial de la fonction publique ; fonction qui implique pour le titulaire l'acceptation « de toutes les obligations dérivant des nécessités mêmes du service public » et la renonciation « à toutes les facultés incompatibles avec une continuité essentielle de la vie nationale.

« Pour l'assurer, l'Etat fait appel à des individus auxquels il confiera sous certaines conditions, les divers postes administratifs ; mais les conditions de cette collaboration ne seront pas librement débattues entre l'Etat et les futurs fonctionnaires. En effet à la différence de ce qui se passe en droit privé, les parties ne traitent pas sur un pied d'égalité. L'Etat fixe à son gré en vue du meilleur fonctionnement possible du service public, les diverses clauses du contrat.

Ces clauses, il les fait connaître dans des actes généraux (lois décrets arrêtés) de sorte que celui qui accepte sa nomi-

nation à une fonction publique adhère volontairement à l'ensemble des règles qui en limitera l'exercice.

Ceci posé, les fonctionnaires, s'ils se mettent en grève « se placent suivant les propres termes du 3<sup>e</sup> considérant de l'arrêt précité, en dehors de l'application des lois et des règlements édictés dans le but de garantir l'exercice des droits résultant pour chacun d'eux du contrat de droit public qui les lie à l'administration ».

La grève par le fait que les fonctionnaires, en ont fait usage « dégage donc l'Etat de toutes les obligations dérivant pour lui du contrat de droit public passé avec ceux-ci.

Mais par contre, elle implique pour l'Etat l'obligation de « prendre des mesures d'urgence et de procéder à des remplacements immédiats. » Et c'est le quatrième et dernier point qui nous intéresse le plus ; nous ne pouvons pas ne pas y insister.

L'idée est en effet très nettement exprimée ici, nous la retrouverons d'ailleurs quand nous étudierons la grève dans les services concédés : si l'Etat se trouve dégagé vis-à-vis de ses fonctionnaires, il reste tenu d'assurer vis-à-vis des citoyens le fonctionnement des services publics ; comme le fera remarquer M. Tardieu : « L'Etat n'est pas libre du fait de ces agents des obligations qu'il a assumées vis-à-vis de la nation, et pour pouvoir s'acquitter de ses obligations envers le public il a besoin de toute sa liberté d'action vis-à-vis de ses fonctionnaires ; si l'administration ne chôme pas faute d'un employé, au contraire plusieurs milliers ou plusieurs centaines d'employés se concertant pour cesser simultanément le service, peuvent on l'a vu, jeter un trouble profond dans ce fonctionnement, suspendre en quelque sorte la vie nationale, et créer une situation qui, à certaines heures, pourrait compromettre la sûreté de l'Etat. »

Les conclusions du Commissaire du Gouvernement ont été nous le savons adoptées par le Conseil d'Etat, lequel s'est toujours refusé à admettre qu'une grève put interrompre le fonctionnement d'un service public, de même qu'il a tou-



jours considéré dans l'exercice d'une fonction publique une collaboration qui n'avait rien de commun avec l'exercice d'une profession.

Cette collaboration impliquait la renonciation pour le fonctionnaire à l'exercice de certaines libertés.

La Haute assemblée, soit qu'elle eut à statuer sur des cas semblables à celui que nous venons d'étudier, soit qu'elle fut saisie de recours formés par des associations qui s'intitulaient syndicats, est restée fidèle à sa première interprétation. Citons pour mémoire l'arrêt Amabric (6 août 1910). Arrêt dont les considérants sont en tous points semblables à ceux de l'arrêt Winkel et enfin ceux des arrêts du 1<sup>er</sup> mars 1912 dont les considérants sont intéressants en ce qu'ils concernent non seulement le cas d'un fonctionnaire donnant son adhésion à une grève et provoquant celle de ses collègues, mais aussi (2<sup>e</sup> espèce) le cas de présomption de grève.

1<sup>re</sup> espèce : Affaire Trichit.

ARRÊT. — Le conseil d'Etat vu la loi du 22 avril 1905 art. 65, vu les décrets des 23 avril 1883, 9 novembre 1901, 9 juin 1906 et 18 mars 1909, vues les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872 ; considérant qu'il résulte des rapports de chef de poste central téléphonique et de l'ingénieur en chef que le sieur Trichit a donné publiquement son adhésion à la grève et qu'il a cherché à provoquer celle de ses collègues, qu'il n'est donc pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté attaqué comme pris en violation de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

Art. 1<sup>er</sup>. — La requête est rejetée.. du 1<sup>er</sup> mars 1912  
Conseil d'Etat ; MM. Baudenet, Rapporteur ; Chardenet  
Concl ; Raynal avocat.

Dans la deuxième espèce, le fonctionnaire défaillant est présumé avoir adhéré au mouvement et, bien qu'il affirme le contraire, ne produisant aucune preuve de la véracité du fait qu'il invoque voit son pourvoi rejeté.

2<sup>e</sup> espèce (Camboulas).

« Le conseil d'Etat considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Camboulas n'est pas venu prendre son service le 12 mai 1909 journée dans laquelle la grève a commencé ; que s'il allègue qu'à cette date il était malade, il ne produit aucun certificat établissant que son absence était due à une cause autre que son adhésion à la grève. (Le reste comme dans la 1<sup>re</sup> espèce).

Article 1<sup>er</sup> la requête est rejetée.

Du 1<sup>er</sup> mars 1912, Conseil d'Etat : MM. Bauderet Rapporteur ; Chardenet Concl. ; Raynal Avocat.

Enfin et plus récemment encore, nous retrouverons dans les attendus des arrêts en date du 13 janvier 1922 et 20 février 1925, la confirmation du principe récemment admis selon lequel les fonctionnaires ne sauraient se réclamer des libertés que la loi de 1884 accorde aux salariés des entreprises privées. « Considérant, lisons-nous dans l'arrêt du 22 février 1922 que les agents qui composent ces groupements (union syndicale des employés de l'octroi de Paris) ne peuvent se prévaloir de l'article 5 de la dite loi de 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920, qui accorde aux syndicats le droit d'ester en justice, les seules associations professionnelles dont cette loi ait prévu et autorisé la formation étant celles qui conformément aux articles 3 et 6 ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles de leurs membres ; qu'en effet il résulte tant des travaux préparatoires que des expressions limitatives employées dans les dits articles et dans l'article 6 où sont seuls mentionnés les syndicats de patrons et ouvriers ; que le législateur de 1884 n'a eu en vue que les représentants d'intérêts particuliers libres de discuter ensemble les relations du capital et du travail et non les fonctionnaires représentants des intérêts généraux ; que les derniers ont un régime propre, tout différent de celui du droit privé ; que bénéficiant d'un ensemble de garanties qui résulte des règlements relatifs à

leur carrière et à leur traitement, ainsi que des contrôles exercés par le Parlement sur le fonctionnement des administrations. Ils se sont par contre soumis en acceptant leur emploi, à toutes les obligations dérivant des nécessités mêmes du service public et ont renoncé à certaines facultés telles que le droit de grève, que suppose l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1884 et qui seraient incompatibles avec la continuité indispensable à la marche du dit service et à la vie nationale ; qu'en outre, le Parlement a dans la suite manifesté expressément sa volonté sur ce point ; que notamment la loi du 12 mars 1920 qui a eu pour objet d'étudier la capacité des syndicats et de rendre la loi de 1884 applicable aux professions libérales, ayant décidé qu'une loi spéciale fixera le statut des fonctionnaires il résulte de cette disposition et du rapport dont elle a été précédée que la législateur entend refuser aux associations de fonctionnaires le droit de se placer sous le régime de la loi du 21 mars 1884 ; que de ce qui précède, il résulte qu'en l'état actuel de la législation aucun groupement de fonctionnaires ne peut prétendre constituer un syndicat professionnel de la loi du 21 mars 1884 ayant comme tel qualité pour ester en justice, que par suite la requête présentée devant le conseil d'Etat en tant qu'elle est formée au nom du groupement qualifié comme il est dit ci-dessus n'est pas recevable, rejeté.

M. Dulers ; Rapporteur ; Berget, Commissaire du gouvernement.

Les tribunaux judiciaires ont eux aussi adopté les mêmes solutions, et refusé aux fonctionnaires le bénéfice des dispositions de la loi de 1884 en temps que celle-ci autorisait la création des syndicats professionnels et supposait implicitement l'usage du droit de grève pour la défense des intérêts corporatifs.

L'analyse des attendus du jugement rendu par le tribunal correctionnel de la Seine le 29 juin 1909 nous permet de saisir toute la connexité qui existe entre le droit syndical

le droit de grève ; de même qu'il nous donne un aperçu saisissant des différences existant entre la condition économique des fonctionnaires et celle des travailleurs de l'industrie.

« Attendu lisons-nous dans le jugement, que les prévenus sont poursuivis pour avoir commis une infraction à la loi de 1884 en constituant étant fonctionnaires, employés ou agents d'une administration publique, un syndicat dont les statuts ont été déposés à la préfecture de la Seine le 6 mai 1909 sous le titre de syndicat des P. T. T ».

« Attendu tout d'abord que le tribunal dans un débat juridique de cette nature doit se placer au moment même du vote de la loi de 1884 et ne peut par conséquent faire état, quelque valeur qu'elles puissent avoir des opinions particulières émises actuellement au sujet de cette loi pas plus que des ordres du jour votés par la Chambre des députés, qu'il en est de même en ce qui concerne les tolérances dont bénéficient quelques syndicats de fonctionnaires, ainsi que les autorisations officielles et officieuses de créer des syndicats données par certains ministres ; qu'il ne peut s'agir en effet que d'opinions personnelles et de décisions individuelles que le tribunal ne devra retenir qu'au point de vue de l'application de la peine à raison de l'influence certaine qu'elles ont pu avoir sur les décisions et les actes prévus ».

Ceci établi, le tribunal indique ensuite les raisons qui rendent inapplicables aux fonctionnaires les dispositions de la loi de 1884.

« Attendu que la loi de 1884 a eu pour but en supprimant l'article 416 du Code Pénal et en rendant inapplicables aux syndicats les art. 291, 292, 293, 294 du code pénal de permettre aux personnes désignées dans ladite loi de se grouper dans le but en ce qui concerne les patrons de lutter contre les exigences de la main-d'œuvre et la concurrence étrangère ; en ce qui concerne les ouvriers d'augmenter leur bien-être par l'élévation des salaires et la diminution des

journées de travail ; que, au bénéfice de cette loi, patrons et ouvriers pouvaient discuter et lutter à arme égale de concert en vue de la grève rendue licite.

« Attendu qu'il résulte très nettement des travaux préparatoires et de la discussion de ladite loi que seuls les intérêts des particuliers étaient en jeu, et non les intérêts de l'Etat c'est-à-dire les intérêts généraux du pays, que s'il en était autrement et si le législateur avait entendu étendre aux fonctionnaires le bénéfice de cette loi il n'aurait pas manqué d'abroger l'article 126 du code pénal, en même temps que l'article 416. »

Vient ensuite la condamnation de la grève dans les services publics, condamnation motivée par des raisons d'ordre public.

« Attendu que le droit de grève étant une des prérogatives de la loi de 1884 il ne se pourrait comprendre que les employés de l'Etat pussent en user, qu'en effet si on admet parfaitement ce droit exercé par les ouvriers qui traitent librement avec leur patron en mesure d'accorder ou de refuser ce qui lui est demandé on ne saurait l'admettre de la part d'employés de l'Etat chargés d'un mandat ou d'un service public, ou de fonctions présentant un intérêt public qu'ils agissent sous les ordres du pouvoir exécutif, mais qu'ils sont cependant régis, réglementés et payés conformément à des lois, des décrets lois ou des lois de finances votés par le pouvoir législatif ; qu'il pourrait arriver en conséquence que dans le cas où le pouvoir exécutif souhaiterait concéder à ses employés certains avantages demandés le pouvoir législatif les lui refusât, et qu'ainsi ces employés se trouveraient en lutte et peut-être en révolte contre les représentants de la nation souveraine.

« Attendu au surplus que l'Etat patron ne peut être assimilé à un patron ordinaire ; qu'il ne cherche en effet aucun bénéfice personnel, que ses employés touchent toujours le même salaire, indépendamment des fluctuations de la main-d'œuvre ; que ses exploitations sont toujours, même



si elles ne sont pas rénumératrices, faites au profit de l'intérêt général de tous les citoyens, qu'il sauvegarde tout à la fois et dans la mesure du possible les intérêts particuliers de ses fonctionnaires, et ceux de la nation toute entière ; qu'aucune assimilation n'est donc possible avec le patron ne recherchant dans son commerce ou son industrie que son intérêt personnel.

« Attendu qu'il résulte de ce qui vient d'être dit ci-dessus que le syndicat fondé par les prévenus ne rentre pas dans la catégorie de ceux prévus par la loi de 1884.

Par ces motifs déclare Q... et A... mal fondés en leurs conclusions et les en déboute condamne...

Prononcé la dissolution du syndicat national des agents des P. T. T. condamne les prévenus aux dépens.

Ministère public, M. Granier, Substitut du procureur de la République.

Plaidants : M. J. Bonzon et Paul, avocats.

Ce jugement a fait l'objet d'un appel devant la Cour de Paris. Celle-ci a rendu son arrêt le 27 octobre 1910 et a confirmé purement et simplement le jugement du tribunal correctionnel de la Seine ; c'est-à-dire, que bien qu'elle n'ait pas dans ces considérants visé explicitement la grève elle n'en a pas moins implicitement approuvé tous les attendus du jugement qui lui était soumis lorsqu'elle déclare que la loi de 1884 « est inapplicable aux agents de P. T. T. qui ne peuvent se dire au service d'un patron et dont les rapports de subordonnés vis-à-vis de l'Etat ne sauraient être assimilés à ceux qui existent entre patrons et ouvriers libres de discuter ensemble leurs intérêts respectifs concernant le capital et le travail (1). »

Nous arrêterons là nos citations, il nous semble avoir suffisamment démontré que les grèves de fonctionnaires quelles qu'elles soient ont été non seulement condamnées en doctrine, mais que la jurisprudence s'est montrée unanime à les réprouver.

(1) *Chambre correctionnelle*, 27 octobre 1910.

L'exercice d'une fonction publique est incompatible avec certaines libertés parce que cette fonction est intégrée en l'Etat lui-même, parce qu'elle en est la manifestation la plus directe, de sorte que seul l'Etat peut « en assurer la défense à l'encontre des tiers » (1). L'Etat reste donc souverain et, s'il est nécessaire que ses serviteurs puissent trouver dans les textes certaines garanties contre l'arbitraire, ainsi que la possibilité légitime de faire entendre leurs justes revendications, il est non moins indispensable que la vie nationale ne soit pas troublée par des conflits dont le caractère économique n'est souvent qu'une façade et dissimule les véritables intentions des agitateurs dont l'habileté n'a d'égale que la mauvaise foi.

(1) *Cassation. Chambres réunies, 25 juin 1923.*

## CHAPITRE II

### LA GRÈVE DANS LES SERVICES PUBLICS CONCÉDÉS.

#### 1<sup>re</sup> SECTION

Doctrine. — Définition du service concédé droits et obligations du concessionnaire. — Analyse du rapport juridique existant entre le concessionnaire et ses employés leur situation est dominée par l'acte de concession (restriction de la liberté individuelle).

#### 2<sup>e</sup> SECTION.

Les textes. — La jurisprudence. — Articles 430, 431, 432, Code pénal. Leur application. Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer articles 16-17-18-19-20. — Arrêt du Conseil d'Etat 18 juillet 1913 consacrant le droit pour les pouvoirs publics de remplacer le personnel défaillant. Conclusion de M. Helbronner commissaire du Gouvernement. — Conséquence de l'appel sous les drapeaux. — Refus de répondre à l'ordre de mobilisation. — Tribunal correctionnel Boulogne 7 décembre 1910. — Application de la loi du 15 juillet 1845; abandon de poste pendant la grève générale. — Arrêt Chambre criminelle 23 septembre 1920, 18 décembre 1920 (2 affaires). Arrêt de la Cour d'Aix 8 janvier 1921.

Conclusion.

Nous allons dans ce chapitre envisager la grève dans les services concédés. Ne pouvant faire porter notre étude sur l'ensemble de ces services, nous examinerons seulement le cas d'une grève dans les chemins de fer; ce service étant l'un des plus importants, on peut même dire le plus important parmi ceux organisés pour faire face aux besoins généraux de la collectivité.

## SÉCTION I

### La doctrine

Doit-on en ce qui concerne la grève assimiler les ouvriers et les employés d'un concessionnaire de service public aux ouvriers de l'industrie privée, ou bien doit-on les assimiler à des fonctionnaires ?

Ce problème est dominé par deux questions plus générales qu'il importe d'examiner avant tout, à savoir celle des obligations qui dérivent du contrat de concession de service public ainsi que celle des rapports juridiques existant entre le concessionnaire et ses agents.

On sait qu'il y a service concédé « lorsque l'Etat, un département ou une Commune, se déchargent sur un particulier ou une société privée, soit de l'exécution des travaux nécessaires à l'aménagement du service et de sa gestion pendant un certain temps, soit seulement de cette gestion sans rien verser à titre de rémunération, au concessionnaire, mais en lui donnant le droit de percevoir des redevances sur ceux qui usent du service. Il y a ainsi, à la base de la concession, une entente entre une personne morale de droit public et un particulier » (1).

Il y a donc à l'origine des rapports entre concessionnaires et administration, un acte de concession déterminant les droits et les obligations du concessionnaire.

Ces dernières seules nous intéressent : elles proviennent en premier lieu de la situation réglementaire créée par l'acte de concession : tout « d'abord le concessionnaire est obligé de continuer à assurer le service même si par suite de circonstances, son exploitation est en déficit, sauf à obtenir des indemnités s'il y a lieu, grâce à la théorie de l'imprévision. Ces principes se sont dégagés énergiquement pendant la guerre de 1914 pour les compagnies d'éclairage (Décret

(1) Rolland. — *Droit administratif*, 1928.

30 octobre 1916, conseil d'Etat 24 mars 1916, Gaz de Bordeaux S. 16-5-17 et ma note, 27 juillet 1917, Messageries maritimes, S. 17-3-33 et ma note).

Ensuite le concessionnaire est obligé de supporter la réglementation de la police organique sur le service concédé non seulement dans la mesure où le cahier des charges l'admet, mais encore dans la mesure où les textes de loi ou de règlement d'administration publique l'établissent, ainsi qu'il en est pour les chemins de fer, et les tramways (en vertu, de Loi, 11 juin 1842, art. 9, loi 15 juillet 1845, art. 21, Loi 11 juin 1880, art. 37).

Bien entendu, *à fortiori*, le concessionnaire est-il obligé de supporter les obligations nouvelles imposées par des lois nouvelles (Lois 21 juillet 1909 et du 22 juillet 1922 sur les retraites des employés de chemins de fer). Cette réglementation de police et cette législation peuvent lui imposer des obligations qui dépassent celles prévues au cahier des charges, il est tenu de s'y soumettre, sauf à lui demander une indemnité si elles sont de nature à rompre l'équilibre contractuel des conventions financières (Voir Conseil d'Etat, 11 mars 1910, Ministre des travaux publics, S. 1911, 3-1, et ma note et les conclusions de M. Blum) (1) ».

D'autre part des obligations d'une nature particulière peuvent être contresignées dans le cahier des charges spécial à la concession : elles sont relatives à l'exécution des travaux, à l'entretien des ouvrages et au service de l'exploitation. Il existe également des obligations légales pour les compagnies de Chemins de fer relatives à la mobilisation de l'armée.

Envisageons maintenant les rapports juridiques existant entre le concessionnaire et ses agents.

On sait que lors de la conclusion d'un contrat de travail entre ouvriers et patrons de l'industrie, la discussion porte à la fois sur les conditions de travail et sur la situation personnelle du travailleur.

(1) Hauriou. — *Droit administratif*, p. 797.



Cependant la liberté des parties n'est pas absolument la même dans les deux cas. Elle est complète en ce qui concerne la discussion sur la tâche à exécuter, sur l'étendue du travail à fournir, et sur la manière de l'effectuer ; s'agissant de la situation personnelle du salarié, la liberté des parties est moindre ; la législation est en effet intervenue pour régler par avance certaines conditions de travail, celles relatives au repos hebdomadaire ou à l'hygiène des ateliers par exemple.

Lors de la conclusion du contrat de travail à intervenir entre le concessionnaire et son personnel, les deux mêmes séries de points se trouvent à régler.

En ce qui concerne la situation du personnel du concessionnaire, ici encore la liberté des parties est limitée par les lois réglementant les conditions du travail. Elle l'est en outre le plus souvent soit par les clauses qui doivent se trouver dans les actes de concession relativement au personnel, celles prévues par les décrets de 1899 notamment, soit par des lois spéciales aux agents. La loi du 21 juillet 1909 sur les retraites des cheminots (loi modifiée le 22 février 1922).

« Il y a déjà une différence avec le contrat de travail intervenu entre les ouvriers d'une industrie privée et leurs patrons.

Mais voici comment la différence s'accroît, s'agissant de la détermination de la tâche à confier aux agents, du concessionnaire la liberté des parties est encore limitée. Elle l'est à raison des clauses de l'acte de concession qui règle l'organisation et le fonctionnement des services concédés, à raison du contrôle qui est toujours exercé sur le concessionnaire par les gouvernants et leurs agents, à raison enfin de l'obligation qui pèse sur le concessionnaire chargé d'assurer le fonctionnement du service à lui confié.

Ainsi, dans une certaine mesure, la mission confiée à l'agent du concessionnaire est réglée non seulement par le contrat de travail, mais par la loi du service, c'est-à-dire par

les clauses de l'acte de concession qui règle le fonctionnement et l'organisation du service.

La situation de l'agent reste une situation contractuelle mais le contrat est manifestement dominé par l'acte de concession (1). »

C'est ainsi que de même que l'acte de concession organisateur du service public est dominé par cette idée essentielle de la continuité de l'exploitation de ce service, de même le contrat qui unit le salarié au concessionnaire est lui aussi et sous peine d'illogisme, dominé par cette même idée ; contrat de travail soit, mais d'une nature toute particulière puisqu'il n'est conclu qu'en vue d'une coopération à un service qui, par définition, doit satisfaire sans arrêt aux besoins journaliers, non seulement des usagers, mais de la nation elle-même.

Il y a là un point très important, et sur lequel on ne saurait trop insister ; une obligation juridique pèse sur les agents du service concédé, celle de n'en pas entraver le fonctionnement ; ce serait un premier argument qui pourrait motiver le refus du droit de grève aux dits agents, tout au moins pourrait-on en déduire que le concessionnaire est en droit de remplacer autant que cela lui est possible le personnel défaillant.

« Si les salariés ont le droit de refuser leur travail les salariais doivent avoir le droit de ne pas les prendre.

Le droit de grève pour les uns implique le lock-out pour les autres. Or les compagnies de chemins de fer, par exemple, ne peuvent interrompre leur service. Dépend-il donc de leurs employés d'annuler le cahier des charges en suspendant leur travail ? Que devient la sécurité de l'Etat, si les précautions qu'il a prises pour assurer un service permanent peuvent être annihilées par la volonté d'individus non participants au contrat ? Quand ils ont sollicité ou accepté d'entrer en fonction, ils savaient les conditions du contrat qui

(1) Rolland. — *Revue de droit public et de science politique*, 1910. *La grève des agents d'un service concédé*.

les liait. C'est un contrat à longue échéance qui a une caractéristique : l'amélioration constante de leur situation au fur et à mesure de sa durée avec la retraite calculée d'après les salaires les plus avantageux des dernières années. Un jour le contrat ne convient plus à l'un d'eux. Il a le droit de donner sa démission dans des formes et avec des délais prévus ; mais voici qu'un jour 1, 20, 100, 1.000 agents abandonnent leurs bureaux, leurs aiguilles, leurs machines, vont tenir des réunions et poussés par des discours incendiaires, font la chasse aux renards, ou commettent des actes de sabotage ; mais ils n'entendent pas quitter la Compagnie ; ils entendent la forcer à changer les termes du contrat qu'ils avaient accepté ! Ils ont brisé le contrat et ils prétendent non seulement en conserver tous les bénéfices acquis, mais encore les augmenter. Les grévistes ont cette étrange conviction que le contrat est unilatéral et doit leur donner tous les droits et imposer toutes les charges à l'autre partie. Il suffit de mettre à jour ces prétentions pour démontrer que la grève est interdite à tous ceux dont l'engagement prévoit la permanence de l'emploi jusqu'à la mise à la retraite car ils ne peuvent faire grève qu'en violation du contrat qu'ils ont consenti et il est impossible de proclamer légal ce droit de violer les contrats (1).

Il y a plus, en se mettant en grève, ce n'est pas seulement aux compagnies que les agents peuvent causer un préjudice, mais à la nation entière. C'est elle en effet qui est la première atteinte, non seulement dans ses intérêts matériels et commerciaux, mais dans ses intérêts vitaux. En arrêtant les services des transports par voie ferrée, les cheminots font supporter à des particuliers des pertes énormes (mais qu'est-ce que cela devant l'idéal révolutionnaire ?) ils risquent de plus de compromettre le ravitaillement de certaines régions et enfin ils paralysent la défense nationale.

Vie et sécurité de la nation, intérêt particulier des agents

(1) Yves Guyot. — *Op. cit.*

des services concédés, voilà les deux facteurs du problème. Voilà les deux pôles entre lesquels penchent tour à tour suivant leur conception sociale ceux qui ont discuté sur cette question. Lors de la grève de 1910, M. Briand n'a pas hésité et a dégagé lumineusement la solution de ce problème quand parlant devant la Chambre le 29 octobre 1910 il disait : « Il n'est pas de liberté si respectable soit-elle, il n'est pas de liberté particulière ou corporative dont l'exercice soit susceptible de porter atteinte au droit de la nation à la vie. Je viens ajouter une chose messieurs, de l'extrême gauche qui va nous faire bondir d'indignation. Si en face d'une éventualité qui aurait mis la Patrie en danger, le gouvernement n'avait pas trouvé dans la loi la possibilité de défendre l'existence de la nation en sauvegardant ses frontières, eh bien ! pour s'assurer la disposition des chemins de fer c'est-à-dire l'instrument essentiel de défense nationale, aurait-il dû recourir à l'illégalité, il y serait allé, son devoir eût été d'y aller.

C'était peut-être s'engager sur un terrain dangereux que d'invoquer l'illégalité, mais on doit du moins en retenir ceci c'est que devant la carence du législateur, les pouvoirs publics ont le devoir d'agir. Nous constatons que la jurisprudence du Conseil d'Etat n'a pas désavoué cette manière de voir.

Et nous terminerons cet exposé par cette conclusion : d'une façon générale « l'intérêt privé doit s'incliner devant l'intérêt public sans cela aucune vie de société n'est possible, il n'y a plus que des conflits inévitables d'intérêts particuliers et d'égoïsme exaspérés.

Cela en tous cas est absolument certain lorsque l'intérêt public qui est en jeu est celui qui s'attache au fonctionnement des services publics » (1).

(1) Rolland. — *Loc. cit.*

## SECTION II

### Les textes. — La jurisprudence

Quels sont les textes qui dans notre droit répriment les grèves dans les services publics concédés et dans quelle mesure sont-ils applicables ?

Le Code Pénal dans les articles 430, 431, 432 a prévu le cas sous le titre de « délit de fournisseurs ». En voici le texte art. 430 « tous individus chargés comme membres de compagnie ou individuellement de fournitures, d'entreprises, ou régies pour le compte des armées de terre et de mer qui, sans y avoir été contraints par une force majeure auront fait manquer le service dont ils sont chargés, seront punis de la peine de la réclusion et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages intérêts ni être au-dessous de cinq cents francs, le tout sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi ».

*Article 431.* — « Lorsque la cessation de service proviendra du fait des agents des fournisseurs ; les agents seront condamnés aux peines portées par le précédent article.

Les fournisseurs et leurs agents seront également condamnés lorsque les uns et les autres auront participé au crime. »

Dans quelle mesure ces articles peuvent-ils trouver leur application en cas de grève ? Il semble que celle-ci soit moins aisée qu'on ne le puisse penser.

En effet l'article 430 concerne le cas où, un concessionnaire chargé d'effectuer des transports pour l'armée, retarde la livraison des fournitures ou même empêche que cette livraison ne s'effectue : mais encore faut-il qu'il s'agisse de fournitures destinées à l'armée ou à la marine. Par conséquent une grève des chemins de fer ne tombe pas nécessairement sous le coup des dits articles, car il peut très bien arriver que lors de la grève, aucune marchandise destinée aux armées ne soit en souffrance.



D'autre part si on lit attentivement les articles précités, on est bien obligé de constater qu'ils visent le cas de grève pendant la guerre ou tout au moins pendant la mobilisation. Que voudrait signifier sans cela le dernier paragraphe de l'art. 430 « le tout sans préjudices de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi » ? Quel ennemi ? Sinon celui avec qui le pays est en conflit.

Ceci est d'ailleurs corroboré par la lecture de l'article 432, lequel prévoit le cas ou des « fonctionnaires publics ou des agents préposés ou salariés du gouvernement, ont aidé les coupables à faire manquer le service » crime puni de la peine de travaux forcés à temps « sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi ».

Ces articles du Code pénal trouveraient leur application si les circonstances l'exigeaient, mais hormis le cas de guerre ou de mobilisation, il ne peut être question de les appliquer.

Là ne se bornent pas cependant les dispositions législatives relatives aux grèves dans les services concédés. En ce qui concerne les chemins de fer, le législateur a prévu le cas d'abandon de poste, abandon pouvant donner lieu à des sanctions.

La loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer contient des dispositions qui ont trouvé leur application lors des événements de 1920.

Sous le titre IV intitulé : des mesures relatives à la sûreté de la circulation des chemins de fer, nous relevons les articles suivants :

*Article 16.* — Quiconque aura volontairement détruit ou dérangé la voie de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation, ou employé un moyen quelconque pour entraver la marche des convois, ou les faire sortir des rails, sera puni de la réclusion.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera dans le premier cas, puni de mort, et dans le second de la peine de travaux forcés à temps.

*Article 17.* — Si le crime prévu par l'article 16 a été commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs auteurs, instigateurs, et provocateurs de ces réunions qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis, lors même que la réunion séditieuse n'aurait pas eu pour but direct et principal la destruction de la voie de fer.

Toutefois dans ce dernier cas, lorsque la peine de mort sera applicable aux auteurs du crime, elle sera remplacée à l'égard des chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions par la même peine des travaux forcés à perpétuité.

*Article 18.* — Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé de commettre un des crimes prévus en l'article 16 sera puni d'un emprisonnement de 3 à 5 ans dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, et d'une amende de 100 à 500 francs.

Si la menace avec ordre ou conditions a été verbale le coupable sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 100 à 500 francs.

Si la menace sans ordre ou condition a été verbale le coupable sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois et d'une amende de 25 à 300 francs (Abrogé par la loi du 27 mai 1885) dans tous les cas le coupable pourra être mis par le jugement sous la surveillance la haute police, pour un temps qui ne pourra être moindre de 2 ans ni excéder 5 ans.

*Article 19.* — Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements aura involontairement causé sur un chemin de fer ou dans les gares ou stations un accident qui aura occasionné des blessures, sera puni de 8 jours à 6 mois d'emprisonnement et d'une amende de 50 à 1.000 francs.

Si l'accident a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes l'emprisonnement sera de 6 mois à 5 ans et l'amende de 300 à 3.000 francs.

*Article 20.* — Sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans tout mécanicien ou conducteur garde-frein qui aura abandonné son poste pendant la marche du convoi.

Voici brièvement indiqué les textes qui ont trait aux grèves dans les services publics concédés et particulièrement dans les chemins de fer.

Il n'y a en réalité aucune disposition de loi formelle qui refuse aux cheminots de droit de grève.

Est-ce à dire que devant ces grèves le gouvernement soit resté inactif, nous savons qu'il n'en est rien et que en 1910 M. Briand n'a pas hésité à mobiliser les cheminots, ce qui a eu pour effet de provoquer outre les protestations des intéressés, le dépôt au conseil d'Etat d'un recours pour excès de pouvoir par le syndicat national des chemins de fer de France et des colonies. Le conseil d'Etat a statué sur ce recours, le 18 juillet 1913 ; il a consacré dans cet arrêt le droit pour le ministre de la guerre de remplacer le personnel défaillant et s'est refusé à admettre la thèse des requérants selon laquelle le ministre aurait commis ce faisant un détournement de pouvoir.

ARRÊT. — 18 juillet 1913, Syndicat national des chemins de fer de France et des colonies, MM. Wurtz rap. ; Helbronner, commissaire du gouvernement ; MM. Monard et Regray, Av.

Vu la requête présentée par le syndicat national des chemins de fer de France et des colonies agissant, poursuites et diligence de son secrétaire général et en tant que de besoins pour le sieur Pijoury ancien ouvrier ferblantier aux ateliers du Landy de la Compagnie des chemins de fer du Nord., tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler pour excès de pouvoir, un arrêté du ministre de la guerre en date, du 11 octobre 1910 portant ordre d'appel sous les drapeaux du per-

sonnel de la 5<sup>e</sup> section des chemins de fer de campagne et des subdivisions complémentaires territoriales qui y sont rattachées ainsi que du personnel de la division de la traction de la 8<sup>e</sup> section pour une période de 20 jours à dater du 13 octobre 1910, ordre notifié personnellement au sieur Pijoury par convocation du commandant de recrutement du 5<sup>e</sup> bureau du Département de la Seine en date du 12 octobre 1910. Ce faire attendu que l'arrêté ministériel est entaché de détournement de pouvoir : qu'il a été pris dans le but non dissimulé de contraindre les ouvriers et employés de la Compagnie de chemins de fer du Nord qui venaient de se mettre en grève à reprendre le travail, qu'en déclarant la grève les employés de la compagnie du Nord n'ont fait qu'user d'un droit qui leur appartient depuis les lois du 25 mai 1864 et 21 mars 1884 et qu'aucun texte de loi ne leur a enlevé...

Sur le premier moyen...

Sur le second moyen...

Sur le moyen de ce que le ministre de la guerre aurait usé de ses pouvoirs dans un but autre que celui en vue duquel ils lui ont été conférés. Considérant qu'en convoquant au cours d'une grève pour une période de service de 21 jours à accomplir sous le régime militaire les employés et ouvriers de la compagnie des chemins de fer du Nord faisant partie de la 5<sup>e</sup> section et de la 8<sup>e</sup> section des chemins de fer de campagne et des subdivisions complémentaires rattachées à ces sections, le ministre de la guerre a entendu assurer la continuité du service des chemins de fer, dont le fonctionnement régulier et ininterrompu est à toute époque indispensable à la sécurité du territoire et à la défense nationale, qu'ainsi la décision a été prise pour la sauvegarde des intérêts dont le ministre de la guerre a la charge.

Rejette.

Nous retrouvons ici, le principe déjà indiqué dans l'arrêt Winckel, sous une forme un peu différente, principe selon lequel le gouvernement est tenu, de prendre des mesures

propres à assurer le fonctionnement des services publics en cas de grève.

M. Helbronner commissaire du gouvernement, après avoir démontré la prédominance des intérêts de la collectivité sur les intérêts privés aussi respectables soient-ils affirme le droit pour le ministre, responsable de la sécurité du pays, d'user de tous les moyens que la loi met à sa disposition pour l'assurer.

« Le service des chemins de fer, a-t-il dit n'est pas seulement un service public, c'est un service militaire, dont la permanence et la continuité importent au plus haut point à la défense nationale.

Ce n'est pas seulement au moment de la mobilisation lorsque par l'effet de l'article 22 de la loi du 8 décembre 1888 le service des chemins de fer est remis entre les mains de l'autorité militaire, c'est à toute heure en tous temps que cet instrument indispensable à la mobilisation doit être en parfait état de fonctionnement.

Le gouvernement ne peut pas laisser interrompre le mouvement de ces artères de la vie nationale, et le ministre de la guerre ne peut laisser s'arrêter le service des chemins de fer pas plus qu'il ne peut dégarnir les forteresses ou les garnisons qui couvrent nos frontières...

C'est pour parer à ce danger, pour assurer un service public militaire, que le ministre de la guerre a appelé sous les drapeaux le personnel de la Compagnie du Nord affecté aux sections et subdivisions complémentaires de chemins de fer ».

Et après avoir rappelé les avantages qui restaient attachés à la situation d'employé de chemin de fer, avantages qui ont pour contre-partie certaines obligations entre autres celles d'être à la disposition du ministre de la guerre. M. Helbronner conclut : « Dans ces conditions, messieurs, les droits respectifs des agents des chemins de fer et des compagnies dans l'exécution ou la rupture du contrat de travail, sont singulièrement dominés par la nécessité d'assurer



avant tout la vie nationale. Car nous ne cesserons de le répéter, avant les droits des individus, avant les intérêts des syndicats professionnels ou des sociétés commerciales, il y a les droits de la collectivité ; l'intérêt général de la nation française, le droit pour un pays de ne pas laisser porter atteinte à ses forces et de faire pour cela usage de toutes les armes que lui fournissent les lois.

Que les agents et ouvriers des compagnies de chemins de fer comme les compagnies qui les emploient, comprennent donc que leurs intérêts particuliers, si respectables qu'ils soient, sont absolument subordonnés à cet intérêt supérieur de la défense nationale qui vient ici fixer l'étendue de leurs devoirs et la limite de leurs droits.

Nous estimons donc qu'en appelant sous les drapeaux pour une période d'instruction de 21 jours le personnel des sections et subdivisions militaires des chemins de fer, lors de la grève générale de la Compagnie du Nord, le ministre de la guerre a agi dans la limite de ses pouvoirs, nous dirons également de son devoir. Nous concluons au rejet de la requête. »

Le conseil d'Etat en rejetant le pourvoi du syndicat national des chemins de fer, a démontré la possibilité, pour l'autorité publique d'assurer la continuité du fonctionnement du service des chemins de fer. Bien qu'aucun texte de loi n'interdise aux cheminots d'user de la faculté de se mettre en grève, ceux-ci ne peuvent malgré tout se prévaloir de cette faculté leur situation spéciale de collaborateurs à un service les contraignant à subir les exigences de ce service.

L'appel sous les drapeaux des cheminots a eu d'ailleurs pour conséquence directe de les rendre justiciables en cas de délit non plus des tribunaux correctionnels mais bien des tribunaux militaires. Ainsi en a jugé le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer, le 7 décembre 1910.

En l'espèce il s'agissait d'un agent des chemins de fer qui, ayant reçu l'ordre de mobilisation, l'avait non seulement

déchiré mais avait exhorté ses camarades à ne pas rejoindre leurs postes.

Traduit en correctionnelle pour provocation de militaire à désertier leur poste, cet agent a été renvoyé devant les tribunaux militaires, considéré comme relevant de l'autorité militaire laquelle l'avait mobilisé.

La grève des cheminots prend en cas de mobilisation le caractère d'une véritable désertion. Est-ce à dire que, au cas où les autorités ne recourraient pas à cet ultime moyen, elle n'impliquerait pour les grévistes aucune conséquence fâcheuse.

Sans parler du sabotage, délit prévu et puni nous le savons par les articles 16 et 17 de la loi du 15 juillet 1845 de peines sévères, la grève par elle-même, peut constituer un délit ; n'est-elle pas caractérisée par ce fait que l'agent refuse d'accomplir la mission à lui confiée ?

Or la jurisprudence, a par une très judicieuse et très large interprétation de l'article 20 de la loi du 15 juillet 1845, décidé que la grève pouvait, dans certains cas, être considérée comme un abandon de poste.

On se souvient sans doute des termes de l'article 20 : « sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans tout mécanicien ou conducteur garde-frein, qui aura abandonné son poste pendant la marche du convoi. »

La généralité des termes employés permet donc de sanctionner la grève et d'infliger des peines prévues par la loi.

C'est ainsi que la Chambre criminelle a, par trois arrêts, décidé que le terme « abandon de poste » s'appliquait non seulement au cas où devant un danger imminent, les mécaniciens et gardes-freins auraient failli à leur devoir, mais aussi à toutes les hypothèses dans lesquelles ces agents auraient abandonné leur poste.

Ce délit ne résulterait, pendant la marche du convoi, non pas simplement de l'abandon matériel de celui-ci par le mécanicien ou le conducteur garde-frein, mais aussi du fait pour un agent de se refuser en cours de marche à exécuter la mission qu'il avait la charge d'accomplir.

Commet donc le délit d'abandon de poste le mécanicien qui sur l'avis de la grève générale donné par le secrétaire d'un syndicat, arrête sa machine et refuse d'obtempérer à l'ordre du chef de gare, de continuer sa marche et conduit sa machine au dépôt.

Ainsi en a jugé la Chambre Criminelle lorsque dans son arrêt du 23 septembre 1920 elle a cassé un arrêt de la Cour d'Alger du 10 juillet 1920.

Ministère public c Cassé et Duchenoy.

LA COUR. — Sur le moyen unique pris de la violation par refus de l'application de l'article 20 de la loi du 15 juillet 1845.

Vu le dit article de la loi, attendu que l'abandon de poste pendant la marche du convoi est réprimé par l'article de la loi ci-dessus visé, ne consiste pas seulement dans l'abandon matériel du convoi par le mécanicien ou le conducteur garde-frein, qu'il résulte aussi du fait par ces agents de cesser en cours de marche, d'exécuter la mission qu'ils avaient la charge de remplir.

Attendu qu'il est énoncé dans l'arrêt attaqué (Alger, 10 juillet 1920) que le 1<sup>er</sup> mai 1920 à 12 h. 10 le train formé à Constantine à destination de Philippeville se mettait en route au coup de sifflet du chef de gare, qu'à ce moment Duchénoy, secrétaire d'un syndicat courut jusqu'à la hauteur de la machine et cria au mécanicien Cassé que la grève générale était déclarée, que Cassé arrêta alors sa machine qui avait parcouru 40 mètres, qu'il refusa d'obtempérer à l'ordre du chef de gare de continuer sa marche, qu'en présence de ce refus le chef de gare lui donna l'ordre de conduire sa machine au dépôt, ce qu'il fit immédiatement. Attendu que ces faits, alors que le mécanicien Cassé avait la mission de conduire le convoi de Constantine à Philippeville, caractérisent le délit prévu par l'article 20 de la loi du 15 juillet 1845 qu'en jugeant le contraire l'arrêt attaqué a violé cet article de Loi.

Par ces motifs le casse. Du 23 septembre 1920, Chambre

Criminelle : M. Boulloche-La Borde, rapporteur ; Pean, avocat général.

D'autre part saisie de deux recours contre les arrêts rendus par les cours d'Appel d'Alger (19 juillet 1920) et de Bordeaux (29 juin 1920) la Chambre criminelle a confirmé son interprétation première de l'article 20 de la loi de 1845, en donnant aux termes contenus dans cet article un sens très large. C'est ainsi qu'elle a décidé que les expressions « pendant la marche du convoi » devaient s'appliquer à toute la durée du parcours que ce convoi doit effectuer, qu'il circule ou stationne, qu'il soit en pleine campagne ou en gare », la présence des agents désignés par la loi « étant nécessaire dans les divers cas où ils ont à effectuer des manœuvres prévues par les règlements » (Deux arrêts Chambre criminelle, 18 décembre 1920). Cette jurisprudence vivement critiquée semble cependant devoir être adoptée définitivement. Notons en effet que la Cour d'Aix saisie comme cour de renvoi s'y est conformée, s'efforçant de donner à l'argumentation de la Cour suprême une argumentation plus ferme.

Aix, 8 janvier 1921.

ARRÊT. — Attendu qu'il est résulté de l'information à laquelle il a été procédé devant le tribunal correctionnel de Constantine, que le 1<sup>er</sup> mai 1920 à 12 h. 10 minutes, le train formé à la gare de cette ville à destination de Philippeville venait de se mettre en marche et avait déjà parcouru une distance de 30 à 40 mètres, lorsque le sieur Duchénois secrétaire du syndicat des chemins de fer de Philippeville se précipita vers la machine et transmit au mécanicien Cassé l'ordre de s'arrêter, la grève générale ayant été déclarée ; qu'aussitôt celui-ci siffla aux freins, arrêta le convoi, descendit à terre et refusa malgré la sommation du chef de gare de continuer sa marche, qu'il se borna à remiser sa machine au dépôt, que les prévenus n'ont pas contesté la matérialité de ces faits ; qu'ils ont seulement prétendu que

l'article 20 de la loi du 15 juillet 1845 ne leur était pas applicable, cet article ne réprimant que l'abandon de poste commis en cas d'accident, et Cassé n'ayant point abandonné son poste puisqu'il a conduit sa machine au dépôt ;

Attendu que les termes de la loi « abandon de poste pendant la marche du convoi » sont trop clairs et trop généreux pour permettre une interprétation aussi limitée, qu'ils impliquent au contraire tous les cas d'abandon quels qu'ils soient, et ce pour la sauvegarde et dans l'intérêt des voyageurs ; par cela même tout délaissement du lieu assigné à l'agent pour l'exercice de sa fonction ; que le lieu du poste assigné à Cassé était non pas seulement sa machine mais le convoi tout entier qu'il avait l'obligation de conduire et qu'il avait commencé de conduire à Philippeville ; que la méconnaissance par Cassé de sa fonction, son acte intentionnel, constitue donc non pas un simple refus d'obéissance, mais bien un délit dont Duchénoy s'est fait le complice et qui, à raison des troubles graves que subissent l'ordre public et la vie économique, doit être réprimé avec une certaine sévérité.

Par ces motifs, confirme etc...

du 8 janvier 1921, Cour d'Aix ; Ch. corr.



## LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LES TRAVAILLEURS NON COLLABORATEURS ET UN SERVICE PUBLIC OU CONCÉDÉ

Les deux chapitres qui précèdent ont été consacrés à l'étude des grèves de fonctionnaires et employés des services publics concédés tant au point de vue des questions juridiques qu'elles soulèvent, qu'au point de vue des solutions que leur a données la jurisprudence.

Nous avons constaté que, bien que les textes fissent défaut qui aient interdit ces grèves, les tribunaux aussi bien administratifs que judiciaires n'ont pas hésité à suppléer à la carence du législateur, pour sauvegarder la vie sociale ; la grève même corporative, ne saurait, en effet, être tolérée dans les services publics *à fortiori*, serait-elle moins admissible lorsqu'elle aurait pour objectif une solidarité quelconque avec un mouvement ouvrier généralisé.

Néanmoins, ces constatations, pour importantes qu'elles soient ne nous suffisent pas, et ce serait « saboter » la question que de l'envisager à ce point de vue seulement.

Il nous faut maintenant étudier le cas d'une grève générale à laquelle participeraient tous les travailleurs, hormis les fonctionnaires et salariés des services publics ; une pareille grève est-elle légale ?

Les thuriféraires de la grève générale ont prétendu, il y a longtemps, que celle-ci présentait cet avantage énorme sur les autres méthodes révolutionnaires, de permettre aux travailleurs de commencer la révolution « tout en restant dans la légalité (1) ».

(1) Vandervelde. — *La grève générale*.

La loi ne leur a-t-elle pas en effet reconnu le droit de grève ?

Ce qu'une corporation peut faire, d'autres le peuvent en même temps, et à les entendre le législateur, s'il est logique, serait victime de ses propres prescriptions et ne pourrait sans abus de pouvoir intervenir pour empêcher ce que lui-même a permis.

N'a-t-on pas d'ailleurs invoqué, à l'encontre des adversaires de la grève générale certains arguments tirés des lois elles-mêmes ou de leurs travaux préparatoires ? et, lors des interpellations sur la grève générale de 1920 n'a-t-on pas été puiser de bonnes raisons pour la défendre et la justifier jusque dans le rapport présenté en 1864 par Emile Olivier !

Ces arguments, présentés d'ailleurs pour les besoins de la cause, pour fallacieux qu'ils soient, méritent qu'on s'y arrête.

Pour mieux les réfuter nous étudierons donc les textes et les rapports dont se réclament les défenseurs de la grève générale.

## CHAPITRE I

### LA LOI DE 1864

#### 1<sup>re</sup> SECTION

De la légalité de la grève générale révolutionnaire au point de vue historique, impossibilité de trouver dans la loi de 1864 des arguments susceptibles de justifier la légalité de la grève générale.

Étude du rapport d'Emile Olivier, sa conception purement économique de la grève les arguments qu'il invoque à l'appui de sa thèse. — Le droit pour l'ouvrier de défendre son salaire — La liberté des coalitions tuera les grèves.

#### 2<sup>e</sup> SECTION.

Étude des travaux préparatoires de la loi de 1864. — Rapports Alain Targe et Lagrange. — Nécessité d'accorder aux travailleurs le droit syndical, corollaire du droit de grève, l'avenir possible des syndicats organes de défense professionnelle et sociale. — Discours de W. Rousseau prononcé à Saint Mandé. — Le syndicat organe de pacification sociale.

C'est la loi du 25 mai 1864 qui a abrogé les articles 414-415 du Code pénal et a rendu licites les coalitions.

Emile Olivier a rappelé lui-même les circonstances dans lesquelles se décida cette importante réforme ; ce fut à l'issue d'un entretien qu'il eut, en novembre 1863, avec Morny, entretien, au cours duquel, ce dernier lui ayant fait part des intentions, d'ailleurs hésitantes de l'Empereur, qui se refusait à toute concession nouvelle, il conclut : « Dans tous les cas, à défaut d'une nouvelle extension des libertés politiques, obtenez-en une loi sur la liberté des coalitions ; puisque nous ne pouvons avancer d'un côté, avançons de l'autre. Toute la classe populaire est allumée, sur cette

liberté des coalitions le récent procès des typographes a démontré les duretés vraiment iniques de la loi actuelle, un nouveau procès de ce genre serait matériellement impossible. Conseillez l'abrogation d'une loi injuste qui blesse et opprime le travailleur et méconnaît son droit primordial de se concerter sur les conditions auxquelles il accordera son travail. Oh ! répondit Morny, je crois que j'obtiendrai cette loi. L'Empereur est bon, il aime le peuple, il a déjà marqué son penchant par les grâces accordées aux ouvriers condamnés, je crois qu'il ne refusera pas (1). »

Un projet de loi en ce sens fut donc déposé sur le bureau de la Chambre le 19 février 1864, projet qui, s'il exemptait de toute peine les coalitions honnêtes et pacifiques, n'admettait pas d'une manière absolue le droit de coalition avec toutes ses conséquences ; c'était donc simplement une modification et non une abrogation.

Emile Olivier fut loin d'approuver ce projet : « La distinction entre les coalitions frauduleuses et celles qui ne le sont pas, entre les coalitions paisibles et les coalitions violentes est inadmissible, disait-il à Morny. Qui jugera celles qui sont innocentes et celles qui sont coupables. Les tribunaux ? Les voilà alors maîtres du droit de coalition. »

Morny, convaincu de l'excellence de ce raisonnement s'employa de son mieux et bientôt Olivier fit parti de la commission qui devait préparer le projet de loi. Mais laissons lui la parole.

« Voici comment je conçus la loi que Morny m'avait engagé à préparer.

« Sans doute, l'idéal serait de ne permettre que les grèves justes et d'interdire celles qui ne le sont pas. Mais comment y parvenir ? Réussit-on à établir un tribunal assez impartial, assez éclairé, pour citer à sa barre toute coalition et lui demander de se justifier, comment pourrait-il apprécier les raisons des ouvriers, si ce n'est en les confrontant avec les

(1) Emile Olivier. — « La loi sur les coalitions », *Revue des deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1901.

patrons. Ceux-ci alors seraient obligés de révéler les secrets de leurs affaires, d'offrir à la discussion, leurs prix de revient, leurs bénéfices, d'étaler leurs bilans sur le marché, de raconter ce que les administrateurs mêmes des compagnies anonymes n'expliquent pas à leurs actionnaires ; il n'y aurait plus ni secret commercial et industriel, ni initiative, ni sécurité. On ne conçoit pas de moyen terme entre interdire toutes les coalitions ou les permettre toutes, laissant à ceux qui les feront de discerner à leurs risques et périls celles qui sont justes et celles qui ne le sont pas.

Je proposais de les permettre toutes, à la condition, toutefois que personne ne fut contraint par la violence ou par la fraude d'y participer. Tolérer une coalition imposée de la sorte, équivaldrait à autoriser le vol avec effraction et escalade ; car le travail est la première des propriétés, d'autant plus sacrée et inviolable qu'elle est la seule du pauvre.

Par cette raison, il me parut impossible d'abroger purement et simplement les articles punissant les coalitions. Sans doute, il existait dans le Code pénal des articles contre les violences, mais ces peines étaient insuffisantes, il fallait les aggraver en proportion de l'aggravation du délit lui-même (1).

La majorité de la commission ayant accepté ces données s'occupa de la rédaction de la loi. « Nous ne décrétâmes pas expressément la liberté des coalitions, le mot n'y est pas même prononcé. Nous abrogeâmes les peines qui les frappaient et les remplaçâmes par d'autres, prononcées contre ceux qui porteraient atteinte à la liberté du travail.

Ce système était tout à fait différent de celui du conseil d'Etat : dès que des violences graves ou légères, matérielles ou morales, se mêlaient à la coalition, d'après le projet du conseil d'Etat, elle cessait d'être licite, devenait délictueuse, passible de poursuites. Dans notre loi, quoi qu'il advienne, la coalition continuera d'être licite ; on poursuivra les faits

(1) Emile Olivier. — « La loi sur les coalitions », *Revue des deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1091.



délictueux qui s'y mêlent, elle-même restera indemne et continuera librement son cours (1). »

Voilà, fidèlement rapportées par Olivier lui-même les circonstances qui ont précédé le vote de cette loi ; si nous avons cité de larges extraits de cet article écrit en 1901, c'était surtout pour que l'on ne put nous accuser d'avoir dénaturé les textes, et de les avoir utilisés au mieux de notre argumentation.

Certes, Olivier se refusait à faire la distinction entre les coalitions juste ou injustes, entre celles qui apparaissaient honnêtes ou frauduleuses, entre celles qui se dérouleraient dans le calme et les autres entachées de violences et d'excès, malheureusement trop souvent répétés. Mais, cette liberté complète qu'il réclamait il ne l'admettait pas sans contre partie : si l'impartialité des tribunaux ne lui était pas un sûr garant de l'application honnête d'une loi qu'il jugeait oppressive lorsqu'elle n'accordait qu'une demi-liberté ; la responsabilité des individus lui apparaissait au contraire comme un contre poids suffisant aux excès possibles d'une pratique toute nouvelle pour les travailleurs.

Est-il donc possible d'affirmer que lorsqu'il réclamait le droit pour les salariés de se coaliser librement, Olivier ait pu envisager, ne fut-ce qu'un instant, l'éventualité d'une grève générale révolutionnaire, et considérer une pareille grève comme parfaitement licite.

Si l'on accepte ce raisonnement, on est bien obligé de conclure que la loi de 1884 sur les syndicats professionnels est beaucoup moins libérale que celle de 1864. N'a-t-elle pas autorisé en effet les salariés à se grouper, mais seulement « pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels ».

Mais alors, cette dernière loi, aurait restreint la liberté de coalition, puisqu'elle ne permettrait les grèves que dans certains cas bien déterminés ? Ce qui en 1864 aurait été licite, ne le serait plus en 1884 ? 20 ans auraient suffi pour

(1) Emile Olivier. — « La loi sur les coalitions », *Revue des deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1901.

enlever aux travailleurs la possibilité de s'affranchir du joug capitaliste en rendant inutilisable la seule arme qu'ils aient entre les mains !

C'est jouer sur les mots, et leur attribuer un sens qu'ils n'ont pas : Jamais E. Olivier n'a envisagé la grève générale lorsqu'il s'est refusé à distinguer entre les grèves justes et injustes.

Bien loin de préconiser les grèves, il recommande aux ouvriers d'observer une grande prudence dans leur emploi et de ne s'y résoudre qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation.

Comment ne pas se souvenir des appels à la sagesse, à la modération, des appels presque pathétiques qu'il leur adressait dans son rapport.

« Osons le dire, écrivait-il, la certitude des rudes épreuves réservées à ceux qui entrent dans des grèves, est un des motifs principaux en faveur de la liberté des coalitions. La garantie, nous la plaçons dans le mal que se feront à eux-mêmes les imprudents qui abuseront du droit de se coaliser. Loin d'être insuffisante, la peine sera souvent plus sévère qu'il ne serait désirable. Qu'ils hésitent longtemps avant de se servir du droit qu'on leur donne.

« Qu'ils n'y aient recours qu'à la dernière extrémité, en désespoir de cause, quand toute chance d'arrangement sera définitivement évanouie. Tous ceux qui leur sont dévoués de cœur et non des lèvres les en supplieront ; qu'ils ne se précipitent pas en aveugles dans les coalitions, qu'ils ne se confient pas trop aux promesses de la grève, Des dangers les menacent désormais dont ils ne connaissent pas la gravité. En même temps que la liberté s'est accrue, se sont accrues aussi les occasions de faillir. Et toute faute, qu'ils y pensent bien, retombera en malheurs, en larmes sur eux, beaucoup plus que sur les patrons qui peuvent attendre, beaucoup plus que sur la société qui sait se défendre !

La grève, c'est la guerre avec ses nécessités, avec son caractère destructeur, ses duretés, ses violences, ses colères,

avec son accompagnement obligé de deuils, de dévastations. Comme à la guerre, dans les grèves, les innocents sont atteints pour les coupables, les femmes les enfants, les vieillards supportent les maux qu'ils n'ont point causés. De la grève comme de la guerre il sort quelquefois du bien, mais un bien mêlé d'amertume, qui laisse après lui les longs ressentiments, dont on ose à peine se réjouir mais un bien tellement semblable au mal que l'historien a peine à l'en distinguer et que le philosophe n'y parvient pas. La grève ne sera vaincue qu'à force de liberté et d'instruction. L'expérience du passé le prouve : la défendre, c'est en allumer le désir ; la permettre, ce sera en inspirer la terreur.

Avec le temps, la liberté des coalitions tuera les grèves.

Quand les ouvriers auront touché de leurs propres mains les limites infranchissables de la volonté humaine, quand ils se seront exercés au maniement des faits, à la connaissance des lois économiques ; quand ils auront plusieurs fois encouru pour leurs entreprises injustes les censures de l'opinion publique, toujours disposée à les soutenir tant qu'ils sont désarmés, quand de leur côté, les patrons, avertis des épreuves auxquelles ils sont exposés auront redoublé de bienveillance et de sagesse, les grèves deviendront plus rares, et d'un antagonisme passager naitra, sinon l'accord sans nuages, du moins l'habitude des discussions loyales et conciliantes » (1).

Ces quelques lignes, encore qu'elles témoignent peut-être d'un espoir exagéré en la sagesse humaine, et de quelque inquiétude sur l'avenir, suffisent déjà à nous éclairer.

Un examen minutieux du rapport tout entier nous permettra de saisir toute la pensée du créateur de la loi : celui-ci s'est placé au seul point de vue corporatif.

Il s'est efforcé de légitimer le droit de coalition par la nécessité qu'il y avait de permettre aux travailleurs de débattre leur salaire, et de le débattre librement. Il n'est aucu-

(1) « La loi des coalitions », *Revue des deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1901.

nement question d'autre chose et c'est bien dans le cadre corporatif que doit s'exercer la coalition.

Voyons un peu quels arguments il invoque en sa faveur.

Il s'est appliqué à la fois à présenter la coalition comme logique en elle-même et à la différencier de la grève aussi bien que de l'association ». Si un ouvrier peut, sans s'exposer à aucune répression, débattre les conditions de son travail, l'accorder ou le refuser, pourquoi plusieurs ouvriers réunis ne pourraient-ils pas faire de même ?

Comment concevoir que le même acte innocent quand il est accompli par un seul devienne coupable dès qu'il l'a été par plusieurs ?

. . . . .  
Voulez-vous apprécier la légitimité d'une action ?

« Voyez-vous a écrit Kant, si en généralisant l'action que vous allez faire vous pouvez la considérez comme une loi de l'ordre général dont vous faites partie ».

Pour déconsidérer les coalitions on affecte en général de les confondre avec les grèves comme pour les défendre on s'obstine à les assimiler aux associations. La grève est sans doute un effet possible de la coalition mais elle n'est pas la coalition.

Se coaliser, c'est proprement au sens exact s'entendre, se concerter, prendre une décision en commun sur les conditions de travail, la grève peut suivre ou ne pas suivre, elle est la sanction de la coalition elle ne constitue pas la coalition elle-même.

La coalition peut conduire à employer ce moyen extrême elle peut aussi se dénouer sans y recourir et grâce à une transaction et à l'abandon des prétentions irréfléchies ne pas sortir de la période toute pacifique de l'accord et des négociations.

Il n'est pas plus exact de dire, la coalition, c'est la grève qu'il ne le serait parce que le gendarme peut être appelé à prêter main forte à la loi violée de définir la loi l'intervention du gendarme.



La coalition n'est pas non plus l'association ; on s'associe pour poursuivre à l'aide d'une action commune, continuer pendant un certain temps la réalisation d'une affaire ou d'une idée, on se coalise pour obtenir par une action commune d'une durée restreinte un changement dans les conditions du travail, l'association suppose nécessairement une organisation, la coalition n'exige qu'une entente momentanée l'association crée un intérêt collectif distinct de l'intérêt des associés, la coalition donne simplement plus de force à l'intérêt individuel de chaque coalisé » (1).

Ainsi, puisque la coalition n'est formée que de l'accord intervenu entre plusieurs personnes pour exercer en commun le droit qui appartient incontestablement à chacune d'elles, il semble logique que le droit de se coaliser soit reconnu.

Mais cet argument n'est sans doute pas suffisant et Olivier examine avec impartialité les devoirs de l'Etat vis-à-vis des individus.

« On refuse aux ouvriers le moyen de défendre leurs salaires ou d'en obtenir l'augmentation légitime, tout droit doit cependant être protégé et plus que tout autre le droit sacré de retirer de sa sueur une rémunération équitable.

L'ouvrier ne pouvant se protéger lui-même, comment l'Etat refuserait-il sans commettre un déni de justice, de défendre ceux qu'il a désarmés. Les travailleurs ne se sont pas mépris, ils ont toujours considéré la prohibition de se coaliser comme impliquant le devoir pour le gouvernement. d'intervenir dans la fixation des salaires ; vous ne voulez pas que nous nous concertions, ont-ils dit, soit ! mais alors, ramenez à la raison nos patrons tout au moins soyez arbitres entre eux et nous.

Plus d'une fois le gouvernement a accueilli cette prière. Lors de la grève, des typographes suppliaient d'intervenir, il a compris le péril de ces condescendances, les responsabi-

(1) *Rapport d'Emile Olivier sur la loi de 1864.*



lités qu'elle le forçait d'assumer, les perturbations qu'elle amènerait tôt ou tard et qu'après avoir dit « aidez-nous » un jour les ouvriers diraient « faites-nous vivre » et M. le Ministre Rouher a répondu qu'il ne pouvait intervenir dans le règlement des conditions du travail (lettre du 2 mai 1862 aux ouvriers typographes).

. . . . .

L'intervention de l'Etat étant impossible, quelle ressource reste-t-il aux ouvriers, sinon celle de se résigner à subir la tyrannie du patron. L'infériorité de la situation des ouvriers à l'égard du patron s'explique sans supposer des coalitions parfois chimériques ; indépendamment de l'avantage que lui donnent son instruction plus développée, l'habitude de manier de grandes affaires, et d'en courir les risques, le patron alors même qu'il n'est pas coalisé avec ses confrères, constitue, à lui seul, une organisation puissante qui se suffit à elle même ; cela est certain quand il n'opère qu'avec son propre capital, combien n'est-ce pas plus vrai lorsqu'il est l'agent d'une association, d'une entreprise privilégiée ? Que pèse alors un ouvrier ? Quelle force peut avoir sa réclamation isolée ? Il n'est dans une position à peu près égale au maître que, si uni à ses camarades, il présente une surface résistante. Le patron non seulement est plus fort mais il n'est pas pressé par la nécessité si ce n'est pas dans des cas rares, il peut attendre, il perdra, du moins ne sera-t-il pas réduit aux dernières extrémités, l'ouvrier au contraire perd sans retour son travail, dès qu'il ne le vend pas et aussitôt arrivent la gêne, les dettes et la misère au bout de quelques jours il est obligé de venir à composition » (1).

Est-ce à dire que la coalition rendue possible les ouvriers n'en abuseront pas, et peut-on affirmer que devenus fort par l'union, ils ne seront pas tentés de demander plus que ce qui leur est dû ? Nul n'oserait s'avancer avec certitude et le rapporteur lui même cite de nombreux exemples qui

(1) *Rapport d'Emile Olivier sur la loi de 1864.*

prouvent que le danger des coalitions réside surtout dans la pression que peut exercer sur les travailleurs, une minorité de violents prêts à tout oser, à tout imposer pour faire triompher coûte que coûte leurs prétentions.

N'est-ce pas là, la méthode préconisée par les grèves généralistes ? et n'y-a-t-il pas de la part d'Olivier une sorte de prescience de l'avenir ?

Mais ce ne sont là, Olivier l'espère, que des accidents, et qui ne doivent être retenus par le législateur que pour en empêcher le retour : « seule la coalition jugée en elle-même, ramenée à ce qui la constitue, dégagée des éléments étrangers qui la vicie, distinguée de l'atteinte à la libre concurrence et des concertations créées par la pression, ne menace par sa nature aucune loi économique, elle doit être laissée libre ».

Et il conclut « La liberté des coalitions, complément si longtemps attendu de la destruction des maîtrises et des jurandes n'entraînera pas plus de désastres que n'en a entraîné la suppression des anciennes communautés d'art et métier ; elle ne sera pas la panacée universelle qui guérira tous les maux des ouvriers, souvent même elle ajoutera des douleurs de plus à celles qu'ils éprouvent déjà, elle n'entraînera pas du moins les catastrophes dont les pessimistes nous menacent ; nous sommes loin de contester que certains moments seront difficiles à passer, nous n'avons pas l'illusion de croire qu'il ne se formera jamais que des grèves inoffensives ou légitimes mais nous avons l'espérance que nous ne verrons rien dans notre pays de semblables aux premières unions anglaises.

Nos ouvriers ont un cœur d'homme, leur erreur naît presque toujours de l'exagération qui gâte les bons sentiments ou de l'ignorance qui pervertit. Ce sont des défauts qu'il dépend de nous de corriger. M. Michel Chevalier a dit dans un discours de 1851.

« Il est indispensable aujourd'hui que les pensées d'amélioration populaire occupent dans l'esprit des riches et des puissants la même place que remplissaient il y a quelques

siècles la fondation des monastères ou la délivrance des lieux saints. « Cette pensée est admirable ; que l'inspiration qui la dicte passe en tout, qu'elle nous exite, qu'elle nous anime à chercher à trouver des œuvres d'amélioration populaire ; témoignons sous toutes ses formes aux travailleurs que leurs maux nous tourmentent et que l'impuissance seule et non le mauvais vouloir nous empêche de réaliser davantage ; sans ostentation ni arrière pensée, faisons tous notre affaire principale de ce combat contre la misère. Instruisons, aimons ceux qui, soit dans la ville, soit aux champs, portent une part si lourde du fardeau commun, et, mieux que par tous les autres moyens, nous amènerons ainsi la transaction nécessaire entre le capital et le travail, l'apaisement des humbles, le développement harmonieux de l'industrie et la fin des grèves » (1).

On ne peut que s'incliner devant la sincérité et la grandeur des vues d'Emile Olivier. Et ce serait lui faire injure que de voir dans ce rapport autre chose que la constatation des misères humaines et la ferme volonté d'y remédier en accordant à ceux dont la vie dépend d'un maigre salaire, la possibilité de défendre le pain de leur famille. Et c'est tout, rien ne vient ternir cette idée, simple en soi, mais pourtant si élevée du devoir qui s'impose aux gouvernements de ne pas laisser impunément exploiter les classes pauvres.

Qu'on ne vienne pas prétendre comme l'a fait J. Simon que cette loi était un piège qu'elle retirait d'une main ce qu'elle accordait de l'autre, et surtout, qu'on ne se réclame pas de ce texte pour innocenter des pratiques de violence qui sont implicitement contenues dans la grève générale.

Nous savons ce qu'est la grève générale et par les théories de ses partisans et par les actes de ceux qui en ont été les participants. Quel point commun y-a-t-il entre la grève telle que l'envisageait E. Olivier et le déchaînement que constitue la grève générale ? Entre la coalition qui se forme

(1) *Rapport d'Emile Olivier sur la loi de 1864.*

pour sauvegarder le salaire et l'arrêt total de l'activité nationale, entre la lutte contre un groupe de patrons et la lutte contre la société organisée ?

Certes Olivier savait bien le danger de la liberté qu'il voulait accorder, mais il savait aussi les souffrances qu'elle permettrait d'éviter et c'est pour en hâter la disparition qu'il a lutté.

N'est-ce pas vraiment un singulier raisonnement que de vouloir attribuer la paternité de la grève générale qui crée nécessairement la famine, à celui qui fondait de grands espoirs sur le droit de coalition pour la faire cesser ?

En conclusion, rien dans la loi de 1864, ni surtout dans les travaux préparatoires qui l'ont précédée, ne peut permettre d'affirmer que son auteur ait voulu comprendre dans le droit de coalition la grève générale qui est non pas une extension du droit de grève mais, comme l'ont écrit des militants, notoires, « le prodrome de la révolution ».

## SECTION II

### La loi du 21 mars 1884

L'étude de la loi de 1864 et des travaux préparatoires, nous permet d'affirmer que ceux qui l'ont conçue, n'ont jamais envisagé la coalition comme un droit absolu et sans limite : l'article 416 du code pénal devait d'ailleurs réfréner les abus, et assurer selon la propre expression d'Emile Olivier « la protection du travail », la législation de 1884 en déclarant licite la création des syndicats professionnels, a voulu donner aux travailleurs la possibilité de se grouper sans encourir aucune sanction, mais, en abrogeant l'article 416 du code pénal, elle a entendu dorénavant que l'usage de la grève fut libre.

La liberté d'association est donc apparue comme un corollaire obligé de la liberté des coalitions.

Mais cette liberté d'association, le législateur l'a accordée,

non pas dans l'intention de donner aux travailleurs, des armes pour continuer la guerre sociale mais au contraire pour lui permettre de mieux défendre ses intérêts corporatifs.

Il n'est besoin pour s'en convaincre que de consulter les travaux préparatoires qui ont précédé le vote de la loi du 21 mars 1884 et notamment les rapports de MM. Alain Targe et Lagrange députés.

Ces travaux sont dominés par les mêmes idées : à savoir que les syndicats existant en fait, et qu'il est opportun et équitable de consacrer leur existence par un acte législatif qu'il faut faire confiance aux travailleurs lesquels doivent pouvoir se grouper librement pour pouvoir discuter sur un pied d'égalité avec le patronat.

« Messieurs, écrivait M. Alain Targe, le projet de loi qui vous est soumis a pour but de reconnaître des associations qui depuis longtemps existent en fait, par la tolérance du gouvernement, et d'assurer aux travailleurs les droits indispensables à l'exercice d'une liberté qu'ils réclament avec énergie et dont la garantie ne saurait leur être refusée sans injustice » (1).

L'association est une liberté si nécessaire à l'industrie au commerce et au travail, que les lois faites à son préjudice ont été violées dans tous les temps, et souvent avec impunité.

Parlons d'abord des chefs d'entreprises, des négociants, des industriels, des patrons.

Aucun gouvernement ne peut laisser dire qu'il ne protège pas les intérêts matériels de la nation qui lui a confié ou abandonné le soin de la conduire. Le premier soin du Consulat, en Nivose an XI fut de rétablir lui-même les chambres de commerce, qui donnaient aux industriels et aux négociants une représentation officielle.

Armées de tous les droits de la personnalité civile, nous voyons chaque jour quelques-unes de ces Chambres traiter

(1) J. O. — *Séance du 15 mars 1881*, rapport de M. Alain Targé, député.

Henri-Barthélémy-Aymé.



avec l'Etat, emprunter, émettre des titres, garantir et subventionner des entreprises dont l'importance peut se chiffrer par millions.

Mais à côté de cette organisation officielle, de la notabilité commerciale, dans nos principales villes, des associations entre patrons de même métier des syndicats professionnels ne tardèrent pas à se former.

Ces associations qui prennent aujourd'hui pour la plupart le nom de chambre syndicale ont eu des origines diverses. Quelques unes se sont formées des débris des anciennes corporations et n'ont véritablement jamais cessé d'exister depuis la Révolution. Sous le premier Empire, sous la Restauration, sous la monarchie de juillet, nous en trouvons quelques-unes essayant d'obtenir une reconnaissance ou une organisation légale, celle des marchands de vins, en 1804 par exemple, les entrepreneurs de maçonnerie de Paris en 1809 et en 1831 l'industrie des tissus.

Mais ces gouvernements dont les deux premiers auraient peut-être rétabli volontiers les corporations n'osèrent point aborder le problème de la liberté des associations professionnelles, des associations se créant d'elles-mêmes, en dehors de la tutelle de l'Etat coexistant sans autres liens que les liens volontaires, sans autre réglementation que celle de leurs statuts, et vivant de leur indépendance. Les gouvernements se contentèrent de tolérer ces sociétés de patrons qui au point de vue politique, leur paraissaient d'ailleurs inoffensives.

Sous le régime de cette tolérance, ces associations se développèrent, devinrent une véritable puissance, surtout à Paris, centre de toutes les grandes affaires, entrepôt de tous les produits supérieurs du territoire (1).

Les transformations de l'industrie grâce aux découvertes de la science ont permis la concentration des entreprises et la constitution des groupes patronaux très puissants.

(1) J. O. — *Séance du 15 mars 1881, loc. cit.*

Quant aux travailleurs « condamnés par la loi à l'isolement, soumis pour le taux de leurs salaires à la seule règle de l'offre et de la demande, ils cherchèrent dans tous les temps, à se rapprocher à se grouper pour arriver par une action commune, à la meilleure rémunération possible de leur travail ; pour s'épargner les conséquences funestes de la concurrence et aussi pour se secourir les uns les autres contre le chômage, la maladie, les infirmités de la vieillesse ».

Après avoir rappelé comment malgré les entraves qui leur étaient opposées, les travailleurs français avaient réussi à se grouper, le rapporteur tenta de démontrer l'utilité de l'association.

« Chaque profession a son caractère, ses besoins et ses désirs propres, ses servitudes particulières, et, à moins de se contenter éternellement de plaintes vagues, de récriminations et de vœux qui n'aboutissent point, il est impossible de trouver une formule générale et surtout un moyen universel pour transformer la situation des ouvriers qui travaillent dans des conditions absolument différentes les unes des autres.

L'association de compétences et d'intérêts, ainsi réduite en nombre, formée uniquement de travailleurs d'un même métier ou de métiers similaires, n'aura pas, sans doute, la même puissance de propagande politique que la société secrète ou l'association même publique et formée d'éléments hétérogènes au profit d'une idée ou d'un parti, mais elle aura une puissance économique supérieure et elle arrivera bien plus vite et plus facilement à des résultats définis avec précision, poursuivis avec esprit de suite, et sans distractions par des associés sachant exactement ce qu'ils veulent et tout ce qu'ils veulent.

« « Ajoutons qu'une telle association de compétences et d'intérêts a devant elle un champ d'activité fermé aux associations de personnes qui n'ont entre elles rien de commun, si ce n'est leur idéal philanthropique, politique ou religieux ; elle peut entreprendre, essayer et se permettre

des choses, qui ne sont point à la portée des autres et, précisément parce qu'elles est créée par des personnes qui se sont unies, non parce qu'elles ont des opinions et des goûts semblables, mais parce qu'elles ont les mêmes intérêts matériels, l'association professionnelle pourra invoquer le bénéfice de son caractère mixte et réclamer non seulement la liberté de droit commun mais quelques uns des avantages et quelques-unes des garanties que la loi confère, sinon aux associations civiles et commerciales, formées uniquement pour le lucre, du moins aux sociétés reconnues d'utilité publique.

Les ouvriers français qui fondèrent les premiers syndicats professionnels avaient sous les yeux des exemples. Ils voyaient fonctionner à Paris, les chambres syndicales de patrons. Ils avaient vu en Angleterre les Trade-Unions, associations de résistance, dont les débuts de l'autre côté de la Manche ont été accompagnés de violences criminelles et de condamnations impitoyables, mais qui, depuis 1824, reconnues par la loi, ont fini par produire des résultats dont l'industrie anglaise s'applaudit. Il est certain en effet que les Trade-unions ont rendu les grèves moins fréquentes ; quand les grèves éclatent aujourd'hui dans le Royaume-Uni, on peut presque toujours dire qu'elles sont légitimes et raisonnables, comme celles de 1877 et de 1878, par exemple, que les ouvriers décidèrent pour faire réduire les heures de travail et arrêter la surproduction insensée qui devait aboutir fatalement à l'avilissement des salaires et aux faillites.

Les ouvriers français, cependant, en constituant leurs syndicats professionnels n'ont point imité absolument les Trades Unions : ils ont obéi au génie propre de notre nation. En lisant leurs statuts et les procès-verbaux de leurs réunions, on voit qu'ils ne veulent pas seulement créer des sociétés de résistance, mais qu'ils tendent à organiser une force collective pour élever le niveau intellectuel et moral de leur profession, en même temps que pour améliorer leur condi-

tion et pour arriver pacifiquement à l'indépendance et au bien-être » (1).

C'est dans cet espoir que M. Lagrange préconisait non seulement la reconnaissance légale des syndicats professionnels mais aussi celle des unions de syndicats.

« Plus encore que les syndicats eux-mêmes, écrivait-il, les unions sont appelées à produire des œuvres durables. Elles grouperont des forces qui seraient impuissantes si elle restaient isolées. Là donc où des unions pourront se fonder utilement, nous sommes convaincus qu'elles s'empresseront dès leur début d'accomplir les formalités prescrites par la loi si elles ne veulent être frappées de stérilité » (2).

Enfin M. W.-Rousseau dans un discours prononcé à Saint-Mandé, le dimanche 13 juillet 1884, au banquet offert dans le Salon des familles par l'union des Chambres syndicales ouvrières, a souligné toute la portée de la loi qui venait d'être votée quelques mois plus tôt.

Devant un auditoire enthousiaste il affirma sa confiance en l'avenir et les grands espoirs qu'il fondait sur le syndicalisme.

« Il n'y avait pas, à mon sens dit-il, dans le programme, hélas si large des réformes à accomplir, que les régimes précédents nous ont légué, une réforme qui s'imposait comme plus nécessaire et plus urgente et j'en voudrais dire la raison parce que, du même coup, j'exposerai quel peut-être, quel doit être le rôle des syndicats professionnels.

« Je ne fais que reproduire une idée émise par M. Veyssier en disant que dans une société bien organisée, ce qu'on doit rechercher c'est établir des relations durables, cordiales, fécondes entre tous les éléments, qui concourent à la production.

Alors que se sont constituées des puissantes associations de capitaux, que les ateliers se sont agrandis et que l'on est entré dans la phase de la plus grande industrie, rien ne

(1) J. O. — *Op. cit.*

(2) *Documents parlementaires* (séance du 6 mars 1883).

pouvait être plus imprudent, plus injuste et plus antisocial, lorsqu'on autorisait l'association des capitaux, que d'interdire l'association des forces ouvrières.

« Je dis qu'en interdisant aux travailleurs sous les peines les plus sévères, de s'unir pour la résistance, qu'il y avait un corrolaire nécessaire, logique, forcé de cette prohibition imprudente, à savoir la coalition ».

Puis M. Waldeck-Rousseau définit le rôle des syndicats :

« Aujourd'hui les syndicats sont reconnus, ils font partie intégrante de l'Etat, c'est une force que la loi consacre, et cependant je ne vais pas jusqu'à me faire l'illusion que les grèves disparaîtront comme par enchantement par la constitution légale des syndicats, mais je crois que le premier progrès qu'il en faut attendre c'est, je l'ai dit, la discussion au Sénat qu'ils tendront à régulariser la grève à la raisonner c'est qu'avant de la décider, ils auront étudié les conditions du marché, de l'industrie, ses profits et ses charges, c'est qu'au lieu d'aller à l'aveugle, on ne réclamera à cette industrie que l'augmentation de salaire qu'elle pourrait supporter, et s'il advient que, dans une branche de notre production, la répartition des bénéfices ne soit pas en raison du concours que le travail lui donne, la constitution des syndicats professionnels, l'influence qu'ils auront acquise leur permettront de dire avec autorité : Voilà ce qui doit revenir au capital, voilà ce qui doit légitimement et naturellement revenir au travail.

« Je pense en même temps que ce régime cet arbitrage occasionnel des salaires ne constituera qu'une période de transition, et que le jour où se formeraient des syndicats puissants et où nous verrions se réaliser des prédictions avec lesquelles on semblait vouloir nous effrayer, et dont j'appelle la réalisation de tous mes vœux, le jour où l'épargne minime de chacun aurait constitué le patrimoine puissant de tous, ce jour-là les syndicats auront d'autres ambitions que de faire des grèves, ils voudront poursuivre un but plus utile.



Et c'est ici que s'ouvre pour eux, une carrière nouvelle dont je veux dire un mot, sans avoir la prétention d'en marquer à l'avance toutes les étapes. Je pense, comme on le disait tout à l'heure, qu'ils pourront agir efficacement pour obtenir, sous une forme meilleure, plus profitable que le salariat pur et simple, la rémunération plus ample, plus juste, et plus perfectionnée du travail.

« Ainsi je crois que bientôt les syndicats professionnels mettront en tête de leurs réformes, au nombre de leurs revendications la participation aux bénéfices comme étant la plus juste rémunération de travail.

« Je n'énumère pas les autres entreprises que les syndicats professionnels, peuvent aborder. Je voudrais cependant, revenant sur une idée déjà exprimée, dire jusqu'à quel point ces syndicats peuvent être utiles pour fonder et développer les associations de production et de consommation, parce que les solutions économiques aboutissent toujours à la nécessité d'une épargne, et qu'en multipliant les sociétés de production et de consommation on décuple la puissance d'épargne des travailleurs.

« Si, dans la discussion à laquelle on a fait allusion et où j'ai eu cet avantage particulier de plaider une cause que je croyais juste et qui était un peu mienne, si j'ai au cours des discussions qui se sont produites devant le Sénat, avec une ardeur qu'on a signalée comme ne m'étant pas ordinaire, demandé qu'on donnât la liberté aux syndicats professionnels et qu'on accordât même la liberté à certaines réunions sans point de contact immédiat en apparence, alliance ou unions, le mot se fait rien à la chose, si j'ai pensé qu'il y avait une alliance nécessaire, une solidarité inévitable entre toutes les branches du travail, c'est qu'après avoir jeté un coup d'œil d'ensemble sur ce pays, je suis demeuré convaincu que son avenir est étroitement subordonné à une organisation progressive et raisonnée du travail.

Nous pouvons voir autour de nous des puissances qui demandent à des moyens divers le secret de leur prospérité,

celles-ci à leur situation géographique, celles-là à la prépondérance des armes.

J'estime que le levier sur lequel nous devons nous appuyer pour développer notre influence dans le monde, c'est la mise en valeur des aptitudes et des capacités d'une nation si merveilleusement disposée au travail.

Je crois qu'on ne peut pas imaginer, à l'heure actuelle, une France puissante et prospère en faisant abstraction des conditions qui peuvent assurer la puissance et la prospérité de ses travailleurs ».

## CHAPITRE II

### LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LA JURISPRUDENCE

#### I. — LES TEXTES. — LOIS DE 1884 ART. 414-415 CODE PÉNAL

Les décisions de jurisprudence sont de 2 sortes. Les premières concernent l'activité politique des syndicats, les deuxièmes les grèves politiques.

#### II. — LA JURISPRUDENCE.

A) Décision afférente à l'activité politique des syndicats.

Cass. 16 novembre 1914. — (Limite l'activité syndicale aux questions d'ordre corporatif). Tribunal correctionnel Seine 21 janvier 1921 (condamnation de l'activité politique de la C. G. T. et implicitement de la grève générale révolutionnaire) dissolution de la C. G. T.

B) Décisions afférentes à la grève politique).

Grenoble 10 novembre 1920 (condamnation de la grève politique).

Conseil prud'hommes de la Seine 28 septembre 1927 (Rupture de contrat de travail par grève politique.

Cass. Ch. criminelle 9 février 1924 (condamnation de la propagande en faveur de la grève générale-condamnation de la grève générale).

C) Décisions afférentes aux atteintes à la liberté du travail à l'occasion de la grève générale.

Cass. 14 janvier 1921.

Cass. 22 mars 1923.

Quelque opinion que l'on puisse avoir sur les doctrines révolutionnaires professées dans les milieux syndicaux, on ne peut, de bonne foi, se refuser à reconnaître le caractère libéral de la loi de 1884.

Les hommes qui l'ont créée, avaient fondé sur elle de grands espoirs de pacification sociale, est-ce à dire qu'ils

aient eu l'intention dissimulée d'étouffer le mouvement ouvrier ?

Nous le croyons pas, ils savaient parfaitement les abus qui pourraient et qui devaient se produire mais ils avaient confiance en la sagesse et disons-le en l'intelligence des travailleurs, pour ne pas hésiter à accomplir une réforme qui était la suite logique de celle réalisée en 1864.

Donner simplement aux ouvriers le droit de grève en leur refusant le droit syndical c'était inévitablement diriger le mouvement ouvrier uniquement dans la voie révolutionnaire, c'était l'obliger à chercher la solution des différends corporatifs dans la violence, c'était enfin consacrer officiellement l'emploi de la force et s'en remettre au sort des armes.

Permettre l'association, c'était au contraire ouvrir aux travailleurs des horizons nouveaux ; les révolutionnaires s'en sont bien rendu compte, et leurs critiques acharnées « sont l'une des meilleures justifications de la loi. Ils ont en effet bien compris qu'en donnant aux ouvriers sérieux le droit d'association, qui devait leur permettre de débattre librement avec les patrons les conditions de travail, le Parlement contrariait leur action sur les masses laborieuses » (1).

Ils ont compris également que des forces pourraient désormais être utilisées autrement que dans un sens révolutionnaire et que le sentiment de la solidarité de classe ne s'affirmerait plus seulement dans la grève, mais trouverait à s'exprimer dans un sens nouveau, l'entr'aide sociale.

A côté du syndicalisme de combat, devait se développer un syndicalisme dont les fonctions sociales, de jour en jour plus importantes, solliciteraient davantage l'attention des travailleurs et les retiendraient d'autant plus qu'il leur offrirait des avantages sérieux.

Nous n'avons pas ici à présenter le tableau des œuvres syndicales cela n'entre pas dans le cadre de cette étude :

(1) Paul Pic. — *Législation industrielle*, p. 344.

mais nous devons reconnaître que leur développement est sans cesse grandissant.

Les syndicats n'ont pas été seulement les instruments de lutte sociale, mais il se sont également révélés des organes de défense de la classe ouvrière et peut-être plus encore qu'on ne le croit généralement de pacification sociale.

Grâce au soutien que les travailleurs y ont trouvé, les forces en présence ont été équilibrées : au patronat puissant s'opposait désormais un syndicalisme également fort ; de cet équilibre sont nés les contrats, conventions collectives dont il est superflu de souligner l'importance.

Et si les unions ouvrières se sont parfois laissées entraîner, dans des aventures plus ou moins regrettables, il n'en est pas moins vrai que le bon sens a toujours en fin de compte repris ses droits.

Quel exemple plus typique de ces redressements spontanés, que l'attitude de la C. G. T. au 2 août 1914, et quelle preuve plus frappante de ce sentiment exact des réalités que la scission qui s'est produite dans son sein au lendemain de la grève générale de 1920 ! Ce sont des faits indéniables que rien ne peut démentir, toute la phraséologie classique ne saurait, pour qui veut réfléchir, en masquer la portée véritable.

La loi de 1884 si elle eut été appliquée dans l'esprit de ceux qui en furent les artisans, ne devait engendrer que d'heureux résultats. Seule l'action d'éléments étrangers au monde du travail, dont les visées et ambitions se dissimulaient sous des apparences trompeuses, les coupables complaisances des politiciens, ont permis parfois aux syndicats de se transformer en foyer d'agitation révolutionnaire.

Nous pouvons donc conclure que historiquement la grève générale révolutionnaire n'a jamais été qu'une conception extra légale puisque nos deux grandes lois de 1884 et de 1864 ont apporté aux travailleurs, chacune en son domaine respectif, la possibilité d'une autre défense dont les manifestations ne devaient s'exercer que dans le cadre des intérêts corporatifs.



*Les textes.* — Quels sont les effets que la loi a pu avoir sur le droit de grève. On sait que le législateur de 1864, afin d'assurer le respect de la liberté du travail, avait prévu et puni dans l'article 416 du code pénal « d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers patrons, et entrepreneurs d'ouvrage qui, à l'aide d'amendes, défenses, prescriptions, interdictions, prononcées à la suite d'un plan concerté auraient porté atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail ».

Or la loi de 1884 a dans son article 1<sup>er</sup> abrogé l'article 416 du code pénal de sorte que, à l'heure actuelle, restent applicable d'une part les articles 414 et 415 du code pénal dont voici le texte.

*Article 414.* — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 francs à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou maintenir une cessation concertée de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

*Article 415.* — Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus (la surveillance de la haute police a été remplacé par l'interdiction de séjour).

D'autre part la loi du 21 mars 1884 dont nous ne mentionnerons que les articles susceptibles de nous intéresser dispose :

*Article 1<sup>er</sup>.* — Sont abrogés la loi des 14-17 juin 1791 et l'article 416 du code pénal.

Les articles 291, 292, 293, 294, du code pénal et la loi du (10) 18 avril 1834 ne sont pas applicables aux syndicats professionnels.

*Article 2.* — Les syndicats ou associations professionnels même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires, ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement.

*Article 3.* — Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels commerciaux et agricoles.

*Article 6.* — (Loi du 12 mars 1920 art. 1<sup>er</sup>) Les syndicats professionnels régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi, peuvent librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Les dispositions des articles 3 et 4 sont applicables aux unions de syndicats qui doivent, d'autre part, faire connaître dans les conditions prévues au dit article 4 le nom et le siège social des syndicats qui les composent.

Ces unions jouissent, en outre, de tous les droits conférés par l'article 5 aux syndicats professionnels.

Leurs statuts doivent déterminer les règles selon lesquelles les syndicats adhérents à l'union sont représentés dans le conseil d'administration et dans les assemblées générales.

*Article 8.* — (Loi du 12 mars 1920, art. 2 et 3). Les infractions aux dispositions des articles 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs.

Que pouvons nous conclure de la lecture de ces textes ?

Tout d'abord la grève est, sauf réserves contenues dans les articles 414 et 415 du code pénal, considérée comme un fait absolument licite, mais de plus, et c'est un point très important, nous remarquerons que dans notre droit, aucune disposition ne condamne expressément la grève générale. Faut-il donc admettre avec certains qu'une parcellle grève soit légale ?

Il n'en est rien, une brève analyse des textes précités nous permettra de conclure, implicitement d'ailleurs à l'illégalité de la grève générale révolutionnaire.

Quel est le caractère de l'article 3 de la loi de 1884 : celui-ci est absolument limitatif, il cantonne en effet l'activité des syndicats professionnels dans l'étude et la défense des intérêts économiques industriels commerciaux et agricoles d'où il résulte que toute manifestation d'activité qui viendrait à s'exercer en matière politique ou religieuse serait par elle même illégale.

Et ce raisonnement vaut également pour les unions de syndicats qui doivent, elles aussi n'avoir pour but que la défense de leurs intérêts corporatifs (art. 6).

Les sanctions qu'entraînent les infractions aux dispositions énumérées dans les articles 1, 2, 3, 4 sont indiquées dans l'article 8 ; elles consistent en une amende et en la possibilité pour les tribunaux de prononcer la dissolution des syndicats ou unions de syndicats.

De sorte que, si la grève est permise lorsqu'il s'agit pour les syndicats de défendre les intérêts de la profession, elle ne saurait être affranchie de toutes suites judiciaires lorsqu'elle a pour but non pas de soutenir des revendications corporatives mais qu'elle aura été déclanchée en vue d'un objet politique.

La jurisprudence française s'est d'ailleurs efforcée de maintenir l'activité syndicale dans les limites qui lui avaient été assignées par la loi. Bien que ne disposant pour appuyer ses décisions que de la loi de 1884 et des articles 414 et 415 du code pénal elle a toujours su réfréner les manifestations illégales des groupements corporatifs.

Lorsque l'on étudie la jurisprudence française relative aux grèves politiques, on s'aperçoit qu'il existe 2 catégories de décisions les unes condamnant l'activité propre des syndicats ou si l'on préfère l'activité intérieure des syndicats, les autres afférentes aux grèves elles-mêmes.

C'est qu'en effet un syndicat professionnel tout en n'intervenant pas directement ou même en observant une attitude de neutralité apparente, peut malgré tout, soit exercer certaines pressions sur ses membres, soit créer un mouvement d'hostilité, qui se traduit par des grèves compliquées de violences, et dont il est en fin de compte l'animateur.

Quand bien même des membres dirigeants s'abstiendraient de certaines attitudes ou de certaines paroles par trop compromettantes, il n'en resterait pas moins vrai que l'esprit syndical se manifeste souvent par des actes qui ne rentrent pas dans la catégorie de ceux autorisés par la loi, actes qui peuvent entraîner des condamnations.

Par exemple, un syndicat professionnel commet une faute justifiant l'allocation de dommages intérêts, lorsque ayant infligé une amende à ceux de ces membres qui ont refusé de participer à une manifestation politique, il contrevient aux dispositions de l'article III, il ne saurait donc se prévaloir d'un fait illégal pour poursuivre ceux qui se sont refusés à s'y associer.

Ainsi en a jugé la Chambre civile dans son arrêt en date du 16 novembre 1914, décidant toutefois que les ouvriers victimes de l'exclusion syndicale pourraient du fait du préjudice subi intenter une action en dommages et intérêts, non contre le président du syndicat lui-même, mais contre le syndicat.

Corporandy c Cauvin et autres.

ARRÊT. — La Cour ; Sur le premier moyen pris dans sa première branche,

Attendu qu'il résulte des qualités et des constatations du jugement attaqué (tribunal civil Grasse 8 mai 1911) que

Cauvin et autres ont été exclus du syndicat professionnel des ouvriers postiers de Vallauris parce qu'ils avaient refusé de payer l'amende de 2 francs qui leur avait été infligée pour défaut de participer à une manifestation qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> mai 1910 ; qu'ils ont introduit une action en dommages intérêts contre le syndicat et Corporandy son Président à raison du préjudice qui leur a été ainsi causé. Attendu que l'infraction à une décision convoquant les adhérents pour accomplir un acte contraire aux règles fondamentales à l'institution des syndicats ne saurait être sanctionnée par une amende suivie d'exclusion en cas de non paiement ; que les syndicats ont exclusivement pour objet aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels ; que le tribunal a écarté les conclusions des demandeurs tendant à faire décider que la manifestation ci-dessus spécifiée n'était qu'un moyen de propagande économique, en déclarant par une appréciation souveraine qu'elle avait et ne pouvait avoir qu'un caractère politique, d'où il suit que le jugement attaqué, lequel est motivé sur ce point, a reconnu à bon droit l'existence d'une faute à la charge du syndicat

Sur le même moyen pris dans la seconde branche,

Attendu que le jugement attaqué déclare que Cauvin et autres « ne pouvaient plus raisonnablement en présence de l'attitude des représentants du syndicat demander leur réintégration dans un groupement où ils ne pouvaient plus s'attendre à être bien accueillis et traités sur le pied d'égalité, et qu'ils ne doivent plus jouir des avantages du syndicat ; que ces constatations suffisent pour établir que Cauvin et autres ont subi par suite de la faute du syndicat un dommage que le juge du fond avait le pouvoir d'évaluer souverainement,

Qu'en fixant sa réparation à une somme égale au montant des versements hebdomadaires et d'une année de cotisation, le tribunal n'a fait qu'user de son droit d'appréciation ; qu'en statuant ainsi il a répondu implicitement mais



nécessairement aux conclusions dans lesquelles le demandeur invoquait l'application des statuts, aux termes desquels le membre exclu ou démissionnaire n'a aucun droit au remboursement des sommes par lui versées que dès lors le jugement attaqué n'a pas violé les textes visés au moyen.

Sur le même moyen pris dans sa 3<sup>e</sup> branche (sans intérêt).

Par ces motifs rejette le 1<sup>er</sup> moyen.

Mais sur le 2<sup>e</sup> moyen vu l'article 1382 du code civil.

Attendu que l'obligation de préparer un dommage incombe seulement à celui qui a commis la faute, sauf les cas où la loi établit une responsabilité du fait d'autrui.

Attendu qu'aucun texte ne déclare le président d'un syndicat professionnel responsable des fautes commises par ce syndicat, que d'autre part le jugement attaqué ne relève aucune circonstance de laquelle il résulterait que Corporandy ait pris une part personnelle aux faits qui ont occasionné un dommage à Cauvin et autres : d'où il suit qu'en le condamnant personnellement à des dommages intérêts envers eux et aux dépens, le jugement attaqué a violé le texte de loi ci-dessus visé.

Par ces motifs casse le jugement mais seulement du chef qui prononce une condamnation contre Corporandy.

Du 16 novembre 1914, Civ. M. Falcimaigne, président ; Seligman rapporteur, Merillon avocat général ; conf. : Monard, avocat.

Cet arrêt détermine donc exactement les limites de l'autonomie syndicale celle-ci ne pouvant se concevoir qu'organisée dans le cadre de la loi.

Nous avons dit plus haut que la jurisprudence avait condamné l'activité syndicale lorsque celle-ci débordait sur le terrain politique. La dernière grève générale française nous permet de vérifier cette affirmation.

Nous savons en effet, que des poursuites ont été intentées contre la C. G. T. qui ont abouti à un jugement du tribunal correctionnel de la Seine frappant celle-ci de dissolution, et

condamnant ses dirigeants à une amende (en application de l'article 8 de la loi de 1884).

Ce jugement est intéressant parce qu'il renferme de nombreux attendus, dans lesquels se trouve résumée toute l'activité politique de la C. G. T.

Nous distinguerons dans ce jugement deux sortes de griefs :

1<sup>o</sup> Ceux qui se réfèrent à la méconnaissance des dispositions de loi relatives aux conditions de forme ;

2<sup>o</sup> Ceux qui se réfèrent à la méconnaissance des dispositions de loi relatives à des conditions de fond.

Sur les premiers nous n'insisterons pas, ils se résument en ceci : omission du dépôt des statuts, adhésion de syndicats non déclarés ou irrégulièrement formés, comme les syndicats de fonctionnaires.

Les seconds au contraire sont particulièrement intéressants puisqu'ils se réfèrent à l'activité politique elle-même envisagée depuis le 1<sup>er</sup> mai 1919.

Cette activité s'est manifestée de trois façons, en premier lieu par l'organisation de « journées de chômage » destinées à appuyer les revendications multiples dont la plupart n'étaient pas d'ordre professionnel, en second lieu par le vote de manifestes, ordre de grève ou bien par les discours de ses dirigeants tous documents dans lesquels il est traité de questions d'ordre politique enfin par l'aide apportée à la grève des cheminots et l'appui prêté à la grève générale. Tels sont les trois chefs d'accusation que nous révèle la lecture des attendus du jugement.

Nous n'indiquerons ici que les attendus principaux sans insister sur les griefs de détails (adhésions de syndicats irréguliers, omission du dépôt des statuts) adhésion de syndicats de fonctionnaires (ceux-ci ayant été poursuivis spécialement).

### *Les menées révolutionnaires*

« Attendu en ce qui concerne le fait reproché aux inculpés d'avoir poursuivi d'autres buts que ceux assignés par

les lois du 21 mars 1884 et du 12 mars 1920 aux groupements syndicaux,

« Que la C. G. T. après être sortie des limites dans lesquelles la loi entendait qu'elle enfermât rigoureusement son action n'a pas cessé d'accroître ses attributions extra-légales et d'étendre ses interventions dans le domaine politique affirmant hautement ses intentions combatives dans la prétention de grouper « tous les travailleurs conscients de la lutte pour la disparition du salariat et du patronat ».

Que point n'est besoin pour l'établir de remonter à plusieurs années en arrière qu'il suffira de suivre pas à pas son action depuis 1919 en énumérant chronologiquement ses actes et ses décisions pour voir s'en dégager un esprit de révolte et d'émancipation déréglée contre l'ordre légal, alors que la grande pensée libérale qui inspira l'auteur de la loi de 1884 était au contraire de permettre aux travailleurs d'améliorer leur condition par l'usage judicieux et réfléchi d'une liberté nécessaire qui leur était reconnue pour évoluer dans un milieu social plus éclairé et plus tolérant, mais non pour en briser les cadres. »

### *Les faits reprochés à la C. G. T.*

Le jugement passe alors en revue l'action de la C. G. T. depuis le 1<sup>er</sup> mai 1919 :

« 1919, 1<sup>er</sup> mai. — Chômage de 24 heures et meetings prescrits et organisés par la C. G. T. pour faire triompher les revendications suivantes : « Journée de 8 heures, amnistie levée de l'état de siège, signature de la paix, protestation contre l'intervention en Russie. »

26-27 mai. — Le comité national, vote une résolution d'action aux termes de laquelle il constate l'influence morale qu'exerce dans le pays la C. G. T. invite à redoubler d'efforts en faveur de la collectivité : à prendre possession de la part du contrôle qui revient à la classe ouvrière et plus que jamais convaincu du rôle social que doit remplir la C. G. T.

entend ne plus se borner simplement à formuler les aspirations de la classe ouvrière. »

Pour l'exécution, le comité confédéral après avoir adopté une motion signé Rivelli ainsi rédigée :

« Le comité national de la C. G. T. ayant eu connaissance que les marins français de la flotte de guerre de la mer Noire ont refusé de combattre contre les révolutionnaires russes et obligé le gouvernement à faire rentrer cette flotte en France.

« Félicite les marins de cette flotte pour leur acte de courage d'énergie et de volonté.

« Se solidarise avec eux, et déclare qu'il est décidé à les défendre par tous les moyens en son pouvoir contre toute espèce de brimade collective ou individuelle que voudrait leur infliger le gouvernement.

« Décide de mettre en œuvre toutes les forces de l'organisation syndicale pour obtenir :

1<sup>o</sup> Le rétablissement des libertés constitutionnelles ;

2<sup>o</sup> La démobilisation rapide et totale ;

3<sup>o</sup> L'amnistie pleine et entière ;

4<sup>o</sup> La cessation de toute intervention militaire dans les pays étrangers notamment en Russie et en Hongrie.

Mandat est donné à la C. G. T. pour la réalisation du programme de faire appel au Cartel interfédéral et d'organiser dans la première quinzaine de juin une tournée de propagande en France et en Algérie s'adressant aux travailleurs des villes, des campagnes, de la mer et mandat est donné au bureau confédéral de se mettre en rapport avec la coalition syndicale d'Angleterre pour en assurer l'application.

14 juillet. — Le bureau confédéral au nom de la C. G. T. lance un appel aux travailleurs pour les inviter à chômer le 21 juillet dans le but de faire triompher leurs revendications. « Démobilisation, cessation de l'intervention en Russie, amnistie, rétablissement des libertés constitutionnelles, notamment la suppression de la censure. »

. . . . .

8 avril. — Le projet d'amnistie déposé par le gouvernement ne comportant pas amnistie pleine et entière la commission administrative proteste contre ce qu'elle qualifie « d'injustice criarde » et en appelle à l'opinion publique.

15 au 20 septembre. — Congrès confédéral.

Le congrès réclame l'amnistie et envoie son salut à tous les emprisonnés victimes de la bataille sociale, soldats et marins victimes des tribunaux militaires.

DISCOURS. — Programme de Jouhaux dans lequel il expose que la disparition du patronat et du salariat sera réalisée par l'expropriation mettant fin à l'ordre social actuellement existant et obligeant à instaurer un ordre entièrement nouveau qui va s'employer à définir l'organisme destiné à diriger dans l'avenir la production et qui est le conseil économique du travail.

Le conseil placé sous l'égide de la C. G. T. assuré du concours de la fédération nationale des coopératives de la Fédération nationale des fonctionnaires et de l'Union syndicale des techniciens de l'industrie du Commerce et de l'agriculture à un comité de direction constitué par 3 délégués de chacune des organisations adhérentes et est présidé par le secrétaire général de la C. G. T. qui prend le titre de secrétaire général du conseil économique du travail.

Le conseil économique affirme dès l'origine la volonté « de désarmer l'Etat en le faisant évoluer vers le moment où il ne sera plus que la représentation des organes collectifs de production et de répartition ; lui retirer les formes de coercition qu'il recèle, soustraire des mains du capital la direction de l'économie nationale ; donner au travail les droits auxquels il aspire et les responsabilités qu'il est à même d'assumer » et proclame hautement qu'il engage contre l'Etat une lutte à l'issue de laquelle les syndiqués doivent être vainqueurs ou vaincus ».

22 octobre. — La commission administrative adopte un ordre du jour de protestation contre la loi d'amnistie du 19 octobre « elle y dénonce à tous les honnêtes gens l'atti-



tude du Parlement qui s'est fait le complice du gouvernement dans sa mauvaise action » et termine ainsi « Emus du sort qui leur est fait envoie son salut fraternel aux soldats mutins de 1917 restés emprisonnés ainsi qu'aux marins de la Mer Noire et les assure de la sympathie de la classe ouvrière organisée ».

*Novembre et décembre.* — Propagande intense pour s'opposer aux transports d'armes et de munitions destinées aux adversaires de la révolution russe.

### *La grève des cheminots*

1920. *Fin février.* — Grève des travailleurs de chemins de fer provoquée par le fait qu'une peine disciplinaire a été infligée par ses chefs à un ouvrier des ateliers de Villeneuve Saint-Georges pour avoir, bien que l'autorisation lui en ait été refusée, abandonné quand même son travail pour se rendre à un congrès de l'Union des syndicats du P. L. M.

*Fin mars.* — Le comité confédéral national après avoir discuté sur la nature de la manifestation qui sera faite le 1<sup>er</sup> mai.

1<sup>o</sup> Décide d'organiser pour le 1<sup>er</sup> mai 1920, d'accord avec l'internationale syndicale, une démonstration mondiale sous forme de chômage général de 24 heures en faveur de la socialisation des moyens de production et d'échange.

2<sup>o</sup> Estime que la situation générale économique de notre pays et de l'Europe, nécessite la préparation et la mise en action de tout l'effort du prolétariat.

3<sup>o</sup> En cas de circonstances exceptionnelles donne mandat à la commission administrative de déterminer au mieux des intérêts généraux de la classe ouvrière, et en lui laissant l'entière maîtrise de son mouvement, le caractère et l'époque d'une action générale.

Puis c'est l'historique de la grève de mai. Les cheminots cessent le travail et mettent le gouvernement devant le fait accompli « grève d'expropriation, de prise de possession ».

*La C. G. T. et le gouvernement*

Attendu qu'il ressort de ces faits.

Que la matérialité des infractions à la loi de 1884 est évidente, que l'aveu de la volonté de les commettre se trouve contenue dans l'article de la *Voix du peuple* déjà cité plus haut et qui, commentant la loi du 12 mars 1920 s'exprime ainsi « L'organisation ouvrière s'est constituée et continuera de le faire en dehors de la loi .»

Que sa ligne de conduite a été la même vis-à-vis des syndicats de fonctionnaires dont elle prétend avoir reçu la tutelle de la bouche même d'un ministre.

Que si grande qu'ait été la bienveillance de ce ministre à leur égard, ces paroles ne pouvaient avoir la portée que M. Jouhaux leur attribue.

Que bien que prétendant vouloir ignorer la loi de 1920 les inculpés en avaient cependant connaissance puisqu'ils donnaient sur elle leur appréciation dans la *Voix du peuple* et qu'ils y avaient notamment lu qu'une loi fixerait le statut des fonctionnaires ce que le ministre assurément n'ignorait pas.

Que l'intention hautement, et de longue date proclamée par la C. G. T. a été de faire de la liberté syndicale, non l'instrument d'éducation et d'union que prévoyait la loi de 1884, mais un instrument de guerre sociale.

Que cette guerre a été déclarée à l'Etat sans agression de sa part, et en employant une diplomatie et des armes dont l'emploi ne saurait être admis (l'ultimatum sans discussion, la contrainte, l'arrêt de la vie nationale).

Que si l'Etat a différé de requérir l'application de la loi cette abstention ne saurait être invoquée à aucun titre comme impliquant prescription ni amnistie des infractions commises,

Qu'il devait être amené à enrayer ce mouvement un jour ou l'autre parce qu'il dispose de sa force et que devant être avant tout producteur de sécurité et d'ordre, on ne peut

concevoir qu'il abdique devant un groupement syndical qui prend ouvertement à son égard la qualité d'ennemi,

Qu'aucun gouvernement régulièrement constitué par la décision souveraine de la volonté nationale, ne peut tolérer que se constitue en face de lui et contre lui, sous la façade syndicale un autre gouvernement créé par une minorité d'agitateurs et qui prétend lui imposer les volontés de cette minorité.

Que cette dualité incompatible avec la nature même de la fonction gouvernementale et les conditions de son accomplissement est d'autant plus inadmissible qu'elle révèle chez les dirigeants de la C. G. T. une méconnaissance profonde des aptitudes requises pour exercer cette fonction ;

Qu'une différenciation essentielle existe en effet et doit être respectée entre la capacité propre à l'exercice d'un métier technique ou à l'excitation des passions révolutionnaires et les capacités d'une toute autre nature qui permettent de bien administrer une entreprise, c'est-à-dire de prévoir, organiser, commander, coordonner, contrôler ou bien de gouverner c'est-à-dire de traduire la volonté nationale et de la diriger dans le sens conforme aux intérêts généraux et vitaux du pays tout entier.

Qu'un rappel à l'ordre était d'autant plus nécessaire que la C. G. T. a mieux manifesté la valeur de ses dirigeants et l'ardeur de ses membres.

Qu'un syndicat et à plus forte raison une confédération générale de syndicats ne sont pas des centres d'études purement théoriques, mais des foyers d'action également puissants pour le bien et pour le mal suivant qu'ils restent dans leur voie (celle de 1884). ou qu'ils s'en écartent pour suivre ce mirage des révolutions stériles et purement destructives, comme en l'espèce.

Que la C. G. T. s'est montrée capable de cette double action et qu'il ne faut pas oublier les services rendus par elle pendant la guerre, ses rapports utiles avec les pouvoirs publics pendant cette effroyable crise, non plus que son

souci d'organisation positive et de documentation méthodique conforme à l'esprit de la loi et aux espoirs du législateur, s'il n'avait été immédiatement interprétée comme une source de conflits volontairement provoqués entre le monde du travail et le gouvernement et un moyen de lutte violente simple succédané de l'émeute, destiné à obliger les pouvoirs publics à s'incliner devant les injonctions syndicales.

Qu'en regard de cet effort il faut retenir les erreurs d'orientation que la C. G. T. a commises.

Que la plus grave de ces erreurs consiste à avoir méconnu la grande loi d'évolution qui spécialise et différencie les organes au fur et à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des préoccupations sociales aussi bien que des êtres vivants, et que le législateur de 1884 avait cependant respectée en spécialisant l'action syndicale dans l'étude et la défense d'intérêts économiques, le gouvernement et les assemblées parlementaires restant investis et maîtres de l'autorité publique ;

Que les dirigeants de la C. G. T. ont été manifestement grisés par l'importance d'attributions momentanées qui leur ont été données sous la pression des circonstances et par la collaboration à laquelle les ont admis des ministres qui ont pu pendant la crise placer l'union sacrée au-dessus des hiérarchies sociales sans s'arroger cependant au détriment du pouvoir législatif le droit de modifier la législation en vigueur.

Que les inculpés se sont ainsi engagés dans la voie dangereuse d'une révolution politique, d'autant plus incompatible avec les prérogatives essentielles de l'Etat que cette action s'appuie sur tout un réseau d'alliances avec de puissantes organisations syndicales étrangères, acquises à l'internationalisme ;

Qu'ils ont prétendu créer un état dans l'Etat, imposer à l'Etat régulier de tolérer la réalisation violente de conceptions politiques unilatérales, sans son concours, et contre lui, et se sont enfin employés à soutenir par l'action syndi-

cale révolutionnaire, des manifestations, si nettement politiques, que la classe ouvrière retenue par l'instinct plus sur qui concentre ses préoccupations sur les questions réellement économiques, a refusé de les suivre ;

Qu'il appartient essentiellement au gouvernement investi du pouvoir et responsable de l'avenir du pays de seconder de toute son autorité cette résistance de la classe ouvrière, à subir les écarts de directions qu'on a prétendu à tort lui faire subir, et de maintenir, par l'application des lois, l'action ouvrière dans le cadre exact qui lui avait été tracé, non pour restreindre arbitrairement son domaine mais pour la rendre plus féconde, compatible avec l'ordre social et conforme à la loi ;

Qu'au lendemain de la victoire, que seule l'union sacrée a rendu possible, cet ordre est plus que jamais une nécessité et qu'il importe essentiellement de ne pas compromettre par la fantasmagorie d'un idéal révolutionnaire, plus ou moins décevant et plus ou moins en opposition avec les lois profondes qui régissent la vie de toute société, l'accomplissement du devoir qui s'impose à tous dans les circonstances présentes, de serrer les rangs pour réparer les ruines de la guerre, de coordonner toutes les énergies, et de tendre toutes les volontés pour remplacer dans un immense effort de production les forces que nous avons perdues ;

Attendu que cet ensemble de faits précis et concordants démontre surabondamment que les inculpés ont volontairement dépassé le domaine des intérêts économiques et la limite expressément imposée à l'action syndicale,

Par ces motifs :

Attendu que les divers chefs de préventions relevés par ordonnance de renvoi sont établis,

Vu les articles 2, 3, 4, 5, 8 et 9 de la loi du 21 mars 1884 modifiée par la loi du 12 mars 1920,

Condamne :

Jouhaux, Lapierre, Dumoulin, Lament, Calveyrach, chacun et solidairement à 100 francs d'amende.



Les condamne en outre solidairement aux dépens.

Prononce la dissolution de la C. G. T.

Nomme Doyen expert avec mission de procéder à la liquidation des biens de la C. G. T. dissoute.

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

Que conclure de ce jugement ? d'aucuns l'ont sévèrement critiqué, et l'ont présenté comme un jugement politique.

Nous ne pensons pas qu'ils en soit ainsi, il est hors de doute à notre avis que la condamnation était justifiée.

D'abord parce qu'elle sanctionnait des infractions aux dispositions relatives à la constitution des syndicats (art. 4) mais encore et surtout parce que la C. G. T. pour employer les termes du jugement, était « sortie des limites dans lesquelles la loi entendait qu'elle enfermât son action. »

Sans doute M. Paul Boncour qui a prononcé une éloquente plaidoirie a-t-il tenté de démontrer « qu'en réclamant la nationalisation des services publics, en essayant de sortir du cercle de fer de réformes insuffisantes d'augmentations de salaire sans issue dont l'effet est annihilé par des augmentations correspondantes de la vie, la C. G. T. reste fidèle à son but le plus essentiel ».

Ce raisonnement ne nous convainc pas et il est facile de le réfuter ; est-ce défendre ses intérêts professionnels que de réclamer la démobilisation, est-ce défendre les intérêts professionnels que de manifester en faveur de la conclusion de la paix que de se solidariser avec les mutins et les déserteurs ?

Sans doute nous objectera-t-on la C. G. T. réclamait-elle aussi et surtout une meilleure organisation de la production et de la répartition des biens, soit nous n'avons pas ici l'intention de soutenir, coûte que coûte le régime capitaliste, mais cependant il n'y a pas possibilité d'ergoter sur ce fait que la C. G. T., en prêtant son appui aux grèves de 1920, grèves qui ont menacé l'économie générale du Pays, s'est insurgée contre l'Etat, et qu'elle a usé, pour arriver à ses fins, d'une

méthode illégale puisque opposant la masse des travailleurs organisés aux pouvoirs régulièrement constitués, elle a prétendu faire plier la volonté de ceux-ci devant la volonté de ceux-là et supplanter l'Etat dans ses prérogatives les plus essentielles.

C'est à juste titre que M. Maxime Leroy a qualifié les grèves de 1920 de grèves anticonstitutionnelles, c'est avec juste raison également que le tribunal les a considérées comme des grèves d'expropriation et de prise de possession.

Expropriation des possédants par les non-possédants, mais aussi expropriation des pouvoirs au bénéfice des organisations révolutionnaires, et prise de possession par ceux-ci de tous les organes de l'Etat.

Ce jugement présente donc un double intérêt en ce qu'il permet de comprendre la portée exacte de la loi du 21 mars 1884 touchant l'activité des syndicats ou unions de syndicats.

La jurisprudence française s'est donc conformée exactement à l'esprit de la loi, qui, tout en proclamant la légalité des syndicats ouvriers, a voulu limiter leur champ d'activité aux questions strictement corporatives.

Si nous envisageons maintenant la grève en elle-même, nous constaterons que les tendances de la jurisprudence sont celles que nous venons d'indiquer. Il est en effet de jurisprudence constante que si la grève est licite lorsqu'elle poursuit un objectif d'ordre professionnel son usage abusif « est limité par le respect du droit d'autrui et par les obligations incombant au gréviste lui-même (1). »

Elle doit être considérée dans ce cas comme une rupture du contrat du travail, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'une grève à mobiles politiques.

Ainsi en a décidé la Cour de Grenoble dans son arrêt en date du 10 novembre 1920.

Il s'agissait en l'occurrence d'une grève qui avait éclaté

(1) Tribunal régional Mulhouse, 28 janvier 1923.

en pleine guerre (le 21 mai 1918) dans les industries textiles et métallurgiques de Vienne. L'une des grévistes une demoiselle Coste s'étant vue congédiée par les patrons leur réclamait des dommages intérêts. Le tribunal civil de Vienne a jugé que sa demande ne pouvait être accueillie du fait qu'elle avait elle-même mis fin au contrat, qui l'unissait aux sieurs Truchy et C<sup>ie</sup>. La cour de Grenoble saisie d'un pourvoi par la demoiselle Coste confirmait ce jugement et en adoptait non seulement tous les attendus, mais condamnait expressément cette grève comme ayant un caractère politique.

« La Cour,

Adoptant les motifs du premier jugement,

Attendu en outre qu'il est constant que la grève à laquelle s'est associée la demoiselle Coste n'était inspirée par aucun caractère économique ou corporatif, les faits étaient fomentés par quelques meneurs défaitistes sévèrement condamnés d'ailleurs par les tribunaux militaires, dans l'unique but d'entraver à l'un des moments les plus critiques de la guerre la fabrication de l'outillage indispensable à la défense nationale afin de pousser à une paix prématurée, qu'en admettant par simple hypothèse que comme le fait plaider l'appelant, la grève ne fut pas en principe une cause de rupture du contrat de travail il n'en serait pas moins certain que le fait par la demoiselle Coste d'avoir en un tel moment et pour un pareil mobile abandonné l'usine pendant 4 jours pleins, constituaient une faute grave et surtout inexcusable de la part d'une surintendante, ayant pour premier devoir de veiller avec sollicitude à la moralisation et à la protection des ouvrières, notamment de celles qui avaient courageusement résisté aux menaces en refusant de cesser leur travail ; que c'est expressément pour ces motifs que Vibert, Truchon et C<sup>ie</sup> lui ont donné congé, et qu'il faut bien reconnaître que jamais congé immédiat n'a été moins abusif et mieux justifié.

Confirme purement et simplement pour être exécuté en sa forme et teneur le jugement rendu entre les parties le

19 juillet 1919 par le tribunal civil de Vienne et de qui sortira de son entier effet.

Condamne M<sup>lle</sup> Coste à l'amende et aux dépens.

M<sup>es</sup> Bontemps (du barreau de Lyon) et Lévy-Oulmann (du barreau de Paris), avocats.

Cet arrêt peut être rapproché d'un jugement rendu par le conseil des Prud'hommes de la Seine le 28 septembre 1927.

Voici les faits. Les sieurs Angevin, Moulins et autres, avaient assigné le sieur Dubois leur patron pour lui réclamer des indemnités de rupture d'un contrat de travail ainsi que des dommages-intérêts pour préjudice par eux subi.

« Nous juge de paix,

Attendu qu'il résulte de l'exploit introductif d'instance que les sieurs Angevin, M<sup>me</sup> Bedottier, M. Léon, M<sup>lle</sup> Heibig Moulrier, Gasner et M. Barret ont assignés le sieur Dubois leur patron pour lui réclamer des indemnités de rupture d'un contrat de travail ainsi que des dommages intérêts pour préjudice par eux subi.

Attendu qu'il est constant que les demandeurs avaient décidés de faire grève à l'occasion projetée de l'exécution de Sacco et Vanzetti.

Attendu que malgré le refus formel de leur patron de leur accorder une permission pour se livrer aux manifestations de sympathie en faveur de deux ouvriers italiens et la menace de leur démission, les demandeurs ont persisté quand même à faire une grève de protestation.

Attendu que cette grève ne correspondait à aucun besoin corporatif ou professionnel et qu'elle n'avait en vue qu'une manifestation de sympathie en faveur de Sacco et Vanzetti que dans ces conditions, nous devons constater qu'il y a eu un abus du droit de grève et une rupture brusque du contrat de travail par les ouvriers du sieur Dubois.

Attendu que l'ouvrier qui se met en grève rend impossible par son fait volontaire la continuation de l'exercice du contrat de travail qui le liait au patron ; que si la grève ne constitue pas un délit pénal elle n'en constitue pas moins,

quelque soient les mobiles auxquels les ouvriers aient obéis, une rupture caractérisée du contrat de travail.

Attendu au surplus que quiconque use d'un droit sans nécessité porte préjudice à autrui et commet un acte illicite qui constitue un abus de ce droit, non pas à raison de l'intention qui l'inspire, mais par lui-même parce qu'il constitue objectivement un fait normal excessif contraire à la destination économique et sociale du droit subjectif réprouvé par la conscience publique et dépassant par conséquent le contenu du droit, puisque tout droit au point de vue social est relatif et qu'il n'y a pas de droit absolu ; qu'il suffit qu'un acte ne soit pas compris dans la sphère du droit abstraction faite de ce motif, pour qu'il constitue un abus de pouvoir et qu'alors l'on puisse le discuter et le condamner ;

Attendu qu'une jurisprudence constante et récente de la Cour de Cassation, arrêt du 29 décembre 1925 (*Gazette du Palais*, 1926, 1, 402) S. 1927, 1, 67 proclame que la grève qui ne répond pas à des besoins uniquement corporatifs et professionnels rompt le contrat de travail et justifie de la part du patron une demande de dommage intérêt.

Par ces motifs,

Déclarons les demandeurs mal fondés et les condamnons aux dépens de l'instance.

Recevons le sieur Dubois en sa demande reconventionnelle et fixons à 50 francs le montant des dommages-intérêts auxquels les demandeurs seront tenus solidairement en réparation du préjudice à lui causé par suite de la rupture injustifiée de leur contrat de travail. «

Enfin, nous citerons pour terminer un arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation rendu le 9 février 1924 duquel il résulte que si la cessation de travail dans une industrie privée peut être l'exercice d'un droit, la grève générale c'est-à-dire l'interruption totale des relations essentielles au fonctionnement de la société livrerait celle-ci aux violences de l'anarchie ; que toute propagande en vue d'une pareille grève a donc un caractère anarchiste (art. 1<sup>er</sup>, Loi



du 28 juillet 1894) et que, lorsqu'elle est accompagnée d'une provocation à l'un des crimes ou délits visés par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 juillet 1894, cette provocation tombe sous le coup de ladite loi.

La Cour. — Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1 et s. de la loi du 28 juillet 1894, 25 de la loi du 29 juillet 1881, 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré le tribunal correctionnel compétent pour connaître des faits incriminés, alors que ceux-ci ne constituent pas une provocation à l'un des crimes ou délits prévus par les textes précités et en ce que n'ayant pas exactement caractérisé le but de propagande anarchiste poursuivi par les prévenus, il a mis la Cour de Cassation dans l'impossibilité d'exercer son contrôle. — Sur la 1<sup>re</sup> branche attendu que les demandeurs sont prévenus, Kœnig d'avoir à Sainte-Marie aux Mines dans un but de propagande anarchiste par des écrits ou imprimés vendus, distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publiques, et contenant le passage suivant rédigé en langage allemand.

« Si on osait surprendre le peuple par ordre de mobilisation et l'employer au service du bourreau international, alors le peuple ouvrier organisé, fidèle à sa mission, organisera la grève générale afin d'étouffer toute guerre dans son germe, commis le délit de provocation au crime d'attentat contre la sûreté extérieure de l'Etat prévue et puni par l'article 77 code pénal, Stiff ; Birgy et Offenbroich de s'être rendus complices de ce délit soit en donnant des instructions pour le commettre, soit en procurant les moyens qui ont servi à l'action sachant qu'ils devaient y servir et que l'arrêt attaqué a déclaré la juridiction correctionnelle compétente pour connaître de la provocation ;

Attendu que s'agissant d'une décision qui, statuant sur la compétence ne juge pas le fond du procès il n'y a lieu de rechercher si le fait d'organiser la grève générale en cas de mobilisation constituerait ou non le crime visé par le dit article, qu'il suffit de constater que la provocation incriminée

est aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 juillet 1894 justiciable des tribunaux de police correctionnelle, quand elle a été commise dans un but de propagande anarchiste,

Sur la seconde branche : Attendu que si la cessation de travail dans une industrie privée peut être l'exercice d'un droit, la grève générale, c'est-à-dire l'interruption totale des relations essentielles au fonctionnement de la société livrerait celle-ci aux violences de l'anarchie, que toute propagande en vue de la grève générale a donc un caractère anarchiste et que lorsqu'elle accompagne la provocation à l'un des crimes ou délits visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 juillet 1894 cette provocation tombe sous le coup de ladite loi, et attendu que l'arrêt est régulier en la forme.

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu par la Cour de Colmar le 27 octobre 1923.

Du 9 février 1924 ; Chambre criminelle : MM. Bard, président ; Paillot rapporteur ; Mornet, avocat général, Hersant, avocat.

La jurisprudence est donc constante dans ses décisions, elle condamne, nous l'avons vu la grève politique, générale ou non, comme ne répondant pas aux besoins professionnels des individus.

Mais elle a fait mieux, elle a sanctionné certaines pratiques préconisées par les partisans de la grève générale destinées à faire pression sur les dissidents et à les obliger à faire cause commune avec les grévistes.

Et ces condamnations s'expliquent d'autant que, si lors d'une grève professionnelle, la liberté du travail doit être respectée, elle doit l'être d'autant plus lorsque la grève générale est déclarée, et que certains individus, conscients de leur devoir, continuent à travailler, malgré les risques que leur font courir les agissements coupables des grévistes. La cour de Cassation a donc fait une large application de l'article 414 du code Pénal dans les deux arrêts suivants :

ARRÊT. — La Cour, sur le moyen unique pris du défaut

Henri-Barthélémy-Aymé.

de base légale de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 et de l'article 414 code pénal en ce que l'arrêt attaqué prononce des condamnations pour atteinte à la liberté du travail sans constater à la charge personnelle de chacun des prévenus, soit un acte de violence soit une voie de fait, soit une menace ou une manœuvre frauduleuse,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que le 7 mai 1920 tandis qu'un commencement de grève s'était manifesté sur plusieurs lignes de chemins de fer en Algérie, les prévenus Massa Lahache, et Andréani, employés des Compagnies Bone, Guelma et P. L. M. parcouraient en auto les divers gares du réseau ; que, s'étant présentés ensemble à la gare Saint-Charles comme délégués de leur syndicat auquel ils devaient rendre compte de l'état de la grève, le chauffeur Bernard interpellé par eux leur répondit qu'il voulait reprendre le travail que l'un des prévenus lui dit alors « puisque tu reprends ton travail nous resterons en grève jusqu'à ce que tu sois révoqué ».

Attendu que ces propos constituaient une menace caractérisant le délit d'entrave à la liberté du travail, ayant été tenu au nom des 3 délégués agissant après s'être concertés et excipant ensemble des mêmes pouvoirs, ainsi que le constate expressément l'arrêt, c'est à bon droit que la Cour d'appel a décidé que Massa Lahache, et Andréani en étaient moralement responsables et les a condamnés tous trois comme co-auteurs, que le moyen ne saurait dès lors être accueilli, et attendu que l'arrêt est régulier en sa forme et que les faits qui y sont souverainement constatés justifient la qualification et les peines .

Rejette le pourvoi formé contre un arrêt rendu par la Cour d'appel d'Alger, le 14 octobre 1920.

Du 14 janvier 1921 ; Chambre criminelle : MM. Bard, président ; Cénac, rapporteur ; Dépéiges, avocat général ; Mornard, avocat.

Cassation criminelle, 22 mars 1923.

ARRÊT. — La Cour, sur le moyen pris de la fausse application de l'article 414 code pénal.

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que Hervieu, secrétaire du syndicat des dockers, s'est présenté devant le navire *Gerd* accompagné d'un ouvrier précédemment congédié en raison de son état d'ivresse, et suivi d'un groupe de 100 à 150 ouvriers non embauchés, qu'il a enjoint sous le prétexte fallacieux que l'ouvrier qui l'accompagnait avait été renvoyé pour avoir visité les cartes syndicales des ouvriers embauchés, aux dockers occupés au déchargement du bateau de cesser immédiatement le travail.

Attendu que l'arrêt attaqué a pu déduire de ces constatations que l'intervention du prévenu revêtait un caractère nettement comminatoire à l'encontre des dockers au travail et constituait à leur égard un acte d'intimidation portant atteinte à la liberté de leur travail et de nature à amener une cessation concertée du déchargement du navire.

Attendu dès lors qu'en reconnaissant les prévenus coupables du délit réprimé par l'article 414 l'arrêt attaqué a fait une exacte application des dispositions de cet article.

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu par la Cour de Rouen le 27 janvier 1923, etc...

Du 22 mars 1923, Chambre criminelle MM. Bard, président, Mallein rapporteur; Block Larroque avocat général.

Voici terminée l'étude de la législation et des décisions de la jurisprudence française.

Quelle conclusion pouvons-nous en tirer ?

Il est un fait qui tout d'abord s'impose à nous, c'est l'incohérence de notre législation en matière de conflits du travail.

Nous avons cherché à dégager les textes qui dans nos codes sanctionnent les grèves dans les services publics et dans les services concédés, or nous n'en avons point trouvé.

Hormis les articles 123 et 124 du code pénal dont l'application est, nous l'avons vu, fort restreinte, et les articles 431 et 432 du même code, lesquels sont d'un usage très limité, il n'existe, à l'heure actuelle, aucune disposition de loi de nature à réprimer ces tentatives plus ou moins révolutionnaires qui pourraient désorganiser nos grands services publics et par cela même mettre en péril la nation tout entière.

Si, faisant abstraction de ces cas spéciaux, nous considérons uniquement la grève générale en elle-même, nous sommes obligés de constater que, là encore, il y a carence du législateur : Celui-ci en 1884 n'a rien prévu ; peut-être nous objectera-t-on que, à cette époque, le spectre de la grève générale n'apparaissait pas aussi menaçant que de nos jours.

Sans doute, mais cette objection pour peu qu'on y réfléchisse ne tient pas : dès le début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle en effet, les symptômes d'un mouvement révolutionnaire grandissant à l'ombre du syndicalisme, pouvaient être aisément distingués. Les grèves se succédaient les unes aux autres toujours plus violentes émaillées çà et là d'incidents sanglants.

La propagande des grèves généralistes un instant interrompue par la guerre, redoublait dès l'armistice avec une intensité inconnue jusqu'alors ; devant ces faits indéniables qu'a-t-on fait ? Rien, toujours rien. Bien au contraire ceux qui avaient la charge de gouverner le pays loin de prendre des mesures que réclamait le bon sens se sont faits les fourriers de la Révolution : la basse politique dont Sorel et ses disciples ont si heureusement flétri les agissements, a triomphé du souci de sauvegarder les intérêts vitaux de la nation : sous prétexte d'assurer aux individus une liberté toujours plus grande, on en est arrivé à ne plus pouvoir réfreiner leurs excès.

Et Dieu sait si les avertissements n'ont pas manqué. Mais il eut fallu pour qu'on en tint compte savoir et vouloir agir, il eut fallu braver l'hostilité des foules. Reconnaissons que certains ont eu parfois conscience du danger, puisque



tel, Briand, ils n'ont pas hésité aux heures graves, à engager leur responsabilité personnelle en employant les moyens extrêmes pour maintenir l'ordre ; mais ce n'est là qu'une exception ; pour la grande majorité rien n'existe hormis la préoccupation de contenter l'électeur. Dès lors il ne faut pas chercher à construire une œuvre solide, mais tout au plus se contenter de travailler au jour le jour. C'est ainsi que les assemblées parlementaires se rendent elles-mêmes incapables d'aucun travail suivi, et qu'elles détruisent peu à peu la belle ordonnance des monuments juridiques que nous a légué le passé et dont on ne peut s'empêcher d'admirer la ligne et l'équilibre. Quoi qu'il en soit, la législation française est à l'heure actuelle caduque, dépassée par les événements elle est restée bien en arrière des conceptions sociales modernes, nous allons voir en étudiant les législations anglaises et italiennes que dans ces pays il s'est trouvé des hommes assez honnêtes pour faire adopter ou même pour imposer des modifications aux lois en vigueur qui donnèrent à celles-ci une efficacité inconnue chez nous.

## TITRE II — ÉTRANGER

*(Angleterre-Italie)*

---

### ANGLETERRE

#### LA LOI DU 29 JUILLET 1927 SUR LES TRADE-UNIONS

##### CARACTÈRE DÉCLARATIF DE L'ARTICLE PREMIER

Inovations contenues dans la loi.

A) De l'intervention judiciaire.

1<sup>o</sup> directe — les cas où elle s'exercera, modifications apportées à la loi de 1920 (Emergency Powers act).

2<sup>o</sup> Indirecte — protection des non grévistes — extension des dispositions protectrices aux faits antérieurs au vote du présent article.

B) De la politique syndicale de conscription des neutres.

Comparaison des dispositions de la loi de 1906 avec celles contenues dans l'article III de la loi de 1927.

C) Gestion des fonds politiques des Unions.

Le texte de la loi du 7 mars 1913. — Article IV de la loi de 1927.

Substitution du consentement express au consentement tacite.

D) Régime des associations de fonctionnaires.

Article V : Possibilité pour les fonctionnaires de constituer des syndicats dont l'objet doit être uniquement l'étude des questions corporatives.

Article VI. — Paragraphe 4. — Interdiction des grèves de fonctionnaires.

Le vote de l'Act de 1927 sur les Trade-unions et les conflits du Travail, offre un intérêt particulier en ce qu'il soumet dans une large mesure d'une part l'activité exté-

rieure des syndicats, et d'autre part l'administration de leurs fonds et leurs décisions disciplinaires au contrôle judiciaire. Néanmoins si l'autonomie syndicale, paraît devoir être sérieusement compromise ce ne peut être qu'au point de vue manifestations extra-corporatives de son activité.

La loi comporte certaines innovations fondamentales qui peuvent se grouper sous quatre chefs

- a) Intervention judiciaire ;
- b) répression de la politique syndicale de conscriptions des neutres ;
- c) la gestion des fonds politiques des unions ;
- d) le régime des associations de fonctionnaires.

Avant d'en présenter une analyse détaillée il nous faut donner quelques indications d'ordre général sur l'esprit même de cette loi.

Remarquons tout d'abord, que les rédacteurs de l'Act de 1927 n'ont employé ni les expressions de grève générale ni celle de grève de sympathie ; l'intention bien nette du gouvernement était cependant de rendre impossible le retour des faits qui se sont produits lors de la grève des mineurs.

Le premier article est déclaratif, c'est-à-dire qu'il déclare quelle est, de l'avis du gouvernement, la législation existante.

*Article 1. a — Est illégale toute grève.*

I. — Dont le but ne consiste pas uniquement par sa nature ou sa portée, à soutenir un différend du travail dans le cadre de la profession ou de l'industrie à laquelle appartiennent les grévistes.

II. — Qui a pour objet ou est susceptible d'agir par contrainte sur le gouvernement, soit directement, soit en portant préjudice à la collectivité.

b) Est illégal tout lock-out.

I. — Dont le but ne consiste pas uniquement par sa na-

ture ou sa portée à soutenir un différend de travail dans le cadre de la profession ou de l'industrie à laquelle appartiennent les employeurs qui décident le lock-out.

II. — Qui a pour objet ou est susceptible d'agir par contrainte sur le gouvernement, soit directement, soit en portant préjudice à la collectivité, de plus il est illégal d'entreprendre de continuer, ou de subventionner en vue de les soutenir ou de les favoriser toute grève illégale, ou tout lock-out illégal de cette nature. »

Le législateur explique ensuite ce qu'il entend par différend du travail rentrant dans le cadre de la profession ou de l'industrie.

*Article 1.* — « Aux fins des dispositions précédentes :

a) Un différend de travail ne sera considéré comme rentrant dans le cadre d'une profession ou d'une industrie donnée que si ce produisant entre employeurs et ouvriers ou entre ouvriers et ouvriers de la profession ou de l'industrie en question, il se rapporte soit à l'emploi ou au non emploi, soit aux conditions d'emploi ou de travail des personnes appartenant à la dite profession ou industrie.

b) Sans préjudice de la portée générale de l'expression profession ou industrie, les salariés seront considérés comme appartenant à la même profession ou industrie, si leurs salaires ou leurs conditions d'emploi sont fixés conformément à la décision des mêmes conseils professionnels mixtes, commission de conciliation ou autre organisme similaire, ou conformément aux conventions passées avec le même employeur ou groupe d'employeurs ».

De la lecture de ce texte se dégagent les conclusions suivantes :

Si l'illégalité frappe certaines grèves de sympathie, elle ne les frappe pas toutes. En effet une grève faite par des ouvriers pour soutenir d'autres ouvriers de la même profession ou de la même industrie ne sera pas considérée comme illégale, alors que la grève engagée pour soutenir les revendications de travail leur appartenant à une pro-

fession ou une industrie différente pourra donner lieu à des poursuites.

Cette illégalité frappera une grève qui n'est pas la conséquence d'une autre, lorsque cette grève n'aura pas uniquement pour objet de soutenir un différend de travail dans le cadre de la profession ou de l'industrie, mais qu'elle sera susceptible ou bien d'agir par contrainte sur les pouvoirs publics, pour les forcer à faire quelque chose (la contrainte serait directe) ou bien de causer à la collectivité un préjudice tel que le gouvernement soit obligé de céder (la contrainte serait indirecte).

La portée de cet alinéa est considérable, il laisse le gouvernement et surtout les juges seuls maîtres d'apprécier la légalité ou l'illégalité d'une grève.

Hormis les cas très précis de grèves strictement corporatives il y aura possibilité de déclancher des sanctions.

Toute la question est de savoir si une grève générale peut être considérée comme rentrant dans la catégorie des grèves illégales.

On peut sans crainte conclure par l'affirmative les conclusions des orateurs parlementaires anglais, conservateurs, ou libéraux, qui sont intervenus lors des séances au cours desquelles le Parlement anglais s'est occupé de la grève générale des mineurs, sont de même ordre ; tous se sont efforcés de démontrer qu'une grève de cette envergure n'avait plus aucun caractère professionnel.

« Lorsqu'on étend ainsi un conflit du travail affectant une seule industrie jusqu'à lui faire englober une vingtaine d'industries des plus essentielles à la vie de la nation on en modifie le caractère ».

C'est ainsi que s'exprime M. Baldwin à la Chambre des Communes le 3 mai (1).

L'act de 1927 sans interdire expressément la grève générale la condamne donc implicitement.

(1) Cité dans Paul Baratier, *l'autonomie syndicale et ses limites devant les cours anglaises*.



Nous avons indiqué que la législation avait introduit certaines innovations. Il nous faut maintenant les examiner en détail.

En ce qui concerne l'intervention judiciaire, celle-ci peut-être directe ou indirecte. Directe, elle est la conséquence immédiate du fait illégal ou plus exactement de la responsabilité pénale qu'entraîne ce fait, et donne lieu à l'application de sanctions pénales, l'attorney général poursuivra donc de sa propre autorité. Indirecte, cette intervention sera la conséquence d'un préjudice causé à une tierce personne lésée dans ses intérêts ou victime d'une décision prise à son encontre par un syndicat ou une association dont elle faisait partie, l'autorité judiciaire agira alors sur la demande de la personne lésée.

#### A. — DE L'INTERVENTION JUDICIAIRE DIRECTE

Nous avons dit quelle était la conséquence de l'accomplissement du fait illégal celui-ci entraînant immédiatement la responsabilité pénale de ses auteurs avec sanctions à l'appui.

Le paragraphe II de l'article 1 est ainsi rédigé : Quiconque déclare ou provoque une grève ou un lock-out déclarés illégaux par la présente loi, incite d'autres personnes à y prendre part ou agit de quelque autre manière en vue de soutenir les dites grèves et lock-out sera passible soit par voie de procédure sommaire, d'une amende de 10 livres au plus ou d'un emprisonnement de trois mois au maximum soit devant le jury d'un emprisonnement de deux ans au maximum.

Toutefois aucune personne ne sera considérée comme ayant commis une infraction aux termes du présent article au droit commun, si elle a simplement soit cessé de travailler soit refusé de continuer à travailler ou d'accepter du travail.

Le paragraphe suivant de l'article 1 qui contient certaines instructions quant à la faculté d'intervenir et de poursuivre des ministères publics a pour objet comme l'a déclaré

le procureur général lui-même « d'assurer que les dispositions de la loi ne seront invoquées d'une manière oppressive dans un cas où elles ne devraient pas s'appliquer, et que le mécanisme de la loi ne sera mis en mouvement que s'il s'agit d'un cas où un fonctionnaire responsable de la Couronne estime que des poursuites soient justifiées ».

Ce paragraphe n° 3 dispose en effet que :

Si une personne est poursuivie devant un tribunal pour infraction au présent article, aucune autre poursuite en raison de cette infraction, ne sera intentée contre elle sans l'approbation du procureur général, excepté dans la mesure où le tribunal peut juger nécessaire de s'assurer à titre préventif par incarcération, liberté sous caution, ou autrement, de la personne poursuivie ; toutefois le présent paragraphe ne sera pas applicable à l'Ecosse ni à toutes poursuites intentées par le directeur des poursuites publiques ou en son nom ».

Toutefois ces garanties peuvent être suspendues lorsque les circonstances particulièrement graves l'exigent, alors l'intervention judiciaire est plus rapide et la procédure plus sommaire cela se produit lorsque « l'état d'urgence est proclamé ».

Il est indispensable pour le comprendre d'expliquer ce que l'on entend par « urgence ».

D'après la loi de 1920 sur les pouvoirs d'urgence (Emergency Powers Act) le gouvernement, s'il estime que des personnes ou un groupement de personnes ont pris ou menacent directement de prendre une mesure d'une nature et d'une envergure telles qu'elle vise en entravant soit l'approvisionnement ou la distribution des vivres, d'eau, de combustibles ou de lumière, soit des moyens de transports à priver la communauté ou une partie importante de celle-ci d'articles de première nécessité, peut, par une proclamation d'urgence (Proclamation of emergency), déclarer que l'Etat d'urgence existe » (1).

Lorsqu'une proclamation d'urgence a été faite, le gouver-

(1) *Liberté syndicale* (Angleterre). — *Documents du bureau international du travail*.

nement, par voie d'ordres en Conseil, peut faire des règlements pour assurer l'approvisionnement de la communauté en articles de première nécessité, ces règlements peuvent conférer à un secrétaire d'État ou à d'autres personnes agissant au nom de la Couronne les pouvoirs et attributions qui pourront paraître nécessaires pour maintenir la paix, pour assurer et régler l'approvisionnement et la distributions des vivres, d'eau, de combustibles, de lumière et d'autres articles ; pour maintenir les moyens de transports ou de transit et pour assurer la réalisation de tous autres objets indispensables à la sécurité publique et à la vie de la communauté, cette personne peut aussi prendre toutes mesures découlant des pouvoirs sus-mentionnés que sa majesté estimera nécessaires pour assurer l'exercice effectif desdits pouvoirs ».

La loi décide cependant qu'aucun règlement promulgué en vertu de la dite loi ne pourra qualifier délit, le fait pour une personne, ou des personnes quelconques, de prendre part à une grève, ou de persuader pacifiquement toute autre personne à participer à une grève.

Or c'est cette dernière disposition qui a été abrogée par l'Act de 1927 paragraphe 4 de l'article 1 . « Les stipulations sur la loi de 1906 sur les différends du travail et celles de la seconde clause restrictive du paragraphe 1 de l'article 2 de la loi de 1920 sur les pouvoirs en cas d'urgence ne seront applicables à aucun acte commis en vue de préparer ou de soutenir une grève ou un lock out déclarés illégaux par la présente loi ; de plus aucun acte de cette nature ne sera considéré, aux fins d'une disposition législative quelconque, avoir été accompli en vue de préparer ou de soutenir un différend de travail ».

Par conséquent le gouvernement pourra poursuivre les personnes qui aux termes de la loi de 1920 n'auraient pas été inquiétées. Le fait de prendre part, même pacifiquement, à une grève illégale, entraînera désormais des condamnations pénales par une cour de justice sommaire.

« Toutefois aucune personne ne sera considérée comme ayant commis une infraction aux termes des règlements rendus aux termes de la loi de 1920 sur les pouvoirs en cas d'urgence, si elle a simplement, soit cessé de travailler, soit refusé de continuer à travailler ou d'accepter du travail ». Ainsi se termine le paragraphe 4.

#### B. — DE L'INTERVENTION JUDICIAIRE INDIRECTE

Nous devons maintenant indiquer comment se produit cette intervention.

« La section II de l'Act de 1927 se préoccupe de protéger contre les représailles corporatives les syndiqués qui refusent de prendre part à un conflit et les autorise nonobstant toute disposition législative antérieure et toute clause statutaire exclusive de compétence à solliciter des Cours de Justice soit leur réintégration, soit l'attribution de dommages-intérêts à prélever sur les fonds syndicaux et dont le montant est livré à la discrétion du juge » (1).

Voici le texte de cette section II, paragraphes 1 et 2.

I. — Aucune personne refusant de participer ou de continuer à participer à une grève ou à un lock-out déclarés illégaux par la présente loi ne pourra, en raison de son refus ou de tout acte accompli par elle aux termes du présent, article être exclue d'un syndicat ou d'une société, ni astreint à une amende ou à une pénalité ni privée d'un droit ou d'une prestation, dont elle ou ses représentants légaux pourraient être autrement bénéficiaires, ni susceptibles d'être, à un égard quelconque, soit directement, soit indirectement, soumise à des entraves ou placée dans une situation moins favorable que celle des autres membres du syndicat ou de l'association, nonobstant toutes dispositions contraires du règlement d'un syndicat ou d'une association.

II. — Aucune des stipulations des lois de 1871 à 1927 sur les syndicats limitant l'étendue des poursuites qui peuvent

(1) Baratier. — *Loc. cit.*, p. 284.

être exercées par un tribunal, ni aucune des dispositions du règlement d'un syndicat ou d'une association prévoyant d'une manière quelconque la solution des différends ne sera applicable à des poursuites ayant pour but de faire respecter un droit ou une immunité garantie par le présent article ; de plus, dans toute poursuite de cette nature, le tribunal pourra, au lieu d'ordonner la réintégration de la personne radiée du syndicat ou de l'association, enjoindre au dit syndicat ou à la dite association, de verser à cette personne, sur leurs fonds à titre de réparation ou de dommages-intérêts la somme qu'il jugera convenable ».

Le domaine d'application de la règle précédente est très étendue puisqu'il concerne, non pas seulement comme on pourrait le croire les faits à venir mais aussi ceux qui se sont produits antérieurement au vote du présent acte et cela depuis le 1<sup>er</sup> mai 1926.

III. — « En ce qui concerne toute grève ou tout lock-out survenue avant l'adoption de la présente loi, mais postérieurement au 1<sup>er</sup> mai 1926, et illégaux aux termes de la législation telle qu'elle est proclamée par la dite loi, le présent article portera effet comme si cette dernière avait été en vigueur au moment où la grève où le lock-out ont eu lieu ».

Cette disposition rétroactive justifiait la promesse qu'avait fait publiquement le premier ministre au cours de la grève générale.

« Tout homme qui fera son devoir envers le Pays restera au travail ou reprendra le travail au cours de la crise actuelle sera protégé par l'Etat, contre la perte d'avantages syndicaux, d'allocations de retraites ou de pensions. Le gouvernement de sa Majesté prendra dans ce but les mesures nécessaires parlementaires et autres.

Les individus lésés pourront donc s'ils s'estiment lésés ou victimes d'un ostracisme quelconque obtenir réparation du préjudice à eux causé.

Indiquons enfin, pour en terminer avec l'étude de l'intervention judiciaire, que l'article 7 consacre le droit pour les



tribunaux d'interdire par injonction, à la requête de tout intéressé, l'affectation illicite des fonds syndicaux.

Mais le texte autorise aussi l'attorney général à prendre l'initiative de solliciter des magistrats la délivrance d'une telle injonction.

*Article 7.* — « Sans préjudice du droit pour toute personne ayant un intérêt suffisant aux secours de poursuivre en justice ou de solliciter un mandat (injonction) en vue de restreindre tout emploi des fonds d'un syndicat effectué en contravention aux dispositions de la présente loi, un mandat restreignant tout emploi des fonds d'un syndicat en contravention aux dispositions de l'article premier de la présente loi pourra être accordé sur réquisition du procureur général (Attorney général).

Pour l'application du présent article à l'Ecosse, les mots mandats (injunction) et procureur général (attorney général) seront remplacés par les mots : interdiction (interdict) et avocat général (Lord Advocate) ».

b) *De la politique syndicale de conscription des neutres.* — C'est l'article III de l'Act de 1927 qui tranche résolument sur ce point. Dans la plupart des conflits du travail de quelque importance, les hostilités ne se limitent pas aux deux adversaires primitifs : l'un et l'autre cherchent à contraindre les tiers qui sont en rapport commerciaux ou professionnels avec l'adversaire à prendre parti.

On sait également combien la tactique syndicale est fertile en expédients destinés à faire pression sur les non grévistes, pour les obliger à exécuter les ordres des syndicats dont quelquefois ils ne sont même pas membres, boycottages, listes noires, pickiting, grèves de sympathie ont fait l'objet devant les Cours anglaises de décisions contradictoires. Cependant au début du siècle la loi de 1906 est venue abroger dans son article 1<sup>er</sup> relativement aux conflits du travail la doctrine de « civil conspiracy at common law » en même temps qu'elle légitimait dans son article 2 le pickiting pacifique.

« Il sera licite, dispose cet article, pour une ou plusieurs personnes agissant en leur propre nom au nom d'un syndicat ou d'un employeur ou établissement individuel en vue pour la poursuite d'un conflit industriel, de demeurer en faction devant la maison ou le lieu, ou à proximité de la maison ou du lieu où une personne réside ou travaille, ou exploite une affaire, ou peut se trouver si les dites personnes sont ainsi de faction uniquement en vue d'obtenir ou de communiquer pacifiquement des informations ou de persuader pacifiquement une personne de travailler ou de s'abstenir de travailler ».

Mais l'Act de 1927 précise l'intention du législateur à ce sujet, il énumère dans le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 3 les actes illicites.

*Article III.* 1. — « Est déclaré contraire à la loi le fait pour une ou plusieurs personnes (agissant en leur nom ou au nom d'un syndicat, d'un employeur isolé ou d'une raison sociale isolée et nonobstant le fait que ces personnes peuvent agir en vue de préparer ou de soutenir un différend du travail), de se tenir devant ou près d'une maison ou d'un lieu où quelqu'un demeure, travaille exerce la profession ou se trouve momentanément, en vue d'obtenir ou de communiquer des informations ou d'amener ou d'inciter quelqu'un à travailler ou à s'abstenir de travailler, si ces personnes agissent en nombre tel ou autrement de manière telle qu'elles soient susceptibles d'intimider quelqu'un se trouvant dans cette maison ou dans ce lieu, d'empêcher l'accès ou la sortie de ladite maison ou dudit lieu, ou de troubler la paix publique, de plus, le fait de se tenir devant ou près d'une maison ou d'un lieu en nombre ou de la manière déclarés illégaux par le présent paragraphe, sera considéré comme constituant un acte de surveillance (watching) ou d'investissement (bessetting) de cette maison ou de ce lieu, au sens de l'article 7 de la loi de 1875 sur la conspiration et la protection des biens.

Les paragraphes 2 et 3 donnent tous éclaircissements relatifs au sens des mots employés.

II. — « Dans le présent article, le terme intimider signifie provoquer dans l'esprit d'une personne la crainte justifiée soit d'un préjudice causé à elle-même à un membre de sa famille ou à une personne à sa charge, soit de violences ou de dommages causés à des personnes ou à des biens quelconques ; le terme « préjudice » comprend le préjudice causé à une autre personne dans ses affaires, sa profession, son emploi ou une autre source de revenus et comprend également tous torts pouvant donner prise à une action en justice ».

III. — A l'article 7 de la loi de 1875 sur la conspiration et la protection des biens, le terme « intimider » sera considéré comme ayant le même sens qu'au présent article ».

De plus le paragraphe 4 renouvelle l'interdiction de l'article 7 de la loi de 1875 de « surveiller » ou d' « investir » le domicile d'une personne.

IV. — « Nonobstant toutes autres dispositions légales, il sera contraire à la loi pour une ou plusieurs personnes, de surveiller ou d'investir soit une maison, soit un lieu ou quelqu'un demeure, soit les abords de la dite maison ou dudit lieu, dans le but d'inciter une personne à travailler ou à s'abstenir de travailler ; tout contrevenant aux dispositions du présent paragraphe sera passible, par voie de procédure sommaire, d'une amende de 20 livres au plus ou d'un emprisonnement de trois mois au maximum ».

*Gestion des fonds politiques des Unions.* — L'activité politique des Unions a fait l'objet d'une attention toute particulière du législateur.

L'activité politique des Trade-Unions a été officiellement consacrée par la loi du 7 mars 1913.

Voici le texte de la section III de cet act.

I. — Les fonds d'une trade Union ne seront pas appliqués soit directement, soit en conjonction avec d'autres Trade unions, associations ou groupements, soit de tout autre ma-

nière indirecte à la poursuite des objets politiques auxquels cette section s'applique (sans préjudice de la poursuite de tous autres objets politiques), à moins que la poursuite de ces objets ait été approuvée comme objet de l'union par une résolution encore valable, prise au scrutin secret, consécutivement à un vote des membres de l'union, institué dans ce but et en conformité avec cet acte et déterminé par la pluralité des suffrages exprimés ; et lors qu'une telle résolution aura été adoptée, des réglemens qui seront soumis, qu'elle soit enregistrée ou non à l'approbation du Registrar des sociétés de secours mutuels devront être mis en vigueur, stipulant.

a) Que toutes les sommes appliquées à la poursuite de ces objets seront prises sur un fonds séparé (désigné en cet acte sous le nom de fonds politique de l'Union) et que, conformément aux dispositions de cet acte, tout membre de l'union sera exempté de contribuer à ce fonds s'il a notifié à l'union, conformément au présent Act, son refus de contribuer, et

b) Qu'un membre qui est exempté de l'obligation de contribuer au fonds politique de l'union, ne sera pas privé des allocations de l'union, ni soumis à aucun égard, soit directement, soit indirectement à des incapacités ou à des désavantages, par rapport aux autres membres de l'union, sauf en ce qui concerne le contrôle ou la gestion des fonds politiques en raison du fait qu'il jouit de cette exemption et que la contribution au fonds politique de l'union ne deviendra pas une condition préalable pour être admis dans l'union.

II. — Si un membre d'une trade-union allègue qu'il est lésé par la violation d'un article des statuts établi en conformité avec cette section, il pourra se plaindre au Registrar des sociétés de Secours mutuels et le Registrar, après avoir donné au plaignant et à un représentant de l'union, l'occasion d'être entendus, pourra s'il estime qu'une telle violation a été commise, délivrer, pour remédier à la violation,



l'ordonnance qu'il jugera bon de prendre dans la circonstance ; et toute ordonnance de cette espèce aura force obligatoire pour toutes les parties ; elle sera définitive et sans appel ; elle ne pourra être portée devant aucune Cour de Justice, ni être inhibée par une injonction (ou en Ecosse, par un interdit) ; et du jour où elle sera enregistrée au greffe de la Cour du Comté (ou de la Cour du Shériff en Ecosse) elle pourra être exécutée par la force publique, comme si c'était une ordonnance de ces cours.

III. — Les objets politiques auxquels cette section s'applique sont les versements opérés :

« a) Pour couvrir les dépenses faites soit directement, soit indirectement, par un candidat, ou un candidat éventuel au Parlement ou à un office public, avant pendant ou après l'élection, pour sa candidature ou pour ses frais d'élection ; ou

« b) pour tenir des réunions ou distribuer des imprimés ou des documents en vue de soutenir ce candidat ou ce candidat éventuel ; ou

« c) Pour constituer une pension à toute personne élue membre du Parlement, ou investie d'un office public ; ou

« d) Pour faire inscrire à l'union certains électeurs, pour choisir un candidat au Parlement ou à un office public, ou

« e) Pour tenir des réunions politiques de toute espèce pour distribuer des tracts ou des documents politiques de toute espèce, à moins que le but principal des réunions ou la distribution des tracts ou des documents soit la poursuite d'objets statutaires au sens du présent Act.

« L'expression » office public, « en cette section, signifie l'office de membre d'un conseil de comté, d'un conseil de bourg, d'un conseil de district, d'un conseil de paroisse, d'un bureau de bienfaisance ou de tout corps public ayant le pouvoir de lever de l'argent, soit directement, soit indirectement, au moyen de « rates » (taxes).

IV. — Une résolution prise en vertu de cette section, et approuvant les objets politiques comme objets de l'union,



aura la force d'un article des statuts de l'union, elle pourra être annulée de la même manière qu'un tel article et sera soumise aux mêmes règles.

V. — Les dispositions de cet Act, quant à l'affectation des fonds d'une union à des buts politiques, s'appliqueront à une union qui est en totalité ou en partie une coalition ou une fédération d'autre unions, de manière que ce seront les membres individuels des unions constituantes et non les unions elles mêmes qui formeront les membres de cette union (fédérative) mais rien dans cet Act n'empêchera une union constituante de lever sur ceux de ses membres qui n'en ont pas été exemptes par la fédération ou la coalition des contributions au fonds politique de la Fédération ou de la coalition » (1).

Le système adopté par l'Act de 1927 est tout autre, l'article 4 substitue en ce qui concerne l'affectation d'une partie des cotisations individuelles au fonds politique du syndicat l'engagement formel à l'acquiescement tacite « cette substitution du système dit du contracting à celui du « contracting out » précédemment appliqué aboutit à opposer aux syndicats la force d'inertie dont ils bénéficiaient jusqu'alors » (2).

Voici le texte de l'article IV.

« Il est contraire à la loi d'imposer à une personne syndiquée une cotisation destinée au fonds politique d'un syndicat, à moins qu'après la date de mise en vigueur de la présente loi et avant qu'elle n'ait été requise pour la première fois après le 31 décembre 1927 de verser cette cotisation, cette personne n'ait effectué, au siège central ou au siège d'une section d'un syndicat une déclaration écrite, rédigée sous la forme indiquée à la première annexe, par laquelle elle manifeste son consentement à ce versement, et qu'elle n'ait pas ultérieurement annulé cette déclaration de la manière prévue ci-après ; toute personne syndiquée qui n'a

(1) Baradier. — *Loc. cit.*

(2) Baradier. — *Loc. cit.*

pas remis cette déclaration ou qui, l'ayant remise, l'a ensuite annulée, de la manière prévue ci-après sera considérée, aux fins de la loi de 1913 sur les syndicats comme exempté de l'obligation de contribuer au fonds politique syndical ; de plus, les références dans ladite loi à une personne syndiquée jouissant de cette exemption seront interprétées en conséquence.

Toutefois, si, à un moment quelconque, une personne syndiquée, après avoir adressé une déclaration comme susdit, l'annule par une déclaration de retrait, effectuée au siège central ou au siège d'une section du syndicat, elle sera considérée aux fins du présent paragraphe comme ayant annulé sa déclaration, à dater du 1<sup>er</sup> janvier suivant la remise de la déclaration de retrait.

Aux fins du présent paragraphe, une déclaration peut-être effectuée soit en personne, soit par tout mandataire autorisé ; toute déclaration envoyée par la poste à l'adresse du siège central ou du siège d'une section d'un syndicat, sera considérée comme leur ayant été délivrée.

II. — Toute cotisation destinée au fonds politique d'un syndicat due par des membres syndiqués passibles de cette cotisation sera perçue et versée à part des cotisations destinées aux autres fonds du syndicat, et aucune partie de l'avoir du syndicat, autre que les sommes ainsi recueillies à part, ne pourra être attribuée au fonds politique, et aucun avoir d'un syndicat ne faisant pas partie du fonds politique ne sera utilisé ou imputé, directement ou indirectement, pour la poursuite d'un but politique visé par l'article 3 de la loi de 1913 sur les syndicats, toute imputation faite en contravention du présent paragraphe sera nulle et de nul effet.

III. — Tous les règlements syndicaux élaborés et approuvés conformément aux stipulations de l'article 3 de la loi de 1913 sur les syndicats seront modifiés pour être rendus conformes aux dispositions de la présente loi ; ainsi modifiés ils devront être approuvés par le greffier des sociétés de

secours mutuels (dénommé dans la présente loi « le greffier ») dans les six mois de la mise en vigueur de la présente loi, ou dans tel délai plus long que le greffier pourra accorder, eu égard à des circonstances spéciales, les règlements d'un syndicat qui ne sont pas modifiés et approuvés de la manière susdite, seront considérés comme n'étant pas conformes aux stipulations dudit article.

IV. — Nonobstant toutes dispositions de la présente loi jusqu'au 31 décembre 1927, toute personne syndiquée pourra légalement être requise de verser une cotisation destinée au fond politique d'un syndicat, comme si la présente loi n'avait pas été adoptée.

Si le greffier a acquis la preuve et certifie que les règlements syndicaux établis en vue de se conformer aux dispositions du présent article où à celles de la loi de 1913 sur les syndicats modifiée par la présente loi, et qui exigent l'approbation du greffier ont été approuvés par la majorité des membres du syndicat dans un vote pris à cet effet, par le comité exécutif, par le conseil d'administration d'un syndicat ou par la majorité des délégués dudit syndicat votant à une réunion spécialement convoquée à cette fin, ledit greffier pourra approuver lesdits règlements qui, dès lors, porteront effet comme règlements du syndicat, bien que les dispositions desdits règlements prévoyant leur modification ou leur rédaction sous une forme nouvelle, n'aient pas été observées.

VI. L'article 16 de la loi de 1871 sur les syndicats (en vertu duquel les syndicats enregistrés sont tenus de soumettre au greffier un rapport annuel) sera applicable à tous syndicats non enregistrés en ce qui concerne les recettes, fonds, biens, dépenses, fonds de roulement et obligations de son fonds politique.

#### D) RÉGIME DES ASSOCIATIONS DE FONCTIONNAIRES

Pour en terminer avec l'étude de la loi de 1927 il nous faut indiquer la place importante qu'occupe dans celle-ci les dispositions relatives aux associations de fonctionnaires.

Ces associations ne sont certes pas interdites et la meilleure preuve peut en être trouvée dans l'article 6 de la dite loi qui interdit aux autorités locales de soumettre l'admission d'un candidat à la condition de l'affiliation ou à la non affiliation à un syndicat mais les syndicats de fonctionnaires ne peuvent et ne doivent avoir des fins politiques.

*Article 5. I. —* Les règlements fixant les conditions de service dans les institutions civiles de Sa Majesté comporteront une clause interdisant aux fonctionnaires publics permanents d'être membres, délégués ou représentants de toute organisation ayant pour but principal d'exercer une influence ou une action sur les conditions de rétribution ou de travail de ses membres, exception faite pour les organisations dont les membres sont uniquement des personnes au service ou sous les ordres de la Couronne, et qui sont conformes aux dispositions que peuvent comporter les règlements, pour garantir son indépendance complète vis-à-vis de toute organisation dont les membres ne sont pas uniquement des personnes au service ou sous les ordres de la Couronne, ou vis-à-vis de toute fédération, comprenant une organisation de cette nature, pour empêcher son affiliation à une telle organisation ou fédération, et pour garantir en outre, qu'elle ne poursuit aucun but politique et n'est pas associée directement ou indirectement à un parti ou à une organisation politique quelconques.

Toutefois les règlements édictés en vertu du présent article ne pourront avoir pour effet :

a) D'empêcher une personne qui, lors de la mise en vigueur de la présente loi est fonctionnaire civil permanent, de rester membre de tout syndicat ou organisation n'étant pas entièrement ou principalement composé de personnes



au service ou sous les ordres de la Couronne et à laquelle, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, il était affilié depuis plus de 6 mois si, en vertu des règlements dudit syndicat ou de ladite organisation, il bénéficie ou peut-être appelé à bénéficier à la date du 4 avril 1927, de prestations ultérieures en cas d'incapacité de travail ou sous forme de retraite, en cas de décès de lui même ou de son conjoint ou à titre d'allocation pour ses enfants :

b) d'empêcher toute personne se trouvant lors de la mise en vigueur de la présente loi, au service ou sous les ordres de la Couronne, et qui devient, par la suite, un fonctionnaire civil permanent de continuer, aussi longtemps qu'il n'a pas été nommé à un poste de surveillance ou de direction, à rester membre d'un syndicat ou d'une organisation n'étant pas entièrement ou principalement composée de personnes au service ou sous les ordres de la Couronne, dont il est membre à la date où il devient ainsi fonctionnaire civil permanent, si aux termes des règlements syndicaux dudit syndicat ou de ladite organisation, il bénéficie ou peut être appelé à bénéficier à cette date, de prestations ultérieures en cas d'incapacité de travail ou sous forme de retraite, en cas de décès de lui-même ou de son conjoint ou à titre d'allocation pour ses enfants.

c) d'empêcher un fonctionnaire civil permanent qui, en dehors des fonctions qu'il remplit en cette qualité, exerce un autre emploi ou une autre profession, d'être membre délégué ou représentant de tout syndicat ou de toute organisation dont le but principal est d'exercer une influence ou une action sur les conditions de rémunération ou d'emploi des personnes qui exercent ledit emploi ou ladite profession.

II. — Sous réserve des dispositions ci-après, tout fonctionnaire civil permanent qui contrevient aux stipulations du présent article, sera considéré comme n'étant plus qualifié pour occuper un emploi dans l'administration publique.

Toutefois au cas d'une première contravention, le fonctionnaire sera l'objet d'un avertissement de la part du



chef, de son département et sa disqualification sera de nul effet si dans le mois de cet avertissement il cesse de contrevenir aux dites stipulations.

III. — Dans le présent article :

a) L'expression « fonctionnaire civil permanent » désigne une personne exerçant une fonction dans le service permanent de Sa Majesté, et comprend toute personne qui, ayant reçu un certificat des commissaires de l'administration publique, accomplit un stage préliminaire avant d'être titularisée.

b) L'expression « conditions d'emploi » signifie, pour les personnes autres que celles qui se trouvent au service ou sous les ordres de la Couronne, les conditions d'emploi des personnes au bénéfice d'un contrat de travail ».

C'est là de la part du législateur une sage précaution, l'influence de la politique détourne souvent et les individus et les groupes des buts primitifs qu'ils se sont tout d'abord assignés.

Ces dispositions ont d'ailleurs été complétées par le paragraphe 4 de l'article 6 interdisant toute coalition de fonctionnaires et instituant en cas de contravention à cet article l'usage d'une procédure sommaire à l'effet de frapper les coupables.

« Toute personne occupée par une autorité locale ou par une autorité publique, qui rompt volontairement un contrat de service conclu avec ladite autorité en sachant ou en étant fondé de croire que cette rupture, effectuée isolément ou de concert avec d'autres personnes, aura vraisemblablement pour conséquence de causer préjudice danger ou graves inconvénients à la collectivité, sera passible, par voie de procédure sommaire d'une amende de dix livres au plus ou d'un emprisonnement de trois mois au maximum ».

Quelles conclusions peut-on tirer de l'examen de cette loi ? Est-elle un progrès, ou au contraire marque-t-elle, comme certains l'ont affirmé une rétrogradation de la liberté syndicale.

Il est certain que les organisations ouvrières anglaises se sont senties menacées dans leur autonomie par les pouvoirs très étendus conférés au gouvernement et aux Cours de Justice.

C'est contre ces dernières surtout que se sont adressées toutes les critiques parce que ce sont elles en définitive qui demeurent maîtresses de l'application plus ou moins rigoureuse des textes, « Je n'entends pas, s'écriait M. Lloyd George dire quoi que ce soit des magistrats, mais la grande majorité d'entre eux se recrute dans une classe différente de celle à laquelle appartiennent ceux qui comparaitront devant eux en vertu de ce bill, quoi que je sois parfaitement convaincu qu'ils fassent tous leurs efforts pour écarter tous les préjugés de leurs décisions il existe un préjugé de classe inconscient qui malgré tout s'y introduit. Mes expériences d'homme de loi au cours de procès de ce genre me l'ont appris ».

Sans vouloir nous prononcer sur le bien ou le mal fondé de cette objection de l'ex-premier ministre, nous remarquons seulement que depuis 1875 les libertés accordées par la loi aux Trade-Unions ont été sans cesse grandissant, les possibilités que leur offraient les dispositions de la loi de 1913 quant à l'utilisation de leurs fonds à des fins politiques ont puissamment aidé à la constitution du Labour Party. Celui-ci a donc disposé pendant près de 14 ans d'une force considérable et réciproquement les Trade-Unions ont pu pendant des années faire entendre leurs voix à la grande tribune que constitue le Parlement.

Etait-ce trop leur accorder ? et n'y avait-il pas là un danger permanent pour la société ? Les événements de 1926 l'ont démontré, lorsque la grève générale eut mis la nation en péril les citoyens en grande majorité ont spontanément apporté leur concours aux pouvoirs publics.

Ceux-ci se devaient, après la tourmente de faire tous leurs efforts pour empêcher, à l'avenir le retour d'une semblable catastrophe, la loi de 1927 a été le résultat de leurs appré-

hensions légitimes peut-être serait-il injuste d'y trouver le symptôme d'une politique régressive, les garanties qu'elle comporte témoignent suffisamment de la volonté bien arrêtée de respecter des droits dont nul ne conteste la légitimité.

## ITALIE

Le fascisme au point de vue social — ses caractéristiques — Tout pour l'Etat, rien contre l'Etat.

### I) LA RÉFORME POLITIQUE

Loi du 24 décembre 1925 (délégation des pouvoirs au premier ministre-initiative des lois). Loi du 31 janvier 1926 (possibilité pour les pouvoirs exécutifs de promulguer des réformes juridiques). — Loi du 31 décembre 1925. — (Autorisant le gouvernement à modifier les lois de sûreté publique).

### II) LA RÉFORME SYNDICALE

Caractéristique de la réforme syndicale. Loi du 3 avril 1926. — La reconnaissance fondement juridique de la réglementation syndicale et professionnelle. — Seul le syndicat reconnu représente de plein droit. La profession institution des tribunaux d'arbitrage.

### III) LA GRÈVE DANS LA LÉGISLATION FASCISTE

- a) Principe fondamental, interdiction de la grève — article premier de la loi du 3 avril 1926. — La grève n'implique pas seulement un délit civil, mais aussi un délit pénal. — Article 95 décret du 1<sup>er</sup> juillet 1926 (grève déclanchée pour des motifs autres que ceux prévus à l'article 18.
- b) L'article 92 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1926 prohibe la grève dans les services publics et d'intérêt public — article 93. — Possibilité de dissoudre les associations de salariés de l'Etat des provinces et des communes — les sanctions (révocations, amende, emprisonnement) article 19.
- c) La grève politique article 21. — Loi du 3 avril 1926 assimilée à un crime contre la nation
- d) Textes destinés à assurer la surveillance des syndicats libres — décret du 24 janvier 1924. — Décret du 6 novembre 1926 (tutelle des associations) déclaration.

e) Surveillance de la presse-décret loi du 15 juillet 1923. — Censure répression de la propagande anarchiste mesures renforcées par la loi du 3 décembre 1925.

Titre II du décret loi du 6 novembre 1926 sur les réunions, rassemblements qualifiés de délictueux.

La législation fasciste en matière sociale, offre cette particularité de s'incorporer à un tout dont on ne saurait concevoir qu'une des parties se détache sans que survienne automatiquement la disparition, l'effondrement de l'ensemble.

Cette législation est intégrée dans un monument juridique dont elle constitue une des bases les plus importantes, ce n'est pas une législation d'exception quelque soit le sens qu'on veuille attribuer à ce terme, elle peut être critiquée, elle ne saurait être ridiculisée, car elle est l'aboutissement logique d'une conception autoritaire qui se résume en quelques mots tout pour la nation, rien contre elle.

Le chef du gouvernement fasciste imbu de ce principe devait naturellement porter tout son effort non pas seulement vers la pacification sociale, mais vers la réalisation d'une organisation nouvelle, qui engloberait l'ensemble de la vie nationale.

Les rapports du capital et du travail devaient être minutieusement réglementés dans le sens d'une stabilisation.

La grève générale qui avait bouleversé un moment la société devait dans la conception fasciste, disparaître à jamais.

Nous ne pouvons ni ne voulons faire ici l'historique de la réforme fasciste ; celle-ci qui s'étend à tous les domaines de l'autorité nationale ne saurait en tous cas être considérée comme une œuvre de théorie pure.

Aux dires même de ses plus ardents partisans cette révolution n'est pas achevée ; néanmoins elle ne cherche pas sa voie, elle l'a trouvée et s'y est engagée hardiment, forte de la volonté de triompher de tous les obstacles, libre des scrupules habituels qui hantent la conscience des législateurs de tous les temps et de tous les pays.



Dans un document publié il y a quelques années, l'Institut fasciste a fait connaître succinctement les principes directeurs du fascisme.

« L'organisation sociale tentée par la révolution fasciste est loin d'être une création improvisée des théoriciens.

C'est certainement une tentative que de vouloir résoudre par un système d'institutions et de lois l'antagonisme immanent dans l'histoire des intérêts de catégorie et de classe. C'est pourquoi la révolution fasciste ne croit pas avoir accompli une œuvre définitive et parfaite.

« Cette œuvre suit le phénomène social qu'elle veut régler dans ses vicissitudes elle est prête à adapter aux éléments du phénomène social qui ne peuvent être ni supprimés ni modifiés ce qu'il peut y avoir en elle de simple construction théorique.

On a élevé un édifice que le travail constant du constructeur doit compléter à l'intérieur et enrichir de détails et d'accessoires. Toutes les adaptations que l'expérience rendra nécessaires seront possibles parce que contrairement à ce que l'on croit quelquefois à l'étranger, ces constructions permettent tous les développements futurs du syndicalisme et de l'organisation des rapports sociaux que l'avenir peut apporter.

La révolution fasciste ne se dissimule pas les difficultés devant lesquelles se trouvera la nouvelle construction. Elle ne se dissimule pas non plus, elle reconnaît même que seules les conditions sociales et politiques donnent à l'Italie la possibilité de mettre fin à la défense désordonnée des classes par elles-mêmes qui affligent le monde entier et d'y substituer la justice d'Etat. La loi n'est qu'une forme et ne crée pas les faits sociaux, elle les règle et les faits sociaux aujourd'hui en Italie sont un état fort comme il ne le fut jamais par le prestige du gouvernement et par le consentement d'un peuple, une organisation syndicale d'esprit purement national et désireuse de collaboration fortement constituée et parfaitement disciplinée des classes patronales

convaincues des bonnes intentions du gouvernement et de la nécessité de seconder ces intentions.

Si l'Italie fasciste a pu affronter et résoudre le conflit séculaire qui tourmente et empoisonne la vie d'autres parmi les grandes nations, c'est parce qu'elle a créé une atmosphère spéciale ; encore et toujours l'esprit est le levier des grandes choses a dit Mussolini à un congrès d'ouvriers syndiqués ; sans une atmosphère morale d'enthousiasme de passion, de sacrifices, on ne fait rien, les grands projets, les grandes entreprises, la législation même restent lettre morte lorsqu'ils ne sont pas animés du souffle puissant d'un idéal. C'est pourquoi la réforme italienne est une doctrine avant d'être un régime, un règlement de conscience avant d'être une assemblée organisée, des mécanismes sociaux. Doctrine de conscience née d'un grand mouvement spirituel purement italien et de conditions économiques purement italiennes ce qui signifie aussi que l'Italie ne s'attend pas à ce que les autres pays copient comme un modèle la réforme qu'elle seule a pu énergiquement tenter.

Aucun des problèmes qui intéressent une société entière considérée dans son essence historique ne peut être contenu dans une forme rigide qui s'adapte à tous les moments de sa formation et de son développement.

A plus forte raison, par conséquent, les formes rigides ne peuvent s'appliquer aux types divers de sociétés constituées à travers les vicissitudes historiques et politiques, morales et économiques profondément différentes les unes des autres.

Mais l'essence véritable du mouvement italien montre aussi que comme une force de pensée et non seulement d'action il n'est pas dû à l'impulsion des circonstances exceptionnelles et passagères de la réalité particulière italienne mais bien à des motifs profonds et harmonieusement logiques non seulement contingents et italiens mais permanents et universels.

Dans ce sens on peut dire que la réforme sociale fasciste

éalise des valeurs universelles qui en assurent la force d'expansion, expansion naturelle et spontanée, il faut s'entendre, due seulement à son intime vertu de tentative visant à résoudre un problème général qui tourmente notre époque.

Il est vrai que la réforme italienne est un renversement de système et de principe jusqu'à ce jour placidement admis et aveuglément répétés ; et reproduits dans les pays où est en vigueur le régime de la traditionnelle liberté syndicale, du réformisme socialiste, c'est précisément ce renversement que le fascisme italien a voulu par sa révolution, mais c'est une erreur de penser que la tentative italienne ne doive pas avoir et n'aie pas d'influence internationale et qu'elle doive être considérée seulement comme une réalité italienne et aussi comme une anomalie dans le domaine international ; on a bien dit au contraire que la révolution fasciste dans un domaine n'invente pas mais devance, et tout à la fois poursuit, en somme interprète un fait, et annonce des principes qui sont bien nouveaux, mais qui sont dans tous les peuples et non seulement italiens.

On constate partout aujourd'hui une crise profonde et violente et un pénible égarement des esprits dans l'obscur domaine économique et social.

Les vieux systèmes de production et de distribution de la richesse discréditée par un siècle de critiques, d'insurrections et de luttes sociales, apparaissent dans leur froide rigueur trop disproportionnés au besoin impérieux de justice et de paix du monde moderne et la solution socialiste ne semble ni proportionnée ni même possible.

La tendance toujours plus universelle de fonder le progrès économique du monde sur une paix industrielle sincère, de baser la justice sociale de la distribution sur une collaboration loyale des divers facteurs de la production en vue d'un plus grand accroissement de celle-ci, de considérer les phénomènes de la production et de la distribution au point de vue des intérêts du groupe social organisé juridiquement, de

résoudre l'éternel problème des sociétés humaines ; celui de la conciliation nécessaire entre liberté et organisation entre liberté et autorité, en faisant des forces sociales organisées en ennemies les auxiliaires intimes de l'autorité et par conséquent de l'Etat.

On poursuit partout avec plus ou moins de courage et de chance la tentative d'adapter l'ordre juridique et administratif de la société nationale à tous ses degrés aux tendances modernes des relations économiques devenues désormais « de catégories », pour lutter contre les innanités de l'individualisme, et en même temps de remettre ces tendances à leur place dans l'ensemble des intérêts du groupe social. Il s'agit de transformer enfin un régime économique affaibli par l'anarchie et par l'égoïsme coalisé et libertaire, en un régime réglé sous l'angle national ou le syndicalisme ne soit plus considéré comme un fait pathologique, mais comme un fait psychologique que l'on ne saurait ni nier ni combattre, mais que l'on reconnaît, que l'on fait rentrer dans la normale et que l'on met en valeur grâce à sa participation rationnelle à la vie sociale économique et politique de l'Etat.

La démocratie nouvelle et vigoureuse que la Révolution fasciste est en train de créer devance ces tendances et ces façons d'être des diverses forces sociales dans le vaste domaine mondial ; il y aura peut-être des erreurs d'interprétation et d'évaluation, il se peut, comme cela se passe dans toutes les révolutions, que le tassement se produise sur des positions peut-être moins avancées que celles qui ont été désirées et conquises tout d'abord ; il y aura des retours utiles et des corrections profitables. Mais la propagation des principes de la Révolution italienne sera partout l'effet certain des mêmes forces sociales et idéales qui les ont produits et exprimés en Italie ; bien que peut-être sous une forme différente de même que la réalité nationale italienne est différente de celle des autres pays.

La révolution italienne ouvre la voie et travaille aussi



pour les autres ; il est utile à ces derniers de connaître le principe de cette révolution comme il lui est utile à elle-même de suivre la réaction que les idées, forces-communes déterminent dans l'univers.

L'expérience aura dans sa justice immuable le dernier mot.

### La Réforme Politique

La réforme sociale réalisée par le fascisme ne peut donc se comprendre et s'expliquer qu'en fonction de la théorie fasciste d'après laquelle l'Etat souverain « domine toutes les forces existantes dans le pays et les oriente toutes vers les fins historiques de la vie nationale » (1).

L'Etat ainsi compris répudie à la fois le socialisme avec sa lutte de classe et le libéralisme à la neutralité bienveillante. Il affirme au contraire sa primauté aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre économique et résoud le problème des rapports entre le capital et le travail par une formule qui se concrétise en deux mots : rendement croissant.

La création de cette nouvelle organisation sociale s'est effectuée en deux temps : organisation d'un pouvoir politique nouveau, organisation des rapports sociaux, autrement dit la réalisation d'une réforme constitutionnelle a précédé celle de la réforme sociale.

La réforme politique ne nous intéresse qu'indirectement, signalons cependant qu'un premier groupe de lois a tout d'abord renforcé le pouvoir du chef du Gouvernement et de ses agents dans les provinces.

La loi du 24 décembre 1925 stipule :

*Article 2.* — Le chef du gouvernement premier ministre, secrétaire d'Etat, est nommé et révoqué par le roi et il est responsable envers le roi de la direction politique générale du gouvernement. Le décret de nomination du chef du gou-

(1) *Exposé des motifs du projet de loi sur la réglementation des rapports collectifs du travail*, p. 4.



vernement premier ministre est contresigné par lui, celui de sa révocation par son successeur.

Les ministres secrétaires d'Etat sont nommés et révoqués par le roi sur la proposition du chef du gouvernement premier ministre. Ils sont responsables envers le roi et envers le chef du gouvernement de tous les actes et de toutes les mesures de leurs ministères.

Les sous-secrétaires d'Etat sont nommés et révoqués par le roi, sur la proposition du chef du gouvernement, de concert avec le ministre compétent.

*Article 6.* — Aucun projet ne peut être mis à l'ordre du jour de l'une des deux chambres sans l'adhésion du chef du gouvernement.

Le chef du gouvernement a la faculté d'exiger qu'un projet de loi rejeté par l'une des deux Chambres, soit remis au vote quand trois mois au moins se sont écoulés depuis le premier vote. Dans ce cas, on procède sans discussion au vote du projet de loi à scrutin secret. Dans le cas où le Gouvernement, en demandant un nouveau vote, présente des amendements, l'examen et la discussion du projet sont limités aux amendements, l'on procède ensuite au vote du projet de loi à scrutin secret.

Le chef du gouvernement a aussi la faculté de demander qu'un projet de loi rejeté par l'une des deux chambres soit transmis à l'autre pour être examiné et voté par elle.

Quand un projet de loi déjà approuvé par l'une des deux Chambres est approuvé par l'autre avec des amendements, le nouvel examen et la nouvelle discussion devant la Chambre à laquelle la proposition est renvoyée sont limités aux amendements, après quoi l'on procède au vote du projet de loi à scrutin secret ».

Un second groupe de lois a accordé au pouvoir exécutif une vaste délégation en matière législative dont il a été fait largement usage.

La loi du 31 janvier 1926 sur la faculté du pouvoir exécutif de promulguer des règles juridiques, donne au gou-

vernement le droit de promulguer, par décret royal, les règles juridiques nécessaires pour discipliner l'exécution des lois, l'usage des facultés du pouvoir exécutif, l'organisation et le fonctionnement des administrations de l'Etat, l'organisation du personnel qui leur est attaché, l'organisation des personnalités civiles et des institutions publiques. En outre, le gouvernement peut, par décret royal, après délibération du Conseil des ministres, émettre des propositions ayant force de loi : quand le gouvernement en reçoit délégation et dans les limites de cette délégation ; dans les cas extraordinaires ou des raisons urgentes et d'absolue nécessité l'exigent.

L'appréciation sur la nécessité et l'urgence n'est soumis à d'autre contrôle, qu'au contrôle politique du Parlement.

Dans ces deux cas le décret royal doit être muni de la clause de la présentation au Parlement pour sa conversion en loi et, sous peine de déchéance, être présenté pour cette conversion dans l'une des deux Chambres à l'une des trois séances qui suivent sa publication.

De son côté la loi du 24 décembre 1925 délègue au gouvernement la faculté d'amender le code pénal, le code de procédure pénale, les lois sur l'organisation judiciaire, et d'apporter de nouvelles modifications et adjonctions au code civil.

L'article premier autorise le gouvernement :

1<sup>o</sup> A modifier dans le code pénal les dispositions concernant le système des peines, les effets et l'exécution des condamnations pénales, les causes qui excluent et diminuent l'imputabilité, la récidive, l'extinction de l'action et des condamnations pénales et les dispositions concernant chaque délit et les peines respectives, pour les adapter aux nouvelles exigences de la vie économique et sociale, ainsi qu'à amender les articles du code lui-même qui donnent lieu à des discussions traditionnelles ou qui ont été reconnus formellement imparfaits.

2<sup>o</sup> A modifier les lois sur l'organisation judiciaire, les

autres lois concernant l'organisation du ministère de la Justice, des tribunaux et du personnel judiciaire de tout ordre, à mettre les règles de l'organisation judiciaire en harmonie avec les nouveaux codes de procédure civile et de procédure pénale, et à publier un nouveau texte unique des lois sur l'organisation judiciaire.

3<sup>o</sup> A établir une coordination entre les nouvelles dispositions du code pénal, du code de procédure pénale et des lois sur l'organisation judiciaire, et celles relatives au même objet contenues dans d'autres lois, incorporant, s'il en est besoin, les dispositions de ces dernières dans les deux codes et dans le texte unique sur l'organisation judiciaire à modifier, toujours dans un but de coordination, d'autres lois de l'Etat.

L'article 3 autorise en outre le gouvernement du roi : à apporter au code civil d'autres modifications et adjonctions, outre celles qui sont indiquées dans l'article premier, n<sup>o</sup> 1 de la loi du 30 décembre 1923, n<sup>o</sup> 2.814, en conservant toutefois les principes fondamentaux des institutions.

Il l'autorise enfin à établir la coordination entre les dispositions de ce code et celles qui ont trait au même objet, contenues dans d'autres lois, incorporant ces dernières dans le code et les modifiant, s'il en est besoin, toujours dans le même but de coordination.

Enfin la loi du 31 décembre 1925 autorise le gouvernement du roi à modifier les dispositions des lois de sûreté publique et à établir leur coordination avec celles qui ont trait au même objet, contenues dans le code de procédure pénale et dans d'autres lois et à publier un nouveau texte unique des lois de sûreté publique.

### **La Réforme Syndicale**

Grâce à cette ample délégation de pouvoirs, le gouvernement se trouvait armé pour entreprendre la réforme syndicale qui, on le sait, n'est elle-même que le point de départ

d'une réforme beaucoup plus vaste qui tend à réorganiser la société italienne sur des bases entièrement nouvelles (1).

Le soin d'élaborer les textes qui devaient constituer la réforme syndicale fut confié à une commission dite « Commission des dix-huit » qui fut saisie des deux propositions de loi complémentaires, l'une et l'autre. La première concernait la reconnaissance juridique des syndicats, la seconde la mise sur pied d'une organisation corporative.

Ces deux propositions constituent la trame de la législation syndicale actuelle dont le texte le plus important est la loi du 3 avril 1926.

Ce texte fait de la reconnaissance juridique le fondement de la réglementation syndicale et professionnelle, il n'y aurait rien de bien nouveau, si cette reconnaissance n'avait pour objet exclusif l'intérêt de l'Etat. Ce n'est pas l'intérêt propre de la classe ouvrière que le législateur considère, mais c'est avant tout l'intérêt général, et c'est parce que le syndicat aura à remplir certaines fonctions importantes c'est parce qu'il participera à la vie économique nationale que lui est confié le privilège de représenter seul la profession.

Cela explique aussi que le syndicat doit satisfaire à certaines conditions préalables dont on ne trouve pas l'équivalent en législation étrangère, conditions d'ordre moral et politique, conditions d'organisation (but poursuivi, comité de direction, etc...).

Indiquons simplement que l'article 1<sup>er</sup> de la loi subordonne la reconnaissance légale à la condition « que les dirigeants de l'association offrent des garanties de capacité, de moralité et d'une solide foi nationale » que l'article IV énumère parmi les conditions d'admission des membres la bonne conduite au point de vue national et que l'article VII déclare que « les statuts doivent déterminer l'organe auquel est confié le pouvoir disciplinaire sur les membres, et la faculté d'expulser ceux qui se seraient rendus indignes à cause de leur conduite au point de vue moral et politique ».

(1) *Liberté syndicale*, p. 42.

Ces dispositions marquent la réglementation syndicale italienne d'une empreinte particulière. Elles démontrent que la loi n'a pas en vue en premier lieu, la seule défense des intérêts professionnels ou économiques de ses membres, mais poursuit avant tout un objet politique ou, si l'on veut, d'éthique nationale. Or il semble certain que ces conditions d'ordre moral et politique doivent avoir pour effet d'exclure les syndicats catholiques et socialistes du bénéfice de la reconnaissance légale. Tel est d'ailleurs, le sens des déclarations que le ministre de la Justice a faites au moment de la discussion du projet de loi devant le Sénat.

« Nous n'avons aucune difficulté à déclarer dès maintenant que la reconnaissance ne sera accordée qu'aux syndicats fascistes. Pourquoi ? Pour deux raisons : parce que les syndicats fascistes répondent complètement aux exigences de la loi, c'est-à-dire que ce sont des syndicats qui se proposent de défendre les intérêts des classes productrices, tout en restant dans l'orbite nationale, c'est-à-dire qu'ils acceptent la discipline nationale et le principe de la collaboration des classes (1).

La réalisation d'un tel programme entraînait logiquement l'ostracisme des syndicats rouges, c'est pourquoi l'article 6 de la loi précitée exclut des bénéficiaires de la loi « les associations qui sans autorisation du gouvernement auraient contracté des obligations quelconques de discipline ou de dépendance envers des associations de caractère international.

Mais cette réalisation commandait surtout l'interdiction d'user et du lock-out et de la grève pour résoudre les conflits qui pourraient surgir entre le capital et le travail.

Le législateur fasciste s'est donc employé, en conformité avec les principes adoptés par lui, à réglementer juridiquement les relations des employeurs et des employés. La reconnaissance légale du syndicat, donne à celui-ci le pouvoir de représenter seul la profession de conclure seul des con-

(1) *La liberté syndicale*, p. 48.



ventions collectives, mais elle l'oblige à soumettre les contestations et les conflits à la juridiction du travail.

« L'institution des tribunaux d'Etat, dit le rapport du Sénat, répond à l'aspiration fondamentale du projet de loi. Etant donné en effet que l'Etat interdit aux classes et aux catégories de producteurs de défendre eux-mêmes leurs intérêts, que, d'autre part, il estime ne pas devoir rester le spectateur indifférent des conflits économiques, mais qu'il doit, au contraire, exercer entre les classes et catégories de producteurs une action de conciliation et de justice sociale, il en résulte pour lui l'obligation morale et politique de constituer pour les conflits une juridiction permanente qui joue le rôle de représentant direct de l'Etat et partant de l'intérêt général de la collectivité.

La loi déclare de son côté l'exposé des motifs, institue d'emblée la magistrature du travail... L'arbitrage obligatoire, ajoute-t-il n'est qu'une forme périmée de la justice de l'Etat, l'arbitre a moins d'autorité que le juge, il est désigné par les parties, il les représente dans le collège arbitral, son jugement a nécessairement un caractère de transaction et de compromis qui en diminue l'autorité... Une sentence qui s'impose aux parties doit émaner d'un organe impartial. Voilà pourquoi nous avons cru dépasser le stade intermédiaire et imparfait de l'arbitrage pour nous arrêter à la forme plus parfaite et plus précise de la véritable juridiction, qui ne peut être exercée que par un juge impartial, qui n'est ni directement, ni indirectement intéressé au conflit.

Il résulte de ces déclarations que les conflits du travail sont transposés du plan économique et privé dans le plan de l'ordre public, en d'autres termes, le délit de rupture du contrat de travail n'intéresse plus principalement les parties en cause, mais affecte en tout premier lieu l'Etat lui-même qui interviendra dorénavant d'office (1).

L'article 13 de la loi consacre cette intervention dans la

(1) *Liberté syndicale, Document du bureau international du Travail*, p. 73.

formule suivante : « Tous les conflits relatifs à la réglementation des rapports collectifs du travail, soit qu'ils concernent l'application des contrats collectifs et d'autres règles existantes, soit qu'ils visent à l'obtention de nouvelles conditions de travail, sont de la compétence des cours d'appel fonctionnant comme magistrature du travail ».

## CHAPITRE II

### LA GRÈVE DANS LA LÉGISLATION FASCITE

Quelle peut être dans ces conditions la place réservée au droit de grève dans la législation fasciste ? La réponse qui vient logiquement à l'esprit est celle-ci : il n'y a pas, il ne peut y avoir place pour la grève dans une pareille législation.

Et c'est en effet une des conséquences des principes généraux du fascisme, que cette collaboration constante du travail et du capital pour le plus grand bien de la nation.

La grève qui, aux dires même des révolutionnaires, était l'expression de la guerre de classe, l'affirmation de l'hostilité latente, irréductible qui séparait patrons et ouvriers, la grève doit disparaître par ce qu'elle contrarie à la fois la bonne marche de la production et la bonne harmonie qui doit régner entre tous les citoyens.

Le législateur fasciste a donc interdit la grève, et il l'a interdite nous allons le voir dans tous les domaines de l'activité sociale.

Il a voulu empêcher le retour des événements terribles qui ont bouleversé l'Italie et a pris en conséquence des mesures draconiennes afin de maintenir l'ordre public.

Ces mesures sont de quatre sortes : les premières concernent la grève dans l'industrie et le commerce ; les secondes concernent non seulement les fonctionnaires publics, mais aussi les services reconnus d'utilité publique ; les troisièmes sont des mesures relatives aux syndicats libres ; les quatrièmes enfin sont des mesures de sûreté publique.

A. — LA GRÈVE DANS L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET LES PROFESSIONS NON ASSUJETTIES A UN SERVICE PUBLIC

La loi du 3 avril 1926 dans son article 18 dispose que :

*Article 18.* — Le lock-out et la grève sont interdits, les employeurs qui sans un motif justifié et à seules fins d'obtenir de leur personnel des modifications aux conditions de travail en vigueur, suspendront le travail de leurs usines établissements ou bureaux, seront passibles d'une amende de 10.000 à 100.000 liras.

Les employés et ouvriers qui au nombre de 3 ou plus après entente préalable cesseront de travailler ou travailleront de façon à porter atteinte à la continuité ou à la régularité du travail pour obtenir de leurs employeurs d'autres conditions de travail que celles en vigueur seront punis d'une amende de 100 à 1.000 liras. Le procès sera traduit en conformité de dispositions des articles 298 et suivants du code de procédure pénale.

Lorsqu'il y aura plusieurs auteurs de délits prévus aux alinéas les chefs instigateurs et organisateurs seront punis d'emprisonnement (*detenzione*) pour une période qui ne sera pas inférieure à un an ni supérieure à deux ans en sus des éléments prévus aux dits alinéas » (1).

Les dispositions ci-dessus sont fondamentales et parfaitement caractéristiques de l'orientation nouvelle de la législation syndicale italienne. « Avant la mise en vigueur de la loi du 3 avril 1926 les conflits n'étaient passibles de sanctions en Italie comme dans les autres pays que s'il était fait usage de moyens illicites, violence ou menace en vue de restreindre ou d'entraver le liberté de l'industrie ou du commerce ou de provoquer ou de faire durer une grève ou un lock-out dans le but d'obtenir une augmentation ou une diminution de salaire ou une modification de contrat en vigueur (art. 165, Code pénal), la nouvelle législation italienne accorde par contre au travail une protec-

(1) *Série Législative*, t. VII, 1926 (Document publié par le B. I. T.).

tion judiciaire obligatoire. Elle conçoit la production comme un bien qu'il convient de protéger par des sanctions pénales et interdit le lock-out et la grève.

Par conséquent les employeurs qui, sans motifs justifiés et dans le seul but d'obtenir de leurs dépendants des modifications au contrat de travail en vigueur suspendent le travail dans leurs établissements, entreprises et bureaux (lock-out) sont passibles d'amendes, d'autre part les employés et ouvriers qui, au nombre de 3 ou plus après entente préalable abandonnent leur travail ou l'exécutent de façon à nuire à sa continuité ou à sa régularité en vue d'obtenir de leur patron d'autres conditions de travail (grève) sont également passibles d'amende (1) ».

La grève et le lock-out n'impliquent pas seulement un délit civil (rupture du contrat de travail) mais constituent des délits contre l'administration de la justice et la collectivité sociale représentée par l'Etat ; l'interruption de travail ne reste pas une affaire d'ordre privé, mais elle devient une affaire d'ordre public qui entraîne automatiquement l'application des sanctions.

Toutefois remarquons que pour que ces sanctions jouent en matière de grève il est nécessaire qu'il y ait eu « entente préalable » entre les ouvriers. C'est ce qui résulte du texte même de la loi et de la jurisprudence italienne.

« Le fait de quitter simultanément le travail suivi de démission accompagné d'un préavis régulier ne constitue pas, même s'il s'agit d'un nombre considérable d'ouvriers, l'abandon spécifique de travail prévu pour l'existence d'un délit de grève étant donné que la simultanéité des actes individuels ne suffit pas à justifier la présomption d'un accord préalable exigé par la loi pour l'existence du délit » (2). (*Preture de Dolo*, 13 septembre 1927, Imputé Levorato et consorts *Bulletino del Lavoro*, 1928, p. 65).

(1) *Recueil international de jurisprudence du travail 1927 ; Conflit du travail (Italie)*.

(2) *Recueil de jurisprudence internationale du travail 1928*.



Faut-il conclure de ce qui précède que les grèves poursuivant un autre but que celui indiqué par l'article 18 ne soient pas réprimées. Ce serait une erreur. Alors même que la loi n'aurait pas prévu ce cas, il semble que logiquement on doive conclure, d'après les principes fondamentaux du fascisme que toute grève pour quelque motif qu'elle ait été engagée doive être interdite.

Mais la loi italienne a comblé cette lacune.

« Lorsque le lock-out, la grève ou la prestation, non réglementaire de travail ont lieu à des fins autres que celles indiquées à l'article 18 de la loi du 3 avril 1926 sont applicables les peines établies par les articles 235, premier alinéa et 236 du Code pénal, les poursuites ont lieu d'office (art. 95, Décret royal 1<sup>er</sup> juillet 1926, portant règlement d'application de la loi n° 563 du 3 avril 1926) (1).

Ce décret royal du 1<sup>er</sup> juillet 1926, ne revêt pas le caractère d'un règlement mais d'une loi, l'article 95 du dit décret revêt donc un caractère constitutionnel étant donné qu'il ne va pas au delà des limites de la délégation législative, il est en harmonie complète avec les directions inspirées au gouvernement dans le but de supprimer tout arrêt dans la production nationale (Cour de Cassation du Royaume, 1<sup>re</sup> section pénale, 21 décembre 1927, *Impresa inchini (Foro Italiano*, 1928, II, p. 81) (2).

Les sanctions prévues par les textes que nous venons de citer peuvent être aggravées : « lorsque le lock-out, la grève ou la prestation irrégulière de travail sont accompagnés de violence, sont applicables les peines prévues par les articles 166 et 167 du code pénal.

Si les violences et les menaces sont exercées de la manière prévue à l'article 154 premier alinéa du code pénal, sont applicables les peines prévues au dit article (réclusion pouvant aller jusqu'à un an, amende jusqu'à mille liras) ou celle-

(1) *Série législative 1926.*

(2) *Recueil de jurisprudence internationale du travail 1928.*

de la loi du 3 avril 1926 si celles-ci sont plus graves » article 96, décret du 1<sup>er</sup> juillet 1926).

B. — LA GRÈVE DANS LES SERVICES PUBLICS  
OU D'UTILITÉ PUBLIQUE

Si la grève est prohibée dans l'industrie, elle n'est pas moins tolérée chez les fonctionnaires et les employés ou ouvriers des services d'utilité publique.

Il était à prévoir que le législateur fasciste prendrait toute mesure utile pour s'assurer du loyalisme des dits fonctionnaires et qu'il réglerait minutieusement leur activité.

Le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1926 autorise sous certaines conditions les associations de fonctionnaires.

*Article 92.* — Les associations entre salariés de l'Etat des provinces, des communes, des institutions publiques de bienfaisance et des organismes énumérés au deuxième alinéa de l'article 3 du présent décret doivent, si leur constitution est permise par la loi, être autorisées par décret du chef du gouvernement de concert avec les ministres dont dépend le personnel associé ; pour les associations de salariés des institutions publiques locales opérant dans deux ou plusieurs provinces par décret du préfet ; pour les associations entre salariés, institutions locales opérant dans le ressort des provinces les conditions prescrites à l'article premier de la loi du 3 avril 1926 doivent être remplies, les associations du degré inférieur et supérieur comprenant les salariés de l'Etat et d'autres administrations et institutions publiques doivent toujours être autorisées par décret du chef du gouvernement de concert avec les ministres de l'intérieur et aux autres ministres intéressés.

Pour chaque catégorie d'employés, il ne pourra être autorisé qu'une seule association.

L'autorisation n'entraîne pas la reconnaissance au terme de la loi du 3 avril 1926 et ne confère pas une personnalité juridique.

L'autorisation est toujours révocable.

*Article 93.* — Le chef du gouvernement de concert avec les ministres compétents, le ministre de l'intérieur et les préfets, chacun dans le cas prévu à l'article 92 peuvent toujours ordonner la dissolution des associations de salariés de l'Etat des provinces des communes, des institutions publiques de bienfaisance et des autres institutions publiques énumérées à l'article 3, même si elles ont été autorisées lorsque leur action est incompatible avec le bon ordre et la discipline d'un service. La transgression de l'ordre du chef du gouvernement, du ministre ou du préfet est considérée comme une infraction disciplinaire grave et punie de renvoi.

D'autre part le décret du 6 novembre 1926 interdit aux fonctionnaires de s'affilier à des sociétés clandestines sous peine de révocation (art. 216 dudit décret).

La tutelle exercée sur les associations de fonctionnaires permettait au pouvoir de les tenir en main, et d'assurer le bon fonctionnement des services publics, fonctionnement qui ne doit en aucun cas être interrompu.

Il s'en suit que les sanctions en cas de grève de fonctionnaires sont naturellement plus rigoureuses encore que celles afférentes aux interruptions de travail dans l'industrie privée.

« Les fonctionnaires et agents de l'Etat et des autres administrations publiques, ainsi que ceux des entreprises assurant un service public ou de nécessité générale, qui, au nombre de trois au plus après entente préalable, cesseront de travailler, ou travailleront de façon à porter atteinte à la continuité ou à la régularité de travail, seront punis d'un emprisonnement de un à six mois et d'interdiction de l'exercice de fonctions publiques pour six mois.

Les chefs instigateurs et organisateurs seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'interdiction de l'exercice de fonctions publiques pour une période non inférieure à trois ans.

Les entrepreneurs assurant un service public ou de néces-

sité générale qui, sans motif justifié, suspendront le travail dans leurs usines, établissements ou bureaux, seront punis d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de 5.000 à 100.000 lres outre l'interdiction temporaire de l'exercice de fonctions publiques.

Lorsque le fait prévu par le présent article aura mis en danger la sécurité de personnes, la peine privative de la liberté sera d'une année d'emprisonnement au moins. Si le fait a causé la mort d'une ou de plusieurs personnes, la peine privative de liberté sera de trois ans d'emprisonnement au moins (art. 19). Loi du 3 avril 1926.

De plus la simple négligence de la part des fonctionnaires ou des employés de services d'intérêt général à l'occasion d'une grève est sévèrement punie.

« Les fonctionnaires et agents de l'Etat ou d'autres administrations publiques, les entrepreneurs assurant un service public ou de nécessité publique et les employés et ouvriers de ceux-ci, qui, à l'occasion de grèves ou de lock-out négligent de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer la continuation régulière ou la reprise d'un service public ou de nécessité générale, seront punis d'un emprisonnement de un à six mois » (art. 20).

Aux administrations publiques sont assimilés les services d'utilité publique.

« Aux fins d'application des articles 19 et 20 de la loi du 3 avril 1926, le ministre des corporations détermine par voie de décret les catégories de services devant être considérées comme d'utilité publique et sur la base de ce décret les communes dressent au mois de janvier de chaque année une liste de firmes et entreprises exerçant dans les communes des services d'utilité publique ; la liste est affichée pendant 15 jours aux tables de la commune.

Pendant les 15 jours qui suivent, quiconque peut présenter au préfet des observations ou des réclamations contre l'inclusion ou la non inclusion, sinon d'une ou de plusieurs firmes ou entreprises de la liste. Le préfet après examen des

réclamations et observations approuve la liste définitive des firmes et entreprises exerçant des services d'utilité publique de chaque commune et la dite liste est publiée au journal des annonces de la province (art. 97) décret du 1<sup>er</sup> juillet 1926.

Ajoutons enfin que se sont considérés comme services d'utilité publique « les services des personnes exerçant des professions sanitaires, des avocats, des avoués, des notaires, des ingénieurs, architectes, géomètres et techniciens agricoles » (art. 98).

Là ne s'arrête pas l'énumération des textes relatifs à l'interdiction des grèves, la législation fasciste a complété les dispositions précitées par d'autres qui sont le corollaire obligé des premiers et qui ont trait à la grève politique.

#### C. — LA GRÈVE POLITIQUE

Nous lisons en effet l'article 21 de la loi du 3 avril 1926 que « lorsque la suspension de travail de la part des employeurs ou la cessation du travail, ou l'exécution irrégulière de celui-ci de la part des travailleurs, aura lieu dans le but d'exercer une contrainte sur la volonté ou d'influer sur la décision d'un corps ou collège de l'Etat, des provinces ou des communes, ou bien d'un fonctionnaire public, les chefs instigateurs et organisateurs seront punis d'un emprisonnement de trois à sept ans et d'interdiction perpétuelle de l'exercice de fonctions publiques, et les autres auteurs du fait, d'un emprisonnement de un à trois ans et de l'interdiction temporaire de l'exercice de fonctions publiques (art. 21).

La grève politique est donc assimilée à un crime contre la nation d'abord parce que, suspendant le travail, elle est à ce seul titre condamnable, mais surtout parce qu'elle a pour but de faire pression sur le gouvernement, parce qu'elle tend à substituer à l'autorité de l'Etat une autorité émanant d'une minorité insurrectionnelle.



Or nous savons que le fascisme n'admet aucun partage du pouvoir ; il se devait donc de sanctionner rudement toute tentative révolutionnaire.

Aussi a-t-il édicté les textes indispensables ; l'article 20 de la loi de 1926 ne constitue pas à lui seul toute la législation afférente aux grèves politiques. D'autres textes sont venus compléter celui-ci, nous pouvons pour plus de clarté les classer en deux catégories : les premiers ont trait à la situation des syndicats dits « libres » les seconds ont trait à la sûreté publique.

Des textes spéciaux ont été promulgués qui réglaient la situation des syndicats libres, il était à craindre en effet que ces groupements, bien qu'ils eussent été l'objet des violentes attaques de la part des maîtres du pouvoir, ne constituassent un foyer de révolte, où se réfugierient tous les adversaires du fascisme, ou se perpétueraient les méthodes et l'esprit du vieux syndicalisme révolutionnaire dont on sait la prédilection pour les grèves générales.

C'est pourquoi bien que la loi du 3 avril 1926 ait dans son article 12, laissé subsister les syndicats libres, « comme associations de faits » ceux-ci ont été soumis au contrôle politique des agents du gouvernement » (Décret du 24 janvier 1924).

*Article 1.* — Les associations ou corporations de toute nature et de toutes dénominations, même régulièrement constituées, qui tirent en tout ou en partie les moyens financiers concourant au déploiement de leur activité des contributions des travailleurs, que ce soit dans une mesure fixe ou variable, que ce soit par offre spontanée ou en vertu d'une obligation imposée, statutairement ou de toute autre manière à leurs membres ou à des tiers qui ont le désir de prêter aux travailleurs une assistance économique ou morale, sous une forme quelconque, y compris la gestion directe, sont soumises au contrôle de l'autorité politique de la province, aux fins et dans les limites précisées à l'article suivant.

*Article 2.* — Au cas où il y aurait de bonnes raisons de soupçonner des abus de la confiance publique, ou bien des déplacements illicites et des affectations de fonds faites au détriment des associés ou leur emploi à des objets autres que ceux qu'implique l'assistance économique ou morale des travailleurs, le préfet peut procéder à des inspections ou à des enquêtes sur les dites associations ou corporations, révoquer et annuler leurs actes, et même dans des cas particulièrement graves et si l'urgence le requiert déclarer dissous les conseils d'administration dont il s'agit et confier temporairement et pour la durée maxima d'une année la gestion du patrimoine social à un commissaire désigné à cet effet avec mission de veiller aux mesures conservatoires et à tous autres actes que pourra suggérer l'intérêt de l'association ou de la corporation (Décret du 24 janvier 1924).

Ce décret n'est pas la seule mesure législative qui restreigne la liberté de fonctionnement des syndicats libres, ceux-ci tombent sous l'empire de l'article 3 de la loi communale et provinciale qui confère des pouvoirs exceptionnels aux Préfets en cas d'urgence, et de l'article 214 du décret loi du 6 novembre 1926 lequel impose aux associations, sociétés et institutions constituées ou de fait, dans le royaume ou les colonies, l'obligation de communiquer à l'administration de la sûreté publique leur acte de fondation, leur statut, leur règlement intérieur, la liste nominative des fonctions sociales et des sociétaires et tous autres renseignements concernant leur organisation et leur activité, toutes les fois que ces indications leur sont demandées par l'autorité susdite pour des raisons d'ordre ou de sécurité publique.

Sont tenus de faire ces communications tous ceux qui dirigent ou représentent des associations, des sociétés ou des institutions dans les sièges centraux ou locaux. Elles doivent être faites dans les deux jours qui suivent la notification de la demande.

Les contrevenants sont condamnés à trois mois de prison au moins et à une amende de 2.000 à 6.000 liras.

Si la déclaration est reconnue avoir été faite sciemment de manière fausse ou incomplète, la peine de réclusion n'est pas inférieure à un an, l'amende est de 5.000 à 30.000 livres et le prévenu est frappé d'interdiction de fonctions publiques pendant cinq ans.

Dans tous les cas où la déclaration est omise, fausse ou incomplète les associations peuvent être dissoutes par décret du préfet.

L'article 215 donne en outre la faculté aux préfets de prononcer la dissolution des associations, organisations et institutions constituées dans le royaume qui déploient de quelque façon que ce soit une activité contraire à l'ordre national de l'Etat. Le décret de dissolution peut ordonner la confiscation du patrimoine social. Un recours contre la décision du préfet est admis auprès du ministère de l'Intérieur. Toutefois, aucun recours n'est recevable, même pour des motifs de légalité, contre la décision du ministre.

L'article 218 ajoute que sous la dénomination d'association sont compris les partis, les groupements et les organisations politiques en général ».

Conjointement à ces prescriptions, d'autres mesures ont été prises qui peuvent rentrer dans la catégorie de celles qualifiées de mesures de sûreté publique.

La propagande des théories considérées comme subversives ne peut s'exercer ni par voie de presse ni par voie de réunion.

Le décret loi du 15 juillet 1923 avait donné aux préfets des provinces des pouvoirs très étendus concernant la surveillance des publications, journaux etc.

*Article 2.* — Le préfet de la province a la faculté, sous réserve de l'action pénale s'il y a lieu d'avertir le gérant d'un journal ou d'une publication périodique.

a) Si par des nouvelles fausses ou tendancieuses ce journal ou la publication périodique apporte une gêne à l'action diplomatique du gouvernement dans ses rapports avec

l'extérieur ou soulève des alarmes injustifiées dans la population, ou est un motif de trouble à l'ordre public.

b) Si par des articles, commentaires, notes, titres ou vignettes le journal ou la publication périodique incite à commettre des délits ou excite à la haine de classe ou à la désobéissance aux lois ou aux ordres des autorités ou compromet la discipline des personnes attachées aux services publics ou favorise les intérêts d'Etats, d'établissements ou de particuliers étrangers au préjudice des intérêts italiens ou encore vilipende la patrie, le Roi, la famille royale, le souverain pontife la religion de l'Etat, les institutions et les pouvoirs d'Etat ou les puissances amies.

L'avertissement est prononcé par arrêté motivé après avoir pris l'avis d'une commission composée d'un juge qui la préside et d'un substitut de procureur du Roi, du tribunal du lieu ou siège la préfecture respectivement désigné par le 1<sup>er</sup> président et le procureur général de la cour d'appel et d'un représentant de la profession de journaliste nommé par l'association locale de la presse ou à défaut d'une telle association par le président du tribunal local.

La commission reste en fonction pendant une année.

La censure a été renforcée par la loi du 3 décembre 1925 qui prévoit des sanctions sévères (suspension et confiscation) en cas de délit de presse.

D'autre part il n'y a pas possibilité pour les dissidents syndicalistes de tenir des réunions en toute liberté car le titre II du décret loi du 6 novembre 1926 institue le régime suivant des rassemblements et réunions publiques.

« Les organisateurs d'une réunion publique ou d'une réunion ouverte au public, dit l'article 17, sont tenus d'en aviser au moins trois jours à l'avance l'autorité de police de l'arrondissement.

Est qualifiée de publique, la réunion privée, s'il résulte des circonstances de fait, lieu de la réunion que la réunion n'a plus un caractère privé.

Les contrevenants sont punis d'un emprisonnement non



inférieur à un mois et d'une amende non inférieure à 1.000 livres. Sont punis des mêmes peines ceux qui prennent la parole dans ces réunions. L'autorité de police de l'arrondissement peut, soit en cas d'omission de la déclaration, soit pour des raisons d'ordre public, de moralité ou d'hygiène publiques, interdire la réunion. L'autorité de police peut pour les mêmes raisons prescrire les modalités de temps et de lieu de la réunion.

Quiconque contrevient à l'interdiction ou aux prescriptions des autorités est puni d'un emprisonnement non inférieur à deux mois et d'une amende non inférieure à 2.000 livres. Est puni de la même peine quiconque prend la parole dans la réunion.

*Article 19.* — Si à l'occasion de réunions ou de rassemblements publics se produisent des manifestations qui donnent lieu à des exclamations séditieuses ou attentatoires à la dignité ou au prestige des autorités ou qui peuvent de n'importe quelle manière mettre en danger l'ordre public, ou la sûreté des citoyens ou si dans ces réunions ou rassemblements se produisent d'autres délits prévus par le code pénal, les réunions et les rassemblements peuvent être dissous. L'article 20 qualifie de manifestation séditieuse :

« Le déploiement de drapeaux ou emblèmes qui sont des symboles de révolution sociale, ou de révolte, ou de mépris contre l'Etat le Gouvernement ou les autorités.

Citons de plus l'article 4 de la loi sur la défense de l'Etat :

*Article 4.* — Quiconque reconstitue, même sous une forme diverse et un nom différent, des associations, des organisations ou des partis dissous par ordre de l'autorité publique, est puni de la réclusion de trois à dix ans, outre l'interdiction perpétuelle des fonctions publiques. Quiconque fait partie d'une telle association, organisation ou parti est puni, pour le seul fait de la participation, de la réclusion de deux à cinq ans et de l'interdiction perpétuelle des fonctions publiques.

Est puni de la même peine quiconque propage sous n'im-



porte quelle forme la doctrine, les programmes et les méthodes d'action de ces associations, organisations ou partis.

Telles sont les mesures complémentaires aux textes fondamentaux promulgués par le fascisme. Quoi qu'on en puisse penser, ils sont logiques car sitôt admis le principe de la suprématie de l'Etat, c'est à-dire de l'intérêt général sur l'intérêt particulier, on est obligé de tout subordonner à celui-ci sacrifiant celui-là.

Le fascisme et c'est peut-être son originalité, s'il en a une, veut instaurer la collaboration des classes mais il la regarde non comme une fin mais comme un moyen, il l'estime indispensable à la vie de l'Etat et écarte donc tous les incidents qui pourraient rompre les liens entre le capital et le travail : la grève lui est odieuse car en divisant la nation en deux clans ennemis, elle cause à celle-ci un préjudice matériel et moral, elle l'amoindrit par conséquent et c'est avant tout ce qu'il ne faut pas. Rien ne peut mieux faire comprendre l'intensité du sentiment national fasciste que la lecture de l'article 1<sup>er</sup> de la Charte du travail :

« La nation italienne est un organisme ayant des buts, une vie et des moyens d'action supérieurs tant par leur puissance que par leur durée à ceux des individus séparés ou groupés qui la composent. C'est une unité morale politique et économique qui se réalise intégralement dans l'Etat fasciste ».

Cet état nouveau a trouvé en lui-même la force de réaliser les fins qu'il s'était assignées, la grève étant un obstacle, il l'a brisée. L'avenir nous apprendra si cette construction juridique a pu survivre à l'homme qui l'a conçue.

## CONCLUSION

Nous voici arrivés au terme de cette longue étude et nous devons maintenant essayer de dégager une conclusion.

Comment se pose à l'heure actuelle le problème de la grève générale. Il ne semble pas, que les conceptions de la grève générale soient restées identiques à elles-mêmes et cela en raison même de l'influence du communisme. Cette influence qui s'est exercée en tous pays a eu surtout pour résultat de déformer la conception première de la grève générale, elle l'a pour ainsi dire uniformisée en lui enlevant ce qui constituait son originalité, son caractère national.

Dans notre pays, en particulier, depuis l'avènement d'une nouvelle C. G. T. unitaire, laquelle se dit aux ordres de Moscou, la grève générale n'a plus l'éclat qu'elle avait autrefois.

La vieille C. G. T. convertie, pour un temps au réformisme, ne semble pas s'en inquiéter beaucoup et la C. G. T. U. semble au contraire s'en inquiéter trop. Les journées rouges se succèdent les unes aux autres et cela avec une régularité presque mathématique de sorte que ce fameux « grand soir » qu'on remet toujours au lendemain risque fort de tomber un quelque peu dans l'oubli.

Ce ne sont certes pas les échecs répétés des journées révolutionnaires qui pourraient enflammer l'ardeur des militants.

Est-ce dire que cette situation n'ait pas inquiété des syndicalistes révolutionnaires, fidèles aux vieilles doctrines et malgré tout plus « nationalistes » qu'il ne se croient eux mêmes ?

L'un d'entre eux E. Berth a dans une série d'articles publiés dans « la Révolution prolétarienne », et intitulés « le réveil du syndicalisme est-il encore possible ? » étudié la question avec beaucoup de conscience. « Il faut en occident a-t-il écrit revenir au syndicalisme révolutionnaire considéré comme le terme extrême de l'évolution socialiste comme l'expression authentique du mouvement ouvrier moderne ayant formulé dans la Charte d'Amiens sa charte définitive et dont il faut voir dans Proud'hon, Marx et Sorel les théoriciens et les guides spirituels véritables. Dira-t-on que la guerre et la Révolution russe ont rendu ce retour impossible et pour tout dire utopique ? Les syndicalistes révolutionnaires, c'est un fait, ont été les premiers en Occident à saluer la révolution russe, comme à résister à la « psychose de guerre » et le plaidoyer pour Lénine de Sorel est resté assez fameux. S'ils sont aujourd'hui, c'est un autre fait, les premiers également à dénoncer la déviation staliniste et à rompre en visière aux étranges filiales que le bolchevisme a suscitées en Occident, ou tous les défauts du vieux guesdisme se retrouvent violemment et vilainement accusés, qu'est-ce à dire ?

Les russes fiers de leur Révolution et tout pleins de son orgueil assurément très légitime, ont prétendu diriger l'internationale — la III<sup>e</sup> — au doigt et à l'œil. Moscou est devenue la capitale de cette III<sup>e</sup> internationale, comme Londres avait été celle de la I<sup>e</sup> et Berlin celle de la II<sup>e</sup>, les partis communistes de France, d'Allemagne, d'Italie, et d'Angleterre ne sont que les humbles sections sans originalité ni vie indépendante et réelle d'une sorte d'armée dont l'Etat-major russe dispose ou prétend disposer à son gré comme de simple pions qu'un joueur d'échecs avance ou recule sur son échiquier. Une pareille conception de l'internationale, et surtout une telle manière de la réaliser ne pouvaient aboutir qu'à de rapides mécomptes. L'internationale ne doit pas être, en effet, ou sembler être entre les mains d'une nation particulière une sorte d'instrument qu'on peut arriver

à prendre pour l'organe d'un pangermanisme ou d'un panslavisme quelconques ; elle ne doit pas constituer une espèce de gouvernement *in partibus* ou de super-Etat régissant dictatorialement toutes ses sections, l'unité ouvrière à réaliser en son sein ne doit pas être une unité gouvernementale, mais une unité toute intellectuelle et toute morale, et telle que toutes les sections nationales qui la composent soient animées d'un véritable esprit internationaliste, d'une âme vraiment internationaliste, leur faisant prendre, spontanément et librement, des décisions et une orientation de caractère internationale. En un mot, et pour employer une image parfaitement adéquate aux temps actuels, elle ne doit pas être face à l'économie capitaliste qui tend à devenir un vaste trust, une espèce de trust ouvrier constituant une fusion despotique de toutes les sections au sein d'une section plus impérieuse et s'érigeant en mentor universel, mais sur le modèle de cette fédération des Bourses, que Fernand Pelloutier avait naguère organisée, une libre fédération de tous les prolétaires nationaux se donnant un libre statut syndical » (1).

(On ne peut avouer plus clairement la faillite d'une idée).

Examinant un peu plus loin la situation internationale il conclut : « Le syndicalisme révolutionnaire était une solution originale du conflit séculaire de l'autorité et de la liberté du centralisme et du fédéralisme de l'étatisme et de l'anarchisme, il avait conçu et tenté de réaliser une formation ouvrière qui fut une liberté organisée, à égale distance de l'anarchie parlementaire et du césarisme bureaucratique deux aspects, à ses yeux, d'ailleurs parfaitement complémentaires l'un de l'autre. Mais à l'heure actuelle, c'est le culte superstitieux de l'Etat qui de nouveau a repris une vitalité extraordinaire, tant en Italie, qu'en Russie, la liberté est honnie, et elle est étouffée sous la dictature des partis qui se sont emparés de l'Etat et essaient d'en faire la substance même de la société.

(1) E. Berth. — *Le syndicalisme révolutionnaire est-il encore possible ? Les cahiers bleus*, 12 juillet 1930.

L'Europe libérale et démocratique se voit bafouée et piétinée avec une violence sauvage par ces fascistes et ces bolchevicks qui, tournant en dérison son impuissance parlementaire, prétendent introduire la société moderne pour mettre fin à ses agitations libertaires dans une espèce de camisole de force.

L'Europe libérale expie durement ses irrémissibles péchés, sa prétendue démocratie n'ayant amené qu'une pure dissolution sociale se voit brutalement éliminée par ces enfants terribles que sont les fascistes et les bolcheviks, qui lui font faire une vraie pénitence médiévale et lui redressent un maintien devenu par trop lâche et abandonné, en lui donnant un corset de fer. Le problème était assurément de sortir de l'anarchie démocratique et de transcender l'Etat moderne, expression politique adéquate de la domination sociale de la bourgeoisie, il fallait se hausser sur un plan où l'organisation triomphât de l'individualisme. A ce problème, le fascisme, en Italie, et le bolchevisme, en Russie ont donné une solution brutale et purement étatiste qui peut sans doute convenir à ces deux pays plutôt encore jeunes politiquement et où l'Etat moderne avait plus besoin d'être créé que dépassé mais qui, manifestement, ne saurait être adoptée telle quelle par les trois grands peuples de l'Occident, l'Angleterre, l'Allemagne, et la France dont la maturité politique et sociale est infiniment plus avancée.

En Russie, les intellectuels qui ont constitué le parti Bolchévique et trouvé en Lénine leur homme providentiel n'auront finalement réussi en exerçant au nom du prolétariat une dictature de caractère blanquiste, qu'à créer cette bourgeoisie qui manquait encore et qui développera le capitalisme, condition nécessaire selon Marx à la formation d'un prolétariat vraiment révolutionnaire.

En Italie, Mussolini, avec ses bandes fascistes, haussera l'Etat de ses formes encore municipales et provinciales à une centralisation toute moderne et provoquera un essor économique qui mettra ce pays au niveau des grandes puis-



sances capitalistes. Il ne pouvait être question ici et là, de transcender un Etat moderne qui je le répète avait plus besoin d'être créé que dépassé, le bolchevisme et le fascisme auront pourvu à cette création, ce sera leur contribution finale au devenir historique de la civilisation contemporaine.

Mais, en Angleterre, en Allemagne et en France, ces trois grands pays où le capitalisme a atteint sa pleine maturité politique et sociale et où le prolétariat, par suite, peut jouer un rôle non plus adjuvant de masse de manœuvre mais un rôle directeur, toutes les conditions semblent réunies pour le développement du syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire pour la création d'un ordre où l'Etat moderne sera vraiment transcendé et où au Parlement, expression politique de la domination sociale de la bourgeoisie, se substituera le syndicat, organe par excellence de la domination sociale du prolétariat.

En Angleterre, on a vu déjà se produire cette grève de mineurs qui a secoué si violemment la vieille société anglaise et qui si elle a pratiquement échoué, a montré néanmoins ce que pourrait être cette grève générale prolétarienne, dont Sorel a exposé le mythe : et le trade unionisme évolue certainement vers des formes plus révolutionnaires. En Allemagne, Sorel avait pu croire, un moment que la Social-démocratie se transformerait elle aussi en syndicalisme et prendrait, sous cette forme nouvelle, la tête d'une opposition radicale au capitalisme américain, et il est bien vrai que cela ne s'est pas encore réalisé mais la situation créée par la complète vassalisation économique de l'Allemagne au capital yankee n'a pas encore eu le temps de produire toutes ses conséquences. En France enfin, comme je l'ai dit, il n'existe plus sans doute, que le petit groupe de la R. P. qui défende le point de vue syndicaliste, mais quand le Parti communiste, selon une évolution fatale ne sera plus guère que l'aile marchante de la démocratie radicale bourgeoise et que la C. G. T. de Jouhaux s'avérera un simple organisme d'incorporation du prolétariat au régime établi, il ne se peut pas que le vieil

esprit autonomiste des syndicats ne se réveille et ne reprenne ses antiques formations ; néo-millerandisme et néo-guesdisme retrouveront alors en face d'eux un vigoureux syndicalisme révolutionnaire » (1).

Le monde a donc le choix entre le dictature ou la liberté seul le syndicalisme révolutionnaire selon M. Berth pourra assurer le triomphe de cette dernière, mais il faut pour cela que le syndicalisme révolutionnaire redevienne ce qu'il était, qu'il retrouve son autonomie.

« Qu'il se dégage de toute tutelle de parti ». L'expérience du parti communiste doit sembler aux ouvriers sérieux et soucieux de parvenir par eux mêmes à leur émancipation aussi décisive que possible ; il est désormais archi-établi qu'un Parti, quelqu'il soit, et si révolutionnaire qu'il voudra bien s'afficher, n'est pas une formation vraiment prolétarienne et que sa dictature s'il arrive à l'installer n'est que la dictature de quelques intellectuels sur le prolétariat et n'aboutit qu'à instaurer une bureaucratie stérilisante et un socialisme d'Etat qui n'a rien de commun avec le socialisme vraiment prolétarien ».

L'émancipation des travailleurs, doit donc être l'œuvre des travailleurs eux mêmes. Est-ce à dire que ce réveil ne se produira pas ? L'avenir nous renseignera à ce sujet mais dès à présent nous pouvons noter que si le syndicalisme révolutionnaire et la grève générale sont en déclin momentanément en Angleterre et en Italie tout le mérite en revient au législateur ; sans vouloir préjuger de l'avenir on peut se demander s'il ne serait pas indispensable de mettre un frein à la liberté dont jouissent sous le couvert de la loi les agitateurs professionnels ? Nous ne demandons certes pas que l'on restreigne les droits légitimes accordés aux travailleurs touchant la défense de leurs intérêts corporatifs. Mais il semblerait logique qu'une loi vint coordonner les textes épars de notre législation, combler certaines lacunes, ren-

(1) E. Berth, *le Syndicalisme révolutionnaire est-il encore possible ? Les cahiers bleus*, 12 juillet 1930.

forcer certaines pénalités afin de protéger la nation contre les coups de force.

Au risque de passer pour réactionnaire, nous souhaiterions vivement que les politiciens dont les appétits sont toujours plus insatiables se préoccupent d'assurer enfin à la France une politique sociale plus cohérente. Le progrès ne consiste pas essentiellement dans une plus grande liberté ; ce faisant on tombe dans un excès dangereux, la politique sociale au sens étymologique du mot devrait selon nous, assurer autant que faire se peut, le maximum de bien être en exigeant de tous, l'accomplissement strict de leur tâche.

Mais cela c'est peut-être trop demander ? et lorsqu'on réfléchit quelque peu on est bien obligé de constater que la réalité est plus décevante, les peuples négligeant les dernières leçons de l'histoire forgent eux mêmes leur malheur. Bernés par les promesses mensongères des hommes qui font profession d'exploiter leur crédulité, ils se laissent toujours séduire et vont vers ceux-là même qui se riront de leurs souffrances.

Quel est l'homme qui osera braver l'impopularité des foules et réaliser les réformes que tous les bons citoyens s'accordent à juger comme indispensables ?

VU : *Le Président*  
WILLIAM OUALID

VU : *Le Doyen*  
H. BERTHELEMY

VU : *et permis d'imprimer.*  
*Le Recteur de l'Académie de Paris*  
S. CHARLÉTY

## BIBLIOGRAPHIE

- BARATIER (Paul). *L'autonomie syndicale et ses limites devant les Cours anglaises*, (thèse, 1928).
- BERTH (Edouard). — *Marchands intellectuels, politiciens* (Mouvement socialiste, 15 octobre 1907).
- Révolution sociale et évolution juridique* (Mouvement socialiste, 15 novembre 1904).
- Anarchisme individualiste*. — *Marxisme orthodoxe, syndicalisme révolutionnaire* (Mouvement socialiste, 1<sup>er</sup> mai 1905).
- Le syndicalisme révolutionnaire est-il encore possible ?* (Cahiers bleus, 12 juillet 1930).
- BERTHÉLÉMY (Henri). — *Le droit de grève et les fonctions publiques* (leçons professées à l'Ecole des hautes études sociales) Paris, Alcan, 1909.
- Les syndicats de fonctionnaires* (Revue politique et parlementaire, 15 février 1906).
- La crise du fonctionnaire* (Questions pratiques, 1906).
- BRIAND (Aristide). — *La grève générale et la Révolution* (discours prononcé au congrès général du parti socialiste français, décembre 1899).
- BUISSON (Et.). — *La grève générale*.
- BUOZZI et NITTI. — *Fascisme et syndicalisme*.
- DELESALLE (Paul). — *Les bourses du travail*.
- FERRI (Enrico). — *Enquête sur la grève générale* (Mouvement socialiste, août 1904).
- FABRE. — *Le conflit minier britannique et ses conséquences nationales et internationales*.
- GAILLARD (Olphe). — *Les syndicats de fonctionnaires et les grèves dans les services publics* (Questions pratiques, 1910).
- GRIFUELHES. — *L'action syndicaliste*.
- Le syndicalisme révolutionnaire* (Mouvement socialiste, 1<sup>er</sup> janvier 1905). *Enquête sur la grève générale* (Mouvement socialiste, août 1904).
- HAURIU (Maurice). — *Précis de droit administratif et de droit public*, (1928).

HYNDMAN. — *Enquête sur la grève générale*, (Mouvement socialiste, août 1904).

JAURÈS. — *Enquête sur la grève générale*, (Mouvement socialiste, août 1904).

Déposition au procès Bousquet-Lévy.

JOUHAUX. — *Le syndicalisme français* (conférence faite à la maison du peuple de Bruxelles le 6 décembre 1911).

JULIA. — *La grève générale en Angleterre* (*Revue politique et parlementaire*, 10 mai 1926).

HARDY (Keir). — *Enquête sur la grève générale*, (Mouvement socialiste, août 1904).

KEUFER. — *Le syndicalisme réformiste*, (Mouvement socialiste, janvier 1905).

LAFARGUE (Paul). — *Enquête sur la grève générale* (Mouvement socialiste, août 1904).

LAFONT (Ernest). — *Le 18<sup>e</sup> congrès du parti ouvrier belge* (Mouvement socialiste, 5 juin 1903).

LAGARDELLE (Hubert). — *Les intellectuels et le socialisme ouvrier* (Mouvement socialiste, février 1907).

— *La C. G. T. et le parti socialiste* (Mouvement socialiste, 15 octobre 1907).

— *Les origines du socialisme parlementaire* (Mouvement socialiste, septembre 1909).

— *Classes sociales et partis politiques* (Mouvement socialiste, juillet-août 1909).

— *L'origine du syndicalisme en France* (Mouvement socialiste novembre-décembre 1909).

LAGARDELLE (Hubert). — *La démocratie en France* (Mouvement socialiste, janvier-février 1913).

LEROY (Maxime). — *Syndicats et services publics*.

LEVASSEUR. — *Questions ouvrières et industrielles en France sous la III<sup>e</sup> République*.

LEROY-BEAULIEU. — *L'état moderne et ses fonctions*.

LOUIS (Paul). — *Le syndicalisme contre l'Etat*.

MARTIN SAINT-LÉON. — *Les deux C. G. T* (Syndicalisme et Communisme).

OLIVETTI. — *Action directe et médiation* (Mouvement socialiste, juillet 1909).

OLIVIER (Emile). — *Rapport sur la loi de 1864* (Droit de coalition) (*Moniteur universel* 1863-1864).

*La loi sur les coalitions* (*Revue des deux mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1901).



- OUALID (William). — *Cours de législation industrielle*, 1926-1927 (Doctorat).
- PARAF (Pierre). — *Syndicalisme pendant et après la guerre*.
- PICARD (Roger). — *Le mouvement syndical avant la guerre*.
- PIC (Paul). — *Traité de législation industrielle* 1930.
- Les grèves anglaises et le trade-unionisme* (*Revue politique et parlementaire*, 1<sup>er</sup> mai 1927).
- Le 1<sup>er</sup> mai et sa Mystique*, C. G. T., grève générale et syndicats de fonctionnaires (*Questions pratiques*, 1920).
- QUESLCH (Henry). — *Enquête sur la grève générale* (*Mouvement socialiste*, août 1904).
- ROLLAND (Louis). — *Droit administratif* 1928.
- *La grève des agents d'un service public concédé et le droit public* (*Revue de droit public et de la science politique*, 1910).
- *La grève des postes de 1909 et le droit public* (*Revue de droit public et de la science politique*, 1909).
- SEILHAC (Léon de). — *Les congrès ouvriers*.
- SIEGFRIED (André). — *L'Angleterre d'aujourd'hui, le Labour-Party* (*Revue du musée social*, avril 1924).
- SIGNOREL (Jean). — *La grève générale anglaise de mai 1926*.
- SOREL (Georges). — *Réflexions sur la violence*.
- VAILLANT (Edouard). — *Enquête sur la grève générale*, (*Mouvement socialiste* août 1904).
- VANDERVELDE. — *La grève générale*.
- VILLEY. — *Chronique du syndicalisme* (*Revue politique et parlementaire* 1927-1928).
- YVETOT. — *A. B. C. Syndicaliste*.

#### I. — DOCUMENTS OFFICIELS

*Documents parlementaires*, (séance du 15 mars 1881). Rapport de Alain Targé.  
*Journal officiel*.

#### II. — DOCUMENTS DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

*Recueil de jurisprudence internationale du travail* 1926-1927-1928.  
*Libertés syndicales*, 1928.  
*Série législative*, 1926-1927-1928.  
*Institut fasciste de Lausanne-Documents contenant l'exposé des principes directeurs du fascisme*.

III. — PÉRIODIQUES

*Humanité*, 1927.

*Information ouvrière et sociale*, 1920.

*Le Révolté*, 1886.

*Le socialiste*, 1886.

IV. — RECUEILS DE JURISPRUDENCE

DALLOZ.

SIREY.

LEBON (*Arrêts du conseil d'Etat*).

# TABLE DES MATIÈRES

|                    |   |
|--------------------|---|
| INTRODUCTION ..... | 1 |
|--------------------|---|

## PREMIÈRE PARTIE

### La grève générale en théorie

|                                                                                                 |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — La genèse de la grève générale.....                                               | 3  |
| CHAPITRE II. — La grève générale et les socialistes.....                                        | 19 |
| CHAPITRE III. — La grève générale et les syndicalistes.....                                     | 37 |
| CHAPITRE IV. — Les positions politiques et sociales des partisans<br>de la grève générale ..... | 51 |

## DEUXIÈME PARTIE

### La grève générale en pratique

|                                                     |     |
|-----------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — La grève générale en France.....      | 84  |
| CHAPITRE II. — La grève générale en Angleterre..... | 106 |
| CHAPITRE III. — La grève générale en Italie.....    | 128 |

## TROISIÈME PARTIE

|                                 |     |
|---------------------------------|-----|
| La grève générale en droit..... | 139 |
|---------------------------------|-----|

### TITRE I. — FRANCE

#### I. — *Le droit de grève et les travailleurs collaborateurs à un service public concédé*

|                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — Le droit de grève et les fonctionnaires.....                                       | 142 |
| CHAPITRE II. — Le droit de grève et les employés et ouvriers d'un<br>service public concédé..... | 161 |

#### II. — *La grève générale et les travailleurs non collaborateurs à un service public ou à un service concédé*

|                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — Les lois de 1864 et de 1884 .....           | 181 |
| CHAPITRE II. — La grève générale et la jurisprudence..... | 201 |

### TITRE II. — ÉTRANGER

|                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — Angleterre. — Etude de la loi du 29 juillet 1927.    | 230 |
| CHAPITRE II. — Italie. — Etude de la législation sociale fasciste. | 252 |
| CONCLUSION .....                                                   | 280 |

# TABLE DES MATIÈRES

## PREMIÈRE PARTIE

### La table générale de l'ouvrage

|    |                                |
|----|--------------------------------|
| 1  | La table générale de l'ouvrage |
| 2  | La table générale de l'ouvrage |
| 3  | La table générale de l'ouvrage |
| 4  | La table générale de l'ouvrage |
| 5  | La table générale de l'ouvrage |
| 6  | La table générale de l'ouvrage |
| 7  | La table générale de l'ouvrage |
| 8  | La table générale de l'ouvrage |
| 9  | La table générale de l'ouvrage |
| 10 | La table générale de l'ouvrage |

## DEUXIÈME PARTIE

### La table générale de l'ouvrage

**Saint-Amand (Cher). — Imprimerie R. BUSSIÈRE — 9-5-1932**

## TROISIÈME PARTIE

### Table I — FRANCE

|    |                                |
|----|--------------------------------|
| 1  | La table générale de l'ouvrage |
| 2  | La table générale de l'ouvrage |
| 3  | La table générale de l'ouvrage |
| 4  | La table générale de l'ouvrage |
| 5  | La table générale de l'ouvrage |
| 6  | La table générale de l'ouvrage |
| 7  | La table générale de l'ouvrage |
| 8  | La table générale de l'ouvrage |
| 9  | La table générale de l'ouvrage |
| 10 | La table générale de l'ouvrage |

### Table II — ÉTRANGER

|    |                                |
|----|--------------------------------|
| 1  | La table générale de l'ouvrage |
| 2  | La table générale de l'ouvrage |
| 3  | La table générale de l'ouvrage |
| 4  | La table générale de l'ouvrage |
| 5  | La table générale de l'ouvrage |
| 6  | La table générale de l'ouvrage |
| 7  | La table générale de l'ouvrage |
| 8  | La table générale de l'ouvrage |
| 9  | La table générale de l'ouvrage |
| 10 | La table générale de l'ouvrage |







